



MINISTÈRE DES FINANCES

**Comptes
publics
de l'ONTARIO**

2009-2010

ÉTATS DES MINISTÈRES
ET ANNEXES

Volume **1**



MINISTÈRE DES FINANCES

**Comptes
publics
de l'ONTARIO**

2009-2010

ÉTATS DES MINISTÈRES
ET ANNEXES

Volume **1**

TABLE DES MATIÈRES

| | Page |
|--|-------|
| Guide d'interprétation des comptes publics | iii |
| Sources de renseignements supplémentaires | vi |
| Section 1 – Annexes – Recettes et dépenses | |
| Détails des recettes | 1-1 |
| Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale | 1-18 |
| Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses | 1-20 |
| Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement | 1-22 |
| Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations | 1-24 |
| Fonds ontarien d'initiative | 1-27 |
| Section 2 – États financiers des ministères | |
| Affaires autochtones | 2-1 |
| Affaires civiques et Immigration | 2-7 |
| Affaires municipales et Logement | 2-19 |
| Agriculture, Alimentation et Affaires rurales | 2-31 |
| Bureau de l'Assemblée législative | 2-45 |
| Bureau du Conseil des ministres | 2-53 |
| Bureau du directeur général des élections | 2-59 |
| Bureau du lieutenant-gouverneur | 2-65 |
| Bureau du vérificateur général | 2-69 |
| Cabinet du Premier ministre | 2-73 |
| Commerce international et Investissement | 2-77 |
| Culture | 2-83 |
| Développement du Nord et Mines | 2-97 |
| Développement économique | 2-107 |
| Éducation | 2-115 |
| Énergie et de l'infrastructure | 2-127 |
| Environnement | 2-139 |
| Finances | 2-151 |
| Formation, Collèges et Universités | 2-171 |
| Office des affaires francophones | 2-185 |
| Ombudsman Ontario | 2-193 |
| Petites Entreprises et Services aux consommateurs | 2-199 |
| Procureur général | 2-205 |
| Promotion de la santé | 2-221 |
| Recherche et Innovation | 2-227 |
| Revenu | 2-233 |
| Richesses naturelles | 2-241 |
| Santé et Soins de longue durée | 2-259 |
| Sécurité communautaire et Services correctionnels | 2-291 |
| Services à l'enfance et à la jeunesse | 2-319 |
| Services gouvernementaux | 2-331 |
| Services sociaux et communautaires | 2-351 |
| Tourisme | 2-361 |
| Transports | 2-371 |
| Travail | 2-389 |

TABLE DES MATIÈRES – (Suite)

Page

Section 3 – Annexes – Dette

| | |
|--|------|
| Titres Émis | 3-1 |
| Remboursement de la dette | 3-7 |
| Sommaire de l'encours de la dette | 3-13 |
| Encours de la dette | 3-16 |
| Transactions de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) | 3-45 |

Section 4 – Autres annexes supplémentaires

| | |
|--|------|
| Prêts et investissements | 4-1 |
| Fonds et autre passif | 4-8 |
| Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario | 4-12 |
| Créances exigibles de la Couronne | 4-16 |

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2009-2010 comprennent le **Rapport annuel** et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les états des ministères et des annexes détaillées sur la dette et d'autres éléments. Les états des ministères portent sur les activités financières de chaque ministère. Ils sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comparent les crédits autorisés aux dépenses réelles. Les charges des ministères comprennent toutes les charges autorisées par l'Assemblée législative, mais excluent les redressements découlant de la consolidation des organismes publics dont les charges ne sont pas autorisées.

Le **volume 2** contient les états financiers des Organismes de services du gouvernement et Entreprises publiques qui font partie du périmètre comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient le détail des paiements versés par les ministères aux fournisseurs et aux bénéficiaires de paiements de transfert.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU VOLUME 1 DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) États financiers des ministères

Vient ensuite, aux pages 2-1 à 2-401, une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Les cinq états financiers suivants sont présentés pour chaque ministère, s'il y a lieu :

(a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil du Trésor. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi sur les crédits*. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. S'il y a lieu, les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

COMPTES PUBLICS, 2009-2010

On trouvera ci-après un aperçu des dépenses par catégories de dépenses :

DÉPENSES

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat de toutes les machines et de tout le matériel (véhicules automobiles et ordinateurs compris), neufs et d'occasion, et l'achat de tous les matériaux, toutes les fournitures et tous les services publics nécessaires.

Paiements de transfert

Cette catégorie comprend les subventions, subsides et aides versées à des particuliers, des entreprises, des organismes à but non lucratif et d'autres organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts et les subventions remboursables.

ACTIFS

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Terrains

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes.

Matériel de technologie de l'information

Cette catégorie comprend les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités.

Parc automobile et flotte de bateaux

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions

Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

(d) « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel et les créances exigibles de la Couronne.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/fr/budget/paccts/2009.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/french/budget/ontariobudgets et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le ministre des Finances, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1^{er} avril est déposé devant l'assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez www.fin.gov.on.ca/french/budget/estimates.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/french/economy/ecaccts.

NOTA

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 ou en téléphonant au 416 326-5300 ou au 1 800 668-9938 (interurbains sans frais). On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie de Publications Ontario, située au 777, rue Bay, Niveau du marché, Toronto. On peut aussi accéder au document par voie électronique en visitant le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca. Pour d'autres renseignements, notamment sur les commandes en ligne, veuillez visiter le site Web de Publications Ontario à www.publications.serviceontario.ca.

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario, 50 Grosvenor Street, Toronto, Ontario M7A 1N8; by calling (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 777 Bay Street, Market Level, Toronto. For further options, including on-line ordering, please visit the Publications Ontario website at www.publications.serviceontario.ca. For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca.

section 1

**Annexes –
Recettes et dépenses**

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2010

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.

| | 2010 | 2009 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| | \$ | \$ |
| RECETTES FISCALES | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers..... | 23 393 069 500 | 25 738 205 577 |
| Taxe de vente | 17 058 720 773 | 17 021 274 056 |
| Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires..... | 5 625 600 000 | 5 696 000 000 |
| Impôt sur les sociétés | 5 615 013 330 | 6 748 142 080 |
| Impôt-santé des employeurs..... | 4 545 138 733 | 4 616 625 086 |
| Contribution-santé de l'Ontario..... | 2 762 618 993 | 2 775 724 100 |
| Taxe sur l'essence | 2 336 224 970 | 2 322 953 516 |
| Taxe sur le tabac..... | 1 083 115 955 | 1 043 538 548 |
| Droits de cession immobilière..... | 1 005 053 759 | 1 008 365 545 |
| Taxe sur les carburants..... | 658 046 576 | 698 002 987 |
| Paiements tenant lieu d'impôt (électricité)..... | 516 000 000 | 830 000 000 |
| Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés | 165 258 749 | 131 565 490 |
| Impôt sur l'administration des successions | 107 163 493 | 106 767 895 |
| Impôt sur les bénéfiques miniers | 15 862 557 | 72 903 583 |
| Redevances sur les revenus bruts – Élément <i>impôt foncier</i> | 27 989 940 | 32 487 331 |
| Taxe sur le pari mutuel..... | 5 400 685 | 5 636 873 |
| Impôt foncier provincial..... | 9 735 833 | 4 561 069 |
| Impôt calculé sur la superficie en acres – <i>Loi sur les mines</i> | 678 400 | 2 856 205 |
| Commission des sports professionnels..... | 6 776 | 7 971 |
| TOTAL DES RECETTES FISCALES..... | 64 930 699 022 | 68 855 617 912 |

L'impôt sur le revenu des particuliers est perçu par le gouvernement fédéral pour le compte de la province. Le montant déclaré par la province a été réduit de 30 146 263 \$ pour les crédits d'impôt de l'Ontario, à l'exclusion des crédits d'impôts fonciers et de taxe sur les ventes en 2009-2010¹, et de 29 000 000 \$ en 2008-2009.

En 2010, les taux d'imposition de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables de moins 37 106 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de 37 106 \$ à 74 214 \$; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 74 214 \$. En 2009, les taux d'imposition de l'Ontario sont les suivants : 6,05 % sur les revenus imposables de moins 36 848 \$; 9,15 % sur les revenus imposables de 36 848 \$ à 73 698 \$; et 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 73 698 \$. En 2008, les taux d'imposition de l'Ontario sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins 36 020 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de 36 020 \$ à 72 041 \$; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 72 041 \$. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 6,05 % en 2008 et 2009 et de 5,05 % commençant en 2010 (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance excédant 200 \$) avant le calcul de la surtaxe provinciale et la réduction de l'impôt ontarien. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables sont indexés tous les ans.

¹ Depuis la publication du budget de 2010, les crédits d'impôts fonciers sont déduits des revenus tirés des impôts prélevés aux fins scolaires plutôt que des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers, comme c'était le cas auparavant. En outre, les crédits de taxe de vente sont maintenant déduits des revenus tirés de la taxe de vente plutôt que des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers, comme on le faisait dans le passé. Ce changement de présentation n'a aucune incidence sur les finances. Les chiffres de 2008-2009 ont été retraités à des fins de comparabilité.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2010**

Les personnes à revenu plus élevé doivent payer une surtaxe. En 2010, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 006 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 127 \$. En 2009, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 257 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 370 \$. En 2008, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 162 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 249 \$.

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu de l'Ontario en dessous d'un montant déterminant. Si l'impôt de l'Ontario à payer est supérieur au montant déterminant du déclarant, il se peut que le montant qu'il ait à payer en impôt de l'Ontario soit réduit. Pour 2010, le montant déterminant de base est de 206 \$, auquel on ajoute 382 \$ par personne handicapée à charge ou enfant à charge. Pour 2009, le montant déterminant de base est de 205 \$, auquel on ajoute 379 \$ par personne handicapée à charge ou enfant à charge pour lequel le déclarant demande la réduction d'impôt. Pour 2008, le montant déterminant de base est de 201 \$, auquel on ajoute 370 \$ par personne handicapée à charge ou enfant à charge.

La taxe de vente de l'Ontario est perçue pour la province par des vendeurs titulaires d'un permis sur la juste valeur des produits et services taxables, n'incluant pas la taxe sur les produits et services fédérale. Le montant des revenus tirés de la taxe de vente est déduction faite des crédits de taxe de vente de l'Ontario de 193 742 482 \$ pour 2009-2010 et de 246 000 000 \$ pour 2008-2009. La taxe équivaut à 8 % du prix de la plupart des biens meubles corporels et de certains services. Le taux de cette taxe est de 10 % pour les billets d'entrée d'une valeur supérieure à 4 \$, de même que pour les boissons alcoolisées vendues dans les établissements titulaires d'un permis; il est de 12 % pour les boissons alcoolisées vendues dans les points de vente au détail, et de 5 % pour les logements temporaires. Les primes d'assurance sont, en général, assujetties à une taxe de 8 %; toutefois, les primes d'assurance automobile, les primes d'assurance-vie et d'assurance maladie individuelles ainsi que les réparations et les remplacements effectués sous garantie sont exemptés. Une taxe aux fins de conservation de carburant est également prélevée en vertu de la *Loi sur la taxe de vente au détail*. Un barème de taxe progressif est utilisé lors de l'achat de véhicules de tourisme et de véhicules sports utilitaires neufs en fonction de leur cote de consommation routière de carburant. Un crédit d'impôt de 100 \$ est offert à l'acheteur d'un nouveau véhicule de tourisme dont la cote de consommation routière de carburant est de moins de 6 litres d'essence ou de carburant diesel aux 100 kilomètres. Les personnes qui fabriquent leur bière et leur vin dans l'établissement d'un vendeur sont tenues de payer une taxe de 0,13 \$ le litre. Les personnes qui fabriquent d'autres biens meubles corporels pour leur consommation personnelle sont tenues de payer une taxe de 8 % sur la juste valeur. La *Loi sur la taxe de vente au détail* prévoit divers rabais et exonérations. Le 1er juillet 2010, la taxe de vente au détail de l'Ontario a été remplacée par une taxe sur la valeur ajoutée combinée à la taxe sur les produits et services fédérale pour créer la taxe de vente harmonisée, qui est administrée par le gouvernement fédéral. L'Ontario maintient une taxe de vente au détail sur certaines primes d'assurance et des cessions privées de véhicules d'occasion.

Les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont perçus par les municipalités et transférés aux conseils scolaires pour le financement de l'éducation. Les taux de ces impôts sont établis annuellement par le ministère des Finances pour chaque catégorie de biens immobiliers. Ces impôts sont prélevés sur la valeur imposable des biens à un taux uniforme de 0,241 % pour les biens résidentiels. Les taux pour les biens commerciaux, industriels et les pipelines varient à l'échelle de la province. Ces taux sont régis par la *Loi sur l'éducation*. Les montants tirés de ces impôts indiqués ont été déduits de crédits d'impôts fonciers de 912 millions de dollars en 2010 et de 765 millions de dollars en 2009. Les montants tiennent aussi compte d'un certain nombre de remboursements, de réductions et d'exemptions offerts à l'échelle de la province.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2010**

L'impôt sur les sociétés comprend trois catégories d'impôt prélevé sur les sociétés : l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur le capital et l'impôt sur les primes d'assurance. Les détails suivent.

Impôt sur le revenu : Le taux général d'imposition du revenu des sociétés (IRS) est de 14 %. Les revenus des entreprises actives dans les domaines minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux moindre (12 %). Les petites sociétés privées sous contrôle canadien sont également soumises à un taux d'imposition réduit, soit de 5,5 %. À compter du 1^{er} juillet 2010, le taux général d'IRS passe à 12 %, le taux d'IRS pour les entreprises dans les domaines minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation passe à 10 % et celui des petites entreprises passe à 4,5 %. Le taux général d'IRS diminuera de nouveau pour passer à 11,5 % le 1^{er} juillet 2011, à 11 % le 1^{er} juillet 2010 et à 10 % le 1^{er} juillet 2013. L'avantage du taux réduit accordé aux petites entreprises s'estompe graduellement lorsque le revenu imposable se situe entre 500 000 \$ et 1 500 000 \$ en raison de la surtaxe sur la déduction accordée aux petites entreprises. Cette surtaxe est éliminée à compter du 1^{er} juillet 2010. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés. L'IMS est la partie du montant équivalant à 4 % du revenu redressé net qui dépasse l'IRS à payer, aux fins de la comptabilité. La province réduit le taux de l'IMS pour le faire passer à 2,7 % à compter du 1^{er} juillet 2010 et hausse le seuil de revenu et d'exonération pour les actifs à compter des années d'imposition se terminant après le 30 juin 2010. La province offre divers crédits d'impôt remboursables afin de stimuler certaines activités. Ces crédits d'impôt remboursables sont les suivants : (i) innovation, (ii) éducation coopérative, (iii) formation à l'apprentissage, (iv) production cinématographique et télévisuelle, (v) maisons d'édition, (vi) animation informatique et effets spéciaux, (vii) entreprises parrainant les instituts de recherche, (viii) services de production, (ix) produits multimédias interactifs numériques et (x) enregistrement sonore. La province offre d'autres incitatifs fiscaux pour la recherche-développement et certaines activités du secteur des ressources. À compter du 1^{er} juillet 2010, l'Ontario offre un crédit d'impôt remboursable pour les petits fabricants de bière.

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance-accident et d'assurance-maladie et d'assurance-vie, de 3 % sur les primes des autres types d'assurance et à une taxe supplémentaire de 0,5 % sur les primes d'assurance de biens. D'autres sociétés sont également assujetties aux mêmes taux d'impôt sur les primes d'assurance versées aux assureurs non titulaires de permis. Toutes les sociétés sont également assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance pour les versements afférents aux prestations des personnes non assurées.

Impôt sur le capital : Les sociétés sont généralement assujetties à un impôt sur le capital utilisé en Ontario. La première tranche de 15 millions de dollars de capital versé imposable n'est pas assujettie à l'impôt sur le capital. En 2009, le taux d'impôt sur le capital des sociétés ordinaires est de 0,225 %. L'impôt sur le capital des institutions financières comporte généralement deux paliers. Les taux de 2009 sont les suivants : 0,45 % sur la première tranche de 400 millions de dollars du capital versé imposable rajusté de l'institution financière et 0,675 % sur tout montant excédentaire. En 2009, les institutions financières qui ne recueillent pas de dépôts et dont le capital versé imposable dépasse 400 millions de dollars sont assujetties à un taux d'impôt sur le capital de 0,54 %. Le 1^{er} janvier 2010, les taux de l'impôt sur le capital des sociétés toujours assujetties à cet impôt ont été réduits du tiers. L'impôt sur le capital pour les entreprises se livrant principalement à des activités de fabrication et de ressources a été éliminé le 1^{er} janvier 2007 et cet impôt est éliminé pour toutes les sociétés à compter du 1^{er} juillet 2010.

Les grandes institutions financières peuvent réduire leur impôt sur le capital en effectuant des investissements admissibles dans de petites entreprises ontariennes au titre du crédit d'impôt à l'investissement dans les petites entreprises.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2010**

Les compagnies d'assurance ne paient pas d'impôt ordinaire sur le capital. Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital imposable utilisé en Ontario, sous réserve d'une exemption minimale de 10 millions de dollars; l'impôt sur le revenu et l'IMS donnent également droit à un crédit sur cet impôt.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale en Ontario est de 200 000 \$ ou moins remettent l'impôt à un taux de 0,98 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario se situe entre 200 000 \$ et 400 000 \$ versent l'impôt à un taux progressif variant de 0,98 % à 1,95 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario dépasse 400 000 \$ versent l'impôt à un taux de 1,95 %. La première tranche de 400 000 \$ de la masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé et leurs entités connexes est exonérée de l'impôt-santé.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane pour véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 2,7 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes d'essence, de propane et de carburant aviation désignés par le ministère.

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares, est de 12,35 cents. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Les droits de cession immobilière sont perçus lorsque des biens immobiliers sont cédés. Un taux de 0,5 % est perçu sur la valeur de contrepartie pour les actes de cession sur les premiers 55 000 \$; de 1,0 % sur la valeur se situant entre 55 000 \$ et 250 000 \$; de 1,5 % sur la valeur dépassant les 250 000 \$ puis, lorsque la valeur de contrepartie excède les 400 000 \$ et qu'il s'agit d'un terrain pour immeubles d'habitation de un ou deux logements unifamiliaux, un taux de 0,5 % s'applique au montant excédant 400 000 \$. Les primo-accédants qui achètent un logement de construction récente ou un logement revendu visé par une entente d'achat et de vente conclue après le 31 décembre 2007 sont admissibles à un remboursement des droits de cession immobilière jusqu'à hauteur de 2 000 \$.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les combustibles de distillat moyen clairs utilisés dans des moteurs à combustion interne. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf dans le cas du carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes désignés par le ministère.

Les paiements tenant lieu d'impôt (électricité) sont versés par l'OPG, HOI et les services d'électricité municipaux à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). La SFIEO, qui succède à Ontario Hydro, est responsable du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres éléments de passif d'Ontario Hydro. Tous ces paiements reçus par la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de la dette et d'autres passifs de l'ancienne société Ontario Hydro. Le montant des paiements correspond au montant de l'impôt qui serait perçu en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'imposition des sociétés* et de la *Loi de 2007 sur les impôts*, si ces sociétés ouvertes étaient assujetties aux impôts fédéral et provincial sur les sociétés. Ces sociétés font également des paiements tenant lieu d'impôt foncier.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2010**

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant de l'impôt à acquitter équivaut à 5 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, en tout ou en partie, de la première tranche de 50 000 \$ de la valeur de la succession et à 15 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, ou tout ou en partie, de la valeur de la succession dépassant 50 000 \$.

L'Ontario perçoit un impôt de 10 % sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 \$ et qui découlent de l'extraction de minerais, à l'exclusion des diamants. Les mines éloignées sont admissibles à un taux minier réduit de 5 %. Les diamants sont exclus de l'impôt sur les bénéfices miniers et sont assujettis à une redevance sur la valeur de la production des mines de diamants. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

Les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique doivent verser au ministère des Finances des redevances sur les revenus bruts (RRB). Depuis le 1^{er} janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques. L'élément *impôt foncier* est inclus dans les recettes fiscales de la province, et l'élément *utilisation d'énergie hydraulique* de la RRB est inclus à la rubrique Autres recettes - Redevances (page 1-14).

La taxe sur le pari mutuel, qui est perçue pour la province par les exploitants des pistes de courses, est de 0,5 % pour tous les paris.

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5 % de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, énoncés dans la *Loi sur l'évaluation foncière*.

Un impôt sur la superficie calculée en acres de 0,50 \$ par acre par année est perçu sur les droits miniers concédés par lettres patentes. Le paiement minimal est de 1 \$ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 \$ pour les territoires non érigés en municipalités.

En vertu de la *Loi sur le contrôle des sports*, l'organisateur de toute compétition ou exhibition de boxe doit verser au ministre une somme équivalant à au moins 1 % et au plus 5 % des recettes brutes de la compétition ou de l'exhibition.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2010

L'introduction de la contribution-santé de l'Ontario a permis au gouvernement d'effectuer dans le système de soins de santé en point de la province des investissements dont il avait grandement besoin. Chaque sou provenant de la contribution-santé de l'Ontario va à l'amélioration des services de santé de la province. Depuis 2003-2004, les dépenses liées à la santé ont augmenté de 13,8 milliards de dollars, alors que les revenus dans ce domaine, constitués principalement de la contribution-santé de l'Ontario et des transferts fédéraux, ont progressé de 7,9 milliards de dollars. En 2009-2010, les revenus provenant de la contribution-santé de l'Ontario sont passés de 13 millions de dollars à 2 763 millions de dollars, pour une hausse de 2 776 millions de dollars par rapport à 2008-2009. Au cours de la même période, les charges du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé sont passées de 2 425 millions de dollars à 43 164 millions de dollars, en hausse de 40 739 millions de dollars par rapport à 2008-2009.

Les recettes provenant de la Contribution-santé de l'Ontario sont consacrées aux dépenses dans tous les secteurs qui relèvent du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé; elles ne visent pas de secteurs de programme en particulier. En 2009-2010, les recettes tirées de la contribution ont été de 2 763 millions de dollars, ce qui représente 6,4% des dépenses totales du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé, qui se chiffrent à 43 164 millions de dollars. À titre de comparaison, les données pour les deux ministères en 2008-2009 étaient 2 776 millions de dollars, soit 6,8 % des 40 739 millions de dollars. Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les recettes tirées de la Contribution-santé de l'Ontario appuient les investissements considérables dans le secteur de la santé. Il indique aussi le niveau de soutien accordé à chaque secteur des services de santé si le pourcentage des dépenses en 2008-2009 et en 2009-2010 était réparti équitablement entre chaque secteur de dépenses.

| Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur des soins de santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé répartis également entre les secteurs de dépenses (En millions de dollars) | 2009-2010 | 2008-2009 |
|--|------------------|------------------|
| | 6,4 % | 6,8 % |
| Hôpitaux* | 1 231 | 1 266 |
| Assurance-santé de l'Ontario | 647 | 618 |
| Programmes de médicaments de l'Ontario | 214 | 211 |
| Foyers de soins de longue durée | 200 | 203 |
| Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale | 190 | 191 |
| Santé publique, ministère de la Promotion de la santé et autres | 281 | 287 |
| Total | 2 763 | 2 776 |
| * Tient compte de l'incidence de la consolidation des hôpitaux. Les catégories de dépenses restantes ont fait l'objet d'un redressement afin d'exclure le transfert de subventions aux hôpitaux. | | |

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 \$ si le revenu imposable est de 20 000 \$ ou moins; 6 % du revenu imposable pour un revenu imposable se situant entre 20 000 \$ et 25 000 \$; 300 \$ pour un revenu imposable entre 25 000 \$ et 36 000 \$; 300 \$ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 \$ pour un revenu imposable entre 36 000 \$ et 38 500 \$; 450 \$ pour un revenu imposable entre 38 500 \$ et 48 000 \$; 450 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 \$ pour un revenu imposable entre 48 000 \$ et 48 600 \$; 600 \$ pour un revenu imposable entre 48 600 \$ et 72 000 \$; 600 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 \$ pour un revenu imposable entre 72 000 \$ et 72 600 \$; 750 \$ pour un revenu imposable entre 72 600 \$ et 200 000 \$; 750 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 \$ pour un revenu imposable entre 200 000 \$ et 200 600 \$; et 900 \$ pour un revenu imposable supérieur à 200 600 \$.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2010

| | 2010 | 2009 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| | \$ | \$ |
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Transfert canadien en matière de santé | 9 790 585 000 | 8 942 366 681 |
| Transfert canadien en matière de programmes sociaux..... | 4 204 217 000 | 4 078 852 945 |
| Programmes d'infrastructure..... | 989 731 794 | 151 073 143 |
| Entente sur le développement du marché du travail..... | 803 120 000 | 604 108 872 |
| Entente sur le logement social..... | 497 950 533 | 519 829 729 |
| Péréquation..... | 347 029 000 | 0 |
| Entente sur le marché du travail..... | 270 323 000 | 117 415 000 |
| Services de bien-être aux Autochtones..... | 212 463 262 | 188 590 441 |
| écoFiducie Canada pour la qualité de l'air et les changements climatiques | 195 883 186 | 195 411 075 |
| Fiducie pour le développement communautaire..... | 119 226 477 | 118 947 471 |
| Fonds de transition et de formation stratégique..... | 103 235 000 | 0 |
| Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun, 2008..... | 97 553 151 | 97 318 298 |
| Transfert pour la réduction des temps d'attente | 96 837 000 | 234 690 902 |
| Expansion du bilinguisme | 87 101 309 | 84 535 092 |
| Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées..... | 76 411 478 | 76 411 477 |
| Fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients | 68 627 729 | 68 470 358 |
| Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents | 66 096 190 | 65 823 972 |
| Aide juridique – Droit criminel | 52 324 795 | 50 012 092 |
| Fiducie pour l'immunisation contre le VPH..... | 39 176 637 | 39 082 215 |
| Incitatif – impôt sur le capital..... | 33 000 000 | 87 000 000 |
| Fonds de recrutement de policiers..... | 31 040 000 | 31 040 000 |
| Aide financière aux étudiants | 22 185 303 | 45 275 247 |
| Entente concernant l'hépatite C | 22 100 000 | 0 |
| Accord – Personnes gardées pour des raisons d'immigration..... | 20 871 724 | 16 101 575 |
| Reconception de l'administration de l'imposition des sociétés..... | 0 | 150 000 000 |
| Fiducie – Infrastructure du transport en commun..... | 0 | 117 453 297 |
| Fiducie – Logement abordable..... | 0 | 78 302 198 |
| Fiducie – Logement des Autochtones hors-réserve..... | 0 | 26 748 613 |
| Autres..... | 373 227 591 | 406 212 058 |
| TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA..... | 18 620 317 159 | 16 591 072 751 |

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2010**

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. Le gouvernement fédéral répartit les contributions en vertu du TCS entre les provinces et les territoires au moyen d'une formule qui tient compte du nombre d'habitants de chaque compétence territoriale et de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers et les bénéficiaires des sociétés transférés aux provinces en 1977-1978. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien en espèces égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert en espèces au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas imposer d'exigences en matière de résidence lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale.

Les fonds versés à l'Ontario au titre des infrastructures sont régis par un certain nombre d'ententes touchant la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion des infrastructures matérielles de la province, y compris les routes, les ponts, les services de transport en commun et les réseaux d'eau.

Le 23 novembre 2005, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement de Canada ont conclu une Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) qui prévoit le transfert à l'Ontario de l'administration des programmes de développement du marché du travail et des services fournis antérieurement par le gouvernement fédéral. Les fonds provenant de l'EDMT permettent aux provinces et aux territoires d'élaborer et de dispenser des programmes de formation professionnelle en particulier pour les personnes admissibles à des prestations d'assurance-emploi (a.-e.). Dans son budget de 2009, le gouvernement fédéral a annoncé une hausse temporaire des fonds de l'EDMT, soit pour les exercices 2009-2010 et 2010-2011, afin de répondre à la demande accrue de programmes liés au marché du travail et à la formation découlant de l'augmentation du taux de chômage. L'EDMT est financé en vertu de l'autorisation conférée par la Partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

La péréquation est la pratique selon laquelle le gouvernement du Canada transfère des paiements pour rectifier les disparités fiscales parmi les provinces. Les paiements de péréquation sont inconditionnels. Les provinces sont libres d'utiliser ces fonds en fonction de leurs propres priorités.

Le 21 février 2008, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Canada ont signé l'Entente Canada-Ontario sur le marché du travail aux termes de laquelle des fonds financent des programmes et des services axés sur le marché du travail et centrés sur la formation professionnelle des chômeurs non admissibles à des prestations d'assurance-emploi et des personnes qui travaillent et qui n'ont pas un diplôme d'études secondaires ou un certificat reconnu ou qui ont des compétences insuffisantes, notamment en écriture et en lecture.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones, le gouvernement fédéral aide la province à fournir des services et des programmes de bien-être aux habitants des réserves indiennes qui sont de même niveau que ceux qui sont offerts aux résidents d'autres collectivités.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2010**

Dans le budget fédéral de 2007, le gouvernement a annoncé la création de l'écoFiducie Canada pour la qualité de l'air et les changements climatiques. Cette initiative sera dotée de 1,5 milliard de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront répartis entre les provinces et les territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer les projets qui aboutiront à une réduction des gaz à effet de serre et de la pollution. Le gouvernement fédéral a versé les fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et le gouvernement provincial les comptabilise conformément au calendrier de prélèvements des fonds fourni par le gouvernement fédéral.

Le 10 janvier 2008, le gouvernement fédéral a annoncé son intention de constituer une fiducie pour le développement communautaire pour appuyer les initiatives provinciales et territoriales visant à aider les travailleurs et les collectivités faisant face à divers problèmes liés à la volatilité des marchés. Cette fiducie, dotée de 1 milliard de dollars à l'échelle nationale, s'étalera sur trois ans. Un montant de base de 10 millions de dollars est affecté à chaque province. Chaque territoire reçoit un montant de base de 3 millions de dollars. Le solde des fonds prévus est réparti proportionnellement à la population de la province ou du territoire visé. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Dans son budget de 2009, le gouvernement fédéral a annoncé l'établissement du Fonds de transition et de formation stratégique (FTFS) en vue d'appuyer des initiatives provinciales et territoriales qui aident les travailleurs à se recycler afin de conserver leur emploi ou de faire la transition vers de nouveaux emplois dans les collectivités et les secteurs affectés par le ralentissement économique. Le financement du FTFS est fourni pour deux exercices, soit 2009-2010 et 2010-2011.

Dans son budget de 2008, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour l'infrastructure du transport en commun, d'une valeur de 500 millions de dollars sur deux ans (2008-2009 et 2009-2010) à l'échelle nationale, qui seront distribués équitablement aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer les investissements en capitaux dans l'infrastructure du transport en commun y compris le transport rapide, les autobus urbains, les systèmes de transport intelligent, les voies réservées aux véhicules à occupation multiple et les voies cyclables. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

La fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients a été créée lors de la rencontre des premiers ministres en septembre 2004 pour aider les provinces et les territoires à réduire les temps d'attente en investissant dans des activités clés portant sur l'embauche et la formation de professionnels de la santé, l'accroissement de la capacité des centres régionaux d'excellence et l'élimination des arriérés de travail.

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

En vertu de l'Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées, le gouvernement fédéral verse des fonds à la province pour appuyer les mesures qui accroissent la participation des adultes en âge de travailler ayant un handicap au marché du travail en les aidant à se préparer à un emploi, à trouver un emploi et à le conserver.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2010**

Dans son budget de 2007, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients, d'une valeur de 612 millions de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront équitablement versés aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer les garanties de délai d'attente pour les patients dans des domaines comme le traitement du cancer, les chirurgies cardiaques, l'imagerie diagnostique, le remplacement d'une articulation et le rétablissement de la vue. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Les programmes de paiements de transfert au titre du système de justice pour les adolescents sont des programmes permanents qui sont mis en œuvre en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Le gouvernement fédéral paie une partie des dépenses liées aux services de justice pour les adolescents.

Les paiements au titre de l'aide juridique sont les fonds que verse le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes démunies sur le plan économique d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont aux prises avec des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de s'assurer que des normes minimales d'aide juridique sont maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale et dans les affaires qui relèvent de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et qui ont trait aux réfugiés.

Dans son budget de 2007, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie de vaccination contre le virus du papillome humain (VPH), d'une valeur de 300 millions de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront équitablement versés aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer l'achat de vaccins contre le VPH qui seront utilisés dans un programme de vaccination contre le virus du papillome humain financé par l'État. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Dans son budget de 2007, le gouvernement fédéral a annoncé l'établissement d'un incitatif financier destiné aux provinces qui réduisent ou éliminent l'impôt sur le capital. Cet incitatif permet aux provinces de recevoir tout revenu imprévu provenant de l'impôt fédéral sur le revenu des sociétés par suite des réductions de l'impôt sur le capital provincial après le 18 mars 2007 et avant le 1^{er} janvier 2011.

Le gouvernement fédéral a annoncé la création du Fonds de recrutement de policiers, doté de 400 millions de dollars, dans son budget de 2008. Les fonds prévus seront répartis entre les provinces et les territoires sur cinq ans, de 2008-2009 à 2012-2013, en fonction d'un montant égal par habitant. Le Fonds vise à appuyer les efforts des provinces et des territoires pour recruter d'autres policiers de première ligne à l'échelle du pays qui seront affectés à la résolution des crimes à l'échelle locale et à l'accroissement de la sécurité des collectivités. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

L'aide financière aux étudiants comprend la Subvention canadienne pour études, ainsi que l'administration du prêt canadien d'études. La Subvention canadienne pour études est accordée aux étudiants ayant des personnes à charge, aux étudiants à temps partiel très nécessiteux, aux étudiants handicapés et aux femmes qui font des études de doctorat.

L'Entente concernant l'hépatite C fédérale, qui a été signée en janvier 2002, appuie les soins de santé pour les personnes qui ont été infectées par l'hépatite C par l'entremise du système national d'approvisionnement en sang et des mesures visant à prévenir la transmission de cette maladie.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2010**

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

En octobre 2006, l'Ontario et le gouvernement fédéral ont signé un protocole d'entente pour le transfert de l'administration de l'impôt des sociétés à l'Agence du revenu du Canada. Aux termes du protocole d'entente, le gouvernement fédéral s'est engagé à fournir 400 millions de dollars à l'Ontario pour faciliter la transition à une administration unique de l'impôt des sociétés. La province a reçu 150 millions de dollars en 2008-2009 à l'égard de cet engagement.

Dans son budget de 2006, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour l'infrastructure du transport en commun, d'une valeur de 900 millions de dollars sur trois ans à l'échelle nationale, qui seront distribués équitablement aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer les investissements en capitaux dans l'infrastructure du transport en commun y compris le transport rapide, les autobus urbains, les systèmes de transport intelligent, les voies réservées aux véhicules à occupation multiple et les voies cyclables. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Dans son budget de 2006, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour le logement abordable, d'une valeur de 900 millions de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront distribués équitablement aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer les investissements destinés à accroître le parc de logements abordables, y compris le logement de transition et le logement avec services de soutien. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Dans son budget de 2006, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour le logement des Autochtones hors-réserve, d'une valeur de 300 millions de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront distribués selon la part de la population d'Autochtones hors-réserve d'une province ou d'un territoire. La fiducie vise l'augmentation du parc de logements locatifs et l'accroissement des possibilités d'accession à la propriété pour les Autochtones hors-réserve. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

- a) subsides annuels de 7 999 827 \$ en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907*; et
- b) des intérêts de 82 494 \$ sur le fonds des écoles publiques;

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2010

| | 2010 | 2009 |
|--|----------------------|----------------------|
| | \$ | \$ |
| RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES | | |
| Société des loteries et des jeux de l'Ontario..... | 1 924 579 355 | 1 921 601 620 |
| Régie des alcools de l'Ontario..... | 1 439 559 000 | 1 409 989 000 |
| Hydro One Incorporated..... | 463 030 000 | 530 000 000 |
| Ontario Power Generation Incorporated | 391 016 300 | 182 841 000 |
| Autres entreprises publiques | (23 501 631) | (2 214 062) |
| TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES..... | 4 194 683 024 | 4 042 217 558 |

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

Au nom de la province, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (SLJO) organise des loteries et exploite des casinos dans des complexes de villégiature, des casinos de bienfaisance et des machines à sous installées dans divers hippodromes de la province. La province soumet à la consolidation les gains nets tirés des loteries, des casinos de bienfaisance et des machines à sous situées dans les hippodromes. En plus des gains nets, la province touche également 20 % des revenus que rapportent les machines à sous du casino de Great Blue Heron.

Les produits du jeu ont été distribués aux ministères et aux programmes suivants : 120 millions de dollars à la Fondation Trillium de l'Ontario pour les organismes de bienfaisance et sans but lucratif; 40 millions de dollars au ministère de la Santé et des Soins de longue durée et au ministère de la Promotion de la santé aux fins de programmes de prévention, de recherche et de traitement en matière de jeu compulsif et de programmes connexes; 10 millions de dollars au ministère de la Promotion de la santé aux fins d'un appui direct aux athlètes ontariens de haut calibre et de l'amélioration de l'entraînement. Le reste a été imputé au fonctionnement des hôpitaux régis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

La province consolide de deux manières différentes les revenus provenant des quatre casinos dans des complexes de villégiature exploités par la SLJO. Premièrement, elle consolide 20 % des revenus de jeu générés par les casinos suivants : Caesars Windsor, Casino Niagara, Niagara Fallsview Casino Resort et Casino Rama. Deuxièmement, elle consolide le revenu gagné net de la SLJO provenant de Caesars Windsor, Casino Niagara et Niagara Fallsview Casino Resort. Les produits servent à financer des priorités générales du gouvernement comme les soins de santé, l'éducation et l'infrastructure publique. Les revenus nets provenant de Casino Rama sont versés aux Premières nations de l'Ontario et ne sont pas inclus dans le montant indiqué dans le présent document.

Les profits de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) sont générés par la vente de bière, de vin, de coolers et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (Hydro One) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créés dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. Les revenus nets de ces deux sociétés font l'objet d'une consolidation dans les finances de la province. Les revenus de l'OPG proviennent principalement de la vente de l'électricité produite par ses centrales. Les revenus de Hydro One proviennent surtout du transport et de la distribution d'électricité.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|----------------------|----------------------|
| AUTRES RECETTES | | |
| Ventes et locations | 646 715 838 | 733 302 284 |
| | ----- | ----- |
| Droits, permis et autorisations : | | |
| Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules..... | 1 057 412 945 | 1 033 915 295 |
| Commission des alcools et des jeux de l'Ontario..... | 460 235 568 | 468 023 887 |
| Autres droits et permis : | | |
| Greffiers locaux..... | 57 015 707 | 55 123 202 |
| <i>Loi sur les sûretés mobilières</i> | 40 887 795 | 43 835 361 |
| Air pur Ontario | 32 543 918 | 31 882 985 |
| Revenus tirés des jeux | 31 162 533 | 32 133 216 |
| Constitutions en société..... | 21 509 519 | 20 613 421 |
| Enreg. des actes/ <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers..</i> | 1 716 541 | 684 889 |
| Autres | 522 802 554 | 489 961 481 |
| | ----- | ----- |
| Total des droits, permis et autorisations | 2 225 287 080 | 2 176 173 737 |
| | ----- | ----- |
| Redevances : | | |
| Red. sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique | 173 560 024 | 135 437 357 |
| Droits sur le bois de la Couronne | 16 784 646 | 31 555 326 |
| Teranet – Redevances, FIEF | 15 000 000 | 15 000 000 |
| Autres | 22 474 231 | 22 527 616 |
| | ----- | ----- |
| Total, redevances..... | 227 818 901 | 204 520 299 |
| | ----- | ----- |
| Recouvrement de dépenses des années précédentes..... | 358 037 589 | 331 380 650 |
| | ----- | ----- |
| Remboursement des dépenses | 1 429 495 917 | 1 379 327 327 |
| | ----- | ----- |
| Amendes et pénalités..... | 41 711 945 | 38 983 380 |
| | ----- | ----- |
| Redevance de liquidation de la dette (électricité)..... | 907 000 000 | 970 000 000 |
| Ventes d'électricité..... | 1 409 000 000 | 953 000 000 |
| Réduction nette des contrats d'achat d'électricité | 348 000 000 | 373 000 000 |
| Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité..... | 120 110 000 | 133 173 000 |
| Divers | 334 054 282 | 151 192 819 |
| | ----- | ----- |
| Total, divers..... | 3 118 164 282 | 2 580 365 819 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES AUTRES RECETTES..... | 8 047 231 552 | 7 444 053 496 |
| | ===== | ===== |

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2010**

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

On entend par droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules ont pour but de permettre la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires et les autobus, les droits varient entre 109 \$ et 2 722 \$. Les droits pour les automobiles et les véhicules utilitaires pesant 3 000 kg ou moins et utilisés à des fins personnelles sont de 74 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et de 37 \$ par année dans le Nord. Quant aux droits d'immatriculation des motocyclettes et des cyclomoteurs, ils sont respectivement de 42 \$ et de 12 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et respectivement de 21 \$ et de 12 \$ par année dans le Nord de l'Ontario. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario recueille des droits pour divers permis, notamment les permis de vente d'alcool, les permis minibar, les avenants, les permis de livraison d'alcool, les permis de centre de brassage ou de vinification libre-service, les permis de circonstance et les permis de fabricant.

Les droits liés aux greffiers sont les droits perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) relativement à des questions de succession conformément au Règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*. Ils se composent des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Les droits liés à l'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés au programme Air pur Ontario sont perçus auprès des membres du public lorsqu'ils font analyser les gaz d'échappement de leur véhicule. De plus, des droits d'accréditation, qui varient selon le type d'installation, et des droits de renouvellement annuels fixes, sont imposés aux garages qui souhaitent être reconnus comme des installations pouvant délivrer des certificats en vertu de ce programme.

Les droits liés au jeu prélevés par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les droits d'enregistrement des fournisseurs commerciaux et des préposés au jeu pour des activités de bienfaisance, ainsi que ceux travaillant dans des casinos, des casinos de bienfaisance et des installations de machines à sous. Ils comprennent également les droits exigés pour mettre sur pied et administrer des loteries telles que les tombolas.

Les droits de constitution en société comprennent les droits exigés pour l'enregistrement, les recherches et les certificats liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et aux raisons sociales. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits perçus pour les services d'enregistrement immobilier comprennent les montants versés pour l'enregistrement et les recherches des titres et des grèvements touchant les biens immobiliers. Les droits d'enregistrement sont perçus par les bureaux d'enregistrement immobilier au moment de l'enregistrement.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-5.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2010**

Les redevances – Droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne ou lorsque les droits sur le bois sont réservés à la Couronne par lettres patentes. Ces droits sont habituellement calculés au mètre cube selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Les droits de base par mètre cube, révisés tous les ans, constituent un minimum. Les droits de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois de 2009-2010 étaient de 0,00 \$, de 1,57 \$ ou de 0,59 \$ le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Les droits de 0,59 \$ le mètre cube représentent les droits pour plusieurs essences sous-utilisées et tiennent compte de l'instabilité économique de l'industrie forestière. La province perçoit également des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 \$ et 12,00 \$ le mètre cube, selon les prix du marché.

Depuis 2006, les fonds destinés à l'Inventaire des ressources forestières (IRF) sont affectés au Fonds de réserve forestier. Cette mesure a eu des incidences sur le prix du bois et le montant des droits de coupe prélevés. En 2009-2010, les droits étaient de 0,00 \$ ou de 0,59 \$, compte tenu des groupes d'essence et de l'utilisation finale, et ont été mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des dépenses de l'IRF jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Une fois le niveau de 10 millions de dollars atteint, les droits liés à l'IRF seraient normalement fixés à 0,00 \$; cela ne s'est pas produit pour l'exercice 2009-2010. La déduction au titre de l'IRF n'a eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe.

Teranet – Redevances, FIEF - La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, la province a accepté de suspendre les redevances de Teranet pendant 13,67 années, soit jusqu'au 31 mars 2017, en échange du versement d'un montant forfaitaire de 205 millions de dollars. Ce montant représente des redevances reportées que la province gagnera au cours des exercices ultérieurs et il est comptabilisé dans les comptes de la province à titre de revenu reporté, amorti sur la période au cours de laquelle les redevances sont suspendues.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois, règlements et règles.

La redevance de liquidation de la dette (électricité) est payée par les consommateurs en fonction de leur consommation d'électricité et sera maintenue jusqu'à ce que la dette insurmontable résiduelle soit éliminée. La dette insurmontable résiduelle découle de la restructuration du secteur de l'électricité et de l'ancienne société Ontario Hydro.

DÉTAILS DES RECETTES – Fin

Pour l'exercice clos le 31 mars 2010

Les revenus tirés des recouvrements liés aux contrats d'approvisionnement en électricité découlent de la revente de l'électricité et du recouvrement auprès des consommateurs du coût de l'électricité achetée à des producteurs et des paiements versés à ceux-ci en vertu de contrats d'achat d'électricité et du coût d'autres accords d'approvisionnement conclus avec la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro.

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'approvisionnement en électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1^{er} avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé. Le 1^{er} janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, le ministère des Finances prévoyait que la plus grande partie du passif serait éliminée sur une période de 12 ans, au fur et à mesure de l'expiration des contrats d'achat d'électricité existants. En outre, à compter du 1^{er} janvier 2009, la SFIEO a conclu un contrat de soutien avec l'Ontario Power Generation (OPG) afin que cette dernière société assure la fiabilité et la disponibilité des centrales au charbon de Lambton et Nanticoke après l'instauration d'une stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre. En vertu de ce contrat, la SFIEO a convenu de faire en sorte que l'OPG recouvre les coûts réels d'exploitation des centrales après la mise en œuvre de cette stratégie. Tous les coûts imputés à la SFIEO en vertu de cet accord, qui prend fin le 31 décembre 2014, sont entièrement recouverts auprès des consommateurs.

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. Le montant des variations est attribuable à la déduction des pertes prévues pour l'année en cours utilisées dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer effectivement la dette au fil du temps, plus un montant d'amortissement annuel pour le changement non réalisé de la réévaluation du passif lié à l'achat d'électricité en 2003.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*. Il s'agit d'une société autonome sans but lucratif. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE, anciennement la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité, rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie. Elle gère le réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits fondés sur les tarifs approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE.

| | 2010 | 2009 |
|---------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| | \$ | \$ |
| TOTAL DES RECETTES | 95 792 930 757 | 96 932 961 717 |
| | ===== | ===== |

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-18.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE
pour l'exercice clos

| Ministère | Recettes fiscales | Gouvernement du Canada | Recettes des entreprises publiques | Remboursements de dépenses | Droits, permis et autorisations | Amendes et pénalités |
|---|-----------------------|------------------------|------------------------------------|----------------------------|---------------------------------|----------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Affaires autochtones | - | - | - | - | 33 | - |
| Affaires civiles et Immigration | - | 6 681 849 | - | - | 1 003 568 | - |
| Affaires municipales et Logement | - | 798 171 250 | - | 111 417 262 | 12 284 768 | - |
| Agriculture, Alimentation et Affaires rurales | - | 493 926 686 | - | 54 559 | 680 589 | - |
| Bureau de l'Assemblée législative | - | - | - | - | 12 698 | - |
| Bureau du Conseil des ministres | - | - | - | - | 700 | - |
| Bureau du directeur général des élections | - | - | - | - | - | - |
| Bureau du lieutenant-gouverneur | - | - | - | - | - | - |
| Bureau du vérificateur général | - | - | - | - | - | - |
| Cabinet du Premier ministre | - | - | - | - | - | - |
| Commerce international et Investissement | - | - | - | - | - | - |
| Culture | - | 640 412 | - | - | 396 | - |
| Développement du Nord et Mines | 678 400 | - | - | - | 1 402 812 | 920 |
| Développement économique | - | - | - | - | 1 716 | - |
| Développement économique et du Commerce | - | - | - | - | - | - |
| Éducation | - | 70 898 327 | - | 325 | 237 030 | - |
| Énergie et Infrastructure | - | 332 263 | 1 874 527 355 | 53 902 230 | 5 738 | - |
| Environnement | - | 398 274 | - | 231 | 47 275 469 | 50 700 |
| Finances | 25 515 540 445 | 15 031 257 501 | 1 503 765 000 | 145 128 878 | 155 424 239 | 3 838 |
| Formation, Collèges et Universités | - | 1 409 656 089 | - | 706 764 | 8 405 019 | 482 122 |
| Office des affaires francophones | - | 1 487 211 | - | - | - | - |
| Ombudsman Ontario | - | - | - | - | - | - |
| Petites Entreprises et Services aux consommateurs | 6 776 | - | - | - | 7 168 488 | 10 343 |
| Procureur général | - | 59 432 627 | - | 46 319 463 | 83 466 886 | 35 830 647 |
| Promotion de la santé | - | 22 258 753 | - | - | - | - |
| Recherche et Innovation | - | - | - | - | 120 | - |
| Revenu | 32 360 473 403 | - | - | 2 046 969 | 619 732 | 585 089 |
| Richesses naturelles | - | 11 391 540 | - | 9 559 375 | 7 112 327 | 426 052 |
| Santé et Soins de longue durée | - | 87 658 819 | - | 19 088 689 | 8 492 363 | 38 905 |
| Sécurité communautaire et Services correctionnels | - | 48 257 088 | - | 323 251 833 | 19 734 508 | 15 935 |
| Services à l'enfance et à la jeunesse | - | 181 976 174 | - | - | 115 117 | - |
| Services aux consommateurs | - | - | - | - | - | - |
| Services gouvernementaux | - | 133 038 | - | - | 595 141 508 | - |
| Services sociaux et communautaires | - | 131 894 629 | - | 599 445 010 | 1 740 517 | - |
| Tourisme | - | - | - | - | 1 136 943 | - |
| Transports | - | 16 204 961 | - | 84 551 | 1 062 113 420 | 620 172 |
| Travail | - | 12 055 | - | 93 236 334 | 346 005 | 271 220 |
| Total avant la consolidation | 57 876 699 024 | 18 372 669 546 | 3 378 292 355 | 1 404 242 473 | 2 013 922 709 | 38 335 943 |
| Redressements de consolidation et autres | 7 053 999 998 | 247 647 613 | 816 390 669 | 25 253 444 | 211 364 371 | 3 376 002 |
| Selon les états financiers consolidés | 64 930 699 022 | 18 620 317 159 | 4 194 683 024 | 1 429 495 917 | 2 225 287 080 | 41 711 945 |

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2010

| Ventes et locations | Redevances | Recouvrements de dépenses des années précédentes | Divers | Total des recettes | Ministère |
|---------------------|--------------------|--|----------------------|-----------------------|---|
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| - | - | 1 711 182 | - | 1 711 215 | Affaires autochtones |
| - | - | 1 141 228 | 60 | 8 826 705 | Affaires civiques et Immigration |
| 21 445 | - | 741 820 | 24 963 | 922 661 508 | Affaires municipales et Logement |
| 22 262 343 | 1 829 | 23 717 990 | 212 764 | 540 856 760 | Agriculture, Alimentation et Affaires rurales |
| 36 822 | - | 131 676 | 1 073 | 182 269 | Bureau de l'Assemblée législative |
| - | - | 3 886 | - | 4 586 | Bureau du Conseil des ministres |
| - | - | - | 14 274 | 14 274 | Bureau du directeur général des élections |
| - | - | - | - | - | - Bureau du lieutenant-gouverneur |
| - | - | - | - | - | - Bureau du vérificateur général |
| - | - | - | - | - | - Cabinet du Premier ministre |
| - | - | 20 391 | - | 20 391 | Commerce international et Investissement |
| - | - | 28 897 | 36 | 669 741 | Culture |
| 364 216 | 2 585 623 | 1 167 691 | 632 528 | 6 832 190 | Développement du Nord et Mines |
| - | 12 431 708 | 16 918 229 | 7 115 | 29 358 768 | Développement économique |
| - | - | - | - | - | - Développement économique et du Commerce |
| 688 654 | - | 1 475 275 | 9 764 | 73 309 375 | Éducation |
| 58 969 475 | - | 1 063 462 | 626 454 | 1 989 426 977 | Énergie et Infrastructure |
| 4 562 | - | 1 415 595 | 1 269 | 49 146 100 | Environnement |
| - | 15 000 000 | 2 429 785 | 23 205 255 | 42 391 754 941 | Finances |
| - | - | 29 612 306 | 1 894 951 | 1 450 757 251 | Formation, Collèges et Universités |
| - | - | - | - | 1 487 211 | Office des affaires francophones |
| - | - | 8 305 | 4 194 | 12 499 | Ombudsman Ontario |
| - | - | 36 851 | 112 | 7 222 570 | Petites Entreprises et Services aux consommateurs |
| 513 286 | - | 18 946 850 | 81 155 137 | 325 664 896 | Procureur général |
| - | - | 5 232 773 | - | 27 491 526 | Promotion de la santé |
| - | - | 2 171 907 | 6 582 | 2 178 609 | Recherche et Innovation |
| 129 600 | 35 871 343 | 1 428 939 | 8 791 | 32 401 163 866 | Revenu |
| 11 107 926 | 160 201 151 | 956 874 | 464 295 | 201 219 540 | Richesses naturelles |
| - | - | 167 668 727 | 409 842 | 283 357 345 | Santé et Soins de longue durée |
| 736 283 | 558 665 | 6 259 495 | 3 536 053 | 402 349 860 | Sécurité communautaire et Services correctionnels |
| 5 907 | - | 15 220 328 | 18 521 | 197 336 047 | Services à l'enfance et à la jeunesse |
| - | - | - | - | - | - Services aux consommateurs |
| 229 778 | - | 9 914 131 | 25 855 805 | 631 274 260 | Services gouvernementaux |
| 120 | - | 25 865 720 | 2 815 390 | 761 761 386 | Services sociaux et communautaires |
| 37 763 | 40 | 44 234 | 1 001 | 1 219 981 | Tourisme |
| 13 595 922 | 4 543 | 22 701 569 | 776 848 | 1 116 101 986 | Transports |
| 55 686 | - | 1 473 | 679 632 | 94 602 405 | Travail |
| 108 759 788 | 226 654 902 | 358 037 589 | 142 362 709 | 83 919 977 038 | |
| 537 956 050 | 1 163 999 | - | 2 975 801 573 | 11 872 953 719 | |
| 646 715 838 | 227 818 901 | 358 037 589 | 3 118 164 282 | 95 792 930 757 | Selon les états financiers consolidés |

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice clos**

| Ministère | Traitements et salaires | Avantages sociaux | Transports et communications | Services | Fournitures et matériel |
|---|-------------------------|----------------------|------------------------------|----------------------|-------------------------|
| | \$ | | \$ | | \$ |
| Affaires autochtones | 12 527 910 | 1 427 424 | 1 070 913 | 12 730 598 | 520 168 |
| Affaires civiques et Immigration | 22 870 374 | 3 092 380 | 1 157 034 | 16 481 651 | 647 608 |
| Affaires municipales et Logement | 55 564 861 | 7 564 889 | 2 390 299 | 34 233 834 | 1 233 061 |
| Agriculture, Alimentation et Affaires rurales | 72 617 597 | 10 808 672 | 4 903 296 | 38 111 484 | 2 785 657 |
| Bureau de l'Assemblée législative | 75 696 401 | 17 138 213 | 7 629 361 | 36 969 891 | 10 937 171 |
| Bureau du Conseil des ministres | 18 636 643 | 2 116 968 | 638 063 | 5 548 423 | 680 235 |
| Bureau du directeur général des élections | 6 485 751 | 1 511 459 | 17 931 | 556 227 | 44 707 |
| Bureau du lieutenant-gouverneur | 682 845 | 76 513 | 47 773 | 187 049 | 100 563 |
| Bureau du vérificateur général | 9 114 590 | 1 903 879 | 359 934 | 2 870 667 | 426 604 |
| Cabinet du Premier ministre | 1 982 659 | 347 582 | 302 758 | 57 700 | 73 798 |
| Commerce international et Investissement | 12 297 705 | 1 577 812 | 2 399 667 | 34 928 473 | 628 879 |
| Culture | 10 981 795 | 1 464 701 | 308 325 | 2 878 213 | 188 443 |
| Développement du Nord et Mines | 27 662 331 | 4 002 986 | 2 644 086 | 36 852 283 | 3 960 309 |
| Développement économique | 16 213 268 | 1 828 723 | 560 787 | 17 980 482 | 880 399 |
| Développement économique et du Commerce | - | - | - | - | - |
| Éducation | 122 571 430 | 15 675 345 | 9 028 967 | 86 403 360 | 7 887 525 |
| Énergie et Infrastructure | 28 254 539 | 3 620 457 | 955 127 | 218 595 549 | 748 157 |
| Environnement | 176 076 382 | 25 246 332 | 6 062 947 | 105 609 709 | 9 400 224 |
| Finances | 80 836 864 | 13 479 410 | 5 236 834 | 87 080 631 | 1 997 668 |
| Formation, Collèges et Universités | 89 684 712 | 13 252 266 | 4 867 734 | 48 830 807 | 2 435 514 |
| Office des affaires francophones | 2 067 965 | 232 056 | 157 986 | 2 142 849 | 65 762 |
| Ombudsman Ontario | 6 406 635 | 1 606 013 | 345 619 | 1 522 585 | 402 585 |
| Petites Entreprises et Services aux consommateurs | 17 607 895 | 2 278 606 | 1 136 339 | 12 042 499 | 418 522 |
| Procureur général | 606 149 499 | 74 415 308 | 23 348 733 | 264 202 921 | 15 682 944 |
| Promotion de la santé | 11 475 126 | 1 311 513 | 727 978 | 8 769 527 | 253 659 |
| Recherche et Innovation | 11 283 160 | 1 313 890 | 707 038 | 4 799 216 | 363 089 |
| Revenu | 145 463 884 | 23 281 318 | 6 234 273 | 216 182 922 | 3 136 241 |
| Richesses naturelles | 206 230 375 | 35 317 337 | 13 356 742 | 251 353 887 | 26 899 637 |
| Santé et Soins de longue durée | 277 067 163 | 49 534 011 | 23 299 102 | 191 476 656 | 22 228 912 |
| Sécurité communautaire et Services correctionnels | 1 294 275 218 | 184 096 533 | 45 425 328 | 318 172 015 | 148 296 830 |
| Services à l'enfance et à la jeunesse | 199 982 069 | 33 090 268 | 7 259 698 | 62 963 347 | 12 056 812 |
| Services aux consommateurs | - | - | - | - | - |
| Services gouvernementaux | 361 151 736 | 1 218 750 741 | 54 843 057 | 295 778 833 | 24 431 368 |
| Services sociaux et communautaires | 225 113 007 | 43 505 273 | 12 556 785 | 104 231 772 | 6 415 409 |
| Tourisme | 14 006 880 | 1 912 325 | 591 212 | 30 487 228 | 2 275 561 |
| Transports | 199 345 240 | 33 756 245 | 15 433 661 | 382 162 492 | 47 725 073 |
| Travail | 101 614 923 | 14 071 147 | 7 058 202 | 38 562 089 | 3 423 703 |
| | 4 519 999 432 | 1 844 608 595 | 263 063 589 | 2 971 757 869 | 359 652 797 |
| Reclassification des dépenses** | 246 300 387 | 27 487 315 | (49 828 662) | (246 166 884) | 22 207 844 |
| Total avant la consolidation | 4 766 299 819 | 1 872 095 910 | 213 234 927 | 2 725 590 985 | 381 860 641 |
| Redressements de consolidation et autres | 972 238 766 | 403 591 823 | 201 249 128 | 458 098 052 | 353 193 716 |
| Selon les états financiers consolidés | 5 738 538 585 | 2 275 687 733 | 414 484 055 | 3 183 689 037 | 735 054 357 |

* On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Finances), Services d'information et de technologie de l'information (ministères des Éducation et Transports), Programme ITI – groupement pour les terres et les ressources (ministère des Richesses naturelles) et Groupement des services gouvernementaux, Services d'information et de technologie de l'information et Services communs de l'Ontario (ministère des services gouvernementaux).

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2009-2010 a été publié.

2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 2010

| Paiements de transfert | Autres opérations | Total avant la consolidation ¹ | Redressements de consolidation et autres | Reclassification des ministères ² | Selon les états financiers consolidés | Ministère |
|------------------------|-----------------------|---|--|--|---------------------------------------|---|
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| 38 855 941 | - | 67 132 954 | - | - | 67 132 954 | Affaires autochtones |
| 129 135 971 | - | 173 385 018 | (72 214 747) | - | 101 170 271 | Affaires civiles et Immigration |
| 1 281 641 232 | 1 317 306 | 1 383 945 482 | (105 196 814) | - | 1 278 748 668 | Affaires municipales et Logement |
| 1 582 511 181 | 3 621 388 | 1 715 359 275 | 194 272 175 | - | 1 909 631 450 | Agriculture, Alimentation et Affaires rurales |
| 262 000 | - | 148 633 037 | (3 724 075) | - | 144 908 962 | Bureau de l'Assemblée législative |
| 1 923 135 | - | 29 543 467 | - | - | 29 543 467 | Bureau du Conseil des ministres |
| - | 10 450 377 | 19 066 452 | (496 354) | - | 18 570 098 | Bureau du directeur général des élections |
| - | 120 800 | 1 215 543 | - | - | 1 215 543 | Bureau du lieutenant-gouverneur |
| 50 000 | - | 14 725 674 | (677 312) | - | 14 048 362 | Bureau du vérificateur général |
| - | - | 2 764 497 | - | - | 2 764 497 | Cabinet du Premier ministre |
| 222 500 | - | 52 055 036 | - | (52 055 036) | - | Commerce international et Investissement |
| 410 782 048 | - | 426 603 525 | 39 072 386 | - | 465 675 911 | Culture |
| 141 756 659 | 188 877 881 | 405 756 535 | 118 462 731 | - | 524 219 266 | Développement du Nord et Mines |
| 91 819 860 | 929 110 | 130 212 629 | - | (130 212 629) | - | Développement économique |
| - | - | - | 12 895 999 | 210 516 334 | 223 412 333 | Développement économique et du Commerce |
| 13 947 318 481 | 9 105 603 | 14 197 990 711 | 6 394 059 019 | - | 20 592 049 730 | Éducation |
| 252 796 339 | 12 381 678 | 517 351 846 | (225 803 599) | - | 291 548 247 | Énergie et Infrastructure |
| 30 655 107 | 45 221 968 | 398 272 669 | 30 996 | - | 398 303 665 | Environnement |
| 1 467 412 510 | 11 517 812 503 | 13 173 856 420 | 1 806 317 627 | - | 14 980 174 047 | Finances |
| 7 250 628 611 | 38 974 610 | 7 448 674 254 | (410 925 733) | - | 7 037 748 521 | Formation, Collèges et Universités |
| 124 000 | - | 4 790 618 | - | - | 4 790 618 | Office des affaires francophones |
| - | - | 10 283 437 | (459 195) | - | 9 824 242 | Ombudsman Ontario |
| 12 137 926 | 1 699 | 45 623 486 | - | (45 623 486) | - | Petites Entreprises et Services aux consommateurs |
| 406 865 606 | 138 034 495 | 1 528 699 506 | 54 149 300 | - | 1 582 848 806 | Procureur général |
| 422 399 925 | - | 444 937 728 | (16 290 918) | - | 428 646 810 | Promotion de la santé |
| 365 624 530 | - | 384 090 923 | (46 439 303) | - | 337 651 620 | Recherche et Innovation |
| 235 476 662 | 440 799 999 | 1 070 575 299 | - | - | 1 070 575 299 | Revenu |
| 88 466 504 | 6 493 188 | 628 117 670 | 139 587 517 | - | 767 705 187 | Richesses naturelles |
| 42 952 879 185 | 9 165 457 | 43 525 650 486 | (790 852 346) | - | 42 734 798 140 | Santé et Soins de longue durée |
| 149 424 936 | 75 993 525 | 2 215 684 385 | (14 540 128) | - | 2 201 144 257 | Sécurité communautaire et Services correctionnels |
| 4 208 923 348 | 1 140 179 | 4 525 415 721 | (95 101 510) | - | 4 430 314 211 | Services à l'enfance et à la jeunesse |
| - | - | - | - | 56 917 753 | 56 917 753 | Services aux consommateurs |
| 112 200 | 183 541 782 | 2 138 609 717 | (43 417 584) | (39 542 936) | 2 055 649 197 | Services gouvernementaux |
| 8 231 705 770 | 18 381 795 | 8 641 909 811 | (17 986 745) | - | 8 623 923 066 | Services sociaux et communautaires |
| 95 931 828 | - | 145 205 034 | 57 259 124 | - | 202 464 158 | Tourisme |
| 1 737 681 541 | 457 058 783 | 2 873 163 035 | (585 934 513) | - | 2 287 228 522 | Transports |
| 49 000 | 7 403 | 164 786 467 | 14 722 005 | - | 179 508 472 | Travail |
| 85 535 574 536 | 13 159 431 529 | 108 654 088 347 | 6 400 768 003 | - | 115 054 856 350 | |
| - | - | - | - | - | | |
| 85 535 574 536 | 13 159 431 529 | 108 654 088 347 | 6 400 768 003 | - | 115 054 856 350 | |
| 3 138 582 470 | 873 814 048 | | | | | |
| 88 674 157 006 | 14 033 245 577 | | | | 115 054 856 350 | Selon les états financiers consolidés |

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice clos

| Ministère | Traitements et salaires | Avantages sociaux | Transports et communications | Services | Fournitures et matériel |
|---|-------------------------|----------------------|------------------------------|----------------------|-------------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Affaires autochtones | 12 527 910 | 1 427 424 | 1 070 913 | 12 730 598 | 520 168 |
| Affaires civiques et Immigration | 22 870 374 | 3 092 380 | 1 157 034 | 16 481 651 | 647 608 |
| Affaires municipales et Logement | 55 564 861 | 7 564 889 | 2 390 299 | 34 233 834 | 1 233 061 |
| Agriculture, Alimentation et Affaires rurales | 72 617 597 | 10 808 672 | 4 903 296 | 38 111 484 | 2 785 657 |
| Bureau de l'Assemblée législative | 75 696 401 | 17 138 213 | 7 629 361 | 36 969 891 | 10 937 171 |
| Bureau du Conseil des ministres | 18 636 643 | 2 116 968 | 638 063 | 5 548 423 | 680 235 |
| Bureau du directeur général des élections | 6 485 751 | 1 511 459 | 17 931 | 556 227 | 44 707 |
| Bureau du lieutenant-gouverneur | 682 845 | 76 513 | 47 773 | 187 049 | 100 563 |
| Bureau du vérificateur général | 9 114 590 | 1 903 879 | 359 934 | 2 870 667 | 426 604 |
| Cabinet du Premier ministre | 1 982 659 | 347 582 | 302 758 | 57 700 | 73 798 |
| Commerce international et Investissement | 12 297 705 | 1 577 812 | 2 399 667 | 34 928 473 | 628 879 |
| Culture | 10 981 795 | 1 464 701 | 308 325 | 2 878 213 | 188 443 |
| Développement du Nord et Mines | 27 662 331 | 4 002 986 | 2 635 162 | 19 461 839 | 3 013 331 |
| Développement économique | 16 213 268 | 1 828 723 | 560 787 | 17 980 482 | 880 399 |
| Développement économique et du Commerce | - | - | - | - | - |
| Éducation | 122 571 430 | 15 675 345 | 9 028 967 | 86 403 360 | 7 887 525 |
| Énergie et Infrastructure | 28 254 539 | 3 620 457 | 955 127 | 78 088 132 | 748 157 |
| Environnement | 176 076 382 | 25 246 332 | 6 062 947 | 105 609 709 | 9 400 224 |
| Finances | 80 836 864 | 13 479 410 | 5 236 834 | 87 080 631 | 1 997 668 |
| Formation, Collèges et Universités | 89 684 712 | 13 252 266 | 4 867 734 | 48 830 807 | 2 435 514 |
| Office des affaires francophones | 2 067 965 | 232 056 | 157 986 | 2 142 849 | 65 762 |
| Ombudsman Ontario | 6 406 635 | 1 606 013 | 345 619 | 1 522 585 | 402 585 |
| Petites Entreprises et Services aux consommateurs | 17 607 895 | 2 278 606 | 1 136 339 | 12 042 499 | 418 522 |
| Procureur général | 606 149 499 | 74 415 308 | 23 348 733 | 264 202 921 | 15 682 944 |
| Promotion de la santé | 11 475 126 | 1 311 513 | 727 978 | 8 769 527 | 253 659 |
| Recherche et Innovation | 11 283 160 | 1 313 890 | 707 038 | 4 799 216 | 363 089 |
| Revenu | 145 463 884 | 23 281 318 | 6 234 273 | 216 182 922 | 3 136 241 |
| Richesses naturelles | 206 230 375 | 35 317 337 | 12 761 342 | 207 225 978 | 21 330 257 |
| Santé et Soins de longue durée | 277 067 163 | 49 534 011 | 23 299 102 | 191 476 656 | 22 228 912 |
| Sécurité communautaire et Services correctionnels | 1 294 275 218 | 184 096 533 | 45 425 328 | 293 831 843 | 148 251 314 |
| Services à l'enfance et à la jeunesse | 199 982 069 | 33 090 268 | 7 259 698 | 62 963 347 | 12 056 812 |
| Services aux consommateurs | - | - | - | - | - |
| Services gouvernementaux | 361 151 736 | 1 218 750 741 | 54 840 986 | 269 381 757 | 24 422 816 |
| Services sociaux et communautaires | 225 113 007 | 43 505 273 | 12 556 785 | 104 231 772 | 6 415 409 |
| Tourisme | 14 006 880 | 1 912 325 | 591 212 | 22 579 877 | 1 178 596 |
| Transports | 193 807 536 | 33 051 584 | 14 983 997 | 326 079 521 | 46 519 882 |
| Travail | 101 614 923 | 14 071 147 | 7 058 202 | 38 562 089 | 3 423 703 |
| | 4 514 461 728 | 1 843 903 934 | 262 007 530 | 2 655 004 529 | 350 780 215 |
| Reclassification des dépenses** | 246 300 387 | 27 487 315 | (49 828 662) | (246 166 884) | 22 207 844 |
| Total avant la consolidation | 4 760 762 115 | 1 871 391 249 | 212 178 868 | 2 408 837 645 | 372 988 059 |

* On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Finances), Services d'information et de technologie de l'information (ministères des Éducation et Transports), Programme ITI – groupement pour les terres et les ressources (ministère des Richesses naturelles) et Groupement des services gouvernementaux, Services d'information et de technologie de l'information et Services communs de l'Ontario (ministère des services gouvernementaux).

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2009-2010 a été publié.

2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2010

| Paiements de transfert | Autres opérations | Total avant la consolidation ¹ | Redressements de consolidation et autres | Reclassification des ministères ² | Selon les états financiers consolidés | Ministère |
|------------------------|-----------------------|---|--|--|---------------------------------------|---|
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| 34 265 209 | - | 62 542 222 | - | - | 62 542 222 | Affaires autochtones |
| 129 135 971 | - | 173 385 018 | (72 214 747) | - | 101 170 271 | Affaires civiles et Immigration |
| 619 912 241 | 61 000 | 720 960 185 | (105 131 566) | - | 615 828 619 | Affaires municipales et Logement |
| 405 790 717 | 3 602 825 | 538 620 248 | 192 830 175 | - | 731 450 423 | Agriculture, Alimentation et Affaires rurales |
| 262 000 | - | 148 633 037 | (3 724 075) | - | 144 908 962 | Bureau de l'Assemblée législative |
| 1 923 135 | - | 29 543 467 | - | - | 29 543 467 | Bureau du Conseil des ministres |
| - | 10 450 377 | 19 066 452 | (496 354) | - | 18 570 098 | Bureau du directeur général des élections |
| - | 120 800 | 1 215 543 | - | - | 1 215 543 | Bureau du lieutenant-gouverneur |
| 50 000 | - | 14 725 674 | (677 312) | - | 14 048 362 | Bureau du vérificateur général |
| - | - | 2 764 497 | - | - | 2 764 497 | Cabinet du Premier ministre |
| 222 500 | - | 52 055 036 | - | (52 055 036) | - | Commerce international et Investissement |
| 384 706 250 | - | 400 527 727 | 23 131 386 | - | 423 659 113 | Culture |
| 66 666 934 | 10 269 533 | 133 712 116 | 123 150 999 | - | 256 863 115 | Développement du Nord et Mines |
| 91 819 860 | 929 110 | 130 212 629 | - | (130 212 629) | - | Développement économique |
| - | - | - | 12 895 999 | 210 516 334 | 223 412 333 | Développement économique et du Commerce |
| 13 734 846 179 | 8 943 | 13 976 421 749 | 6 604 028 716 | - | 20 580 450 465 | Éducation |
| 186 882 498 | 2 106 065 | 300 654 975 | 489 226 598 | - | 789 881 573 | Énergie et Infrastructure |
| 29 080 141 | - | 351 475 735 | 30 996 | - | 351 506 731 | Environnement |
| 1 467 412 510 | 11 517 797 696 | 13 173 841 613 | 1 802 489 627 | - | 14 976 331 240 | Finances |
| 6 648 086 708 | 38 974 610 | 6 846 132 351 | (352 161 105) | - | 6 493 971 246 | Formation, Collèges et Universités |
| 124 000 | - | 4 790 618 | - | - | 4 790 618 | Office des affaires francophones |
| - | - | 10 283 437 | (459 195) | - | 9 824 242 | Ombudsman Ontario |
| 12 137 926 | 1 699 | 45 623 486 | - | (45 623 486) | - | Petites Entreprises et Services aux consommateurs |
| 406 865 606 | 30 137 717 | 1 420 802 728 | 50 356 300 | - | 1 471 159 028 | Procureur général |
| 365 650 629 | - | 388 188 432 | (7 695 718) | - | 380 492 714 | Promotion de la santé |
| 275 409 029 | - | 293 875 422 | (26 890 547) | - | 266 984 875 | Recherche et Innovation |
| 235 476 662 | 440 799 999 | 1 070 575 299 | - | - | 1 070 575 299 | Revenu |
| 76 821 830 | 3 055 984 | 562 743 103 | 139 587 517 | - | 702 330 620 | Richesses naturelles |
| 41 476 123 638 | 89 000 | 42 039 818 482 | (315 982 410) | - | 41 723 836 072 | Santé et Soins de longue durée |
| 139 824 936 | 11 004 415 | 2 116 709 587 | (14 540 128) | - | 2 102 169 459 | Sécurité communautaire et Services correctionnels |
| 4 195 486 430 | - | 4 510 838 624 | (95 101 510) | - | 4 415 737 114 | Services à l'enfance et à la jeunesse |
| - | - | - | - | 56 917 753 | 56 917 753 | Services aux consommateurs |
| 112 200 | 13 059 397 | 1 941 719 633 | (43 417 584) | (39 542 936) | 1 858 759 113 | Services gouvernementaux |
| 8 210 035 006 | 14 872 997 | 8 616 730 249 | (17 986 745) | - | 8 598 743 504 | Services sociaux et communautaires |
| 88 457 528 | - | 128 726 418 | 52 215 959 | - | 180 942 377 | Tourisme |
| 396 228 673 | 1 300 000 | 1 011 971 193 | 323 242 487 | - | 1 335 213 680 | Transports |
| 49 000 | 43 | 164 779 107 | 14 722 005 | - | 179 501 112 | Travail |
| 79 679 865 946 | 12 098 642 210 | 101 404 666 092 | 8 771 429 768 | - | 110 176 095 860 | |
| - | - | - | - | - | - | |
| 79 679 865 946 | 12 098 642 210 | 101 404 666 092 | | | 110 176 095 860 | Total avant la consolidation |

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

| Ministère | Traitements et salaires | Avantages sociaux | Transports et communications | Services | Fournitures et matériel |
|---|-------------------------|-------------------|------------------------------|--------------------|-------------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Affaires autochtones | - | - | - | - | - |
| Affaires civiques et Immigration | - | - | - | - | - |
| Affaires municipales et Logement | - | - | - | - | - |
| Agriculture, Alimentation et Affaires rurales | - | - | - | - | - |
| Commerce international et de l'Investissement | - | - | - | - | - |
| Culture | - | - | - | - | - |
| Développement du Nord et Mines | - | - | 8 924 | 17 390 444 | 946 978 |
| Développement économique | - | - | - | - | - |
| Développement économique et du Commerce | - | - | - | - | - |
| Éducation | - | - | - | - | - |
| Énergie et Infrastructure | - | - | - | 140 507 417 | - |
| Environnement | - | - | - | - | - |
| Finances | - | - | - | - | - |
| Formation, Collèges et Universités | - | - | - | - | - |
| Petites Entreprises et Services aux consommateurs | - | - | - | - | - |
| Procureur général | - | - | - | - | - |
| Promotion de la santé | - | - | - | - | - |
| Recherche et Innovation | - | - | - | - | - |
| Revenu | - | - | - | - | - |
| Richesses naturelles | - | - | 595 400 | 44 127 909 | 5 569 380 |
| Santé et Soins de longue durée | - | - | - | - | - |
| Sécurité communautaire et Services correctionnels | - | - | - | 24 340 172 | 45 516 |
| Services à l'enfance et à la jeunesse | - | - | - | - | - |
| Services aux consommateurs | - | - | - | - | - |
| Services gouvernementaux | - | - | 2 071 | 26 397 076 | 8 552 |
| Services sociaux et communautaires | - | - | - | - | - |
| Tourisme | - | - | - | 7 907 351 | 1 096 965 |
| Transports | 5 537 704 | 704 661 | 449 664 | 56 082 971 | 1 205 191 |
| Travail | - | - | - | - | - |
| Total avant la consolidation | 5 537 704 | 704 661 | 1 056 059 | 316 753 340 | 8 872 582 |

*On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2009-2010 a été publié.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2010

| Paiements de transfert | Autres opérations | Total avant la consolidation ¹ | Redressements de consolidation et autres | Reclassification des ministères ² | Selon les états financiers consolidés | Ministère |
|------------------------|----------------------|---|--|--|---------------------------------------|---|
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| 4 590 732 | - | 4 590 732 | - | - | 4 590 732 | Affaires autochtones |
| - | - | - | - | - | - | - Affaires civiles et Immigration |
| 661 728 991 | 1 256 306 | 662 985 297 | (65 248) | - | 662 920 049 | Affaires municipales et Logement |
| 1 176 720 464 | 18 563 | 1 176 739 027 | 1 442 000 | - | 1 178 181 027 | Agriculture, Alimentation et Affaires rurales |
| - | - | - | - | - | - | - Commerce international et de l'Investissement |
| 26 075 798 | - | 26 075 798 | 15 941 000 | - | 42 016 798 | Culture |
| 75 089 725 | 178 608 348 | 272 044 419 | (4 688 268) | - | 267 356 151 | Développement du Nord et Mines |
| - | - | - | - | - | - | - Développement économique |
| - | - | - | - | - | - | - Développement économique et du Commerce |
| 212 472 302 | 9 096 660 | 221 568 962 | (209 969 697) | - | 11 599 265 | Éducation |
| 65 913 841 | 10 275 613 | 216 696 871 | (715 030 197) | - | (498 333 326) | Énergie et Infrastructure |
| 1 574 966 | 45 221 968 | 46 796 934 | - | - | 46 796 934 | Environnement |
| - | 14 807 | 14 807 | 3 828 000 | - | 3 842 807 | Finances |
| 602 541 903 | - | 602 541 903 | (58 764 628) | - | 543 777 275 | Formation, Collèges et Universités |
| - | - | - | - | - | - | - Petites Entreprises et Services aux consommateurs |
| - | 107 896 778 | 107 896 778 | 3 793 000 | - | 111 689 778 | Procureur général |
| 56 749 296 | - | 56 749 296 | (8 595 200) | - | 48 154 096 | Promotion de la santé |
| 90 215 501 | - | 90 215 501 | (19 548 756) | - | 70 666 745 | Recherche et Innovation |
| - | - | - | - | - | - | - Revenu |
| 11 644 674 | 3 437 204 | 65 374 567 | - | - | 65 374 567 | Richesses naturelles |
| 1 476 755 547 | 9 076 457 | 1 485 832 004 | (474 869 936) | - | 1 010 962 068 | Santé et Soins de longue durée |
| 9 600 000 | 64 989 110 | 98 974 798 | - | - | 98 974 798 | Sécurité communautaire et Services correctionnels |
| 13 436 918 | 1 140 179 | 14 577 097 | - | - | 14 577 097 | Services à l'enfance et à la jeunesse |
| - | - | - | - | - | - | - Services aux consommateurs |
| - | 170 482 385 | 196 890 084 | - | - | 196 890 084 | Services gouvernementaux |
| 21 670 764 | 3 508 798 | 25 179 562 | - | - | 25 179 562 | Services sociaux et communautaires |
| 7 474 300 | - | 16 478 616 | 5 043 165 | - | 21 521 781 | Tourisme |
| 1 341 452 868 | 455 758 783 | 1 861 191 842 | (909 177 000) | - | 952 014 842 | Transports |
| - | 7 360 | 7 360 | - | - | 7 360 | Travail |
| 5 855 708 590 | 1 060 789 319 | 7 249 422 255 | (2 370 661 765) | - | 4 878 760 490 | Total avant la consolidation |

Fonds ontarien d'initiative
Pour l'exercice clos le 31 mars 2010

| Pour l'exercice se terminant le 31 mars | 2010 | 2009 |
|---|-------------------|-------------------|
| Fonds ontarien d'initiative | | |
| Contribution d'ontariens ¹ | \$ 173 408 | \$ 173 461 |
| | \$ 173 408 | \$ 173 461 |

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.

section 2

États financiers des ministères

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-2 |
| AFFAIRES AUTOCHTONES | 2-3 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-4 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-5 |

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|---------------------------------|------------|-------------------|------------------|
| | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

| | | | |
|-------------------|---|-------------------|-------------------|
| 51 358 497 | Affaires autochtones | 66 527 914 | 62 542 222 |
| <u>51 358 497</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>67 527 914</u> | <u>62 542 222</u> |
| ===== | | ===== | ===== |

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

| | | | |
|------------------|---|------------------|------------------|
| 4 000 000 | Affaires autochtones | 4 612 000 | 4 590 732 |
| <u>4 000 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>4 612 000</u> | <u>4 590 732</u> |
| ===== | | ===== | ===== |

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2001 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES |
| 1 | 67 074 900 | (1 187 000) | 65 887 900 | Affaires autochtones |
| | | | | 61 913 558 |
| 2 | 1 000 | 575 000 | 576 000 | Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale |
| | | | | 575 000 |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| | | | | 37 491 |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| | | | | 16 173 |
| | 67 139 914 | (612 000) | 66 527 914 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES |
| | ===== | ===== | ===== | 62 542 222 ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 4 000 000 | 612 000 | 4 612 000 | Affaires autochtones |
| | | | | 4 590 732 |
| | 4 000 000 | 612 000 | 4 612 000 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES |
| | ===== | ===== | ===== | 4 590 732 ===== |

Description du programme :

Les objectifs des programmes du ministère des Affaires autochtones s'appuient sur quatre grandes stratégies : établir des partenariats plus vastes et plus solides avec les Autochtones; diriger la planification des priorités et des politiques stratégiques; régler les revendications territoriales et s'occuper des questions liées aux droits; coordonner les questions autochtones au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO). Les activités du ministère s'inscrivent dans le cadre de la priorité générale du gouvernement de servir l'intérêt public vital.

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|---|------------------|----------------|
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Droits de demande – Accès à l'information..... | 33 | 408 |
| Frais pour chèques refusés..... | 0 | 35 |
| | ----- | ----- |
| | 33 | 443 |
| | ----- | ----- |
| RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES..... | 1 711 182 | 105 266 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL RECETTES DU MINISTÈRE..... | 1 711 215 | 105 709 |
| | ===== | ===== |

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|--|------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE | 2-8 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 2-9 |
| AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION | 2-11 |
| DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO | 2-13 |
| SERVICES RÉGIONAUX | 2-15 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)..... | 2-10 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-17 |

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|--|--------------------|--------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 21 466 168 | Administration du ministère | 21 561 987 | 21 233 727 |
| 98 794 270 | Affaires civiles et de l'immigration | 132 160 700 | 128 521 412 |
| 16 897 398 | Direction générale de la condition féminine de l'Ontario | 17 212 200 | 16 541 378 |
| 7 132 158 | Services régionaux | 7 211 400 | 7 088 501 |
| 144 289 994 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 178 146 287 | 173 385 018 |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 2 000 | 0 |
| 0 | Services régionaux | 2 000 | 0 |
| 0 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 4 000 | 0 |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 1 000 | 0 |
| 0 | Services régionaux | 1 000 | 0 |
| 0 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 2 000 | 0 |

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 601 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| 1 | 20 079 800 | 1 402 000 | 21 481 800 | Administration du ministère |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| L | 32 346 | | 32 346 | Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| | <u>20 159 987</u> | <u>1 402 000</u> | <u>21 561 987</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE . |
| | ===== | ===== | ===== | 21 233 727 ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 1 000 | | 1 000 | Administration du ministère |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... |
| | <u>2 000</u> | | <u>2 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE . |
| | ===== | ===== | ===== | 0 ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Administration du ministère |
| | <u>1 000</u> | | <u>1 000</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE . |
| | ===== | ===== | ===== | 0 ===== |

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, ressources humaines, services en français, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques et planification et affectation des ressources, etc.). Le programme offre des services généraux à trois ministères (Affaires civiles et Immigration, Culture et Tourisme).

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
|--|------------|----|---|-----------|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | <i>Services de communication</i> | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | | | | |
| Traitements et salaires..... | 7 323 665 | | Traitements et salaires..... | 2 020 845 | |
| Avantages sociaux..... | 950 427 | | Avantages sociaux..... | 234 572 | |
| Transports et communications..... | 291 314 | | Transports et communications..... | 48 624 | |
| Services..... | 12 343 659 | | Services..... | 616 099 | |
| Fournitures et matériel..... | 251 333 | | Fournitures et matériel..... | 43 483 | |
| | ----- | | | ----- | 2 963 623 |
| | 21 160 398 | | | | ----- |
| | ----- | | <i>Analyse et planification</i> | | |
| <i>Bureau principal</i> | | | Traitements et salaires..... | 442 214 | |
| Traitements et salaires..... | 1 433 528 | | Avantages sociaux..... | 47 603 | |
| Avantages sociaux..... | 196 936 | | Transports et communications..... | 6 683 | |
| Transports et communications..... | 123 419 | | Services..... | 13 530 | |
| Services..... | 95 175 | | Fournitures et matériel..... | 2 760 | |
| Fournitures et matériel..... | 40 834 | | | ----- | 512 790 |
| | ----- | | | | ----- |
| | 1 889 892 | | <i>Services juridiques</i> | | |
| | ----- | | Transports et communications..... | 16 916 | |
| <i>Services financiers et administratifs</i> | | | Services..... | 2 567 052 | |
| Traitements et salaires..... | 2 264 543 | | Fournitures et matériel..... | 53 182 | |
| Avantages sociaux..... | 319 441 | | | ----- | 2 637 150 |
| Transports et communications..... | 46 633 | | | | ----- |
| Services..... | 4 287 649 | | <i>Systèmes informatiques</i> | | |
| Fournitures et matériel..... | 45 688 | | Transports et communications..... | 31 870 | |
| | ----- | | Services..... | 4 713 662 | |
| | 6 963 954 | | Fournitures et matériel..... | 44 099 | |
| | ----- | | | ----- | 4 789 631 |
| | | | | | ----- |
| <i>Ressources humaines</i> | | | <i>Crédits législatifs</i> | | |
| Traitements et salaires..... | 1 162 535 | | Traitement versé au ministre en vertu | | |
| Avantages sociaux..... | 151 875 | | de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | | 49 301 |
| Transports et communications..... | 17 169 | | Traitement versé aux adjoints parlementaires | | |
| Services..... | 50 492 | | en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | | 24 028 |
| Fournitures et matériel..... | 21 287 | | | ----- | 73 329 |
| | ----- | | | | ----- |
| | 1 403 358 | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | |
| | ----- | | POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE... | | |
| | | | | | 21 233 727 |
| | | | | | ===== |

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 602 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION |
| 1 | 133 562 700 | (1 402 000) | 132 160 700 | Affaires civiles et immigration 128 521 412 |
| | | | | |
| | 133 562 700 | (1 402 000) | 132 160 700 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES |
| | | | | CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION 128 521 412 |
| | | | | ===== |

Description du programme :

Le programme des Affaires civiles et de l'Immigration est responsable de l'immigration, de la diversité et des affaires civiles, y compris le bénévolat ainsi que les distinctions et les prix. La division travaille en partenariat avec d'autres paliers de gouvernement pour que les personnes qui immigreront en Ontario puissent participer pleinement à la vie socio-économique de la province, pour encourager davantage d'Ontariens et d'Ontariennes à faire du bénévolat dans leurs communautés et pour décerner des distinctions et prix provinciaux aux programmes qui reconnaissent la contribution de particuliers et de groupes de tous les horizons à leurs communautés et à la province.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION – CRÉDIT 602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ |
|---|------------|--------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | |
| Affaires civiles et immigration (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires..... | | 8 010 842 |
| Avantages sociaux..... | | 1 050 513 |
| Transports et communications..... | | 428 422 |
| Services..... | | 3 337 508 |
| Fournitures et matériel..... | | 249 047 |
| Paiements de transfert | | |
| Course de langues..... | 65 876 735 | |
| Formation en milieu de travail..... | 38 471 556 | |
| Subventions pour l'établissement et l'intégration..... | 10 087 349 | |
| Initiatives de bénévolat..... | 1 009 440 | |
| | ----- | 115 445 080 |
| | | ----- |
| | | 128 521 412 |
| | | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | |
| POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES | | |
| CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION..... | | 128 521 412 |
| | | ===== |

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 603 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO |
| 1 | 17 212 200 | | 17 212 200 | Direction générale de la condition féminine de l'Ontario |
| | | | | 16 541 378 |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO |
| | 17 212 200 | | 17 212 200 | 16 541 378 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario travaille à prévenir la violence à l'égard des femmes et encourage l'autonomie financière des femmes afin que les jeunes filles et les femmes puissent faire les choix judicieux qui leur permettront de réussir leur vie et leur carrière.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA
CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 603**
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010**

| | \$ | \$ |
|---|-----------|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | |
| Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires..... | | 1 927 926 |
| Avantages sociaux..... | | 261 183 |
| Transports et communications..... | | 106 491 |
| Services..... | | 524 446 |
| Fournitures et matériel..... | | 30 441 |
| Paiements de transfert | | |
| Initiatives de prévention | | |
| de la violence..... | 7 213 561 | |
| Initiatives de promotion de | | |
| l'autonomie financière..... | 6 477 330 | |
| | ----- | 13 690 891 |
| | | ----- |
| | | 16 541 378 |
| | | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO | | 16 541 378 |
| | | ===== |

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|---|-------------------|-------------------|------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 605 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX | | | | |
| 1 | 7 211 400 | | 7 211 400 | Services régionaux..... 7 088 501 |
| | | | | |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DES |
| | | | | SERVICES RÉGIONAUX 7 088 501 |
| | 7 211 400 | | 7 211 400 | |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 1 000 | | 1 000 | Services régionaux..... 0 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0 |
| | | | | |
| | | | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DES |
| | | | | SERVICES RÉGIONAUX 0 |
| | 2 000 | | 2 000 | |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Services régionaux..... 0 |
| | | | | |
| | | | | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DES |
| | | | | SERVICES RÉGIONAUX 0 |
| | 1 000 | | 1 000 | |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Les Services régionaux dispensent à l'échelon local et régional des programmes et services aux clients afin de soutenir le ministère des Affaires civiles et de l'Immigration, le ministère de la Culture, le ministère du Tourisme et la Direction des sports et des loisirs du ministère de la Promotion de la santé.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX – CRÉDIT 605
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010**

| | \$ |
|---|------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Services régionaux (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 5 534 612 |
| Avantages sociaux..... | 830 257 |
| Transports et communications | 330 807 |
| Services | 276 038 |
| Fournitures et matériel | 116 787 |
| | ----- |
| | 7 088 501 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX | 7 088 501 |
| | ===== |

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|------------------|------------------|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Accord d'immigration | 6 681 849 | 933 268 |
| | ----- | ----- |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | 1 003 568 | 551 754 |
| | ----- | ----- |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 1 141 228 | 325 091 |
| | ----- | ----- |
| DIVERS..... | 60 | 54 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 8 826 705 | 1 810 167 |
| | ===== | ===== |

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|------------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-20 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-21 |
| ADMINISTRATIONS LOCALES..... | 2-23 |
| AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT..... | 2-25 |
| LOGEMENT ABORDABLE..... | 2-27 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)..... | 2-22, 2-28 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-29 |
| ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS | 2-30 |

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|--------------------|--------------------|
| | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 28 375 782 | Administration du ministère | 29 773 887 | 28 568 756 |
| 26 479 113 | Administrations locales | 26 081 400 | 25 877 664 |
| 14 541 507 | Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment | 15 665 300 | 15 173 364 |
| 691 940 259 | Logement abordable | 655 792 100 | 651 340 401 |
| 761 336 661 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 727 312 687 | 720 960 185 |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 12 200 | Administrations locales | 300 000 | 0 |
| 12 200 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 300 000 | 0 |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 8 722 924 | Administrations locales | 4 000 | 0 |
| 93 385 423 | Logement abordable | 663 778 800 | 662 985 297 |
| 102 108 347 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 663 782 800 | 662 985 297 |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administrations locales | 1 000 | 0 |
| 0 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 1 000 | 0 |

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1901 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| 1 | 33 398 700 | (3 705 000) | 29 693 700 | Administration du ministère |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| L | 32 346 | | 32 346 | Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| | <u>33 478 887</u> | <u>(3 705 000)</u> | <u>29 773 887</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE . |
| | ===== | ===== | ===== | <u>28 568 756</u> |

Description du programme :

Les objectifs de ce programme sont les suivants : administrer, orienter, coordonner et contrôler l'ensemble des programmes et activités du ministère; offrir des services efficaces de communication et de soutien à la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des conseils et services juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services de gestion du risque et le soutien nécessaire à la gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation par le ministère de ses ressources humaines et financières, de ses ressources en information et technologie de l'information et de ses biens matériels; assurer la gestion des installations. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel aux organismes, conseils et commissions du ministère.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010**

| \$ | \$ | \$ | \$ |
|--|------------|---|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | | |
| Traitements et salaires..... | 10 172 968 | | |
| Avantages sociaux..... | 1 351 465 | | |
| Transports et communications..... | 263 762 | | |
| Services..... | 16 325 692 | | |
| Fournitures et matériel..... | 373 029 | | |
| | ----- | | |
| | 28 486 916 | | |
| | ----- | | |
| <i>Bureau principal</i> | | | |
| Traitements et salaires..... | 1 818 952 | | |
| Avantages sociaux..... | 199 423 | | |
| Transports et communications..... | 84 084 | | |
| Services..... | 81 028 | | |
| Fournitures et matériel..... | 54 962 | | |
| | ----- | | |
| | 2 238 449 | | |
| | ----- | | |
| <i>Services de communication</i> | | | |
| Traitements et salaires..... | 2 662 640 | | |
| Avantages sociaux..... | 361 226 | | |
| Transports et communications..... | 57 733 | | |
| Services..... | 270 240 | | |
| Fournitures et matériel..... | 44 051 | | |
| | ----- | | |
| | 3 395 890 | | |
| | ----- | | |
| <i>Services financiers et administratifs</i> | | | |
| Traitements et salaires..... | 4 201 950 | | |
| Avantages sociaux..... | 604 063 | | |
| Transports et communications..... | 68 420 | | |
| Services..... | 2 036 696 | | |
| Fournitures et matériel..... | 115 512 | | |
| | ----- | | |
| | 7 026 641 | | |
| | ----- | | |
| | | <i>Ressources humaines</i> | |
| | | Traitements et salaires..... | 1 451 426 |
| | | Avantages sociaux..... | 177 020 |
| | | Transports et communications..... | 18 884 |
| | | Services..... | 148 652 |
| | | Fournitures et matériel..... | 49 413 |
| | | | ----- |
| | | | 1 845 395 |
| | | | ----- |
| | | <i>Services juridiques</i> | |
| | | Traitements et salaires..... | 38 000 |
| | | Avantages sociaux..... | 2 000 |
| | | Transports et communications..... | 26 282 |
| | | Services..... | 4 881 614 |
| | | Fournitures et matériel..... | 81 429 |
| | | | ----- |
| | | | 5 029 325 |
| | | | ----- |
| | | <i>Services de vérification</i> | |
| | | Services..... | 968 387 |
| | | | ----- |
| | | | 968 387 |
| | | | ----- |
| | | <i>Systèmes informatiques</i> | |
| | | Avantages sociaux..... | 7 733 |
| | | Transports et communications..... | 8 359 |
| | | Services..... | 7 939 075 |
| | | Fournitures et matériel..... | 27 662 |
| | | | ----- |
| | | | 7 982 829 |
| | | | ----- |
| | | <i>Crédits législatifs</i> | |
| | | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 48 506 |
| | | Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 33 334 |
| | | | ----- |
| | | | 81 840 |
| | | | ----- |
| | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE... | 28 568 756 |
| | | | ===== |

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1902 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES |
| 4 | 20 940 200 | 5 141 200 | 26 081 400 | Administrations locales 25 877 664 |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES..... |
| | 20 940 200 | 5 141 200 | 26 081 400 | 25 877 664 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 6 | 100 000 | | 100 000 | Aide spéciale aux municipalités – Prêts..... 0 |
| L | 200 000 | | 200 000 | Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains, <i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i> 0 |
| | | | | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES..... |
| | 300 000 | | 300 000 | 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 2 000 | | 2 000 | Administrations locales 0 |
| 8 | 1 000 | | 1 000 | Administrations locales – autres charges liées aux immobilisations 0 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0 |
| | | | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES..... |
| | 4 000 | | 4 000 | 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 7 | 1 000 | | 1 000 | Administrations locales 0 |
| | | | | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES..... |
| | 1 000 | | 1 000 | 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'encourager la responsabilité des administrations locales ayant les outils nécessaires pour renforcer leur autonomie en vue d'améliorer la prestation des services locaux, d'atteindre une solvabilité durable et de prendre les mesures nécessaires face aux catastrophes locales et aux situations d'urgence. Le ministère poursuit cet objectif en élaborant et mettant en œuvre des lois, politiques, mécanismes de consultation officiels, partenariats et programmes, en offrant ses conseils, l'éducation et la formation nécessaires et d'autres activités qui encouragent la concertation et la coopération avec les municipalités et les intervenants.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES – CRÉDIT 1902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ |
|--|------------|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | |
| Administrations locales (Poste 4) | | |
| Traitements et salaires..... | | 11 800 403 |
| Avantages sociaux..... | | 1 665 265 |
| Transports et communications..... | | 374 236 |
| Services..... | | 3 410 335 |
| Fournitures et matériel..... | | 170 373 |
| Paiements de transfert | | |
| Secours aux victimes | | |
| de catastrophes..... | 438 000 | |
| Aide aux municipalités | | |
| en cas de catastrophes..... | 897 000 | |
| Paiements en vertu de la <i>Loi</i> | | |
| <i>sur les subventions tenant lieu</i> | | |
| <i>d'impôt aux municipalités.....</i> | 60 777 638 | |
| Impôts sur les propriétés | | |
| provinciales louées en vertu de la | | |
| <i>Loi sur les subventions tenant lieu</i> | | |
| <i>d'impôt aux municipalités.....</i> | 9 748 200 | |
| Aide au Conseil de la zone de | | |
| développement de Moosonee..... | 1 146 000 | |
| Aide spéciale aux municipalités et | | |
| aux organisations municipales..... | 5 976 052 | |
| | | 78 982 890 |
| | | 96 403 502 |
| Moins : Recouvrements..... | | 70 525 838 |
| | | 25 877 664 |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | |
| POUR LE PROGRAMME DES | | |
| ADMINISTRATIONS LOCALES..... | | 25 877 664 |

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1903 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT |
| 7 | 14 976 500 | 688 800 | 15 665 300 | Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment |
| | | | | 15 173 364 |
| | 14 976 500 | 688 800 | 15 665 300 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET LA RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT ... |
| | ===== | ===== | ===== | 15 173 364 ===== |

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'avoir des communautés bien planifiées, dynamiques et durables qui offrent une meilleure qualité de vie et maintiennent la prospérité de l'économie. Ce programme aide à assurer une gestion judicieuse de la croissance de manière à préserver les espaces verts et l'environnement, à encourager le réaménagement des friches industrielles et à favoriser la croissance démographique et la croissance de l'emploi. Pour atteindre ces objectifs, il veille à la sécurité des bâtiments grâce à un système de réglementation efficace. Il doit aussi proposer un cadre législatif, stratégique et administratif approprié pour l'aménagement du territoire ainsi que d'excellents conseils et l'éducation et la formation nécessaires pour soutenir les capacités municipales et provinciales et la mise en œuvre des nouveaux plans, programmes et initiatives du gouvernement. Tout ce travail est orienté par la participation et la consultation fructueuses des municipalités et des intervenants.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT – CRÉDIT 1903**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|---|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment (Poste 7) | |
| Traitements et salaires..... | 10 147 898 |
| Avantages sociaux..... | 1 253 895 |
| Transports et communications..... | 334 806 |
| Services..... | 2 914 723 |
| Fournitures et matériel..... | 188 322 |
| Paiements de transfert | |
| Aide aux conseils d'aménagement..... | 333 720 |
| | ----- |
| | 15 173 364 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT ... | 15 173 364 |
| | ===== |

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|---|--------------------|---------------------|--------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1904 PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 2 | 639 940 600 | (13 785 000) | 626 155 600 | Logement social et logement du marché privé 621 781 580 |
| 3 | 28 901 500 | 660 000 | 29 561 500 | Location à usage d'habitation 29 497 821 |
| L | 75 000 | | 75 000 | Créances irrécouvrables des collectivités rurales et autochtones, <i>Loi sur l'administration financière</i> 61 000 |
| | <u>668 917 100</u> | <u>(13 125 000)</u> | <u>655 792 100</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE 651 340 401 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 4 | 431 658 800 | 232 120 000 | 663 778 800 | Logement abordable – immobilisations..... 662 985 297 |
| | <u>431 658 800</u> | <u>232 120 000</u> | <u>663 778 800</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE 662 985 297 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Ce programme a pour objectifs d'honorer les engagements du gouvernement en matière de logement abordable, de créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et encourage un niveau d'entretien et d'investissement adéquat dans le secteur du logement locatif, et d'aider les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre aux fournisseurs de logements sociaux un éventail complet de services : élaboration de politiques; conception et prestation de programmes; aide financière.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 | 2009 |
|---|----------------|----------------|
| | \$ | \$ |
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs (C.M.H.C.) | 482 640 746 | 505 420 476 |
| Accord de logement à prix abordable (C.M.H.C.) | 315 418 903 | 67 933 895 |
| Régime Canada/Ontario de construction de logements locatifs | 111 601 | 85 709 |
| | ----- | ----- |
| | 798 171 250 | 573 440 080 |
| | ----- | ----- |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement de la dette de la SDLO | 96 492 891 | 96 821 249 |
| Intérêt sur la dette publique | 13 636 973 | 17 029 635 |
| Remaniement des services locaux | 816 773 | 839 172 |
| Remboursement – SDLO – prêts pour le logement étudiant et intérêts | 213 894 | 213 893 |
| Programme de rénovation des logements de l'Ontario – Municipalités | 132 485 | 338 534 |
| Subventions des années précédentes | 34 740 | 32 528 |
| Rénovation urbaine | 21 896 | 46 355 |
| Syndicat/Association | 12 542 | 42 124 |
| Programme de logement en milieu rural et autochtone | 0 | 2 861 261 |
| Autres remboursements des dépenses | 55 068 | 1 243 685 |
| | ----- | ----- |
| | 111 417 262 | 119 468 436 |
| | ----- | ----- |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Droits – Tribunal du logement de l'Ontario | 11 729 220 | 10 868 364 |
| Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements | 353 886 | 361 955 |
| Droits – Formation adm. code du bâtiment | 97 837 | 97 727 |
| Droits relatifs aux autorisations d'aménagement | 75 300 | 62 318 |
| Droits d'entretien et liés aux normes | 18 550 | 26 765 |
| Évaluation de matériaux de construction | 9 975 | 5 995 |
| | ----- | ----- |
| | 12 284 768 | 11 423 124 |
| | ----- | ----- |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| ORHT – Ventes et locations | 21 445 | 24 199 |
| Logement locatifs en milieu rural et autochtone – Ventes | 0 | 4 686 064 |
| Conversion de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario | 0 | 134 705 |
| Société de logement de l'Ontario – Hypothèque différée | 0 | 124 731 |
| Recettes de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario | 0 | 76 069 |
| | ----- | ----- |
| | 21 445 | 5 045 768 |
| | ----- | ----- |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 741 820 | 614 463 |
| | ----- | ----- |

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|--------------------|--------------------|
| DIVERS | | |
| Intérêts gagnés sur prêts..... | 14 995 | 22 048 |
| Pénalités – intérêts..... | 7 484 | 3 974 |
| Société d'hypothèques de l'Ontario – Revenu net..... | 0 | 100 000 |
| Ordonnance de dédommagement rendue par le tribunal..... | 0 | 5 000 |
| Société ontarienne d'aménagement municipal – Remboursement du principal..... | 0 | 3 727 |
| Autres..... | 2 484 | 3 619 |
| | ----- | ----- |
| | 24 963 | 138 368 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE..... | 922 661 508 | 710 130 239 |
| | ===== | ===== |

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|---------------|----------------|
| <i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains.....</i> | 46 232 | 78 631 |
| Crédits d'impôts pour les écoles..... | 16 602 | 27 736 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS..... | 62 834 | 106 367 |
| | ===== | ===== |

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
ET DES AFFAIRES RURALES**

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|--|------------------------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-32 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-33 |
| AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT | 2-36 |
| SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES..... | 2-38 |
| ÉLABORATION DES POLITIQUES | 2-42 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-34, 2-35, 2-37, 2-40 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-44 |
| ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS | 2-44 |

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|----------------------|----------------------|
| | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 25 920 189 | Administration du ministère | 28 342 714 | 25 919 366 |
| 62 485 529 | Amélioration de la santé publique et de l'environnement | 81 481 700 | 71 844 527 |
| 428 823 116 | Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes | 534 536 000 | 426 966 585 |
| 14 005 956 | Élaboration des politiques | 14 253 600 | 13 889 770 |
| 531 234 790 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 658 614 014 | 538 620 248 |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 0 | Administration du ministère | 300 000 | 0 |
| 5 618 600 | Amélioration de la santé publique et de l'environnement | 12 300 000 | 5 839 300 |
| 529 600 | Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes | 5 300 000 | 666 154 |
| 6 148 200 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 17 900 000 | 6 505 454 |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 67 000 | 18 563 |
| 164 740 999 | Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes | 1 184 343 400 | 1 176 720 464 |
| 164 740 999 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 1 184 410 400 | 1 176 739 027 |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 930 000 | 925 693 |
| 0 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 930 000 | 925 693 |

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 101 | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 1 | 26 278 700 | 2 000 000 | 28 278 700 | Administration du ministère 25 853 398 |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301 |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667 |
| | <u>26 342 714</u> | <u>2 000 000</u> | <u>28 342 714</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE . 25 919 366 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 2 | 300 000 | | 300 000 | Administration du ministère 0 |
| | <u>300 000</u> | | <u>300 000</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE . 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 5 | 1 000 | | 1 000 | Administration du ministère 0 |
| L | 66 000 | | 66 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 18 563 |
| | <u>67 000</u> | | <u>67 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE . 18 563 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 4 | 930 000 | | 930 000 | Administration du ministère 925 693 |
| | <u>930 000</u> | | <u>930 000</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE . 925 693 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

La stratégie menée dans le cadre de ce crédit consiste à faire bénéficier le personnel du ministère des conseils et de l'expertise nécessaires en matière de finances et de ressources humaines, à élaborer des politiques et procédures fonctionnelles pour l'administration et les ressources humaines en collaboration avec chaque direction du ministère, à fournir des services de planification financière et de vérification, à administrer la technologie de l'information, à offrir des services de gestion des locaux et d'administration centrale, et à maintenir les liens avec les organismes centraux du gouvernement, ainsi que les services en français, les programmes de gestion des situations d'urgence et les initiatives de promotion de la qualité des services.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|----------------|
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | |
| Crédits législatifs | |
| Autres opérations | |
| Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> .. | 18 563 |
| | ----- |
| | 18 563 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE... | 18 563 |
| | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | |
| Administration du ministère (Poste 4) | |
| Parc automobile et flotte de bateaux..... | 925 693 |
| | ----- |
| | 925 693 |
| | ----- |
| TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE... | 925 693 |
| | ===== |

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 107 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT |
| 1 | 76 471 700 | 5 000 000 | 81 471 700 | Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 71 844 527 |
| L | 10 000 | | 10 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0 |
| | <u>76 481 700</u> | <u>5 000 000</u> | <u>81 481 700</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT 71 844 527 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 2 | 500 000 | | 500 000 | Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 42 200 |
| L | 11 800 000 | | 11 800 000 | Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux, <i>Loi sur le drainage au moyen de tuyaux</i> 5 797 100 |
| | <u>12 300 000</u> | | <u>12 300 000</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT ... 5 839 300 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Cette stratégie englobe les principales fonctions de réglementation du ministère liées à l'inspection des aliments et l'observation des règlements sanitaires, à la santé et au bien-être des animaux et à la gestion des éléments nutritifs. Elle inclut également les programmes non régis par les règlements qui visent la salubrité des aliments, la traçabilité, la santé et le bien-être des animaux, la gestion des éléments nutritifs, l'aménagement du territoire et l'environnement. Le ministère emploie une gamme complète d'outils pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie de pratiques exemplaires de gestion.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 108 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES |
| 1 | 144 040 900 | 22 200 000 | 166 240 900 | Développement économique..... 159 402 709 |
| 3 | 72 057 400 | 800 000 | 72 857 400 | Recherche 72 255 855 |
| 4 | 325 415 700 | (30 000 000) | 295 415 700 | Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises 191 705 196 |
| L | 5 000 | | 5 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 72 784 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Paiements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i> 2 234 383 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Paiements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0 |
| L | 15 000 | | 15 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 295 658 |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES |
| | 541 536 000 | (7 000 000) | 534 536 000 | 426 966 585 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

| | | | | |
|---|------------------|-------|------------------|--|
| 2 | 300 000 | | 300 000 | Développement économique..... 0 |
| 5 | 5 000 000 | | 5 000 000 | Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises 666 154 |
| | | | | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES |
| | 5 300 000 | | 5 300 000 | 666 154 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|----------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 108 | | | | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| | | | | PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES |
| 7 | 293 493 600 | 890 849 800 | 1 184 343 400 | Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales |
| | | | | 1 176 720 464 |
| | | | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES |
| | 293 493 600 | 890 849 800 | 1 184 343 400 | 1 176 720 464 |

Description du programme :

Dans le cadre de cette stratégie, le ministère soutient les secteurs de l'agriculture, des produits alimentaires et des bioproduits par l'adoption d'une démarche complète. Les composantes suivantes de cette stratégie contribuent au cadre établi pour ces secteurs : stabilisation du revenu agricole et autres programmes d'aide au secteur agricole; collaboration avec des partenaires du secteur agroalimentaire pour définir les besoins et les possibilités et pour adopter de nouvelles technologies; investissement dans la recherche agroalimentaire; efforts d'attraction et de rétention des investissements pour le secteur de la transformation; traitement des questions liées à la réglementation de la commercialisation; promotion des ventes agroalimentaires de l'Ontario sur le marché international et national.

Cette stratégie aide l'Ontario rural à bâtir des collectivités dynamiques et fortes, dotées d'économies diversifiées et jouissant d'un climat social et environnemental sain par une collaboration avec les collectivités rurales, les municipalités, des entreprises et des organismes afin d'exécuter des initiatives de développement économique.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
|--|-------------|----|---|------------|--------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | Recherche (Poste 3) | | |
| Développement économique (Poste 1) | | | Traitements et salaires..... 1 991 422 | | |
| Traitements et salaires..... | 22 958 479 | | Avantages sociaux | 244 164 | |
| Avantages sociaux..... | 3 170 085 | | Transports et communications..... | 57 760 | |
| Transports et communications..... | 1 675 733 | | Services | 242 809 | |
| Services | 18 071 321 | | Fournitures et matériel | 29 118 | |
| Fournitures et matériel | 738 851 | | Paiements de transfert | | |
| Paiements de transfert | | | Recherche concurrentielle..... | 1 350 000 | |
| Développement de l'agriculture..... | 5 479 045 | | Recherche sur l'innocuité | | |
| Biogaz et changement climatique | 4 165 000 | | des aliments..... | 500 000 | |
| Fonds ontarien de développement | | | Subventions tenant lieu d'impôt | 550 000 | |
| de la production d'éthanol | 50 177 841 | | Partenariats stratégiques | 633 000 | |
| Programme ontarien d'aide | | | Université de Guelph | 59 510 259 | |
| aux petits réseaux de | | | Cultivons l'avenir – contribution | | |
| distribution d'eau | 4 645 835 | | fédérale – recherche | 7 147 323 | |
| Aide de transition à l'industrie | | | | | 69 690 582 |
| des vergers et des vignobles – | | | | | ----- |
| contribution provincial..... | 3 398 247 | | | | 72 255 855 |
| Aide de transition à l'industrie | | | | | ----- |
| des vergers et des vignobles – | | | | | |
| contribution fédérale | 7 079 200 | | Paiements de transfert liés à la gestion | | |
| Autre aide aux | | | des risques des entreprises (Poste 4) | | |
| collectivités rurales | 4 739 506 | | Paiements de transfert | | |
| Programme de développement | | | AgriCorp | 18 308 550 | |
| économique des | | | Agri-protection..... | 34 183 278 | |
| collectivités rurales | 31 958 040 | | Agri-investissement | 24 524 280 | |
| Programme d'emplois d'été pour | | | Agri-relance | 400 000 | |
| les jeunes en milieu rural | 3 585 137 | | Agri-stabilité | 87 029 119 | |
| Cultivons l'avenir – contribution | | | Programme ontarien de | | |
| fédérale – développement | | | gestion des risques | 23 750 000 | |
| économique | 1 731 435 | | Autre aide à la gestion des risques..... | 3 249 969 | |
| | ----- | | Provision pour garantis d'emprunt – | | |
| | 116 959 286 | | Programme de garanties | | |
| | ----- | | d'emprunt pour | | |
| | 163 573 755 | | les produits agricoles | 260 000 | |
| Moins : Recouvrements | 4 171 046 | | | | 191 705 196 |
| | ----- | | | | ----- |
| | 159 402 709 | | | | 191 705 196 |
| | ----- | | | | ----- |
| | | | Crédits législatifs | | |
| | | | Autre opérations | | |
| | | | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> | | |
| | | | <i>l'administration financière</i> | | |
| | | | | | 1 295 658 |
| | | | | | ----- |
| | | | | | 1 295 658 |
| | | | | | ----- |
| Autre opérations | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR | | |
| Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> | | | LE PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES | | |
| <i>l'administration financière</i> | 72 784 | | DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION | | |
| Paiements au titre des prêts bancaires | | | ET DES BIOPRODUITS ET | | |
| garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i> | 2 234 383 | | COLLECTIVITÉS RURALES FORTES..... | | |
| | ----- | | | | 426 966 585 |
| | 2 307 167 | | | | ===== |
| | ----- | | | | |

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES ÉTAT DES
DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 109 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES |
| 1 | 14 253 600 | | 14 253 600 | Élaboration des politiques..... 13 889 770 |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) |
| | | | | POUR LE PROGRAMME |
| | 14 253 600 | | 14 253 600 | D'ÉLABORATION DES POLITIQUES..... 13 889 770 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

La stratégie mise en œuvre dans le cadre de ce crédit est axée sur la prestation de conseils stratégiques novateurs, complets et fondés sur des données probantes en matière de politique. Élaboration des politiques est aussi responsable de l'analyse des politiques et des processus liés aux politiques stratégiques dans les domaines de la salubrité des aliments, de l'environnement et du développement économique. La stratégie comprend également l'élaboration de politiques et de programmes, la gestion du financement alloué aux programmes de gestion des risques liés aux exploitations agricoles et la gestion des responsabilités ministérielles relatives à la gouvernance et à la reddition des comptes avec Agricorp.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES – CRÉDIT 109

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Élaboration des politiques (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 9 545 694 |
| Avantages sociaux..... | 1 318 457 |
| Transports et communications | 454 723 |
| Services | 2 542 052 |
| Fournitures et matériel | 100 666 |
| | ----- |
| | 13 961 592 |
| Moins : Recouvrements | 71 822 |
| | ----- |
| | 13 889 770 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LE PROGRAMME D'ÉLABORATION | |
| DES POLITIQUES..... | 13 889 770 |
| | ===== |

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 | 2009 |
|--|--------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Fonds de stimulation de l'infrastructure | 246 021 986 | 0 |
| Fonds Chantiers Canada | 188 711 102 | 0 |
| Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario..... | 27 051 258 | 57 991 899 |
| Cultivons l'avenir | 23 777 062 | 0 |
| Programme de transition relatif aux vergers et aux vignobles | 7 032 700 | 13 805 550 |
| Service canadien de développement des compétences en agriculture (SCDCA) | 114 167 | 4 725 728 |
| Programme d'indemnisation contre la rage | 1 729 | 2 462 |
| Programme d'infrastructures Canada-Ontario – millénaire | 0 | 5 279 609 |
| Initiative de salubrité des aliments – Paiements de transfert..... | 0 | 1 462 690 |
| Risque précis – Renforcement de l'interdiction relative à l'ESB..... | 0 | 1 258 813 |
| Programme d'infrastructures Canada-Ontario – DECRPLO | 0 | 1 089 168 |
| Initiative de salubrité des aliments – Dépenses de fonctionnement | 0 | 822 915 |
| Divers | 1 216 682 | 318 768 |
| | ----- | ----- |
| | 493 926 686 | 86 757 602 |
| | ----- | ----- |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Autres | 54 559 | 40 086 |
| | ----- | ----- |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| | 680 589 | 414 416 |
| | ----- | ----- |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Autres | 22 262 343 | 20 811 327 |
| | ----- | ----- |
| REDEVANCES | | |
| | 1 829 | 0 |
| | ----- | ----- |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| | 23 717 990 | 50 862 659 |
| | ----- | ----- |
| DIVERS | | |
| Autres | 212 764 | 160 504 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 540 856 760 | 159 046 594 |
| | ===== | ===== |

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 | 2009 |
|---|------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux | 5 574 011 | 5 325 158 |
| Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario | 49 713 | 22 240 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS | 5 623 724 | 5 347 398 |
| | ===== | ===== |

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|--|------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-46 |
| BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE..... | 2-47 |
| COMMISSAIRES | 2-50 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-52 |

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|--|--------------------|--------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 129 680 187 | Bureau de l'Assemblée législative | 132 276 200 | 126 008 412 |
| 19 996 618 | Commissaires | 24 901 800 | 22 624 625 |
| <u>149 676 805</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE | <u>157 178 000</u> | <u>148 633 037</u> |
| ===== | BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE * | ===== | ===== |

* Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 201 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE |
| 1 | 610 300 | (55 700) | 554 600 | Présidence..... 494 916 |
| 2 | 832 500 | 5 800 | 838 300 | Bureau du greffier..... 838 225 |
| 3 | 13 023 700 | (54 500) | 12 969 200 | Services parlementaires 12 010 139 |
| 4 | 12 000 300 | (21 100) | 11 979 200 | Services d'information et de technologie..... 11 711 631 |
| 5 | 5 842 800 | 165 500 | 6 008 300 | Services administratifs..... 5 617 579 |
| 6 | 29 947 300 | (42 200) | 29 905 100 | Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire 28 058 848 |
| 8 | 11 247 400 | | 11 247 400 | Services de soutien aux groupes parlementaires 11 051 795 |
| 9 | 20 181 400 | | 20 181 400 | Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés 19 740 716 |
| 10 | 38 283 500 | | 38 283 500 | Services de soutien aux bureaux des députés..... 36 175 394 |
| 11 | 262 000 | | 262 000 | Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario 262 000 |
| 12 | 45 000 | 2 200 | 47 200 | Appartements du lieutenant-gouverneur 47 169 |
| | 132 276 200 | 0 | 132 276 200 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 126 008 412 |

Description du programme :

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|---|--------------------|
| Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9) | |
| Traitements et salaires..... | 12 975 508 |
| Avantages sociaux..... | 3 858 748 |
| Transports et communications..... | 1 656 283 |
| Services..... | 1 229 599 |
| Fournitures et matériel..... | 20 578 |
| | ----- |
| | 19 740 716 |
| | ----- |
| Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10) | |
| Traitements et salaires..... | 19 414 444 |
| Avantages sociaux..... | 4 017 198 |
| Transports et communications..... | 2 982 995 |
| Services..... | 6 686 863 |
| Fournitures et matériel..... | 3 073 894 |
| | ----- |
| | 36 175 394 |
| | ----- |
| Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11) | |
| Paiements de transfert | |
| Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario..... | 262 000 |
| | ----- |
| | 262 000 |
| | ----- |
| Appartements du lieutenant-gouverneur (Poste 12) | |
| Services..... | 47 169 |
| | ----- |
| | 47 169 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LE BUREAU DE | |
| L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE | 126 008 412 |
| | ===== |

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 202 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DES COMMISSAIRES |
| 1 | 3 170 300 | | 3 170 300 | Commissaire à l'environnement |
| | | | | Bureau du commissaire à l'information et |
| 2 | 13 881 500 | | 13 881 500 | à la protection de la vie privée..... |
| 3 | 1 794 800 | | 1 794 800 | Bureau du commissaire à l'intégrité |
| | | | | Bureau de l'intervenant provincial en faveur |
| 4 | 6 055 200 | | 6 055 200 | des enfants et des jeunes..... |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) |
| | | | | POUR LE PROGRAMME |
| | 24 901 800 | | 24 901 800 | DES COMMISSAIRES..... |
| | ===== | ===== | ===== | 22 624 625 |
| | | | | ===== |

Description du programme :

Ce programme comprend le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de la *Charte des droits environnementaux*; le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* de l'Ontario; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*, de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*, de la *Loi sur l'obligation de rendre compte des dépenses (ministres et chefs d'un parti de l'opposition)* ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*; et le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, chargé de l'application de la *Loi de 2007 sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes*.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Commissaire à l'environnement (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 1 462 332 |
| Avantages sociaux..... | 312 750 |
| Transports et communications | 83 239 |
| Services | 1 102 276 |
| Fournitures et matériel | 183 842 |
| | ----- |
| | 3 144 439 |
| | ----- |
| Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2) | |
| Traitements et salaires..... | 9 214 586 |
| Avantages sociaux..... | 1 662 165 |
| Transports et communications | 294 071 |
| Services | 1 895 502 |
| Fournitures et matériel | 483 998 |
| | ----- |
| | 13 550 322 |
| | ----- |
| Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3) | |
| Traitements et salaires..... | 669 519 |
| Avantages sociaux..... | 134 614 |
| Transports et communications | 59 558 |
| Services | 303 965 |
| Fournitures et matériel | 38 726 |
| | ----- |
| | 1 206 382 |
| | ----- |
| Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes (Poste 4) | |
| Traitements et salaires..... | 1 769 881 |
| Avantages sociaux..... | 375 553 |
| Transports et communications | 306 680 |
| Services | 1 722 288 |
| Fournitures et matériel | 549 080 |
| | ----- |
| | 4 723 482 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LE PROGRAMME | |
| DES COMMISSAIRES | 22 624 625 |
| | ===== |

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|----------------|----------------|
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | 12 698 | 26 568 |
| | ----- | ----- |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Locations | 36 822 | 50 663 |
| | ----- | ----- |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 131 676 | 67 698 |
| | ----- | ----- |
| DIVERS..... | 1 073 | 1 071 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE..... | 182 269 | 146 000 |
| | ===== | ===== |

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-54 |
| BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES | 2-55 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-56 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-57 |

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|--|-------------------|-------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 31 033 474 | Bureau du conseil des ministres | 33 826 700 | 29 543 467 |
| <u>31 033 474</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE | <u>33 826 700</u> | <u>29 543 467</u> |
| <u>=====</u> | BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES | <u>=====</u> | <u>=====</u> |

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 401 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES |
| 1 | 31 427 900 | 2 070 500 | 33 498 400 | Bureau principal 29 223 556 |
| 2 | 328 300 | | 328 300 | Leader parlementaire du gouvernement..... 306 747 |
| L | 0 | | 0 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 10 072 |
| L | 0 | | 0 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 3 092 |
| | <u>31 756 200</u> | <u>2 070 500</u> | <u>33 826 700</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES 29 543 467 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Le Bureau du Conseil des ministres gère le processus décisionnel du gouvernement, travaille avec les ministères pour coordonner les politiques, les communications et la stratégie intergouvernementale, surveille les stratégies gouvernementales et soutient la mise en œuvre et l'atteinte des résultats, offre des conseils sur des points de protocole, les priorités internationales ainsi que les institutions démocratiques du gouvernement, apporte un soutien administratif au Cabinet du Premier ministre et au Bureau du leader parlementaire du gouvernement et assure la liaison avec le lieutenant-gouverneur.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ |
|---|-----------|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | |
| Bureau principal (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires..... | | 18 362 424 |
| Avantages sociaux..... | | 2 087 576 |
| Transports et communications | | 631 729 |
| Services | | 5 542 283 |
| Fournitures et matériel | | 676 409 |
| Paiements de transfert | | |
| Secrétariat des conférences | | |
| intergouvernementales | | |
| canadiennes | 90 600 | |
| Institut des relations | | |
| intergouvernementales | 24 000 | |
| Programme international | | |
| de secours en | | |
| cas de catastrophe..... | 1 200 000 | |
| Conseil de la fédération..... | 608 535 | |
| | ----- | 1 923 135 |
| | | ----- |
| | | 29 223 556 |
| | | ----- |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu | | |
| de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | | 10 072 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire | | |
| en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | | 3 092 |
| | | ----- |
| | | 13 164 |
| | | ----- |
| Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires..... | | 261 055 |
| Avantages sociaux..... | | 29 392 |
| Transports et communications | | 6 334 |
| Services | | 6 140 |
| Fournitures et matériel | | 3 826 |
| | | ----- |
| | | 306 747 |
| | | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | |
| POUR LE PROGRAMME DU BUREAU | | |
| DU CONSEIL DES MINISTRES | | 29 543 467 |
| | | ===== |

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|---|--------------|------------|
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Autres | 700 | 793 |
| | ----- | ----- |
| RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 3 886 | 0 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES | 4 586 | 793 |
| | ===== | ===== |

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-60 |
| BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS | 2-61 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-62 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-63 |

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|--|-------------------|-------------------|
| | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 17 938 061 | Bureau du directeur général des élections | 11 351 100 | 19 066 452 |
| <u>17 938 061</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE | <u>11 351 100</u> | <u>19 066 452</u> |
| ===== | BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS | ===== | ===== |

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 501 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS |
| 1 | 7 592 000 | | 7 592 000 | Administration des élections..... |
| 2 | 3 759 100 | | 3 759 100 | Administration du financement des élections |
| L | 0 | | 0 | <i>Loi électorale</i> |
| | | | | |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS... |
| | 11 351 100 | | 11 351 100 | 19 066 452 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 107 circonscriptions électorales de l'Ontario.

Le directeur général des élections veille à l'application de la *Loi sur le financement des élections*. Plus de 500 associations de circonscription et 12 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la *Loi sur le financement des élections*.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS – CRÉDIT 501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Administration des élections (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 5 736 316 |
| Avantages sociaux..... | 1 351 947 |
| | ----- |
| | 7 088 263 |
| | ----- |
| Administration du financement des élections (Poste 2) | |
| Traitements et salaires..... | 749 435 |
| Avantages sociaux..... | 159 512 |
| Transports et communications | 17 931 |
| Services | 556 227 |
| Fournitures et matériel | 44 707 |
| Autres opérations | |
| Subventionnement des dépenses électorales en | |
| vertu de la <i>Loi sur le financement des élections...</i> | 832 580 |
| | ----- |
| | 2 360 392 |
| Moins : Recouvrements | 125 863 |
| | ----- |
| | 2 234 529 |
| | ----- |
| Crédits législatifs | |
| Autres opérations | |
| <i>Loi électorale</i> | 9 743 660 |
| | ----- |
| | 9 743 660 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU | |
| DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS | 19 066 452 |
| | ===== |

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 | 2009 |
|---|---------------|---------------|
| | \$ | \$ |
| DIVERS | | |
| Divers Recettes | 14 274 | 56 551 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS | 14 274 | 56 551 |
| | ===== | ===== |

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|--------------------------------------|------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-66 |
| BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR..... | 2-67 |

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|--|-------------------|------------------|
| | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 1 291 064 | Bureau du lieutenant-gouverneur | 1 362 900 | 1 215 543 |
| <u>1 291 064</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR | <u>1 362 900</u> | <u>1 215 543</u> |
| ===== | | ===== | ===== |

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1701 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR |
| 1 | 1 362 900 | | 1 362 900 | Bureau du lieutenant-gouverneur..... |
| | | | | |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DU BUREAU |
| | 1 362 900 | | 1 362 900 | DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR..... |
| | ===== | ===== | ===== | 1 215 543 |
| | | | | ===== |

Description du programme :

Le programme fournit les services dont a besoin le lieutenant-gouverneur pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles et communautaires, et de représentant officiel de la Reine. Dans son rôle constitutionnel, le lieutenant-gouverneur représente la Reine, nomme le premier ministre qui a l'appui de la majorité, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le Discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle communautaire, le lieutenant-gouverneur représente la population de l'Ontario; il est l'hôte officiel de la province et accueille les chefs d'État et diplomates étrangers. Il anime ou participe chaque année à des centaines d'événements communautaires aux quatre coins de l'Ontario. Il met de l'avant des thèmes ou des questions liées à l'accessibilité pour les personnes ayant un handicap visible ou invisible, et fait avancer les possibilités en matière d'alphabétisation en faveur des jeunes autochtones. Il remet des distinctions et prix aux Ontariens et Ontariennes d'exception et, lorsqu'on le lui demande, envoie des messages pour marquer les célébrations spéciales et adresse ses félicitations à l'occasion d'anniversaires de naissance (à partir de 90 ans) et d'anniversaires de mariage (à partir de 50 ans).

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR – CRÉDIT 1701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|---|------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 682 845 |
| Avantages sociaux..... | 76 513 |
| Transports et communications | 47 773 |
| Services | 187 049 |
| Fournitures et matériel | 100 563 |
| Autres opérations | |
| Allocation discrétionnaire | 120 800 |
| | 1 215 543 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU | |
| LIEUTENANT-GOUVERNEUR..... | 1 215 543 |
| | ===== |

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|--|------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-70 |
| BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL..... | 2-71 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)..... | 2-72 |

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|-------------------|-------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 14 683 823 | Bureau du vérificateur général | 16 224 100 | 14 725 674 |
| <u>14 683 823</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL | <u>16 224 100</u> | <u>14 725 674</u> |
| ===== | | ===== | ===== |

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2501 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL |
| 1 | 15 821 400 | | 15 821 400 | Bureau du vérificateur général..... |
| L | 402 700 | | 402 700 | <i>Loi sur le vérificateur général</i> |
| | 16 224 100 | | 16 224 100 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL..... |
| | ===== | ===== | ===== | 14 725 674 ===== |

Description du programme :

Le vérificateur général, qui est un officier de l'Assemblée législative, procède à la vérification impartiale des programmes du gouvernement, des états financiers de la province, de nombreux organismes de la Couronne et d'organisations du secteur parapublic, ainsi qu'à des examens conformément à la *Loi sur le vérificateur général* et à d'autres lois et textes de référence. Ces vérifications et examens lui permettent d'offrir assurance, renseignements objectifs et conseils à l'Assemblée législative. Le Bureau du vérificateur général aide ainsi l'Assemblée à tenir le gouvernement, ses administrateurs et les bénéficiaires de subventions responsables de la saine gestion des fonds publics et de l'optimisation des ressources utilisées pour dispenser les services au public.

Le vérificateur général est également tenu, en vertu de la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*, d'examiner certains types d'annonces publicitaires et d'imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi.

Le vérificateur général doit, aux termes des deux lois, présenter directement à l'Assemblée législative un rapport annuel sur ses travaux.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 2501
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Bureau du vérificateur général (Poste 1)

| | |
|------------------------------------|------------|
| Traitements et salaires..... | 8 870 759 |
| Avantages sociaux..... | 1 903 879 |
| Transports et communications | 359 934 |
| Services | 2 712 689 |
| Fournitures et matériel | 426 604 |
| Paiements de transfert | |
| CCAF – FCVI Inc. | 50 000 |
| | ----- |
| | 14 323 865 |
| | ----- |

Crédits législatifs
Loi sur le vérificateur général

| | |
|------------------------------|---------|
| Traitements et salaires..... | 243 831 |
| Services | 157 978 |
| | ----- |
| | 401 809 |
| | ----- |

| | |
|--|-------------------|
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LE PROGRAMME DU BUREAU | |
| DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL..... | 14 725 674 |
| | ===== |

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-74 |
| CABINET DU PREMIER MINISTRE | 2-75 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-76 |

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|--|-------------------|------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 2 892 423 | Cabinet du Premier ministre | 2 804 961 | 2 764 497 |
| <u>2 892 423</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | <u>2 804 961</u> | <u>2 764 497</u> |
| ===== | POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE | ===== | ===== |

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2401 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE |
| 1 | 2 699 100 | | 2 699 100 | Cabinet du Premier ministre 2 655 406 |
| L | 89 688 | | 89 688 | Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 92 424 |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667 |
| | 2 804 961 | | 2 804 961 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE 2 764 497 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

CABINET DU PREMIER MINISTRE
PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Cabinet du Premier ministre (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 1 873 568 |
| Avantages sociaux..... | 347 582 |
| Transports et communications..... | 302 758 |
| Services..... | 57 700 |
| Fournitures et matériel..... | 73 798 |
| | ----- |
| | 2 655 406 |
| | ----- |
| Crédits législatifs | |
| Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 92 424 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 16 667 |
| | ----- |
| | 109 091 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE..... | 2 764 497 |
| | ===== |

**MINISTÈRE DU COMMERCE
INTERNATIONAL ET DE L'INVESTISSEMENT**

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-78 |
| PROGRAMME DE COMMERCE INTERNATIONAL ET D'INVESTISSEMENT | 2-79 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-80 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-81 |

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DE L'INVESTISSEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|-------------------|-------------------|
| | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 50 257 633 | Programme de commerce international et d'investissement | 61 528 414 | 52 055 036 |
| <u>50 257 633</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>61 528 414</u> | <u>52 055 036</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 0 | Programme de commerce international et d'investissement | 1 000 | 0 |
| <u>0</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>1 000</u> | <u>0</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Programme de commerce international et d'investissement | 2 000 | 0 |
| <u>0</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>2 000</u> | <u>0</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Programme de commerce international et d'investissement | 1 000 | 0 |
| <u>0</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>1 000</u> | <u>0</u> |
| ===== | | ===== | ===== |

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DE L'INVESTISSEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 3301 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DE COMMERCE INTERNATIONAL ET D'INVESTISSEMENT |
| 1 | 61 463 400 | | 61 463 400 | Commerce international et Investissement |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables – <i>Loi sur l'administration financière</i> |
| | 61 528 414 | | 61 528 414 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE COMMERCE INTERNATIONAL ET D'INVESTISSEMENT..... |
| | ===== | ===== | ===== | 52 055 036 ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Commerce international et Investissement |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE COMMERCE INTERNATIONAL ET D'INVESTISSEMENT..... |
| | ===== | ===== | ===== | 0 ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 1 000 | | 1 000 | Commerce international et Investissement |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... |
| | 2 000 | | 2 000 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE COMMERCE INTERNATIONAL ET D'INVESTISSEMENT..... |
| | ===== | ===== | ===== | 0 ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Commerce international et Investissement |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE COMMERCE INTERNATIONAL ET D'INVESTISSEMENT..... |
| | ===== | ===== | ===== | 0 ===== |

Description du programme :

Le ministère soutient le plan en cinq points du gouvernement visant à renforcer l'Ontario comme lieu privilégié d'investissement et fournisseur de biens et de services de calibre mondial en faisant la promotion et l'offre des services suivants : la prestation de services sur place et d'information détaillée sur l'investissement afin de répondre aux besoins des investisseurs étrangers; les services aux nouveaux gens d'affaires immigrants; l'établissement de la marque et la promotion de l'Ontario sur la scène internationale; des programmes visant à aider les entreprises ontariennes à tirer profit de nouvelles possibilités d'exportations et à aider les acheteurs étrangers à trouver des fournisseurs en Ontario; le réseau ontarien de dix centres de marketing à l'étranger; l'exploitation du Centre ontarien des investissements et du commerce - le centre de collaboration de pointe en Ontario.

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DE L'INVESTISSEMENT
PROGRAMME DE COMMERCE INTERNATIONAL ET D'INVESTISSEMENT – CRÉDIT 3301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ | \$ |
|---|------------|---------------------|--|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | Crédits législatifs |
| Commerce international et Investissement (Poste 1) | | | |
| Traitements et salaires..... | | 12 269 671 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| Avantages sociaux..... | | 1 577 812 | 11 367 |
| Transports et communications..... | | 2 399 667 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| Services | | 34 928 473 | 16 667 |
| Fournitures et matériel | | 628 879 | ----- 28 034 |
| Paiements de transfert | | | |
| Subventions à l'appui des investissements | 12 500 | | |
| Subventions à l'appui du développement du commerce ... | 210 000 | | |
| | ----- | 222 500 | |
| | | ----- 52 027 002 | |
| | | ----- | |
| <i>Administration du ministère</i> | | | |
| Traitements et salaires..... | 1 322 216 | | |
| Avantages sociaux..... | 141 443 | | |
| Transports et communications..... | 140 496 | | |
| Services | 506 736 | | |
| Fournitures et matériel | 50 461 | | |
| | ----- | 2 161 352 | |
| | | ----- | |
| <i>Commerce international et Investissement</i> | | | |
| Traitements et salaires..... | 10 947 455 | | |
| Avantages sociaux..... | 1 436 369 | | |
| Transports et communications..... | 2 259 171 | | |
| Services | 34 421 737 | | |
| Fournitures et matériel | 578 418 | | |
| Paiements de transfert | | | |
| Subventions à l'appui des investissements..... | 12 500 | | |
| Subventions à l'appui du développement du commerce | 210 000 | | |
| | ----- | 222 500 | |
| | | ----- 49 865 650 | |
| | | ----- | |
| | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE COMMERCE INTERNATIONAL ET D'INVESTISSEMENT.. |
| | | | 52 055 036 ===== |

MINISTÈRE DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DE L'INVESTISSEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|---------------|---------------|
| RECOVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES..... | 20 391 | 67 205 |
| | ----- | ----- |
| | 20 391 | 67 205 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 20 391 | 67 205 |
| | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE LA CULTURE

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-84 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-85 |
| CULTURE..... | 2-87 |
| FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO | 2-89 |
| IMMOBILISATIONS CULTURELLES..... | 2-91 |
| SECRETARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES AGEES DE L'ONTARIO | 2-93 |
| DEPENSES PREVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-86 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-95 |

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|--------------------|--------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 2 066 092 | Administration du ministère | 2 286 387 | 2 214 774 |
| 178 526 424 | Culture | 275 214 800 | 274 633 205 |
| 110 000 000 | Fondation Trillium de l'Ontario | 120 001 000 | 120 000 000 |
| 3 429 003 | Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario | 3 762 900 | 3 679 748 |
| 294 021 519 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 401 265 087 | 400 527 727 |
| ===== | | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 2 000 | 0 |
| 0 | Culture | 2 000 | 0 |
| 16 628 419 | Immobilisations culturelles | 29 198 200 | 26 075 798 |
| 16 628 419 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 29 202 200 | 26 075 798 |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 1 000 | 0 |
| 0 | Culture | 1 000 | 0 |
| 0 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 2 000 | 0 |
| ===== | | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2801 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| 1 | 1 891 500 | 314 700 | 2 206 200 | Administration du ministère |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| L | 32 346 | | 32 346 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| | <u>1 971 687</u> | <u>314 700</u> | <u>2 286 387</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| | ===== | ===== | ===== | 2 214 774 |
| | | | | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 1 000 | | 1 000 | Administration du ministère |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... |
| | <u>2 000</u> | | <u>2 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| | ===== | ===== | ===== | 0 |
| | | | | |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Administration du ministère |
| | <u>1 000</u> | | <u>1 000</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| | ===== | ===== | ===== | 0 |

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre et le Bureau du sous-ministre. Il est responsable des opérations et des politiques du ministère.

MINISTÈRE DE LA CULTURE
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2801
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|---|------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Administration du ministère (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 1 557 149 |
| Avantages sociaux..... | 163 692 |
| Transports et communications | 41 181 |
| Services | 326 357 |
| Fournitures et matériel | 43 760 |
| | ----- |
| | 2 132 139 |
| | ----- |
| Crédits législatifs | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 49 301 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 33 334 |
| | ----- |
| | 82 635 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE... | 2 214 774 |
| | ===== |

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|-------------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2802 PROGRAMME DE LA CULTURE | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 1 | 272 647 800 | 2 567 000 | 275 214 800 | Culture..... 274 633 205 |
| | <u>272 647 800</u> | <u>2 567 000</u> | <u>275 214 800</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE.... 274 633 205 |
| | | | | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 1 000 | | 1 000 | Culture..... 0 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 0 |
| | <u>2 000</u> | | <u>2 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE.... 0 |
| | | | | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Culture..... 0 |
| | <u>1 000</u> | | <u>1 000</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE.... 0 |
| | | | | ===== |

Description du programme :

Le programme de la culture encourage et soutient l'industrie des arts et de la culture, protège le patrimoine de l'Ontario, veille au développement du réseau de bibliothèques publiques et aide les organismes culturels afin d'optimiser leur contribution au bien-être social, culturel et économique de l'Ontario.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME DE LA CULTURE – CRÉDIT 2802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ |
|--|------------|--------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | |
| Culture (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires..... | | 7 708 949 |
| Avantages sociaux..... | | 1 081 653 |
| Transports et communications | | 212 829 |
| Services | | 2 194 869 |
| Fournitures et matériel | | 117 645 |
| Paiements de transfert | | |
| Soutien au secteur d'arts | 20 910 800 | |
| Soutien au secteur du patrimoine | 7 474 382 | |
| Soutien au secteur | | |
| des bibliothèques..... | 28 631 900 | |
| Soutien aux organismes culturels | 2 048 300 | |
| Musée des beaux-arts de l'Ontario | 29 782 500 | |
| Collection McMichael | | |
| d'art canadien | 3 140 800 | |
| Conseil des arts de l'Ontario..... | 59 937 400 | |
| Société de développement | | |
| de l'industrie des | | |
| médias de l'Ontario | 30 750 300 | |
| Fonds du patrimoine ontarien | 5 419 900 | |
| Centre des sciences de l'Ontario..... | 20 463 100 | |
| Jardins botaniques royaux..... | 4 098 500 | |
| Musée royal de l'Ontario | 34 717 800 | |
| Science Nord | 7 116 300 | |
| Services des bibliothèques | | |
| de l'Ontario – Sud | 2 694 630 | |
| Services des bibliothèques | | |
| de l'Ontario – Nord | 2 158 470 | |
| Soutien aux | | |
| communautés culturelles..... | 1 527 000 | |
| Soutien au secteur des | | |
| industries culturelles | 2 445 178 | |
| | ----- | 263 317 260 |
| | | ----- |
| | | 274 633 205 |
| | | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | |
| POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE | | 274 633 205 |
| | | ===== |

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2803 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO |
| 1 | 120 001 000 | | 120 001 000 | Fondation Trillium de l'Ontario 120 000 000 |
| | <u>120 001 000</u> | | <u>120 001 000</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO..... 120 000 000 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Grâce au programme de la Fondation Trillium de l'Ontario, le ministère aide à bâtir des communautés plus saines et plus dynamiques par un soutien aux organismes de bienfaisance à but non lucratif dans les domaines des arts et de la culture, des sports et des loisirs, de l'environnement et des services humains et sociaux.

MINISTÈRE DE LA CULTURE
PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2803
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)

| | |
|--|--------------------|
| Paiements de transfert | |
| Fondation Trillium de l'Ontario..... | 120 000 000 |
| | ----- |
| | 120 000 000 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LE PROGRAMME DE LA | |
| FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO | 120 000 000 |
| | ===== |

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2804 | | | | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES |
| 1 | 27 573 300 | 1 624 900 | 29 198 200 | Immobilisations culturelles..... |
| | | | | |
| | | | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) |
| | | | | POUR LE PROGRAMME |
| | 27 573 300 | 1 624 900 | 29 198 200 | D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES..... |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Le programme d'immobilisations culturelles veille à la préservation et à la promotion des investissements de l'Ontario dans l'infrastructure culturelle. Le ministère travaille en partenariat avec le ministère du Tourisme afin de gérer les engagements pris en matière de développement de l'infrastructure culturelle dans le programme Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme - une initiative consacrée à l'infrastructure et dotée d'un budget de 300 millions.

Le ministère de la Culture fournit le financement de la réparation et de la réfection des immobilisations de neuf de ses quatorze organismes. Ces fonds permettent aux organismes voués aux attractions culturelles relevant du ministère d'entreprendre des réparations et des réfections de l'infrastructure existante (rénovations, aménagements requis par le Code du bâtiment, améliorations liées à la santé et la sécurité, conformité aux lois et règlements) afin de les aider à demeurer concurrentielles et à améliorer l'expérience vécue par les visiteurs.

MINISTÈRE DE LA CULTURE
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES – CRÉDIT 2804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ |
|---|------------|-------------------|
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | |
| Immobilisations culturelles (Poste 1) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions d'immobilisations pour la culture | 16 253 508 | |
| Subventions d'immobilisations pour la culture – Contribution du gouvernement fédéral..... | 153 508 | |
| Réparations et rénovations des organismes culturels..... | 7 934 200 | |
| Partenariats pour les sports, la culture et le tourisme..... | 1 376 436 | |
| Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme – Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario | 358 146 | |
| | ----- | 26 075 798 |
| | | ----- |
| | | 26 075 798 |
| | | ----- |
| TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES | | 26 075 798 |
| | | ===== |

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2805 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO |
| 1 | 1 819 500 | 1 943 400 | 3 762 900 | Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario..... 3 679 748 |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO |
| | 1 819 500 | 1 943 400 | 3 762 900 | 3 679 748 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Le Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario entreprend et appuie les initiatives en matière de politique qui améliorent la qualité de vie des personnes âgées de l'Ontario et les campagnes d'éducation du public se rapportant ou s'adressant à ce groupe.

MINISTÈRE DE LA CULTURE
PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES
PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2805

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 1 633 062 |
| Avantages sociaux..... | 219 356 |
| Transports et communications..... | 54 315 |
| Services..... | 356 987 |
| Fournitures et matériel..... | 27 038 |
| Paiements de transfert | |
| Initiatives du Secrétariat aux affaires des personnes âgées..... | 1 388 990 |
| | ----- |
| | 3 679 748 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT | |
| AUX AFFAIRES DES PERSONNES | |
| ÂGÉES DE L'ONTARIO | 3 679 748 |
| | ===== |

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|----------------|------------------|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral..... | 174 546 | 2 382 167 |
| Initiative des endroits historiques | 465 866 | 430 689 |
| Recouvrements | 0 | 398 082 |
| | ----- | ----- |
| | 640 412 | 3 210 938 |
| | ----- | ----- |
| | | |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | 396 | 642 |
| | ----- | ----- |
| | | |
| RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 28 897 | 21 228 |
| | ----- | ----- |
| | | |
| DIVERS | 36 | 71 |
| | ----- | ----- |
| | | |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 669 741 | 3 232 879 |
| | ===== | ===== |

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|---------------------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-98 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-99 |
| DÉVELOPPEMENT DU NORD | 2-101 |
| MINES ET DES MINÉRAUX | 2-103 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-100, 2-102, 2-105 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-106 |
| ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS | 2-106 |

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|--------------------|--------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 10 377 284 | Administration du ministère | 10 390 114 | 10 099 326 |
| 74 965 193 | Développement du Nord | 79 770 200 | 88 415 546 |
| 34 290 062 | Mines et des minéraux | 40 312 100 | 35 197 244 |
| <u>119 632 539</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>130 472 414</u> | <u>133 712 116</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 0 | Administration du ministère | 1 000 | 0 |
| 0 | Développement du Nord | 6 401 000 | 6 197 948 |
| 0 | Mines et des minéraux | 1 000 | 0 |
| <u>0</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>6 403 000</u> | <u>6 197 948</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 2 000 | 0 |
| 238 233 495 | Développement du Nord | 268 143 100 | 266 124 626 |
| 10 856 770 | Mines et des minéraux | 6 002 000 | 5 919 793 |
| <u>249 090 265</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>274 147 100</u> | <u>272 044 419</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 1 000 | 0 |
| 510 384 872 | Développement du Nord | 648 370 000 | 612 895 086 |
| 0 | Mines et des minéraux | 346 000 | 341 570 |
| <u>510 384 872</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>648 717 000</u> | <u>613 236 656</u> |
| ===== | | ===== | ===== |

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2201 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| 1 | 10 325 100 | | 10 325 100 | Administration du ministère |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| | 10 390 114 | | 10 390 114 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE . |
| | ===== | ===== | ===== | 10 099 326 ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Administration du ministère |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .. |
| | ===== | ===== | ===== | 0 ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 1 000 | | 1 000 | Administration du ministère |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... |
| | 2 000 | | 2 000 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .. |
| | ===== | ===== | ===== | 0 ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Administration du ministère – immobilisations |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .. |
| | ===== | ===== | ===== | 0 ===== |

Description du programme :

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère par la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration - et par des services de soutien professionnel (p. ex., juridiques et de vérification). Il apporte également du soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010**

| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
|--|-----------|------------|---|-------------------|--------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| <i>Administration du ministère (Poste 1)</i> | | | | | |
| Traitements et salaires..... | | 5 392 430 | Traitements et salaires..... | 658 126 | |
| Avantages sociaux..... | | 674 529 | Avantages sociaux..... | 81 827 | |
| Transports et communications..... | | 529 088 | Transports et communications..... | 28 261 | |
| Services..... | | 9 141 044 | Services..... | 46 093 | |
| Fournitures et matériel..... | | 191 684 | Fournitures et matériel..... | 11 654 | |
| | | ----- | | ----- | 825 961 |
| | | 15 928 775 | | | ----- |
| Moins : Recouvrements..... | | 5 895 417 | | | |
| | | ----- | | | |
| | | 10 033 358 | | | |
| | | ----- | | | |
| <i>Bureau principal</i> | | | | | |
| Traitements et salaires..... | 1 674 249 | | Transports et communications..... | 16 948 | |
| Avantages sociaux..... | 181 703 | | Services..... | 864 950 | |
| Transports et communications..... | 240 839 | | Fournitures et matériel..... | 18 965 | |
| Services..... | 103 357 | | | ----- | 900 863 |
| Fournitures et matériel..... | 51 080 | | | | ----- |
| | ----- | 2 251 228 | | | |
| | | ----- | | | |
| <i>Services financiers et administratifs</i> | | | | | |
| Traitements et salaires..... | 1 224 239 | | Services..... | 144 997 | |
| Avantages sociaux..... | 163 728 | | | ----- | 144 997 |
| Transports et communications..... | 74 951 | | | | ----- |
| Services..... | 5 679 673 | | | | |
| Fournitures et matériel..... | 46 773 | | | | |
| | ----- | 7 189 364 | | | |
| Moins : Recouvrements..... | 4 630 917 | | | | |
| | ----- | 2 558 447 | | | |
| | | ----- | | | |
| <i>Ressources humaines</i> | | | | | |
| Traitements et salaires..... | 629 875 | | | | |
| Avantages sociaux..... | 86 021 | | | | |
| Transports et communications..... | 39 748 | | | | |
| Services..... | 61 796 | | | | |
| Fournitures et matériel..... | 29 015 | | | | |
| | ----- | 846 455 | | | |
| | | ----- | | | |
| <i>Services de communications</i> | | | | | |
| Traitements et salaires..... | 1 205 941 | | | | |
| Avantages sociaux..... | 161 250 | | | | |
| Transports et communications..... | 128 341 | | | | |
| Services..... | 192 259 | | | | |
| Fournitures et matériel..... | 34 197 | | | | |
| | ----- | 1 721 988 | | | |
| | | ----- | | | |
| <i>Analyse et planification</i> | | | | | |
| <i>Services juridiques</i> | | | | | |
| <i>Services de vérification</i> | | | | | |
| <i>Systèmes informatiques</i> | | | | | |
| <i>Crédits législatifs</i> | | | | | |
| | | | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 49 301 | |
| | | | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 16 667 | |
| | | | | ----- | 65 968 |
| | | | | | ----- |
| | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 10 099 326 | ===== |

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2202 | | | | PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 1 | 74 969 200 | 4 800 000 | 79 769 200 | Développement économique du Nord..... |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> |
| | <u>74 970 200</u> | <u>4 800 000</u> | <u>79 770 200</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD..... |
| | ===== | ===== | ===== | 88 415 546 |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 3 | 1 000 | 6 400 000 | 6 401 000 | Actif de fonctionnement pour le développement du Nord..... |
| | <u>1 000</u> | <u>6 400 000</u> | <u>6 401 000</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD |
| | ===== | ===== | ===== | 6 197 948 |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 2 | 92 298 000 | | 92 298 000 | Développement économique du Nord..... |
| L | 175 845 100 | | 175 845 100 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... |
| | <u>268 143 100</u> | | <u>268 143 100</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD |
| | ===== | ===== | ===== | 266 124 626 |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 4 | 648 370 000 | | 648 370 000 | Développement du Nord – immobilisations |
| | <u>648 370 000</u> | | <u>648 370 000</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD |
| | ===== | ===== | ===== | 612 895 086 |

Description du programme:

Ce programme aide à stimuler l'économie du Nord de l'Ontario et à y bâtir des collectivités dynamiques et fortes. Le ministère dirige conjointement la mise en œuvre du Plan pour la prospérité du Nord du gouvernement, ainsi qu'un éventail d'initiatives ciblées visant à stimuler la croissance, la création d'emplois et une meilleure qualité de vie pour la population du Nord. Citons notamment les programmes de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, le Programme InvestiNord - GO et des initiatives comme le rapport du facilitateur économique pour la région du Nord-Ouest de l'Ontario. Le ministère coordonne les initiatives provinciales de développement économique dans le Nord et appuie les investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord. Il fait la promotion, dans le monde entier, des avantages et des débouchés qu'offre le Nord de l'Ontario.

Le programme offre aux Nord-Ontariens un accès aux programmes et services du gouvernement par son réseau de bureaux. Grâce à ce réseau, à ses activités coordonnées concernant les politiques et la planification, et aux conseils de développement du Nord, le programme permet également aux résidents du Nord de participer aux décisions concernant les programmes et services du gouvernement qui les touchent.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2203 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX |
| 1 | 45 456 100 | (5 145 000) | 40 311 100 | Compétitivité du secteur des minéraux..... 34 807 711 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 389 533 |
| | <u>45 457 100</u> | <u>(5 145 000)</u> | <u>40 312 100</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME DES |
| | | | | MINES ET DES MINÉRAUX..... 35 197 244 |
| | | | | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 3 | 1 000 | | 1 000 | Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux..... 0 |
| | <u>1 000</u> | | <u>1 000</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME DES |
| | | | | MINES ET DES MINÉRAUX..... 0 |
| | | | | ===== |

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2203 | | | | PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 2 | 6 001 000 | | 6 001 000 | Compétitivité du secteur des minéraux..... 5 919 793 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0 |
| | <u>6 002 000</u> | | <u>6 002 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME DES |
| | | | | MINES ET DES MINÉRAUX..... 5 919 793 |
| | | | | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 4 | 1 000 | 345 000 | 346 000 | Mines et minéraux – immobilisations..... 341 570 |
| | <u>1 000</u> | <u>345 000</u> | <u>346 000</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME DES |
| | | | | MINES ET DES MINÉRAUX..... 341 570 |
| | | | | ===== |

Description du programme :

Ce programme aide à bâtir un secteur minier dynamique et durable contribuant à la prospérité de tout l'Ontario. Les relevés cartographiques géologiques provinciaux, l'accès en ligne 24 heures sur 24, sept jours sur sept, aux données géoscientifiques, les services de marketing international et les conseils spécialisés en matière de géologie offerts par le personnel des bureaux locaux répartis dans la province donnent un avantage concurrentiel à l'Ontario, en permettant à l'industrie mondiale de l'exploration d'évaluer le potentiel minier de la province et en encourageant les investissements, l'exploration et le développement des ressources minières en Ontario. Les compétences géoscientifiques du programme appuient aussi d'autres priorités du gouvernement, telles que la cartographie des eaux souterraines dans le cadre de la protection de l'eau potable et la recherche de nouvelles possibilités de développement industriel et énergétique.

Le programme administre aussi la *Loi sur les mines* de l'Ontario pour assurer le développement durable et responsable des ressources minières de la province. Pour y parvenir, il offre au public un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, gère équitablement et efficacement les terrains miniers de l'Ontario et assure la sécurité et le respect de l'environnement en matière d'exploitation des minéraux ainsi que la réhabilitation des terrains miniers.

Ce programme administre la réglementation ontarienne relative aux redevances sur les diamants, évalue les pierres non taillées destinées à l'exportation et travaille avec les partenaires de l'industrie pour l'exploitation de possibilités à valeur ajoutée tout au long du pipeline du diamant.

Le secteur de programme a la responsabilité d'établir de nouveaux processus de consultation et d'engagement - axés sur la collaboration - des Autochtones relativement à l'exploitation des minéraux, et il s'attache à travailler avec les collectivités pour tisser des liens et favoriser le développement économique et l'exploitation des minéraux.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|---|------------------|------------------|
| RECETTES FISCALES | | |
| Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – <i>Loi sur les mines</i> | 678 400 | 2 856 205 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Droits d'exploitation minière (<i>Loi sur les mines</i>) | 1 402 637 | 1 576 140 |
| Frais pour chèques refusés..... | 175 | 280 |
| | 1 402 812 | 1 576 420 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | |
| Frais de confiscations – Impôt calculé sur la superficie en acres..... | 920 | 1 840 |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| | 364 216 | 479 137 |
| REDEVANCES | | |
| | 2 585 623 | 2 510 871 |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| | 1 167 691 | 576 268 |
| DIVERS | | |
| Prêts - Intérêts..... | 627 826 | 791 901 |
| Autres..... | 4 702 | 163 660 |
| | 632 528 | 955 561 |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 6 832 190 | 8 956 302 |

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|---|----------------|------------------|
| Développement économique – Remboursements..... | 808 327 | 2 442 851 |
| TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS | 808 327 | 2 442 851 |

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|--------------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-108 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-109 |
| DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE | 2-111 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-110, 2-112 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-113 |
| ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS | 2-113 |

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|--------------------|--------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 13 905 822 | Administration du ministère | 14 811 114 | 14 685 101 |
| 141 162 210 | Développement économique | 154 261 000 | 115 527 528 |
| <u>155 068 032</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>169 072 114</u> | <u>130 212 629</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 36 067 235 | Développement économique | 124 941 700 | 45 291 896 |
| <u>36 067 235</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>124 941 700</u> | <u>45 291 896</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Développement économique | 2 000 | 0 |
| <u>0</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>2 000</u> | <u>0</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Développement économique | 1 000 | 0 |
| <u>0</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>1 000</u> | <u>0</u> |
| ===== | | ===== | ===== |

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 901 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| 1 | 14 746 100 | | 14 746 100 | Administration du ministère |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> |
| | <u>14 811 114</u> | | <u>14 811 114</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) |
| | ===== | | ===== | POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| | | | | 14 685 101 |
| | | | | ===== |

Description du programme :

Ce programme offre aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes des services administratifs et juridiques, des services d'information et de planification générale, et d'autres services de soutien. Il fournit aussi des services de soutien au ministère du Commerce international et de l'Investissement, au ministère de la Recherche et de l'Innovation et au ministère des Petites Entreprises et des Services aux consommateurs. Le programme gère par ailleurs les engagements financiers en cours de la Société de développement de l'Ontario.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
|---------------------------------------|----|----|--|----|----|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | <i>Services de communication</i> | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | | Traitements et salaires..... 1 872 293 | | |
| | | | Avantages sociaux 233 068 | | |
| | | | Transports et communications 31 756 | | |
| | | | Services 796 695 | | |
| | | | Fournitures et matériel 54 077 | | |
| | | | ----- | | |
| | | | 2 987 889 | | |
| | | | ----- | | |
| | | | <i>Services juridiques</i> | | |
| | | | Transports et communications 28 510 | | |
| | | | Transports et communications 19 843 | | |
| | | | Services 1 962 753 | | |
| | | | Fournitures et matériel 26 441 | | |
| | | | ----- | | |
| | | | 2 037 547 | | |
| | | | ----- | | |
| | | | <i>Services de vérification</i> | | |
| | | | Services 843 724 | | |
| | | | ----- | | |
| | | | 843 724 | | |
| | | | ----- | | |
| | | | <i>Systèmes informatiques</i> | | |
| | | | Services 590 747 | | |
| | | | ----- | | |
| | | | 590 747 | | |
| | | | ----- | | |
| | | | Crédits législatifs | | |
| | | | Traitement versé au ministre en vertu | | |
| | | | de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 45 224 | | |
| | | | Traitement versé aux adjoints parlementaires | | |
| | | | en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667 | | |
| | | | ----- | | |
| | | | 61 891 | | |
| | | | ----- | | |
| | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | |
| | | | POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 14 685 101 | | |
| | | | ===== | | |
| | | | ===== | | |

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--|----------------------|--------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 902 | PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 11 | 309 696 300 | (157 685 300) | 152 011 000 | Développement économique..... 114 598 418 |
| L | 2 250 000 | | 2 250 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 929 110 |
| | <u>311 946 300</u> | <u>(157 685 300)</u> | <u>154 261 000</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE 115 527 528 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 8 | 124 941 700 | | 124 941 700 | Développement économique..... 45 291 896 |
| | <u>124 941 700</u> | | <u>124 941 700</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE 45 291 896 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 7 | 1 000 | | 1 000 | Développement économique..... 0 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0 |
| | <u>2 000</u> | | <u>2 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 10 | 1 000 | | 1 000 | Développement économique..... 0 |
| | <u>1 000</u> | | <u>1 000</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il dirige l'élaboration de politiques économiques dans tout le gouvernement; il encourage l'innovation; il soutient le développement communautaire, sectoriel et industriel; il attire les investissements dans les secteurs stratégiques, comme les automobiles non polluantes et d'autres technologies respectueuses de l'environnement, la recherche-développement en santé et biotechnologie, les industries créatrices comme les médias numériques et les technologies de l'information et des communications, ainsi que la recherche et la fabrication pharmaceutiques; il améliore les services gouvernementaux aux entreprises et il réduit le fardeau de la réglementation gouvernementale qui pèse sur les entreprises par l'initiative globale L'Ontario propice aux affaires; il accroît les possibilités commerciales viables en Ontario par un investissement accru, l'innovation et la réduction des obstacles aux affaires; il répond aux besoins régionaux et bâtit la capacité de développement économique aux échelons régional et local; il fournit de l'aide aux secteurs industriels et aux collectivités de l'Ontario qui sont confrontés à des défis économiques.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ | |
|--|--------------------|--|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | ACTIF DE FONCTIONNEMENT | |
| Développement économique (Poste 11) | | Développement économique (Poste 8) | |
| Traitements et salaires..... | 9 292 996 | Prêts et investissements | |
| Avantages sociaux..... | 1 037 778 | Stratégie d'investissement | |
| Transports et communications..... | 344 880 | dans le secteur de | |
| Services..... | 11 488 216 | fabrication de pointe..... | 45 291 896 |
| Fournitures et matériel..... | 614 688 | ----- | |
| Paiements de transfert | | | 45 291 896 |
| Stratégie d'investissements dans le | | | ----- |
| secteur de fabrication de pointe | | | |
| – Bonifications d'intérêts..... | 6 623 058 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) | |
| Collectivités en transition..... | 1 804 529 | POUR LE PROGRAMME DE | |
| Fonds de développement | | DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE..... | 45 291 896 |
| de l'Est de l'Ontario..... | 8 910 279 | ===== | |
| Subventions à l'appui du | | | |
| développement économique..... | 585 984 | | |
| Institute for Competitiveness | | | |
| and Prosperity..... | 1 140 000 | | |
| Fonds pour les emplois dans | | | |
| les secteurs émergents..... | 49 130 775 | | |
| Fonds pour la Stratégie ontarienne | | | |
| d'investissement dans | | | |
| l'industrie automobile..... | 23 123 834 | | |
| Investissement dans les | | | |
| compétences stratégiques..... | 501 401 | | |
| ----- | 91 819 860 | | |
| | ----- | | |
| | 114 598 418 | | |
| | ----- | | |
| Crédits législatifs | | | |
| Autres opérations | | | |
| Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> | | | |
| <i>l'administration financière</i> | 959 110 | | |
| | ----- | | |
| | 929 110 | | |
| | ----- | | |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | | |
| POUR LE PROGRAMME DE | | | |
| DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE..... | 115 527 528 | | |
| | ===== | | |

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|---|-------------------|-------------------|
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Autres | 1 716 | 928 |
| REDEVANCES | | |
| Bombardier Inc. | 12 431 708 | 8 457 281 |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Recouvrement lié aux radiations | 105 527 | 148 652 |
| Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres | 16 812 702 | 5 228 363 |
| | 16 918 229 | 5 377 015 |
| DIVERS | | |
| Autres | 7 115 | 109 018 |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 29 358 768 | 13 944 242 |

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|---|---------------|------------------|
| Programme d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe | 90 000 | 0 |
| Palladium Finance Corporation | 0 | 6 805 927 |
| TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS | 90 000 | 6 805 927 |

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|---------------------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-116 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-117 |
| ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE | 2-119 |
| GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ..... | 2-123 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-118, 2-121, 2-122 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-125 |

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|--|-----------------------|-----------------------|
| | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 25 233 801 | Administration du ministère | 25 910 314 | 25 341 017 |
| 13 111 555 615 | Éducation élémentaire et secondaire | 13 956 563 300 | 13 940 082 831 |
| 9 453 075 | Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité | 11 239 100 | 10 997 901 |
| 13 146 242 491 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 13 993 712 714 | 13 976 421 749 |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 0 | Éducation élémentaire et secondaire | 1 300 000 | 0 |
| 0 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 1 300 000 | 0 |
| ===== | | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 14 719 048 | Éducation élémentaire et secondaire | 224 360 200 | 221 568 962 |
| 14 719 048 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 224 360 200 | 221 568 962 |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Éducation élémentaire et secondaire | 750 000 | 740 086 |
| 0 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 750 000 | 740 086 |
| ===== | | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---|---------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | | \$ |
| 1001 | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | DU MINISTÈRE | |
| 1 | 25 465 800 | 380 500 | 25 846 300 | Administration du ministère | 25 249 439 |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 49 301 |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 33 334 |
| L | 0 | | 0 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> | 8 943 |
| | <u>25 529 814</u> | <u>380 500</u> | <u>25 910 314</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| | ===== | ===== | ===== | POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 25 341 017 |
| | | | | | ===== |

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ | \$ |
|--|------------|---|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | <i>Services de communication</i> | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | Traitements et salaires..... | 5 729 160 |
| Traitements et salaires..... | 15 147 875 | Avantages sociaux | 860 326 |
| Avantages sociaux..... | 2 497 864 | Transports et communications..... | 135 227 |
| Transports et communications..... | 391 170 | Services | 957 734 |
| Services | 15 191 997 | Fournitures et matériel | 130 126 |
| Fournitures et matériel | 412 833 | | ----- |
| | ----- | | 7 812 573 |
| | 33 641 739 | Moins : Recouvrements | 2 051 800 |
| Moins : Recouvrements | 8 392 300 | | ----- |
| | ----- | | 5 760 773 |
| | 25 249 439 | | ----- |
| | ----- | <i>Services juridiques</i> | |
| <i>Bureau principal</i> | | Transports et communications..... | 18 707 |
| Traitements et salaires..... | 2 149 398 | Services | 2 721 058 |
| Avantages sociaux..... | 241 469 | Fournitures et matériel | 78 743 |
| Transports et communications..... | 76 510 | | ----- |
| Services | 86 434 | | 2 818 508 |
| Fournitures et matériel | 52 853 | Moins : Recouvrements | 750 800 |
| | ----- | | ----- |
| | 2 606 664 | | 2 067 708 |
| | ----- | | ----- |
| <i>Services financiers et administratifs</i> | | <i>Services de vérification</i> | |
| Traitements et salaires..... | 5 619 249 | Services | 2 282 500 |
| Avantages sociaux..... | 1 168 326 | Moins : Recouvrements | 921 100 |
| Transports et communications..... | 129 953 | | ----- |
| Services | 1 803 189 | | 1 361 400 |
| Fournitures et matériel | 129 745 | | ----- |
| | ----- | | |
| | 8 850 462 | <i>Systèmes informatiques</i> | |
| Moins : Recouvrements | 3 426 200 | Services | 7 146 000 |
| | ----- | | ----- |
| | 5 424 262 | | 7 146 000 |
| | ----- | | ----- |
| <i>Ressources humaines</i> | | Crédits législatifs | |
| Traitements et salaires..... | 1 650 068 | Traitement versé au ministre en vertu | |
| Avantages sociaux..... | 227 743 | de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 49 301 |
| Transports et communications..... | 30 773 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire | |
| Services | 195 082 | en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 33 334 |
| Fournitures et matériel | 21 366 | Autres opérations | |
| | ----- | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> | |
| | 2 125 032 | <i>l'administration financière</i> | 8 943 |
| Moins : Recouvrements | 1 242 400 | | ----- |
| | ----- | | 91 578 |
| | 882 632 | | ----- |
| | ----- | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| | | POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 25 341 017 |
| | | | ===== |

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|---|-----------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | | \$ |
| 1002 | | | | PROGRAMME D'ÉDUCATION | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE | |
| 1 | 13 714 750 100 | (154 182 200) | 13 560 567 900 | Politiques et prestation des programmes..... | 13 552 252 088 |
| 2 | 137 729 900 | (734 500) | 136 995 400 | Activités éducatives..... | 132 729 640 |
| L | 259 000 000 | | 259 000 000 | Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario..... | 255 101 103 |
| | 14 111 480 000 | (154 916 700) | 13 956 563 300 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION | |
| | | | | ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE | 13 940 082 831 |
| | | | | | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| 4 | 1 300 000 | | 1 300 000 | Politiques et prestation des programmes..... | 0 |
| | 1 300 000 | | 1 300 000 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) | |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION | |
| | | | | ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE | 0 |
| | | | | | ===== |

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--|---------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | | \$ |
| 1002 | | | | PROGRAMME D'ÉDUCATION | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE | |
| 3 | 235 190 000 | (10 846 800) | 224 343 200 | Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire | 221 554 841 |
| 5 | 1 000 | | 1 000 | Éducation élémentaire et secondaire – autres charges liées aux immobilisations..... | 0 |
| L | 16 000 | | 16 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... | 14 121 |
| | | | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) | |
| | 235 207 000 | (10 846 800) | 224 360 200 | POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION | |
| | | | | ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE | 221 568 962 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | | |
| 6 | 350 000 | 400 000 | 750 000 | Éducation élémentaire et secondaire..... | 740 086 |
| | | | | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) | |
| | 350 000 | 400 000 | 750 000 | POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION | |
| | | | | ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE | 740 086 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |

Description du programme :

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier, aux écoles élémentaires et secondaires et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le maintien d'un système d'éducation de qualité pour tous les élèves de la province, quel que soit leur lieu de résidence. Le programme cherche à atteindre trois objectifs fondamentaux : excellence du rendement scolaire; préparation de tous les élèves au succès dans leurs études, au travail et dans la vie communautaire; amélioration de la compétitivité de l'Ontario sur la scène internationale.

Les éléments clés du programme sont les suivants : appuyer la mise en œuvre d'un curriculum rigoureux, favoriser l'apprentissage des élèves, maintenir des normes de rendement élevées et appuyer l'excellence de l'enseignement; assurer le financement d'un système d'éducation rationalisé et efficace mettant l'accent sur l'enseignement et l'apprentissage en classe, la responsabilité du financement de l'éducation élémentaire et secondaire et le fonctionnement des écoles provinciales accueillant des élèves sourds, aveugles, sourds et aveugles, ou ayant des difficultés d'apprentissage.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ |
|---|----------------|----------------|---|-----------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | Crédits législatifs Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario | |
| Politiques et prestation des programmes (Poste 1) | | | | |
| Traitements et salaires..... | | 62 027 091 | Paiements de transfert | |
| Avantages sociaux..... | | 6 992 129 | Frais de gouvernement, <i>Loi sur</i> | |
| Transports et communications | | 7 138 543 | <i>le régime de retraite des enseignants</i> | 255 101 103 |
| Services | | 59 161 864 | | ----- |
| Fournitures et matériel | | 1 590 685 | | 255 101 103 |
| Paiements de transfert | | | | ----- |
| Subventions de fonctionnement | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| aux conseils scolaires..... | 13 004 202 951 | | POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION | |
| Programmes d'éducation | | | ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE | 13 940 082 831 |
| – Autres | 339 708 669 | | | ===== |
| Office de la qualité et de la | | | | |
| responsabilité en éducation | 32 738 771 | | | |
| Projets des langues officielles..... | 37 369 999 | | | |
| Subventions diverses..... | 2 408 986 | | | |
| | | ----- | | |
| | | 13 416 429 376 | | |
| | | ----- | | |
| | | 13 553 339 688 | | |
| Moins : Recouvrements | | 1 087 600 | | |
| | | ----- | | |
| | | 13 552 252 088 | | |
| | | ----- | | |
| Activités éducatives (Poste 2) | | | | |
| Traitements et salaires..... | | 45 432 984 | | |
| Avantages sociaux..... | | 6 632 592 | | |
| Transports et communications | | 1 650 067 | | |
| Services | | 10 059 842 | | |
| Fournitures et matériel | | 5 638 455 | | |
| Paiements de transfert | | | | |
| Paiements tenant lieu d'impôt | | | | |
| aux municipalités | 54 900 | | | |
| Office des télécommunications | | | | |
| éducatives de langue | | | | |
| française de l'Ontario..... | 18 600 000 | | | |
| Office de la télécommunication | | | | |
| éducative de l'Ontario..... | 44 660 800 | | | |
| | | ----- | | |
| | | 63 315 700 | | |
| | | ----- | | |
| | | 132 729 640 | | |
| | | ----- | | |

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ |
|---|-----------|--------------------|
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | |
| Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions d'immobilisations | | |
| – conseils scolaires..... | | 212 472 302 |
| Autres opérations | | |
| Soutien à l'éducation | | |
| élémentaire et secondaire..... | 9 052 539 | |
| Soutien à l'Office des | | |
| télécommunications éducatives | | |
| de langue française | | |
| de l'Ontario | 30 000 | |
| | ----- | 9 082 539 |
| | | ----- |
| | | 221 554 841 |
| | | ----- |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> .. | | 14 121 |
| | | ----- |
| | | 14 121 |
| | | ----- |
| TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) | | |
| POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION | | |
| ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE | | 221 568 962 |
| | | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | |
| Éducation élémentaire et secondaire (Poste 6) | | |
| Parc automobile et flotte de bateaux..... | | 740 086 |
| | | ----- |
| | | 740 086 |
| | | ----- |
| TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) | | |
| POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION | | |
| ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE | | 740 086 |
| | | ===== |

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1003 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ |
| 1 | 11 184 500 | 54 600 | 11 239 100 | Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité 10 997 901 |
| | <u>11 184 500</u> | <u>54 600</u> | <u>11 239 100</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ..... 10 997 901 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité offre des services de gestion de l'information et de technologie de l'information aux ministères suivants : Affaires municipales et Logement; Affaires civiques et Immigration; Formation et Collèges et Universités; Tourisme; Culture; Affaires intergouvernementales; Éducation. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères et leur propose des solutions technologiques rapides et bon marché qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs et encouragent les affaires électroniques et les services gouvernementaux en direct afin de mieux servir le public.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE
L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|---|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 19 855 380 |
| Avantages sociaux..... | 2 640 107 |
| Transports et communications..... | 159 390 |
| Services..... | 12 022 230 |
| Fournitures et matériel..... | 461 262 |
| | ----- |
| | 35 138 369 |
| Moins : Recouvrements..... | 24 140 468 |
| | ----- |
| | 10 997 901 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ..... | 10 997 901 |
| | ===== |

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|---|-------------------|-------------------|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Langues officielles dans l'enseignement | 70 033 298 | 60 586 478 |
| Autres | 865 029 | 850 480 |
| | 70 898 327 | 61 436 958 |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Coûts de diligence raisonnable : Vente de biens/bâtiments/servitudes | 325 | 0 |
| | | |
| ROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Inspection des écoles secondaires et des écoles privées/ des écoles privées de form. prof | 236 865 | 228 971 |
| Frais pour chèques refusés | 165 | 105 |
| | 237 030 | 229 076 |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Avantages, accessoires..... | 80 455 | 81 108 |
| Locaux mis en location..... | 50 925 | 61 773 |
| Ventes de ressources aux conseils scolaires..... | 463 | 0 |
| Autres | 556 811 | 441 546 |
| | 688 654 | 584 427 |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Fournisseurs..... | 1 475 275 | 2 379 153 |
| | 1 475 275 | 2 379 153 |
| DIVERS | | |
| Intérêts bancaires | 9 764 | 44 774 |
| | 9 764 | 44 774 |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 73 309 375 | 64 674 388 |

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|-------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-128 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-129 |
| TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE | 2-131 |
| PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE..... | 2-133 |
| DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES..... | 2-135 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-130 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-137 |
| ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS | 2-138 |

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|--------------------|--------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 17 548 373 | Administration du ministère | 18 838 887 | 15 654 046 |
| 87 781 007 | Transformation du secteur de l'énergie | 209 468 200 | 203 857 686 |
| 11 207 085 | Planification de l'infrastructure et de la croissance | 26 064 000 | 16 673 251 |
| 68 108 744 | Développement et gestion des activités immobilières | 64 779 100 | 64 469 992 |
| <u>184 645 209</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>319 150 187</u> | <u>300 654 975</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 54 108 979 | Planification de l'infrastructure et de la croissance | 425 844 600 | 65 736 191 |
| 95 799 436 | Développement et gestion des activités immobilières | 151 960 500 | 150 960 680 |
| <u>149 908 415</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>577 805 100</u> | <u>216 696 871</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Développement et gestion des activités immobilières | 1 000 | 0 |
| <u>0</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>1 000</u> | <u>0</u> |
| ===== | | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2901 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| 1 | 18 758 700 | | 18 758 700 | Administration du ministère |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| L | 32 346 | | 32 346 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| | 18 838 887 | | 18 838 887 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| | ===== | ===== | ===== | 15 654 046 ===== |

Description du programme :

Ce programme fournit toute une gamme de services : services financiers et administratifs, vérification, élaboration des politiques ministérielles et planification opérationnelle, soutien aux ressources humaines et développement des systèmes. Il offre également des services juridiques et de communication.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2902 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE |
| 1 | 185 012 400 | 24 455 800 | 209 468 200 | Politiques et programmes 203 857 686 |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) LE POUR PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE |
| | 185 012 400 | 24 455 800 | 209 468 200 | 203 857 686 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour disposer d'un approvisionnement énergétique et de réseaux de transport et de distribution diversifiés et écologiquement viables, à des prix concurrentiels. Il appuie la conservation et le rendement énergétiques, ainsi que le développement des énergies renouvelables.

Le programme doit également établir, en surveillant les activités de la Commission de l'énergie de l'Ontario, de l'Office de l'électricité de l'Ontario et de la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité, le cadre stratégique législatif et stratégique qui assurera un approvisionnement sûr et fiable en électricité et gaz naturel aux consommateurs ontariens d'électricité. Il représente aussi l'actionnaire auprès d'Hydro One et de l'Ontario Power Generation.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE
PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE – CRÉDIT 2902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ |
|--|-------------|--------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | |
| Politiques et programmes (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires..... | | 8 721 402 |
| Avantages sociaux..... | | 1 078 019 |
| Transports et communications..... | | 288 404 |
| Services..... | | 6 998 316 |
| Fournitures et matériel..... | | 148 695 |
| Paiements de transfert | | |
| Fonds pour la vérification | | |
| énergétique résidentielle..... | 31 053 100 | |
| Programme ontarien | | |
| d'amélioration du rendement | | |
| énergétique domiciliaire..... | 150 091 305 | |
| Programme ontarien d'encouragement | | |
| au chauffage renouvelable..... | 2 567 015 | |
| Initiative d'énergie verte | | |
| à usage résidentiel..... | 249 988 | |
| Recherche en bioénergie..... | 950 000 | |
| Initiatives de conservation..... | 272 140 | |
| Action écologique | | |
| pour les municipalités..... | 1 439 302 | |
| | ----- | 186 622 850 |
| | | ----- |
| | | 203 857 686 |
| | | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | |
| POUR LE PROGRAMME | | |
| DE TRANSFORMATION DU | | |
| SECTEUR DE L'ÉNERGIE..... | | 203 857 686 |
| | | ===== |

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|----------------------|------------------------|--------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2903 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE |
| 1 | 17 474 600 | 8 589 400 | 26 064 000 | Politiques et programmes relatifs à l'infrastructure et à la croissance |
| | | | | 16 673 251 |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE..... |
| | 17 474 600 | 8 589 400 | 26 064 000 | 16 673 251 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 2 | 3 809 457 000 | (3 714 591 000) | 94 866 000 | Programmes d'infrastructure |
| | | | | 65 736 191 |
| 3 | 200 000 000 | 130 978 600 | 330 978 600 | Fonds de prévoyance pour les immobilisations ‡ |
| | | | | 0 |
| | | | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE..... |
| | 4 009 457 000 | (3 583 612 400) | 425 844 600 | 65 736 191 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Ce programme élabore et coordonne la mise en œuvre de solides stratégies d'infrastructure pour la province, y compris la gestion par un organisme central du processus de planification des immobilisations et l'élaboration du budget de la province. Il négocie avec le gouvernement fédéral concernant de nouveaux programmes d'infrastructure à coûts partagés, dirige la mise en œuvre d'un cadre de gestion des actifs pour le gouvernement, fournit des analyses et des conseils économiques et financiers relatifs aux infrastructures, et apporte des connaissances spécialisées sur les considérations économiques liées à l'eau.

Le programme agit comme chef de file dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique provinciale de gestion de la croissance en vertu de la *Loi de 2005 sur les zones de croissance*. Ces efforts comprennent l'élaboration de plans régionaux de gestion de la croissance avec les administrations locales, les collectivités autochtones et d'autres intervenants, ainsi que la facilitation de l'harmonisation de la politique et du financement du gouvernement entre divers ministères pour soutenir la mise en œuvre du programme.

Ce programme coordonne par ailleurs l'élaboration de politiques à l'appui de l'orientation gouvernementale relativement à la pratique responsable du jeu et au développement économique dans le secteur du jeu et il assure la supervision de Waterfront Toronto, d'Infrastructure Ontario, de la Commission des courses de l'Ontario et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario. *

* La responsabilité et le financement du secteur des jeux ont été confiés au ministère des Finances à compter de 2010-2011.

‡ Le budget des dépenses comprenait une provision pour le coût des initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces crédits entre les catégories Crédit et Poste de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit le coût brut prévu des initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ». Les dépenses réelles engagées n'ont pas été portées au débit de la rubrique « Imprévus », mais au débit des programmes et des activités visés. Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous la rubrique « Imprévus ».

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE
PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE
ET DE LA CROISSANCE – CRÉDIT 2903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ |
|---|------------|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | |
| Politiques et programmes relatifs à l'infrastructure et à la croissance (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires..... | | 8 812 309 |
| Avantages sociaux..... | | 1 142 976 |
| Transports et communications..... | | 155 267 |
| Services..... | | 6 204 014 |
| Fournitures et matériel..... | | 99 037 |
| Paiements de transfert | | |
| Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto.... | 1 353 376 | |
| Fonds d'infrastructure et de croissance..... | 259 648 | |
| | ----- | 1 613 024 |
| | | ----- |
| | | 18 026 627 |
| Moins : Recouvrements..... | | 1 353 376 |
| | | ----- |
| | | 16 673 251 |
| | | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE..... | | 16 673 251 |
| | | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | |
| Programmes d'infrastructure (Poste 2) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Revitalisation du secteur riverain de Toronto..... | 46 071 191 | |
| Société ontarienne de travaux d'infrastructure..... | 9 865 000 | |
| Transferts de terrains du secteur riverain..... | 9 800 000 | |
| | ----- | 65 736 191 |
| | | ----- |
| | | 65 736 191 |
| | | ----- |
| TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE..... | | 65 736 191 |
| | | ===== |

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2904 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES |
| 1 | 64 635 100 | | 64 635 100 | Programmes immobiliers..... |
| L | 144 000 | | 144 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES..... |
| | 64 779 100 | | 64 779 100 | 64 469 992 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 2 | 215 989 000 | (64 030 500) | 151 958 500 | Programmes immobiliers..... |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Développement et gestion des activités immobilières – autres charges liées aux immobilisations..... |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... |
| | | | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES..... |
| | 215 991 000 | (64 030 500) | 151 960 500 | 150 960 680 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 1 000 | | 1 000 | Développement et gestion des activités immobilières .. |
| | | | | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES..... |
| | 1 000 | | 1 000 | 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Ce programme définit et sert les intérêts liés aux politiques stratégiques du propriétaire en ce qui concerne la gérance et la gestion stratégique du portefeuille immobilier du ministère et le portefeuille général des biens que le gouvernement possède ou contrôle. Le programme veille à ce que les politiques et les décisions relatives à l'immobilier soutiennent le vaste éventail d'initiatives et de directives gouvernementales. Il assume la surveillance et l'orientation de la Société immobilière de l'Ontario et collabore étroitement avec d'autres ministères à l'élaboration de politiques, de cadres et de stratégies visant à soutenir la planification immobilière et la prise de décisions relativement à l'utilisation des propriétés appartenant au ministère et à d'autres questions liées aux propriétés et aux locaux.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE
PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES – CRÉDIT 2904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|--------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Programmes immobiliers (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 2 380 412 |
| Avantages sociaux..... | 244 150 |
| Transports et communications | 29 914 |
| Services | 59 408 115 |
| Fournitures et matériel | 301 336 |
| Autres opérations | 2 106 065 |
| | ----- |
| | 64 469 992 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LE PROGRAMME DU | |
| DÉVELOPPEMENT ET GESTION | |
| DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES | 64 469 992 |
| | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | |
| Programmes immobiliers (Poste 2) | |
| Services | 140 507 417 |
| Paiements de transfert | |
| Transactions immobilières | 177 650 |
| Autres opérations | 10 275 613 |
| | ----- |
| | 150 960 680 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) | |
| POUR LE PROGRAMME DU | |
| DÉVELOPPEMENT ET GESTION | |
| DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES | 150 960 680 |
| | ===== |

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|----------------------|----------------------|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Infrastructure | 332 263 | 0 |
| | ----- | ----- |
| RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES | | |
| Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries | 1 874 527 355 | 1 905 573 620 |
| | ----- | ----- |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Programme d'économie d'énergie et des énergies renouvelables | 53 695 310 | 0 |
| Coûts de diligence raisonnable : Vente de biens/bâtiments/servitudes | 206 920 | 712 891 |
| Provision pour les améliorations locatives | 0 | 94 725 |
| | ----- | ----- |
| | 53 902 230 | 807 616 |
| | ----- | ----- |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| FOI – Droits | 5 738 | 6 172 |
| Droits, Permis et Autorisations – général | 0 | 230 000 |
| | ----- | ----- |
| | 5 738 | 236 172 |
| | ----- | ----- |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Locations – Terrains et bâtiments | 29 026 361 | 29 366 592 |
| Ventes – Terrains et bâtiments | 27 933 902 | 63 120 968 |
| Locations – Autres | 2 009 212 | 2 559 719 |
| | ----- | ----- |
| | 58 969 475 | 95 047 279 |
| | ----- | ----- |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Services et Locations | 595 478 | 234 578 |
| Paiements de transfert | 341 980 | 192 908 |
| Créances irrécouvrables | 126 004 | 0 |
| | ----- | ----- |
| | 1 063 462 | 427 486 |
| | ----- | ----- |
| DIVERS | | |
| Intérêt | 624 234 | 2 897 919 |
| Autres | 2 220 | 100 496 |
| | ----- | ----- |
| | 626 454 | 2 998 415 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 1 989 426 977 | 2 005 090 588 |
| | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 | 2009 |
|---|----------------|---------------|
| | \$ | \$ |
| Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario | 127 000 | 95 500 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL – REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS | 127 000 | 95 500 |
| | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|-------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-140 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-141 |
| ASSAINISSEMENT DE L'AIR..... | 2-144 |
| ASSAINISSEMENT DE L'EAU | 2-146 |
| GESTION DES DÉCHETS..... | 2-148 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-143 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-150 |

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|--------------------|--------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 58 095 781 | Administration du ministère | 58 965 114 | 58 073 791 |
| 79 943 470 | Assainissement de l'air | 89 428 500 | 89 074 295 |
| 154 546 232 | Assainissement de l'eau | 157 465 200 | 157 158 928 |
| 49 058 124 | Gestion des déchets | 47 857 700 | 47 168 721 |
| 341 643 607 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 353 716 514 | 351 475 735 |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 81 000 | 14 756 |
| 2 758 184 | Assainissement de l'air | 1 000 | 0 |
| 13 000 399 | Assainissement de l'eau | 6 974 800 | 6 974 069 |
| 70 908 776 | Gestion des déchets | 39 808 700 | 39 808 109 |
| 86 667 359 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 46 865 500 | 46 796 934 |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 1 600 000 | 1 592 351 |
| 0 | Assainissement de l'air | 3 432 600 | 575 547 |
| 0 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 5 032 600 | 2 167 898 |

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1101 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| 1 | 57 859 800 | 1 041 300 | 58 901 100 | Soutien à la gestion stratégique 58 007 823 |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301 |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667 |
| | <u>57 923 814</u> | <u>1 041 300</u> | <u>58 965 114</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 58 073 791 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 1 000 | (1 000) | 0 | Administration du ministère 0 |
| L | 81 000 | | 81 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 14 756 |
| | <u>82 000</u> | <u>(1 000)</u> | <u>81 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 14 756 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 2 | 1 600 000 | | 1 600 000 | Administration du ministère 1 592 351 |
| | <u>1 600 000</u> | | <u>1 600 000</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 1 592 351 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Ce programme offre des conseils stratégiques, des services de planification et du soutien pour faciliter la réalisation des priorités gouvernementales et ministérielles par une planification financière et axée sur les résultats, le contrôle financier lié aux politiques et directives administratives, les ressources humaines, la vérification et des systèmes de gestion de l'information et de technologie. Il assure aussi des services efficaces de soutien juridique et en communications, la gestion des connaissances et des pratiques exemplaires innovatrices en gestion environnementale.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ | \$ |
|---|------------|--|-----------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | <i>Gestion de l'information et services de technologie</i> | |
| Soutien à la gestion stratégique (Poste 1) | | | |
| Traitements et salaires..... | 20 957 825 | Traitements et salaires..... | 2 630 942 |
| Avantages sociaux..... | 3 800 268 | Avantages sociaux..... | 337 230 |
| Transports et communications..... | 1 127 550 | Transports et communications..... | 61 127 |
| Services..... | 30 674 402 | Services..... | 1 421 722 |
| Fournitures et matériel..... | 1 541 778 | Fournitures et matériel..... | 89 618 |
| | ----- | | ----- |
| | 58 101 823 | | 4 540 639 |
| Moins : Recouvrements..... | 94 000 | Moins : Recouvrements..... | 94 000 |
| | ----- | | ----- |
| | 58 007 823 | | 4 446 639 |
| | ----- | | ----- |
| <i>Bureau principal</i> | | <i>Communications</i> | |
| Traitements et salaires..... | 2 014 306 | Traitements et salaires..... | 4 250 119 |
| Avantages sociaux..... | 212 838 | Avantages sociaux..... | 553 287 |
| Transports et communications..... | 72 639 | Transports et communications..... | 167 909 |
| Services..... | 53 004 | Services..... | 1 513 062 |
| Fournitures et matériel..... | 58 019 | Fournitures et matériel..... | 72 867 |
| | ----- | | ----- |
| | 2 410 806 | | 6 557 244 |
| | ----- | | ----- |
| <i>Planification et contrôle financière</i> | | <i>Services juridiques</i> | |
| Traitements et salaires..... | 3 621 682 | Transports et communications..... | 148 656 |
| Avantages sociaux..... | 589 468 | Services..... | 2 773 950 |
| Transports et communications..... | 68 669 | Fournitures et matériel..... | 75 657 |
| Services..... | 956 136 | | ----- |
| Fournitures et matériel..... | 202 512 | | 2 998 263 |
| | ----- | | ----- |
| | 5 438 467 | | ----- |
| | ----- | | ----- |
| <i>Ressources humaines</i> | | <i>Services de vérification</i> | |
| Traitements et salaires..... | 1 991 113 | Services..... | 607 604 |
| Avantages sociaux..... | 711 166 | | ----- |
| Transports et communications..... | 108 869 | | 607 604 |
| Services..... | 6 326 285 | | ----- |
| Fournitures et matériel..... | 62 362 | | ----- |
| | ----- | | ----- |
| | 9 199 795 | | ----- |
| | ----- | | ----- |
| <i>Commissions et comités</i> | | <i>Commissions et comités</i> | |
| Traitements et salaires..... | 1 991 113 | Traitements et salaires..... | 1 142 318 |
| Avantages sociaux..... | 711 166 | Avantages sociaux..... | 144 811 |
| Transports et communications..... | 108 869 | Transports et communications..... | 34 916 |
| Services..... | 6 326 285 | Services..... | 479 579 |
| Fournitures et matériel..... | 62 362 | Fournitures et matériel..... | 26 600 |
| | ----- | | ----- |
| | 9 199 795 | | 1 828 224 |
| | ----- | | ----- |

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ |
|---|-------------------|---|
| | | CHARGES D'IMMOBILISATIONS |
| | | Crédits législatifs |
| <i>Locaux</i> | | |
| Transports et communications | 136 670 | |
| Services | 15 572 642 | |
| Fournitures et matériel | 803 583 | |
| | ----- | |
| | 16 512 895 | |
| | ----- | |
| <i>Innovation environnementale</i> | | |
| Traitements et salaires..... | 772 625 | |
| Avantages sociaux..... | 288 004 | |
| Transports et communications | 64 375 | |
| Services | 451 841 | |
| Fournitures et matériel | 34 168 | |
| | ----- | |
| | 1 611 013 | |
| | ----- | |
| <i>Soutien à la gestion des programmes</i> | | |
| Traitements et salaires..... | 4 534 720 | |
| Avantages sociaux..... | 963 464 | |
| Transports et communications | 263 720 | |
| Services | 518 577 | |
| Fournitures et matériel | 116 392 | |
| | ----- | |
| | 6 396 873 | |
| | ----- | |
| | | ACTIF D'IMMOBILISATIONS |
| | | Administration du ministère (Poste 2) |
| | | Parc automobile et flotte de bateaux..... |
| | | 1 592 351 |
| | | ----- |
| | | 1 592 351 |
| | | ----- |
| | | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR |
| | | L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... |
| | | 1 592 351 |
| | | ===== |
| | | |
| | | Crédits législatifs |
| Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 49 301 | |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 16 667 | |
| | ----- | |
| | 65 968 | |
| | ----- | |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 58 073 791 | |
| | ===== | |

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles | |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|-------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| 1106 | | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR | |
| 1 | 51 785 600 | (919 900) | 50 865 700 | Smog et substances toxiques atmosphériques..... | 50 859 180 |
| 2 | 19 114 700 | (1 251 000) | 17 863 700 | Air pur | 17 675 390 |
| 3 | 18 196 000 | 2 503 100 | 20 699 100 | Changement climatique | 20 539 725 |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| | | | | POUR LE PROGRAMME | |
| | 89 096 300 | 332 200 | 89 428 500 | D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR | 89 074 295 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | | |
| 4 | 300 000 | (300 000) | 0 | Immobilisations – Air | 0 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..</i> | 0 |
| | | | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) | |
| | | | | POUR LE PROGRAMME | |
| | 301 000 | (300 000) | 1 000 | D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR | 0 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | | |
| 6 | 1 000 | 3 431 600 | 3 432 600 | Programme d'assainissement de l'air | 575 547 |
| | | | | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) | |
| | | | | POUR LE PROGRAMME | |
| | 1 000 | 3 431 600 | 3 432 600 | D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR | 575 547 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif d'améliorer l'air que respirent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, des politiques et des programmes pour lutter contre la pollution atmosphérique ayant des retombées locales, régionales ou mondiales. Ce programme est également chargé de soutenir les stratégies du gouvernement relatives au changement climatique et à la réduction des substances toxiques, de surveiller la qualité de l'air et d'assurer la conformité avec les règlements ministériels.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---|---------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | | \$ |
| 1107 | | | | PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| 1 | 101 127 700 | 2 281 300 | 103 409 000 | Assainissement de l'eau..... | 103 222 917 |
| 2 | 44 772 400 | 2 514 900 | 47 287 300 | Protection des sources..... | 47 218 314 |
| 3 | 8 634 500 | (1 866 600) | 6 767 900 | Gestion des éléments nutritifs..... | 6 717 697 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> | 0 |
| | 154 535 600 | 2 929 600 | 157 465 200 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU..... | 157 158 928 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | | |
| 4 | 8 071 000 | (1 096 200) | 6 974 800 | Immobilisations – Eau..... | 6 974 069 |
| | 8 071 000 | (1 096 200) | 6 974 800 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU..... | 6 974 069 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif de protéger l'eau que boivent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes, en surveillant la qualité de l'eau et en appliquant les règlements pour assurer la protection de l'eau potable de la source au robinet et la protection et la conservation des ressources en eau de l'Ontario.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1108 PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 1 | 17 769 400 | (28 800) | 17 740 600 | Réduction des déchets non dangereux 17 451 547 |
| 2 | 16 686 500 | 1 617 000 | 18 303 500 | Gestion des déchets dangereux 18 283 505 |
| 3 | 11 989 900 | (177 300) | 11 812 600 | Restauration des sols 11 433 669 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0 |
| | 46 446 800 | 1 410 900 | 47 857 700 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DE |
| | | | | GESTION DES DÉCHETS 47 168 721 |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 4 | 10 776 000 | 29 032 700 | 39 808 700 | Immobilisations – gestion des déchets 39 808 109 |
| | 10 776 000 | 29 032 700 | 39 808 700 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DE |
| | | | | GESTION DES DÉCHETS 39 808 109 |

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif de réduire, de réutiliser et de recycler les déchets que produisent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes et en les faisant respecter pour améliorer la gestion des déchets dangereux et non dangereux et restaurer la qualité des sols par l'assainissement des sites contaminés.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|---|-------------------|-------------------|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | 398 274 | 0 |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES..... | 231 | 0 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Air pur | 32 543 918 | 31 882 985 |
| Frais liés aux déchets dangereux..... | 6 207 510 | 5 946 061 |
| Certificats d'autorisation..... | 5 640 615 | 6 022 465 |
| Droits, permis et autorisations | 2 883 426 | 2 148 471 |
| | 47 275 469 | 45 999 982 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | 50 700 | 0 |
| VENTES ET LOCATIONS..... | 4 562 | 107 951 |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Recouvrements de dépenses des années précédentes – Autres | 1 415 595 | 1 650 765 |
| DIVERS | | |
| Autres | 1 269 | 11 047 |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 49 146 100 | 47 769 745 |

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|---------------------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-152 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-153 |
| POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET | 2-156 |
| POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES | 2-158 |
| RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS | 2-162 |
| INVESTIR DANS L'ONTARIO..... | 2- 165 |
| TRÉSOR..... | 2-167 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-154, 2-164, 2-168 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-169 |
| ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS | 2-170 |

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|-------------------------|------------------------|
| \$ | | Crédits autorisés \$ | Dépenses réelles \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 122 318 625 | Administration du ministère | 97 876 914 | 95 427 896 |
| 34 948 134 | Politiques fiscales et du budget | 14 798 700 | 13 556 525 |
| 1 087 490 978 | Politiques économiques, budgétaires et financières | 2 782 324 200 | 1 684 911 304 |
| 1 687 922 | Réglementation de l'industrie des services financiers | 506 165 000 | 506 148 192 |
| 7 780 571 424 | Trésor | 8 475 243 400 | 10 873 797 696 |
| 9 027 017 083 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 11 876 408 214 | 13 173 841 613 |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 0 | Politiques économiques, budgétaires et financières | 4 493 364 300 | 4 493 363 299 |
| 0 | Réglementation de l'industrie des services financiers | 1 000 | 0 |
| 0 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 4 493 365 300 | 4 493 363 299 |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 309 000 | 0 |
| 0 | Politiques économiques, budgétaires et financières | 2 000 | 0 |
| 0 | Réglementation de l'industrie des services financiers | 64 000 | 14 807 |
| 0 | Investir dans l'Ontario | 1 000 | 0 |
| 0 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 376 000 | 14 807 |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 6 732 000 | 6 597 688 |
| 0 | Politiques économiques, budgétaires et financières | 18 000 | 0 |
| 0 | Réglementation de l'industrie des services financiers | 550 000 | 530 352 |
| 0 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 7 300 000 | 7 128 040 |

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1201 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| 1 | 102 971 200 | (5 159 300) | 97 811 900 | Administration du ministère 95 361 928 |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301 |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0 |
| | 103 036 214 | (5 159 300) | 97 876 914 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 95 427 896 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 1 000 | | 1 000 | Administration du ministère 0 |
| L | 308 000 | | 308 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0 |
| | 309 000 | | 309 000 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 2 | 6 151 000 | 581 000 | 6 732 000 | Administration du ministère 6 597 688 |
| | 6 151 000 | 581 000 | 6 732 000 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 6 597 688 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Ce programme, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique, de gestion de l'information et de technologie de l'information et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux stratégies politiques et législatives du gouvernement de l'Ontario. Il fournit aussi des services de soutien ministériels, d'imagerie documentaire, de collecte de données et de gestion de l'encaisse à toutes fins de perception en vertu des lois fiscales administrées par le ministère du Revenu. Le programme gère également les relations en matière de services et de reddition des comptes avec la Vérification interne Ontario, le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux et les Services communs de l'Ontario; il veille à ce que le ministère des Finances, le ministère du Revenu et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié, et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ | \$ |
|--|-------------|---|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | | |
| Traitements et salaires..... | 39 356 199 | | |
| Avantages sociaux..... | 5 451 416 | | |
| Transports et communications..... | 3 976 327 | | |
| Services..... | 64 946 692 | | |
| Fournitures et matériel..... | 1 235 935 | | |
| | ----- | | |
| | 114 966 569 | | |
| Moins : Recouvrements..... | 19 604 641 | | |
| | ----- | | |
| | 95 361 928 | | |
| | ----- | | |
| <i>Bureau principal</i> | | | |
| Traitements et salaires..... | 3 098 812 | | |
| Avantages sociaux..... | 338 189 | | |
| Transports et communications..... | 202 047 | | |
| Services..... | 196 414 | | |
| Fournitures et matériel..... | 48 955 | | |
| | ----- | | |
| | 3 884 417 | | |
| | ----- | | |
| <i>Services financiers et administratifs</i> | | | |
| Traitements et salaires..... | 6 855 529 | | |
| Avantages sociaux..... | 1 075 968 | | |
| Transports et communications..... | 126 974 | | |
| Services..... | 9 591 916 | | |
| Fournitures et matériel..... | 301 467 | | |
| | ----- | | |
| | 17 951 854 | | |
| | ----- | | |
| <i>Ressources humaines</i> | | | |
| Traitements et salaires..... | 1 583 891 | | |
| Avantages sociaux..... | 178 903 | | |
| Transports et communications..... | 21 945 | | |
| Services..... | 272 873 | | |
| Fournitures et matériel..... | 26 866 | | |
| | ----- | | |
| | 2 084 478 | | |
| | ----- | | |
| <i>Services de communication</i> | | | |
| Traitements et salaires..... | 2 729 922 | | |
| Avantages sociaux..... | 371 064 | | |
| Transports et communications..... | 50 708 | | |
| Services..... | 2 019 562 | | |
| Fournitures et matériel..... | 160 613 | | |
| | ----- | | |
| | 5 331 869 | | |
| | ----- | | |
| | | <i>Services juridiques</i> | |
| | | Traitements et salaires..... | 51 764 |
| | | Transports et communications..... | 158 748 |
| | | Services..... | 6 511 304 |
| | | Fournitures et matériel..... | 214 263 |
| | | | ----- |
| | | | 6 936 079 |
| | | | ----- |
| | | <i>Services de vérification</i> | |
| | | Services..... | 1 484 499 |
| | | | ----- |
| | | | 1 484 499 |
| | | | ----- |
| | | <i>Systèmes informatiques</i> | |
| | | Traitements et salaires..... | 17 178 808 |
| | | Avantages sociaux..... | 2 232 610 |
| | | Transports et communications..... | 3 076 510 |
| | | Services..... | 42 724 071 |
| | | Fournitures et matériel..... | 36 509 |
| | | | ----- |
| | | | 65 248 508 |
| | | Moins : Recouvrements..... | 17 091 261 |
| | | | ----- |
| | | | 48 157 247 |
| | | | ----- |
| | | <i>Administration des recettes et services à la clientèle</i> | |
| | | Traitements et salaires..... | 7 857 473 |
| | | Avantages sociaux..... | 1 254 682 |
| | | Transports et communications..... | 339 395 |
| | | Services..... | 2 146 053 |
| | | Fournitures et matériel..... | 447 262 |
| | | | ----- |
| | | | 12 044 865 |
| | | Moins : Recouvrements..... | 2 513 380 |
| | | | ----- |
| | | | 9 531 485 |
| | | | ----- |
| | | Crédits législatifs | |
| | | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 49 301 |
| | | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 16 667 |
| | | | ----- |
| | | | 65 968 |
| | | | ----- |
| | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| | | POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | |
| | | | 95 427 896 |
| | | | ===== |

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|------------------|
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | |
| Administration du ministère (Poste 2) | |
| Logiciels d'application de gestion | 6 597 688 |
| | ----- |
| | 6 597 688 |
| | ----- |
| TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) | |
| POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE... | 6 597 688 |
| | ===== |

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1202 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET |
| 1 | 16 752 000 | (1 953 300) | 14 798 700 | Budget et politiques fiscales 13 556 525 |
| | <u>16 752 000</u> | <u>(1 953 300)</u> | <u>14 798 700</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET..... 13 556 525 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Le programme du Bureau du budget et de la fiscalité conseille et aide le ministre des Finances et le gouvernement à préparer le budget de l'Ontario et d'autres documents de nature économique et budgétaire de premier plan. Cette fonction comprend la législation et l'élaboration de politiques relatives à la fiscalité, aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, les aspects intergouvernementaux de la fiscalité, les recherches quantitatives et les analyses visant à établir les répercussions économiques et budgétaires générales de politiques fiscales précises ainsi que des nouvelles tendances et de l'évolution en la matière. Le Bureau est également chargé de faciliter la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario et gère le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants boissons alcoolisées.

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET – CRÉDIT 1202
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|--------------------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Budget et politiques fiscales (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 10 245 104 |
| Avantages sociaux..... | 1 202 786 |
| Transports et communications..... | 158 084 |
| Services..... | 1 896 858 |
| Fournitures et matériel..... | 245 989 |
| | ----- |
| | 13 748 821 |
| Moins : Recouvrements..... | 192 296 |
| | ----- |
| | 13 556 525 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET..... | 13 556 525 ===== |

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|--------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1203 | | | | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| | | | | PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES |
| 14 | 1 000 | | 1 000 | Programme des politiques économiques, budgétaires et financières 0 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 0 |
| | 2 000 | | 2 000 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 13 | 18 000 | | 18 000 | Programme des politiques économiques, budgétaires et financières 0 |
| | 18 000 | | 18 000 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Ce programme élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il prévoit et surveille la performance économique de l'Ontario et rend compte des résultats obtenus; il offre son expertise et ses conseils stratégiques sur l'élaboration d'initiatives gouvernementales économiquement saines; il prépare les prévisions démographiques de la province; il élabore le cadre législatif et stratégique régissant l'industrie des services financiers de l'Ontario; il conçoit et met en œuvre le cadre de gestion budgétaire et financière de la fonction publique de l'Ontario; il aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques fédérales-provinciales en matière de finances; il élabore le plan financier de la province, surveille son application et rend compte de ses résultats; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de comptabilité et de gestion budgétaire et financière; il encourage une plus grande responsabilité et intégrité budgétaire dans la fonction publique de l'Ontario. Le programme fournit des conseils sur la politique d'évaluation et d'impôt foncier, les subventions aux municipalités et les taux de taxes scolaires, et surveille les liens financiers et budgétaires que le gouvernement provincial entretient avec les municipalités, y compris le versement de paiements de transfert aux municipalités.

Le Bureau du Conseil du Trésor coordonne la stratégie financière, l'évaluation des risques et les services de vérification interne de la fonction publique de l'Ontario; il aide le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement en leur offrant des conseils sur l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement. Le programme supervise aussi la chaîne d'approvisionnement intégrée et les principales pratiques administratives connexes du secteur parapublic de l'Ontario. Il reflète par ailleurs le transfert, du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|--------------------|--------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1204 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS |
| 1 | 4 450 000 | 501 713 000 | 506 163 000 | Commission des services financiers de l'Ontario |
| | | | | 506 148 192 |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles..... |
| | | | | 0 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> |
| | | | | 0 |
| | 4 452 000 | 501 713 000 | 506 165 000 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS..... |
| | ===== | ===== | ===== | 506 148 192 ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 5 | 1 000 | | 1 000 | Programme de réglementation de l'industrie des services financiers..... |
| | | | | 0 |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS..... |
| | ===== | ===== | ===== | 0 ===== |

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|--------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1204 | | | | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| | | | | PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Programme de réglementation de l'industrie des services financiers..... 0 |
| L | 63 000 | | 63 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 14 807 |
| | 64 000 | | 64 000 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS..... 14 807 |
| | 64 000 | | 64 000 | |

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

| | | | | |
|---|---------|--|---------|--|
| 3 | 550 000 | | 550 000 | Programme de réglementation de l'industrie des services financiers..... 530 352 |
| | 550 000 | | 550 000 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS..... 530 352 |
| | 550 000 | | 550 000 | |

Description du programme :

La Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) assure la réglementation du secteur de l'assurance, des régimes de retraite, des crédits unions, des caisses populaires, des courtiers et agents en hypothèques et des administrateurs d'hypothèques, des compagnies de prêt et de fiducie et des coopératives. La CSFO fait aussi des recommandations au ministre sur les questions touchant les secteurs réglementés. Par ailleurs, elle est responsable de l'administration du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (FIVAVA), qui indemnise les personnes blessées, en Ontario, dans un accident d'automobile lorsqu'il n'existe aucune autre assurance pour prendre en charge la demande d'indemnisation. La CSFO est aussi responsable de l'administration du Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR). Le Fonds verse un niveau minimal de prestations de retraite dans l'éventualité de la liquidation d'un régime de retraite qui ne possède pas suffisamment d'avoirs. La CSFO travaille avec les consommateurs, les intervenants de l'industrie et les investisseurs afin de protéger l'intérêt public, d'accroître la confiance du public et d'établir un climat commercial qui favorise la compétitivité intérieure et internationale de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE
DES SERVICES FINANCIERES – CRÉDIT 1204

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | | \$ |
|---|--------------------|--|----------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | CHARGES D'IMMOBILISATIONS | |
| Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1) | | Crédits législatifs | |
| Traitements et salaires..... | 34 052 028 | Autres opérations | |
| Avantages sociaux..... | 7 106 349 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..</i> | 14 807 |
| Transports et communications | 645 728 | | ----- |
| Services | 13 964 669 | | 14 807 |
| Fournitures et matériel | 1 376 731 | | ----- |
| Paielements de transfert | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) | |
| Fonds de garantie des prestations de retraite | 500 000 000 | POUR LE PROGRAMME DE | |
| | ----- | RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE | |
| | 557 145 505 | DES SERVICES FINANCIERS..... | 14 807 |
| Moins : Recouvrements | 50 997 313 | | ===== |
| | ----- | | |
| | 506 148 192 | | |
| | ----- | ACTIF D'IMMOBILISATIONS | |
| Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 2) | | Programme de réglementation de l'industrie des services financiers (Poste 3) | |
| Traitements et salaires..... | 1 610 636 | | |
| Avantages sociaux..... | 218 876 | Matériel de technologie de l'information | 530 352 |
| Transports et communications | 32 388 | | ----- |
| Services | 5 071 233 | | 530 352 |
| Fournitures et matériel | 23 958 | | ----- |
| | 6 957 091 | | |
| Moins : Recouvrements | 6 957 091 | | |
| | ----- | | |
| | 0 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) | |
| | ----- | POUR LE PROGRAMME DE | |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE | |
| POUR LE PROGRAMME DE | | DES SERVICES FINANCIERS..... | 530 352 |
| RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE | | | ===== |
| DES SERVICES FINANCIERS..... | 506 148 192 | | |
| | ===== | | |

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|--------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1208 | | | | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| | | | | PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO |
| 1 | 1 000 | | 1 000 | Investir dans l'Ontario 0 |
| | | | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) |
| | | | | POUR LE PROGRAMME |
| | 1 000 | | 1 000 | D'INVESTIR DANS L'ONTARIO 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Le programme Investir dans l'Ontario a la responsabilité de l'allocation (totale ou partielle) de l'excédent consolidé correspondant à un exercice (réduit par toute affectation à la réduction du déficit accumulé pouvant être prescrite par la réglementation) aux bénéficiaires admissibles pour les besoins et de la manière énoncés dans la réglementation. Les bénéficiaires admissibles doivent également être prescrits par la réglementation et peuvent être des entités, autres que des particuliers, dont les activités n'ont pas pour objet le gain ou le profit.

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO – CRÉDIT 1208
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|----------|
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | |
| Investir dans l'Ontario (Poste 1) | |
| Paiements de transfert | |
| <i>Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario.....</i> | 0 |
| | ----- |
| | 0 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) | |
| POUR LE PROGRAMME D'INVESTIR | |
| DANS L'ONTARIO..... | 0 |
| | ===== |

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|----------------------|----------------------|---------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| L | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| PROGRAMME DU TRÉSOR | | | | |
| L | 8 475 243 400 | | 8 475 243 400 | Intérêts sur la dette..... 7 857 450 105 |
| L | 0 | | 0 | Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 3 016 347 591 |
| | <u>8 475 243 400</u> | <u>8 475 243 400</u> | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR..... 10 873 797 696 |
| | ===== | ===== | | ===== |

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et l'application des politiques de gestion des liquidités de la province, de ses investissements, de sa dette, de ses finances, de sa cote de crédit, de ses relations avec les investisseurs, de ses transactions bancaires et autres activités de gestion financière. Il se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il analyse le passif réel et éventuel de la province et prend les mesures nécessaires et surveille les retombées financières du secteur de l'électricité et des initiatives financières du gouvernement et du secteur parapublic, à qui il fournit ses conseils; il gère les garanties accordées par la province et les prêts consentis aux sociétés de la Couronne et organismes gouvernementaux; il agit à titre de gardien et d'agent financier des valeurs mobilières de la province et de certains de ses organismes, comme la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario. Le programme est aussi responsable de l'émission des Obligations d'épargne de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES
PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LEGISLATIFS
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ |
|--|---------------|-----------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | |
| Crédits législatifs | | |
| Intérêts sur la dette | | |
| Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario | | |
| À des fins générales | 6 618 727 610 | |
| Office d'investissement du régime de pensions du Canada | 542 207 437 | |
| Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario .. | 266 847 355 | |
| Caisse de retraite des fonctionnaires de l'Ontario | 211 200 718 | |
| Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario | 100 331 876 | |
| Société ontarienne d'hypothèques et de logement | 95 603 194 | |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | 13 651 654 | |
| Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants | 34 631 363 | |
| | ----- | 7 883 201 207 |
| Autres paiements à titre d'intérêts, de dépôts, d'escomptes et de commissions | | (68 327 131) |
| | | ----- |
| | | 7 814 874 076 |
| Moins: Intérêts capitalisés dans les crédits des ministères | | 100 694 439 |
| Moins: Intérêts sur les investissements | | 396 063 484 |
| | | ----- |
| | | 7 318 116 153 |
| Ajustement d'évaluation de billets à terme adossés à des actifs | | 19 561 451 |
| Intérêts sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario | | 519 772 501 |
| | | ----- |
| | | 7 857 450 105 |
| | | ----- |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> | | 3 016 347 591 |
| | | ----- |
| | | 3 016 347 591 |
| | | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR | | 10 873 797 696 |
| | | ===== |

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|---|----------------|-----------------|
| RECETTES FISCALES | | |
| Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers..... | 23 302 189 143 | 25 778 159 344 |
| Contributions – santé de l'Ontario..... | 2 762 618 993 | 2 775 724 100 |
| Impôt sur les dividendes des actions privilégiées des corporations..... | 165 258 749 | 131 565 490 |
| <i>Loi de 1998 sur l'administration des successions</i> | 107 163 493 | 106 767 895 |
| Crédit d'impôt..... | (821 689 933) | (1 049 597 187) |
| | ----- | ----- |
| | 25 515 540 445 | 27 742 619 642 |
| | ----- | ----- |
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Transfert canadien en matière de santé..... | 9 790 585 000 | 8 942 366 681 |
| Transfert canadien en matière de programmes sociaux..... | 4 204 217 000 | 4 078 852 945 |
| Paiement de péréquation..... | 347 029 000 | 0 |
| Éco fiducie Canada pour la qualité de l'air et les changements climatiques..... | 195 883 186 | 195 411 075 |
| Fiducie pour le développement communautaire..... | 119 226 477 | 118 947 471 |
| Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun 2008..... | 97 553 151 | 97 318 298 |
| Réduction des temps d'attente..... | 96 837 000 | 234 690 902 |
| Fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients..... | 68 627 729 | 68 470 358 |
| Fiducie pour l'immunisation contre le VPH..... | 39 176 637 | 39 082 215 |
| Incitatif – impôt sur le capital..... | 33 000 000 | 0 |
| Fonds de recrutement de policiers..... | 31 040 000 | 31 040 000 |
| Subvention annuelle par personne - <i>Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique</i> | 7 999 827 | 7 999 827 |
| Intérêts sur les Fonds des écoles communes..... | 82 494 | 82 494 |
| Reconception de l'administration de l'imposition des sociétés..... | 0 | 150 000 000 |
| Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun..... | 0 | 117 453 297 |
| Incitatif – Imposition du capital..... | 0 | 87 000 000 |
| Fiducie pour le logement abordable..... | 0 | 78 302 198 |
| Fiducie pour le logement des Autochtones hors-réserve..... | 0 | 26 748 613 |
| | ----- | ----- |
| | 15 031 257 501 | 14 273 766 374 |
| | ----- | ----- |
| RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES | | |
| Régie des alcools de l'Ontario – Bénéfices..... | 1 410 000 000 | 1 395 000 000 |
| Hydro One Inc. | 93 765 000 | 325 765 000 |
| | ----- | ----- |
| | 1 503 765 000 | 1 720 765 000 |
| | ----- | ----- |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario..... | 142 551 366 | 142 327 944 |
| Évaluations – de base et recouvrements..... | 1 471 236 | 1 071 133 |
| Remboursements généraux..... | 190 345 | 10 304 |
| Syndicat - Association..... | 0 | 1 454 |
| Autres..... | 915 931 | 107 515 |
| | ----- | ----- |
| | 145 128 878 | 143 518 350 |
| | ----- | ----- |
| DROITS - PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario..... | 137 948 817 | 141 407 833 |
| Excédent – Commission des valeurs mobilières de l'Ontario..... | 12 000 000 | 0 |
| Droits de garantie – Ontario Power Generation Inc..... | 3 800 000 | 3 800 000 |
| Droits d'administration..... | 1 649 899 | 1 628 676 |
| Droits de garantie – autres..... | 25 488 | 63 590 |
| Frais pour chèques refusés..... | 35 | 245 |
| | ----- | ----- |
| | 155 424 239 | 146 900 344 |
| | ----- | ----- |

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|-----------------------|-----------------------|
| AMENDES ET PÉNALITÉS | 3 838 | 33 413 |
| REDEVANCES | | |
| Redevances - Teranet Polaris..... | 15 000 000 | 15 000 000 |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Recouvrements de dépenses des années précédentes..... | 2 429 785 | 3 034 840 |
| Société de développement de l'Ontario | 0 | 4 325 |
| | 2 429 785 | 3 039 165 |
| DIVERS | | |
| Dividendes | 7 900 000 | 0 |
| Autre revenu – Toronto..... | 5 466 776 | 5 126 391 |
| Réserve pour le transfert des chèques en circulation | 2 602 156 | 2 380 075 |
| Dons – Fonds ontarien d'initiative..... | 173 408 | 173 461 |
| Autre revenu – Oshawa..... | 7 062 915 | 7 074 944 |
| | 23 205 255 | 14 754 871 |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 42 391 754 941 | 44 060 397 159 |

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|--------------------|--------------------|
| Office ontarien de financement – financement non fondé sur prêts..... | 366 181 655 | 306 550 727 |
| Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario..... | 282 500 000 | 295 500 000 |
| Fonds de garantie des prestations de retraite..... | 141 000 000 | 11 000 000 |
| Hypothèques – Société foncière de l'Ontario | 0 | 2 440 |
| TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS..... | 789 681 655 | 613 053 167 |

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|---------------------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-172 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-173 |
| ÉDUCATION POSTSECONDAIRE | 2-175 |
| EMPLOI ONTARIO | 2-177 |
| POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES | 2-180 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-174, 2-176, 2-179 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-182 |
| ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS | 2-183 |

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|----------------------|----------------------|
| Dépenses réelles | PROGRAMMES | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 18 440 842 | Administration du ministère | 18 223 614 | 16 520 141 |
| 5 088 991 625 | Éducation postsecondaire | 5 290 055 500 | 5 284 084 135 |
| 1 036 964 963 | Emploi Ontario | 1 587 723 800 | 1 528 857 514 |
| 14 653 870 | Politiques stratégiques et programmes | 17 894 500 | 16 670 561 |
| 6 159 051 300 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 6 913 897 414 | 6 846 132 351 |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 64 940 397 | Éducation postsecondaire | 63 700 000 | 59 499 108 |
| 14 680 617 | Emploi Ontario | 16 850 000 | 7 621 000 |
| 79 621 014 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 80 550 000 | 67 120 108 |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 156 135 007 | Éducation postsecondaire | 582 552 400 | 582 550 373 |
| 14 992 417 | Emploi Ontario | 20 001 000 | 19 991 530 |
| 171 127 424 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 602 553 400 | 602 541 903 |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Éducation postsecondaire | 1 000 | 0 |
| 0 | Emploi Ontario | 9 540 000 | 9 521 039 |
| 0 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 9 541 000 | 9 521 039 |

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 3001 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| 1 | 17 681 700 | 477 900 | 18 159 600 | Administration du ministère |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| L | 0 | | 0 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> |
| | <u>17 745 714</u> | <u>477 900</u> | <u>18 223 614</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| | ===== | ===== | ===== | <u>16 520 141</u> ===== |

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de la Formation et des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
|--|------------|------------|--|-------------------|-----------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | | <i>Services juridiques</i> | | |
| | | | Services | 750 800 | 750 800 |
| Traitements et salaires..... | 1 628 012 | | | | |
| Avantages sociaux..... | 389 502 | | | | |
| Transports et communications | 74 938 | | | | |
| Services | 14 275 683 | | | | |
| Fournitures et matériel | 68 226 | | | | |
| | | | | | |
| | | 16 436 361 | <i>Services de vérification</i> | | |
| | | | Services | 1 271 500 | 1 271 500 |
| | | | | | |
| <i>Bureau principal</i> | | | <i>Systèmes informatiques</i> | | |
| Traitements et salaires..... | 1 628 012 | | Services | 4 279 300 | 4 279 300 |
| Avantages sociaux..... | 159 990 | | | | |
| Transports et communications | 74 416 | | | | |
| Services | 53 259 | | | | |
| Fournitures et matériel | 49 149 | | | | |
| | | 1 964 825 | <i>Crédits législatifs</i> | | |
| | | | Traitement versé au ministre en vertu | | |
| | | | de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 49 301 | |
| | | | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en | | |
| | | | vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 16 667 | |
| | | | Créances irrécouvrables, | | |
| | | | <i>Loi sur l'administration financière</i> | 17 812 | |
| | | | | | 83 780 |
| | | | | | |
| | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | |
| | | | POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 16 520 141 | |
| | | | | | |
| <i>Services financiers et administratifs</i> | | | | | |
| Avantages sociaux..... | 229 512 | | | | |
| Transports et communications | 522 | | | | |
| Services | 4 626 624 | | | | |
| Fournitures et matériel | 19 077 | | | | |
| | | 4 875 735 | | | |
| | | | | | |
| <i>Ressources humaines</i> | | | | | |
| Services | 1 242 400 | 1 242 400 | | | |
| | | | | | |
| <i>Services de communication</i> | | | | | |
| Services | 2 051 800 | 2 051 800 | | | |
| | | | | | |

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|----------------------|--------------------|----------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 3002 | | | | PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 1 | 5 192 431 200 | 56 084 300 | 5 248 515 500 | Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants..... 5 247 008 199 |
| L | 41 540 000 | | 41 540 000 | Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – <i>Loi sur l'administration financière</i> 37 075 936 |
| | <u>5 233 971 200</u> | <u>56 084 300</u> | <u>5 290 055 500</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 5 284 084 135 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 4 | 63 700 000 | | 63 700 000 | Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants..... 59 499 108 |
| | <u>63 700 000</u> | | <u>63 700 000</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 59 499 108 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 306 777 000 | 275 774 400 | 582 551 400 | Soutien à l'éducation postsecondaire..... 582 550 373 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0 |
| | <u>306 778 000</u> | <u>275 774 400</u> | <u>582 552 400</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 582 550 373 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 6 | 1 000 | | 1 000 | Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants..... 0 |
| | <u>1 000</u> | | <u>1 000</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

La Division de l'éducation postsecondaire collabore avec la Division des politiques stratégiques et des programmes afin de mettre en œuvre les stratégies et les politiques gouvernementales pour l'éducation postsecondaire en Ontario. Elle établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et du soutien financier aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario, à l'appui des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement, dans le but d'offrir des possibilités d'éducation postsecondaire de qualité supérieure, responsable, adaptée aux besoins et accessible.

Les éléments clés du programme consistent, entre autres, à gérer le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario, à administrer les paiements de transfert aux collèges et universités se rattachant au fonctionnement et aux immobilisations et l'aide financière aux étudiantes et étudiants, à gérer les relations avec les établissements postsecondaires et les groupes d'étudiants, à gérer les mécanismes de responsabilisation, en particulier la gouvernance et la législation applicable, à réglementer les collèges publics d'arts appliqués et de technologie et les écoles privées de formation professionnelle conformément aux lois applicables, et à administrer le cadre de financement des collèges et universités.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|----------------------|-------------------|---------------------------------|---|----------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | | \$ |
| 3003 | | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | PROGRAMME EMPLOI ONTARIO | | |
| 7 | 1 552 518 900 | 35 056 900 | 1 587 575 800 | Système Emploi Ontario..... | 1 526 976 652 |
| L | 148 000 | | 148 000 | Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – <i>Loi sur l'administration financière</i> | 0 |
| L | 0 | | 0 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> | 1 880 862 |
| | <u>1 552 666 900</u> | <u>35 056 900</u> | <u>1 587 723 800</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO | <u>1 528 857 514</u> |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| 9 | 16 850 000 | | 16 850 000 | Système Emploi Ontario..... | 7 621 000 |
| | <u>16 850 000</u> | | <u>16 850 000</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO | <u>7 621 000</u> |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|---------------------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 3003 | | | | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | PROGRAMME EMPLOI ONTARIO | |
| 10 | 20 001 000 | | 20 001 000 | Système Emploi Ontario..... 19 991 530 |
| | <u>20 001 000</u> | | <u>20 001 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO .. 19 991 530 |
| | | | | ===== |

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

| | | | | |
|----|------------------|------------------|------------------|--|
| 11 | 8 340 000 | 1 200 000 | 9 540 000 | Système Emploi Ontario..... 9 521 039 |
| | <u>8 340 000</u> | <u>1 200 000</u> | <u>9 540 000</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO .. 9 521 039 |
| | | | | ===== |

Description du programme :

Emploi Ontario est un réseau intégré d'emploi et de formation. Il appuie l'établissement et la préservation de la prospérité et de la compétitivité de l'Ontario. Par l'intermédiaire d'Emploi Ontario, le ministère accomplira ce qui suit :

- proposer de la formation professionnelle et d'autres services d'emploi et de planification de carrière pertinents et efficaces, à l'endroit et au moment où ils sont nécessaires;
- permettre à la population ontarienne d'accéder aux services et au soutien dont elle a besoin pour réussir dans le marché du travail actuel;
- proposer un guichet unique permettant d'accéder aux programmes et services d'emploi et de formation et qui répond aux besoins des particuliers et des employeurs;
- répondre aux besoins des employeurs, des chercheurs d'emploi, des apprentis et des Néo-Canadiens;
- veiller à l'excellence des services et à la satisfaction du public à l'égard des programmes et services d'Emploi Ontario.

Emploi Ontario rassemble un réseau communautaire ontarien de services d'emploi et de partenaires en matière de formation avec des programmes de prestations et de soutien transférés du gouvernement fédéral à l'intention des personnes qui réintègrent le marché du travail, ce qui permet à l'Ontario de mieux appairer le potentiel de chacun avec les besoins des entreprises locales.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 3003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
|--|----------------------|---------------|---|-------------------|--------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | |
| Système Emploi Ontario (Poste 7) | | | Système Emploi Ontario (Poste 9) | | |
| Traitements et salaires..... | | 63 479 378 | Dépôts et charges payées d'avance | | |
| Avantages sociaux..... | | 9 601 254 | Marché du travail et formation | | 5 698 000 |
| Transports et communications | | 3 108 007 | Prêts et investissements | | |
| Services | | 17 641 720 | Prêts pour l'acquisition d'outils de travail..... | | 1 923 000 |
| Fournitures et matériel | | 1 678 264 | | | ----- |
| Paiements de transfert | | | | | 7 621 000 |
| Entente Canada-Ontario | | | | | ----- |
| sur le développement | | | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) | | |
| du marché du travail..... | 609 081 902 | | POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO | 7 621 000 | ===== |
| Marché du travail et formation | 822 386 127 | | | | |
| | ----- | 1 431 468 029 | | | |
| | | ----- | | | |
| | | 1 526 976 652 | | | |
| | | ----- | | | |
| | | | CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | |
| | | | Système Emploi Ontario (Poste 10) | | |
| | | | Paiements de transfert | | |
| | | | Fonds pour l'amélioration des | | |
| | | | installations d'apprentissage..... | 14 999 113 | |
| | | | Programme ontarien | | |
| | | | d'amélioration de la | | |
| | | | formation professionnelle | 4 992 417 | |
| | | | | ----- | 19 991 530 |
| | | | | | ----- |
| | | | | | 19 991 530 |
| | | | | | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) | | |
| POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO... | 1 528 857 514 | ===== | POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO | 19 991 530 | ===== |
| | | | | | |
| | | | ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | |
| | | | Système Emploi Ontario (Poste 11) | | |
| | | | Logiciels d'application de gestion | | 9 521 039 |
| | | | | | ----- |
| | | | | | 9 521 039 |
| | | | | | ----- |
| | | | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) | | |
| | | | POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO | 9 521 039 | ===== |

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 3004 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES |
| 1 | 13 659 000 | 4 235 500 | 17 894 500 | Politiques stratégiques et programmes..... |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES..... |
| | 13 659 000 | 4 235 500 | 17 894 500 | 16 670 561 |

Description du programme :

La Division se charge de l'élaboration des politiques stratégiques, de la recherche et la planification relatives au marché du travail, de la conception des programmes et des services d'élaboration de programmes pour le ministère de la Formation et des Collèges et Universités (MFCU). Elle est responsable de l'élaboration et de l'harmonisation de l'orientation des politiques stratégiques à l'échelle de la province pour les programmes postsecondaires et les programmes de formation et de soutien au marché du travail. La division sert de centre d'expertise en information sur le marché du travail et l'enseignement postsecondaire pour le MFCU et pour d'autres ministères ayant des priorités connexes. La Division des politiques stratégiques et des programmes rassemble l'expertise des secteurs de l'emploi et de la formation et de l'enseignement postsecondaire afin de concevoir et d'élaborer des programmes, d'établir des normes de programme et d'effectuer des évaluations de programmes; elle administre de plus la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire.

La Division des politiques stratégiques et des programmes dirige l'analyse et l'élaboration des politiques à l'appui des priorités et des objectifs socio-économiques du gouvernement en vue de former la meilleure main-d'œuvre en Amérique du Nord. Elle relie les orientations stratégiques avec les opérations et la prestation des services relevant des programmes afin de fournir à l'Ontario un avantage concurrentiel dans l'économie du savoir. La Division assume pour le ministère la planification des besoins à long terme, la planification des immobilisations et la coordination des relations entre les divers paliers de gouvernement.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES – CRÉDIT 3004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | § |
|---|-------------------|
| | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| | |
| Politiques stratégiques et programmes (Poste 1) | |
| | |
| Traitements et salaires..... | 10 581 709 |
| Avantages sociaux..... | 1 271 440 |
| Transports et communications..... | 397 362 |
| Services..... | 4 345 763 |
| Fournitures et matériel..... | 252 750 |
| | ----- |
| | 16 849 024 |
| Moins : Recouvrements..... | 178 463 |
| | ----- |
| | 16 670 561 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES | |
| STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES..... | 16 670 561 |
| | ===== |

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|---|----------------------|--------------------|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Entente sur le développement du marché du travail..... | 591 218 000 | 585 776 559 |
| Entente sur le marché du travail..... | 270 323 000 | 117 415 000 |
| Entente sur le développement du marché du travail - Augmentation..... | 210 683 000 | 0 |
| Programme d'infrastructure du savoir..... | 178 338 767 | 0 |
| Fonds de transition et de formation stratégique..... | 103 235 000 | 0 |
| Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées..... | 19 102 870 | 19 102 869 |
| Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents..... | 13 846 814 | 38 748 576 |
| Langues officielles dans l'enseignement – Complémentaire..... | 13 350 000 | 20 071 773 |
| Programme canadien de prêts aux étudiants..... | 8 338 489 | 6 526 671 |
| Entente sur le développement du marché du travail – Locaux..... | 1 219 000 | 753 582 |
| Frais administratifs des Bourses d'études canadiennes du millénaire..... | 1 149 | 775 000 |
| Entente Canada-Ontario sur le développement du marché du travail | | |
| – Développement des systèmes..... | 0 | 17 578 731 |
| Paiement du gouvernement fédéral..... | 0 | 1 435 000 |
| | ----- | ----- |
| | 1 409 656 089 | 808 183 761 |
| | ----- | ----- |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo..... | 706 764 | 548 233 |
| | ----- | ----- |
| | 706 764 | 548 233 |
| | ----- | ----- |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Gens de métiers et apprentis..... | 7 186 500 | 7 045 613 |
| Inspection des écoles secondaires et des écoles privées..... | 1 058 528 | 670 612 |
| Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire..... | 105 000 | 70 000 |
| Droits des dépôts des demandes RAFEO..... | 36 268 | 37 244 |
| Frais pour chèques refusés..... | 16 035 | 8 012 |
| Inspections..... | 2 688 | 0 |
| | ----- | ----- |
| | 8 405 019 | 7 831 481 |
| | ----- | ----- |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | |
| Autres..... | 482 122 | 38 235 |
| | ----- | ----- |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES..... | | |
| | 29 612 306 | 19 357 827 |
| | ----- | ----- |
| DIVERS | | |
| Pénalités - intérêt..... | 1 847 800 | 8 761 292 |
| Autres..... | 47 151 | 6 026 |
| | ----- | ----- |
| | 1 894 951 | 8 767 318 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE..... | 1 450 757 251 | 844 726 855 |
| | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 | 2009 |
|--|--------------------|-------------------|
| | \$ | \$ |
| Remboursement – Prêts aux étudiants | 295 326 051 | 34 851 809 |
| Remboursement – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail | 5 133 377 | 1 442 417 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS | | |
| ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS | 300 459 428 | 36 294 226 |
| | ===== | ===== |

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|-------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-186 |
| AFFAIRES FRANCOPHONES..... | 2-187 |
| COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS | 2-189 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-191 |

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|-------------------|------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 4 492 130 | Affaires francophones | 4 322 900 | 4 053 896 |
| 757 978 | Commissariat aux services en français | 793 700 | 736 722 |
| <u>5 250 108</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR | <u>5 116 600</u> | <u>4 790 618</u> |
| ===== | L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES | ===== | ===== |

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1301 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES |
| 1 | 4 312 600 | 10 300 | 4 322 900 | Coordination des affaires francophones..... 4 053 896 |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) |
| | 4 312 600 | 10 300 | 4 322 900 | POUR LE PROGRAMME DES |
| | ===== | ===== | ===== | AFFAIRES FRANCOPHONES..... 4 053 896 |
| | | | | ===== |

Description du programme :

Ce programme donne des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions en rapport avec les affaires francophones et la prestation des services en français. Il élabore les politiques et les programmes liés aux services en français du gouvernement. Il suit et encadre l'observation de la *Loi sur les services en français* dans les ministères et formule des recommandations sur l'ajout de nouvelles régions désignées à l'annexe et la désignation d'organismes de paiements de transfert en vertu de la Loi. Il évalue aussi la qualité, le volume et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone, et fournit des renseignements, des conseils d'experts et de l'aide à la communauté francophone.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Coordination des affaires francophones (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 1 629 191 |
| Avantages sociaux..... | 187 465 |
| Transports et communications | 98 620 |
| Services | 1 967 640 |
| Fournitures et matériel | 46 980 |
| Paiements de transfert | |
| Programme des services en français | 124 000 |
| | 4 053 896 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LE PROGRAMME DES | |
| AFFAIRES FRANCOPHONES..... | 4 053 896 |
| | ===== |

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|----------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1302 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS |
| 1 | 788 000 | 5 700 | 793 700 | Commissariat aux services en français – enquêtes à la suite de plaintes..... 736 722 |
| | <u>788 000</u> | <u>5 700</u> | <u>793 700</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS 736 722 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Le Commissariat encourage l'application de la *Loi sur les services en français* en menant des enquêtes sur la portée et la qualité de la conformité, que ce soit à la suite de plaintes ou de sa propre initiative; il prépare des rapports et des recommandations; il surveille l'observation de la Loi par les organismes gouvernementaux et conseille la ministre déléguée aux affaires francophones sur les questions liées à l'administration de la Loi.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS – CRÉDIT 1302
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENTCommissariat aux services en français –
enquêtes à la suite de plaintes (Poste 1)

| | |
|------------------------------------|---------|
| Traitements et salaires..... | 438 774 |
| Avantages sociaux..... | 44 591 |
| Transports et communications | 59 366 |
| Services | 175 209 |
| Fournitures et matériel | 18 782 |

736 722

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
POUR LE PROGRAMME DE COMMISSARIAT
AUX SERVICES EN FRANÇAIS..... **736 722**
=====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|------------------|------------------|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Mise en œuvre de la <i>Loi sur les services en français</i> | 1 487 211 | 1 579 548 |
| | ----- | ----- |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Droits de demande – Accès à l'information | 0 | 5 |
| | ----- | ----- |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Remboursements des fournisseurs | 0 | 1 027 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES..... | 1 487 211 | 1 580 580 |
| | ===== | ===== |

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|-----------------------------|-------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-194 |
| OMBUDSMAN ONTARIO | 2-195 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-197 |

OMBUDSMAN ONTARIO
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|--|-------------------|-------------------|
| | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 10 030 200 | Ombudsman Ontario | 10 285 600 | 10 283 437 |
| <u>10 030 200</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | <u>10 285 600</u> | <u>10 283 437</u> |
| ===== | POUR OMBUDSMAN ONTARIO | ===== | ===== |

OMBUDSMAN ONTARIO
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|---------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | | \$ |
| 2301 | | | | PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| 1 | 10 285 600 | | 10 285 600 | Ombudsman..... | 10 283 437 |
| | <hr/> | | <hr/> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | <hr/> |
| | 10 285 600 | | 10 285 600 | POUR LE PROGRAMME – | |
| | <hr/> <hr/> | | <hr/> <hr/> | OMBUDSMAN ONTARIO | 10 283 437 |
| | | | | | <hr/> <hr/> |

Description du programme:

L'ombudsman est un officier de l'Assemblée législative dont le mandat est défini dans la *Loi sur l'ombudsman*.

L'ombudsman enquête sur les plaintes concernant l'administration des institutions gouvernementales de l'Ontario. Il peut enquêter sur les plaintes présentées par des particuliers, sur les problèmes soulevés par des députés provinciaux, de sa propre initiative ainsi que sur les plaintes déposées par des particuliers à propos de réunions municipales à huis clos, lorsqu'aucun enquêteur municipal n'a été désigné. Les services de l'ombudsman sont gratuits. Une ligne sans frais permet d'appeler son bureau, et on peut se renseigner sur son rôle et ses fonctions sur Internet et par ses publications.

L'ombudsman présente ses rapports à l'Assemblée législative.

OMBUDSMAN ONTARIO
PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Ombudsman (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 6 406 635 |
| Avantages sociaux..... | 1 606 013 |
| Transports et communications..... | 345 619 |
| Services..... | 1 522 585 |
| Fournitures et matériel..... | 402 585 |
| | 10 283 437 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LE PROGRAMME – | |
| OMBUDSMAN ONTARIO | 10 283 437 |
| | ===== |

OMBUDSMAN ONTARIO
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|---------------|---------------|
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 8 305 | 28 075 |
| | ----- | ----- |
| DIVERS..... | 4 194 | 42 181 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO..... | 12 499 | 70 256 |
| | ===== | ===== |

**MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES
ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|-------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-200 |
| PETITES ENTREPRISES ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS | 2-201 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-202 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-203 |

MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|-------------------|-------------------|
| | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 44 667 729 | Petites Entreprises et des services aux consommateurs | 47 300 514 | 45 623 486 |
| <u>44 667 729</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>47 300 514</u> | <u>45 623 486</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 0 | Petites Entreprises et des services aux consommateurs | 1 000 | 0 |
| <u>0</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>1 000</u> | <u>0</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Petites Entreprises et des services aux consommateurs | 2 000 | 0 |
| <u>0</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>2 000</u> | <u>0</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Petites Entreprises et des services aux consommateurs | 1 000 | 0 |
| <u>0</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>1 000</u> | <u>0</u> |
| ===== | | ===== | ===== |

MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 3101 | | | | PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 5 | 48 716 200 | (1 481 700) | 47 234 500 | Petites Entreprises et Services aux consommateurs..... 45 551 617 |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301 |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 22 568 |
| L | 2 000 | | 2 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0 |
| | 48 782 214 | (1 481 700) | 47 300 514 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS 45 623 486 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Petites Entreprises et Services aux consommateurs..... 0 |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 1 000 | | 1 000 | Petites Entreprises et Services aux consommateurs..... 0 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0 |
| | 2 000 | | 2 000 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Petites Entreprises et Services aux consommateurs..... 0 |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Ce programme soutient la croissance économique, la création d'emplois, la sécurité publique et la protection des consommateurs en Ontario de la manière suivante : promotion de l'entrepreneuriat et soutien au démarrage d'entreprise; aide à la croissance des PME sur les marchés intérieurs et internationaux; gestion à l'intention des petites entreprises d'un guichet unique d'accès aux services gouvernementaux afin de réduire les obstacles à la croissance et d'accroître les débouchés; promotion de la protection des consommateurs et de la sécurité publique en veillant à l'application de stratégies efficaces de conformité; modernisation du cadre réglementaire relatif à la protection des consommateurs et aux entreprises.

MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 | 2009 |
|---|------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| RECETTES FISCALES | | |
| Impôts – Athletic Commission | 6 776 | 7 971 |
| | 6 776 | 7 971 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| <i>Loi sur les cinémas</i> | 3 330 798 | 3 802 878 |
| Paiements des organismes d'application..... | 1 376 808 | 978 631 |
| <i>Loi sur les cimetières</i> | 866 250 | 990 250 |
| <i>Loi sur les agences de recouvrement</i> | 776 409 | 762 905 |
| <i>Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire</i> | 772 168 | 0 |
| <i>Loi sur le contrôle des sports</i> | 17 150 | 32 460 |
| <i>Loi sur les renseignements concernant la consommateur</i> | 12 725 | 7 700 |
| <i>Loi sur les huissiers</i> | 11 590 | 17 100 |
| Foire aux idées..... | 2 500 | 18 500 |
| <i>Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques</i> | 2 090 | 2 280 |
| Droits – accès à l'information..... | 0 | 5 |
| | 7 168 488 | 6 612 709 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | |
| Droits – entrepreneurs de pompes funèbres | 10 343 | 0 |
| | 10 343 | 0 |
| RECOVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Recouvrements de dépenses des années – Services et locations | 36 851 | 0 |
| Recouvrements de dépenses des années – Paiements de transfert | 0 | 14 496 |
| Recouvrements de dépenses des années – Prêts accordés aux jeunes entrepreneurs..... | 0 | 3 113 |
| Divers | 0 | 10 181 |
| | 36 851 | 27 790 |
| DIVERS | | |
| Autres | 112 | 501 |
| | 112 | 501 |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 7 222 570 | 6 648 971 |

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|--|---------------------------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-206 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-207 |
| POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS..... | 2-209 |
| SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE | 2-211 |
| SERVICES JURIDIQUES | 2-213 |
| SERVICES AUX TRIBUNAUX | 2-216 |
| SERVICES AUX VICTIMES | 2-218 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)..... | 2-208, 2-210 2-215, 2-217 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-220 |

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|----------------------|----------------------|
| | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 154 628 653 | Administration du ministère | 161 931 814 | 160 950 013 |
| 252 865 403 | Poursuites contre les criminels | 262 957 900 | 260 743 456 |
| 369 880 182 | Services de justice à la famille | 401 558 400 | 400 798 312 |
| 101 925 296 | Services juridiques | 72 868 500 | 94 943 260 |
| 400 581 285 | Services aux tribunaux | 402 190 600 | 403 388 646 |
| 111 567 375 | Services aux victimes | 104 393 900 | 99 979 041 |
| 1 391 448 194 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 1 405 901 114 | 1 420 802 728 |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 0 | Services de justice à la famille | 267 000 | 0 |
| 0 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 267 000 | 0 |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 48 014 291 | Administration du ministère | 38 500 000 | 37 484 313 |
| 0 | Poursuites contre les criminels | 16 000 | 5 840 |
| 159 677 578 | Services aux tribunaux | 81 334 000 | 70 406 625 |
| 207 691 869 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 119 850 000 | 107 896 778 |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Poursuites contre les criminels | 682 100 | 250 879 |
| 0 | Services aux tribunaux | 311 000 | 211 871 |
| 0 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 993 100 | 462 750 |

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 301 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| 1 | 157 915 500 | 3 952 300 | 161 867 800 | Administration du ministère 160 884 045 |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301 |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667 |
| | <u>157 979 514</u> | <u>3 952 300</u> | <u>161 931 814</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 160 950 013 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 2 | 38 500 000 | | 38 500 000 | Renouvellement des installations..... 37 484 313 |
| | <u>38 500 000</u> | | <u>38 500 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 37 484 313 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La Division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans les domaines suivants : planification des activités et des finances; ressources humaines; gestion des urgences; gestion des installations; recherche et analyse; coordination des projets stratégiques clés. La Division fournit aussi aux ministères du secteur de la justice des services communs en matière d'accès à l'information, de services en français, de qualité des services et de gestion des connaissances, et administre les services de vérification et d'assurance de la qualité dispensés centralement, ainsi que les Services communs de l'Ontario. Le programme d'administration du ministère sert également le Bureau du procureur général, le Bureau du sous-procureur général et le Bureau de l'adjoint parlementaire, ainsi que la Division des politiques et la Direction des communications.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ | \$ |
|---------------------------------------|-------------|--|--------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | <i>Planification opérationnelle</i> | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | Traitements et salaires..... | 6 128 498 |
| Traitements et salaires..... | 21 922 664 | Avantages sociaux | 851 854 |
| Avantages sociaux..... | 2 810 590 | Transports et communications | 224 714 |
| Transports et communications | 790 032 | Services | 646 231 |
| Services | 134 976 646 | Fournitures et matériel | 135 388 |
| Fournitures et matériel | 384 113 | | ----- |
| | ----- | | 7 986 685 |
| | 160 884 045 | | ----- |
| | ----- | <i>Ressources humaines</i> | |
| <i>Bureau principal</i> | | Traitements et salaires..... | 3 304 964 |
| Traitements et salaires..... | 2 490 536 | Avantages sociaux | 427 911 |
| Avantages sociaux..... | 316 047 | Transports et communications | 74 962 |
| Transports et communications | 113 381 | Services | 269 208 |
| Services | 131 476 | Fournitures et matériel | 24 750 |
| Fournitures et matériel | 33 027 | | ----- |
| | ----- | | 4 101 795 |
| | 3 084 467 | | ----- |
| | ----- | <i>Division des politiques</i> | |
| <i>Services de communication</i> | | Traitements et salaires..... | 4 107 338 |
| Traitements et salaires..... | 2 105 927 | Avantages sociaux | 401 137 |
| Avantages sociaux..... | 285 467 | Transports et communications | 136 210 |
| Transports et communications | 57 834 | Services | 377 114 |
| Services | 234 406 | Fournitures et matériel | 100 398 |
| Fournitures et matériel | 45 335 | | ----- |
| | ----- | | 5 122 197 |
| | 2 728 969 | | ----- |
| | ----- | Crédits législatifs | |
| <i>Services de vérification</i> | | Traitement versé au ministre en vertu | |
| Services | 1 896 190 | de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 49 301 |
| | ----- | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en | |
| | 1 896 190 | vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 16 667 |
| | ----- | | ----- |
| | | | 65 968 |
| | | | ----- |
| <i>Services des installations</i> | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| Traitements et salaires..... | 3 785 401 | POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE... | 160 950 013 |
| Avantages sociaux..... | 528 174 | | ===== |
| Transports et communications | 182 931 | CHARGES D'IMMOBILISATIONS | |
| Services | 249 810 | Renouvellement des installations (Poste 2) | |
| Fournitures et matériel | 45 215 | Autres opérations | |
| | ----- | Investissements dans les | |
| | 4 791 531 | immobilisations – | |
| | ----- | renouvellement des actifs..... | |
| | | 28 985 924 | |
| | | Investissements dans les | |
| | | immobilisations – | |
| | | charges de renouvellement | |
| | | 8 498 389 | |
| | | | ----- |
| | | | 37 484 313 |
| | | | ----- |
| | | | 37 484 313 |
| | | | ----- |
| <i>Locaux – Frais de location</i> | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) | |
| Services | 131 172 211 | POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 37 484 313 |
| | ----- | | ===== |
| | 131 172 211 | | |
| | ----- | | |

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---|---------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | | \$ |
| 302 | | | | PROGRAMME DE POURSUITES | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | CONTRE LES CRIMINELS | |
| 1 | 7 187 700 | 591 400 | 7 779 100 | Unité des enquêtes spéciales..... | 7 461 013 |
| 2 | 244 594 800 | (887 800) | 243 707 000 | Droit criminel | 242 307 783 |
| 3 | 3 716 800 | 600 000 | 4 316 800 | Projet de la justice applicable aux Autochtones..... | 4 316 763 |
| 4 | 9 200 900 | (2 046 900) | 7 154 000 | Bureau indépendant de l'examen de la police..... | 6 351 707 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i> | 306 190 |
| | 264 701 200 | (1 743 300) | 262 957 900 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES | |
| | | | | CONTRE LES CRIMINELS | 260 743 456 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | | |
| 5 | 1 000 | | 1 000 | Division du droit criminel..... | 0 |
| L | 15 000 | | 15 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... | 5 840 |
| | 16 000 | | 16 000 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) | |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES | |
| | | | | CONTRE LES CRIMINELS | 5 840 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | | |
| 6 | 212 000 | 470 100 | 682 100 | Division du droit criminel – actifs | 250 879 |
| | 212 000 | 470 100 | 682 100 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) | |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES | |
| | | | | CONTRE LES CRIMINELS | 250 879 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |

Description du programme:

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario, devant tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en droit criminel. Le programme est également chargé de fonctionnement de l'Unité des enquêtes spéciales et du Bureau indépendant de l'examen de la police.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 303 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE |
| 1 | 86 534 300 | (914 600) | 85 619 700 | Services de justice à la famille..... |
| 2 | 287 781 100 | 28 157 600 | 315 938 700 | Aide juridique Ontario..... |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE..... |
| | 374 315 400 | 27 243 000 | 401 558 400 | 400 798 312 |

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

| | | | | | |
|---|----------------|--|----------------|--|----------|
| 3 | 267 000 | | 267 000 | Aide juridique Ontario..... | 0 |
| | | | | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE..... | 0 |
| | 267 000 | | 267 000 | | |

Description du programme :

Ce programme administre les fonds en fiducie judiciaire et les fonds constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes incapables; il protège l'intérêt du public dans les œuvres de bienfaisance; il enquête sur les allégations de mauvais traitements infligés à des adultes incapables; il prend des décisions en matière de traitement médical au nom de personnes incapables; il administre les successions des personnes décédées sans laisser de testament ni de plus proche parent en Ontario; il protège les intérêts juridiques ainsi que les droits personnels et droits de propriété des enfants dans les affaires liées à la protection de l'enfance, à un divorce ou une séparation, ainsi qu'aux contentieux civils et aux dossiers de succession; il gère le Programme de visites surveillées dans les affaires mettant en cause la garde des enfants et le droit de visite; il est responsable de l'Aide juridique Ontario et du Programme de vérification et de supervision des libérations sous caution.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 304 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES |
| 1 | 38 982 100 | 4 872 500 | 43 854 600 | Organismes, conseils et commissions..... |
| 2 | 22 933 600 | 1 159 500 | 24 093 100 | Services juridiques..... |
| 3 | 5 193 400 | (273 600) | 4 919 800 | Services des conseillers législatifs..... |
| L | 1 000 | | 1 000 | <i>Loi sur les actions contre la Couronne</i> |
| | | | | |
| | 67 110 100 | 5 758 400 | 72 868 500 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES..... |
| | ===== | ===== | ===== | 94 943 260 ===== |

Description du programme:

Ce programme appuie le rôle du procureur général de premier conseiller juridique de la Couronne; à cet effet, il offre au gouvernement des conseils experts en matière de droit et le représente devant tous les types de tribunaux de la province. Le gouvernement doit pouvoir obtenir rapidement des conseils et services juridiques de qualité pour élaborer et offrir ses activités, politiques, programmes et services de base.

Ce programme comprend le Bureau des conseillers législatifs, chargé de rédiger, en français et en anglais, tous les projets de loi et règlements provinciaux et d'offrir des conseils juridiques sur les questions législatives à l'Assemblée législative et au Conseil des ministres. Il s'occupe aussi de la codification des lois et règlements et assure le fonctionnement des organismes, conseils et commissions du ministère, notamment la Commission de révision de l'évaluation foncière, la Commission des affaires municipales de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne et la Commission du droit de l'Ontario.

Le ministère administre aussi les enquêtes publiques.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
|---|-----------|------------|--|-----------|-----------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | <i>Tribunal des droits de la personne de l'Ontario</i> | | |
| Organismes, conseils et commissions (Poste 1) | | | | | |
| Traitements et salaires..... | | 22 408 731 | Traitements et salaires..... | 6 473 824 | |
| Avantages sociaux..... | | 2 989 569 | Avantages sociaux | 776 120 | |
| Transports et communications | | 1 987 307 | Transports et communications | 643 376 | |
| Services | | 9 246 794 | Services | 1 447 384 | |
| Fournitures et matériel | | 557 592 | Fournitures et matériel | 182 767 | |
| Paiements de transfert | | | | | 9 523 471 |
| Centre d'assistance juridique | | | <i>Centre d'assistance juridique en matière</i> | | |
| en matière de droits | | | <i>de droits de la personne</i> | | |
| de la personne..... | 5 632 400 | | Transports et communications | 494 | |
| Commission du | | | Fournitures et matériel | 1 578 | |
| droit de l'Ontario..... | 168 028 | | Paiements de transfert | | |
| | | 5 800 428 | Centre d'assistance juridique | | |
| | | 42 990 421 | en matière de droits | | |
| | | | de la personne | 5 632 400 | |
| | | | | | 5 634 472 |
| <i>Commission de révision de l'évaluation foncière</i> | | | <i>Commission du droit de l'Ontario</i> | | |
| Traitements et salaires..... | 4 544 199 | | Paiements de transfert | | |
| Avantages sociaux..... | 610 359 | | Commission du | | |
| Transports et communications | 496 175 | | droit de l'Ontario..... | 168 028 | |
| Services | 2 325 650 | | | | 168 028 |
| Fournitures et matériel | 182 710 | | | | |
| | | 8 159 093 | | | |
| | | | <i>Enquêtes Publiques</i> | | |
| <i>Commission des affaires municipales de l'Ontario</i> | | | Traitements et salaires..... | 191 349 | |
| Traitements et salaires..... | 5 800 595 | | Avantages sociaux | 27 795 | |
| Avantages sociaux..... | 761 011 | | Transports et communications | 77 175 | |
| Transports et communications | 574 418 | | Services | 4 698 232 | |
| Services | 226 259 | | Fournitures et matériel | 15 859 | |
| Fournitures et matériel | 45 910 | | | | 5 010 410 |
| | | 7 408 193 | | | |
| | | | | | |
| <i>Commission ontarienne des droits de la personne</i> | | | | | |
| Traitements et salaires..... | 5 398 764 | | | | |
| Avantages sociaux..... | 814 284 | | | | |
| Transports et communications | 195 669 | | | | |
| Services | 549 269 | | | | |
| Fournitures et matériel | 128 768 | | | | |
| | | 7 086 754 | | | |

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 305 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX |
| 1 | 242 407 800 | 7 148 900 | 249 556 700 | Administration de la justice 249 036 493 |
| 2 | 144 272 400 | 3 661 500 | 147 933 900 | Services judiciaires 147 826 991 |
| L | 4 700 000 | | 4 700 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 6 525 162 |
| | <u>391 380 200</u> | <u>10 810 400</u> | <u>402 190 600</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX 403 388 646 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 149 799 400 | (68 488 400) | 81 311 000 | Construction de tribunaux 70 406 368 |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Services aux tribunaux 0 |
| L | 22 000 | | 22 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 257 |
| | <u>149 822 400</u> | <u>(68 488 400)</u> | <u>81 334 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX 70 406 625 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 5 | 311 000 | | 311 000 | Services aux tribunaux – actifs 211 871 |
| | <u>311 000</u> | | <u>311 000</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX 211 871 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

La Division des services aux tribunaux est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services sont répartis en trois catégories : administration des tribunaux; services judiciaires; construction de tribunaux. L'administration des tribunaux et les services judiciaires contribuent à la gestion efficace et efficiente du système de justice. Le volet Construction de tribunaux finance l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure effectuées dans les tribunaux existants afin de mettre en place un système de justice moderne, sûr et accessible.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--|---------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | | \$ |
| 306 | | | | PROGRAMME DES SERVICES | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | AUX VICTIMES | |
| 1 | 56 990 100 | (5 324 600) | 51 665 500 | Gestion des services aux victimes..... | 51 650 004 |
| 2 | 20 439 700 | (413 500) | 20 026 200 | Programme d'aide aux victimes et aux témoins | 20 006 900 |
| 3 | 55 297 400 | (22 595 200) | 32 702 200 | Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels | 28 322 137 |
| | 132 727 200 | (28 333 300) | 104 393 900 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DES SERVICES | |
| | | | | AUX VICTIMES | 99 979 041 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |

Description du programme:

Ce programme offre son soutien aux victimes par l'entremise du système de justice pénale et administre le financement des services d'assistance et de renvoi communautaires. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels et la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels sont deux organismes faisant partie de ce programme.

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES – CRÉDIT 306**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010**

| | \$ | \$ | | \$ |
|---|------------|------------|--|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3) | |
| Gestion des services aux victimes (Poste 1) | | | | |
| Traitements et salaires..... | | 7 059 299 | Traitements et salaires..... | 3 884 072 |
| Avantages sociaux..... | | 957 695 | Avantages sociaux..... | 630 134 |
| Transports et communications..... | | 499 486 | Transports et communications..... | 471 975 |
| Services..... | | 4 115 024 | Services..... | 2 388 237 |
| Fournitures et matériel..... | | 124 809 | Fournitures et matériel..... | 59 449 |
| Paiements de transfert | | | Paiements de transfert | |
| Financement d'urgence | | | Indemnisation des victimes d'actes criminels..... | 20 888 270 |
| aux victimes..... | 1 449 600 | | | ----- |
| Subventions pour les Services | | | | 28 322 137 |
| d'orientation et d'aide | | | | ----- |
| immédiate aux victimes | | | | |
| (y compris le projet de | | | | |
| la stratégie pour le Nord)..... | 8 958 200 | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| Subventions pour les Programmes | | | POUR LE PROGRAMME DES | |
| d'intervention auprès des | | | SERVICES AUX VICTIMES | 99 979 041 |
| partenaires violents..... | 10 528 394 | | | ===== |
| Projets spéciaux d'aide | | | | |
| aux victimes..... | 1 110 603 | | | |
| Subventions pour les | | | | |
| initiatives de lutte contre | | | | |
| l'agression sexuelle..... | 12 993 294 | | | |
| Programme des enfants témoins..... | 1 320 000 | | | |
| Support Link..... | 676 200 | | | |
| Programme de subventions | | | | |
| aux communautés..... | 1 557 400 | | | |
| Services juridiques spécialisés | | | | |
| – Barbra Schlifer Clinic..... | 300 000 | | | |
| | ----- | 38 893 691 | | |
| | | ----- | | |
| | | 51 650 004 | | |
| | | ----- | | |
| Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2) | | | | |
| Traitements et salaires..... | | 15 304 094 | | |
| Avantages sociaux..... | | 2 541 403 | | |
| Transports et communications..... | | 766 252 | | |
| Services..... | | 1 109 772 | | |
| Fournitures et matériel..... | | 285 379 | | |
| | | ----- | | |
| | | 20 006 900 | | |
| | | ----- | | |

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|--------------------|--------------------|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Aide juridique – Criminel | 52 324 795 | 50 012 092 |
| Gouvernement du Canada – Fonds de soutien des familles | 4 115 457 | 4 115 428 |
| <i>Loi sur les contraventions</i> fédérale | 1 600 000 | 1 546 348 |
| Travailleurs judiciaires autochtones..... | 1 039 596 | 1 039 598 |
| Langue française..... | 255 000 | 281 596 |
| Autres | 97 779 | 101 183 |
| | ----- | ----- |
| | 59 432 627 | 57 096 245 |
| | ----- | ----- |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Tuteur et curateur public de l'Ontario..... | 29 404 600 | 23 387 945 |
| Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la <i>Loi sur les infractions provinciales</i> | 16 760 078 | 18 858 908 |
| Avocat des enfants | 154 785 | 112 301 |
| | ----- | ----- |
| | 46 319 463 | 42 359 154 |
| | ----- | ----- |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Registres locaux..... | 57 015 707 | 55 123 202 |
| Frais judiciaires..... | 11 772 990 | 12 148 475 |
| Procédure/Recherche/Shérifs | 11 178 019 | 9 816 350 |
| Commission de révision de l'évaluation foncière (droits) | 3 267 516 | 2 215 429 |
| Droits à payer pour la Commission des affaires municipales de l'Ontario | 209 921 | 237 416 |
| Frais pour chèques refusés | 13 579 | 19 312 |
| Autres | 9 154 | 7 164 |
| | ----- | ----- |
| | 83 466 886 | 79 567 348 |
| | ----- | ----- |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | |
| Amendes provinciales/coûts/frais d'administration | 35 009 823 | 36 560 649 |
| Cautionnement certifié confisqué/Cautionnement non réglé/Restitution | 801 074 | 647 978 |
| Amendes – Paiements en trop..... | 19 750 | 64 036 |
| | ----- | ----- |
| | 35 830 647 | 37 272 663 |
| | ----- | ----- |
| VENTES ET LOCATIONS..... | 513 286 | 543 155 |
| | ----- | ----- |
| RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 18 946 850 | 20 471 632 |
| | ----- | ----- |
| DIVERS | | |
| Fonds d'aide aux victimes | 47 873 900 | 46 763 100 |
| Division du droit criminel – Règlements | 17 877 770 | 46 666 881 |
| Tuteur et curateur public – Biens en déshérence..... | 10 664 685 | 1 244 126 |
| Confiscations – Produits de la criminalité | 562 477 | 710 281 |
| CRIA – <i>Loi sur les recours civils</i> | 2 977 551 | 678 091 |
| Autres | 1 198 754 | 1 403 308 |
| | ----- | ----- |
| | 81 155 137 | 97 465 787 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 325 664 896 | 334 775 984 |
| | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|-------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-222 |
| PROMOTION DE LA SANTÉ | 2-223 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-224 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-226 |

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|--------------------|--------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 387 549 495 | Promotion de la santé | 396 233 314 | 388 188 432 |
| <u>387 549 495</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>396 233 314</u> | <u>388 188 432</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 500 000 | Promotion de la santé | 500 000 | 500 000 |
| <u>500 000</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>500 000</u> | <u>500 000</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 2 800 545 | Promotion de la santé | 107 702 800 | 56 749 296 |
| <u>2 800 545</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>107 702 800</u> | <u>56 749 296</u> |
| ===== | | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 4201 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ |
| 1 | 10 610 900 | | 10 610 900 | Administration du ministère 9 920 192 |
| 2 | 382 558 400 | 3 000 000 | 385 558 400 | Programmes de promotion de la santé 378 202 272 |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301 |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667 |
| | 393 233 314 | 3 000 000 | 396 233 314 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ 388 188 432 |
| | 393 233 314 | 3 000 000 | 396 233 314 | 388 188 432 |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 4 | 500 000 | | 500 000 | Promotion de la santé – Actif de fonctionnement 500 000 |
| | 500 000 | | 500 000 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ 500 000 |
| | 500 000 | | 500 000 | 500 000 |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 6 500 000 | 101 202 800 | 107 702 800 | Promotion de la santé – immobilisations 56 749 296 |
| | 6 500 000 | 101 202 800 | 107 702 800 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ 56 749 296 |
| | 6 500 000 | 101 202 800 | 107 702 800 | 56 749 296 |

Description du programme :

Le ministère de la Promotion de la santé travaille avec ses partenaires pour exécuter des programmes et services efficaces, axés sur la reddition des comptes, qui contribuent au mieux-être à long terme des Ontariens et Ontariennes. Le ministère offre des outils et des appuis qui font avancer les objectifs gouvernementaux de promotion de la santé par la mise en œuvre des priorités suivantes : Promotion de la santé et du mieux-être; Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances; Nutrition et alimentation saine; Sport, valeur sûre; Soutien aux partenariats pour des communautés en santé.

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ
PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ – CRÉDIT 4201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
|---------------------------------------|-----------|----|---|-------------|-------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | <i>Planification des politiques stratégiques et services ministériels</i> | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | | Traitements et salaires..... | 2 478 690 | |
| Traitements et salaires..... | 5 593 190 | | Avantages sociaux | 277 932 | |
| Avantages sociaux..... | 658 768 | | Transports et communications | 108 423 | |
| Transports et communications | 182 410 | | Services | 2 939 717 | |
| Services | 3 319 195 | | Fournitures et matériel | 126 228 | |
| Fournitures et matériel | 166 629 | | | ----- | 5 930 990 |
| | ----- | | | | ----- |
| | 9 920 192 | | | | |
| | ----- | | | | |
| | | | Crédits législatifs | | |
| <i>Bureau principal</i> | | | Traitement versé au ministre en vertu | | |
| Traitements et salaires..... | 1 206 047 | | de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | | 49 301 |
| Avantages sociaux..... | 130 709 | | Traitement versé à l'adjoint parlementaire | | |
| Transports et communications | 53 363 | | en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | | 16 667 |
| Services | 83 495 | | | | ----- |
| Fournitures et matériel | 20 600 | | | | 65 968 |
| | ----- | | | | ----- |
| | 1 494 214 | | | | |
| | ----- | | | | |
| | | | Programmes de promotion de la santé (Poste 2) | | |
| <i>Services de communication</i> | | | Traitements et salaires..... | 5 945 968 | |
| Traitements et salaires..... | 1 908 453 | | Avantages sociaux | 680 845 | |
| Avantages sociaux..... | 250 127 | | Transports et communications | 545 568 | |
| Transports et communications | 20 624 | | Services | 5 485 332 | |
| Services | 295 983 | | Fournitures et matériel | 87 030 | |
| Fournitures et matériel | 19 801 | | Paievements de transfert | | |
| | ----- | | Stratégie pour les Autochtones | 5 835 785 | |
| | 2 494 988 | | Stratégie de participation | | |
| | ----- | | des jeunes | 16 382 062 | |
| | | | Organismes locaux officiels | | |
| | | | responsable de la santé – | | |
| | | | promotion de la santé | | |
| | | | et du mieux-être | 136 364 036 | |
| | | | Nutrition et alimentation saine..... | 5 215 696 | |
| | | | Prévention des maladies, | | |
| | | | des traumatismes et | | |
| | | | des dépendances..... | 32 078 631 | |
| | | | Organismes locaux officiels | | |
| | | | responsables de la santé – | | |
| | | | prévention des maladies, | | |
| | | | des traumatismes | | |
| | | | et des dépendances..... | 110 983 730 | |
| | | | Sport et perfectionnement | | |
| | | | des athlètes | 34 144 792 | |
| | | | Fonds pour les | | |
| | | | communautés en santé | 14 086 593 | |
| | | | Développement de la capacité | | |
| | | | locale et coordination..... | 10 559 304 | |
| | | | | ----- | 365 650 629 |
| | | | | | ----- |
| | | | | | 378 395 372 |
| | | | Moins : Recouvrements | | 193 100 |
| | | | | | ----- |
| | | | | | 378 202 272 |
| | | | | | ----- |

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|-------------------|------------------|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| RINC Infrastructure Project..... | 20 000 004 | 0 |
| Programme d'infrastructures Canada-Ontario | 72 119 | 736 488 |
| Autre..... | 2 186 630 | 0 |
| | ----- | ----- |
| | 22 258 753 | 736 488 |
| | ----- | ----- |
| | | |
| RECOVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES..... | 5 232 773 | 3 506 352 |
| | ----- | ----- |
| | | |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 27 491 526 | 4 242 840 |
| | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|-------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-228 |
| RECHERCHE ET INNOVATION..... | 2-229 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-231 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-232 |

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|--------------------|--------------------|
| | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 340 686 373 | Recherche et innovation | 302 708 614 | 293 875 422 |
| <u>340 686 373</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>302 708 614</u> | <u>293 875 422</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 0 | Recherche et innovation | 7 848 000 | 0 |
| <u>0</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>7 848 000</u> | <u>0</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 80 553 143 | Recherche et innovation | 90 306 000 | 90 215 501 |
| <u>80 553 143</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>90 306 000</u> | <u>90 215 501</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Recherche et innovation | 1 000 | 0 |
| <u>0</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>1 000</u> | <u>0</u> |
| ===== | | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 4301 | | | | PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 1 | 394 393 600 | (91 800 000) | 302 593 600 | Recherche et innovation 293 847 388 |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 11 367 |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667 |
| L | 51 000 | | 51 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0 |
| | <u>394 508 614</u> | <u>(91 800 000)</u> | <u>302 708 614</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION..... 293 875 422 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 2 | 7 848 000 | | 7 848 000 | Recherche et innovation 0 |
| | <u>7 848 000</u> | | <u>7 848 000</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 111 905 000 | (21 600 000) | 90 305 000 | Recherche et innovation 90 215 501 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0 |
| | <u>111 906 000</u> | <u>(21 600 000)</u> | <u>90 306 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION..... 90 215 501 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Recherche et innovation 0 |
| | <u>1 000</u> | | <u>1 000</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION..... 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Le programme appuie le renforcement de l'Ontario en exécutant la Stratégie d'innovation de l'Ontario, qui établit un programme complet, ciblé et coordonné pour promouvoir la recherche et l'innovation en Ontario; il offre des programmes de recherche, de perfectionnement des compétences, d'expansion commerciale et de commercialisation axés sur les secteurs clés et les possibilités de développement régional; il collabore avec le ministère du Développement économique à l'administration du Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents; il élabore et met en œuvre une stratégie globale de sensibilisation du public et des intervenants afin de promouvoir l'excellence et la réussite dans le domaine de la recherche et de l'innovation dans tout l'Ontario et d'attirer des investissements et des talents de calibre international.

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION
PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 4301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ |
|--|------------|-------------|--|------------|-------------|-------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | <i>Administration du ministère</i> | | | |
| Recherche et innovation (Poste 1) | | | Traitements et salaires..... | 2 949 700 | | |
| Traitements et salaires..... | 11 255 126 | | Avantages sociaux | 303 454 | | |
| Avantages sociaux..... | 1 313 890 | | Transports et communications..... | 140 475 | | |
| Transports et communications..... | 707 038 | | Services | 732 329 | | |
| Services..... | 4 799 216 | | Fournitures et matériel..... | 155 024 | | |
| Fournitures et matériel..... | 363 089 | | | | | 4 280 982 |
| Paiements de transfert | | | | | | ----- |
| Fonds de soutien aux écosystèmes d'affaires..... | 8 165 267 | | <i>Innovation et commercialisation</i> | | | |
| Centre de recherche et d'innovation en bioéconomie..... | 2 730 600 | | Traitements et salaires..... | 4 250 008 | | |
| Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation..... | 72 113 774 | | Avantages sociaux | 412 581 | | |
| Subventions à l'appui de la commercialisation et de l'innovation..... | 1 217 195 | | Transports et communications..... | 163 960 | | |
| Fonds pour les projets pilotes d'innovation..... | 7 823 037 | | Services | 2 612 557 | | |
| Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents – Programme d'investissement dans le secteur biopharmaceutique..... | 3 495 854 | | Fournitures et matériel..... | 106 620 | | |
| Fonds ontariens de financement de la commercialisation..... | 1 867 758 | | Paiements de transfert | | | |
| Fonds de développement des technologies émergentes de l'ontario..... | 9 560 000 | | Fonds de soutien aux écosystèmes d'affaires..... | 8 165 267 | | |
| Institut ontarien de recherche sur le cancer..... | 82 900 416 | | Centre de recherche et d'innovation en bioéconomie..... | 2 730 600 | | |
| Partenariat ontarien de recherche sur la moelle épinière..... | 2 350 000 | | Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation..... | 72 113 774 | | |
| Partenariats et sensibilisation aux sciences et à la technologie..... | 952 685 | | Subventions à l'appui de la commercialisation et de l'innovation..... | 1 217 195 | | |
| Génération de l'innovation sociale..... | 1 263 047 | | Fonds pour les projets pilotes d'innovation..... | 7 823 037 | | |
| Subventions à l'appui des sciences et de la recherche..... | 7 500 | | Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents – Programme d'investissement dans le secteur biopharmaceutique... | 3 495 854 | | |
| Ontario Genomics Institute..... | 5 000 000 | | Fonds ontariens de financement de la commercialisation..... | 1 867 758 | | |
| Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement..... | 3 818 614 | | Fonds de développement des technologies émergentes de l'ontario..... | 9 560 000 | | |
| Fonds pour la recherche en Ontario..... | 55 873 496 | | Institut ontarien de recherche sur le cancer..... | 82 900 416 | | |
| Programmes visant les talents en recherche..... | 17 532 833 | | Partenariat ontarien de recherche sur la moelle épinière..... | 2 350 000 | | |
| | ----- | 276 672 076 | Partenariats et sensibilisation aux sciences et à la technologie..... | 952 685 | | |
| | | ----- | Génération de l'innovation sociale..... | 1 263 047 | | |
| Moins : Recouvrements..... | 1 263 047 | | | ----- | 194 439 633 | |
| | | ----- | | | ----- | |
| | | 293 847 388 | | | 201 985 359 | |
| | | ----- | Moins : Recouvrements..... | 1 263 047 | | |
| | | | | ----- | ----- | 200 722 312 |
| | | | | | | ----- |

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|------------------|----------------|
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | 120 | 229 |
| RECOVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES..... | 2 171 907 | 172 269 |
| DIVERS..... | 6 582 | 285 384 |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 2 178 609 | 457 882 |

MINISTÈRE DU REVENU

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|--|-------------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-234 |
| REVENUS FISCAUX..... | 2-235 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)..... | 2-237,2-238 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-239 |

MINISTÈRE DU REVENU
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|--------------------|----------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 557 418 742 | Revenus fiscaux | 777 217 573 | 1 070 575 299 |
| <u>557 418 742</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>777 217 573</u> | <u>1 070 575 299</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 4 039 913 | Revenus fiscaux | 3 978 000 | 33 367 228 |
| <u>4 039 913</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>3 978 000</u> | <u>33 367 228</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Revenus fiscaux | 147 000 | 0 |
| <u>0</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>147 000</u> | <u>0</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Revenus fiscaux | 16 633 000 | 15 118 060 |
| <u>0</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>16 633 000</u> | <u>15 118 060</u> |
| ===== | | ===== | ===== |

MINISTÈRE DU REVENU
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|---|--------------------|---------------------|--------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 3201 PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 5 | 2 599 700 | 1 013 500 | 3 613 200 | Administration du ministère 2 979 883 |
| 6 | 362 026 700 | (41 708 900) | 320 317 800 | Opérations 301 765 147 |
| 7 | 216 760 400 | (26 769 600) | 189 990 800 | Politiques et partenariats en matière d'administration fiscale 183 881 289 |
| 8 | 120 678 100 | 24 377 200 | 145 055 300 | Programmes de conformité..... 138 199 059 |
| 9 | 3 771 300 | (747 100) | 3 024 200 | Innovation pour l'administration des taxes et des impôts en Ontario..... 2 892 229 |
| L | 0 | | 0 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 37 934 |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 19 759 |
| L | 115 199 100 | | 115 199 100 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 440 799 999 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables relatives à l'impôt foncier provincial, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0 |
| | 821 052 473 | (43 834 900) | 777 217 573 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX 1 070 575 299 |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 2 | 3 975 000 | | 3 975 000 | Actif..... 3 870 030 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Avances, <i>Loi sur l'éducation</i> 21 864 982 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Avances, <i>Loi sur les régies des services publics du Nord</i> 4 570 563 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Avances, <i>Loi sur les régies des routes locales</i> 3 061 653 |
| | 3 978 000 | | 3 978 000 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX 33 367 228 |

MINISTÈRE DU REVENU
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|----------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 3201 | | | | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Revenus fiscaux..... |
| L | 146 000 | | 146 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> |
| | <u>147 000</u> | | <u>147 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR |
| | ===== | ===== | ===== | LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX .. |
| | | | | 0 |
| | | | | ===== |

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

| | | | | | |
|---|-------------------|-------|-------------------|---|-------------------|
| 3 | 16 633 000 | | 16 633 000 | Revenus fiscaux..... | 15 118 060 |
| | <u>16 633 000</u> | | <u>16 633 000</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR | |
| | ===== | ===== | ===== | LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX .. | 15 118 060 |
| | | | | | ===== |

Description du programme :

Le programme des revenus fiscaux est chargé de l'administration des principales lois de l'Ontario régissant l'imposition, les crédits d'impôt et les avantages fiscaux. En ce qui concerne l'imposition, les principales lois provinciales sont la *Loi sur la taxe de vente au détail*, la *Loi sur l'impôt-santé des employeurs* et la *Loi de la taxe sur le tabac*. Les programmes d'avantages fiscaux comprennent le Régime de revenu annuel garanti, le Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants et la Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier. Les incitatifs fiscaux sont notamment les Fonds communautaires de placement dans les petites entreprises et le crédit d'impôt de l'Ontario relatif aux options d'achat d'actions accordées aux employés pour le développement de la recherche.

MINISTÈRE DU REVENU
PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX – CRÉDIT 3201
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ | \$ |
|--|----------------------|---|-------------------|
| Programmes de conformité (Poste 8) | | Crédits législatifs | |
| Traitements et salaires..... | 65 330 029 | Avances et montants récupérables | |
| Avantages sociaux..... | 10 154 488 | Avances, <i>Loi sur l'éducation</i> | 21 864 982 |
| Transports et communications..... | 2 831 700 | Avances, <i>Loi sur les régies des services publics du Nord</i> | 4 570 563 |
| Services..... | 58 195 722 | Avances, <i>Loi sur les régies des routes locales</i> | 3 061 653 |
| Fournitures et matériel..... | 1 687 120 | | |
| | ----- | | |
| | 138 199 059 | | ----- |
| | ----- | | 29 497 198 |
| | | | ----- |
| | | | 29 497 198 |
| | | | ----- |
| Innovation pour l'administration des taxes et des impôts en Ontario (Poste 9) | | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX..... | |
| | | | 33 367 228 |
| | | | ===== |
| Traitements et salaires..... | 5 174 671 | ACTIF D'IMMOBILISATIONS | |
| Avantages sociaux..... | 700 572 | Revenus fiscaux (Poste 3) | |
| Transports et communications..... | 49 213 | Logiciels d'application de gestion..... | 14 532 144 |
| Services..... | 232 910 | Parc automobile et flotte de bateaux..... | 585 916 |
| Fournitures et matériel..... | 22 754 | | |
| | ----- | | |
| | 6 180 120 | | ----- |
| Moins : Recouvrements..... | 3 287 891 | | 15 118 060 |
| | ----- | | ----- |
| | 2 892 229 | | |
| | ----- | | |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX..... | 1 070 575 299 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX..... | 15 118 060 |
| | ===== | | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| Actif (Poste 2) | | | |
| Dépôts et charges payées d'avance | | | |
| Supplément de revenue de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants..... | 3 522 456 | | |
| Régime de revenu annuel garanti.... | 347 574 | | |
| | ----- | | |
| | 3 870 030 | | |
| | ----- | | |
| | 3 870 030 | | |
| | ----- | | |

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|---|-----------------------|-----------------------|
| RECETTES FISCALES | | |
| Taxe de vente au détail | 17 058 720 774 | 17 267 274 056 |
| Impôt sur les sociétés | 5 615 013 330 | 6 748 142 080 |
| Impôt- santé des employeurs | 4 545 076 369 | 4 616 567 891 |
| Taxe sur l'essence..... | 2 336 224 970 | 2 322 953 516 |
| Taxe sur le tabac | 1 083 115 955 | 1 043 538 548 |
| Droits de cession immobilière | 1 005 053 759 | 1 008 365 545 |
| Taxe sur les carburants – <i>Loi 1981</i> | 658 046 576 | 698 002 987 |
| Impôt sur les barrages hydroélectriques..... | 27 989 940 | 32 487 331 |
| Impôt sur les bénéfices miniers..... | 15 862 557 | 72 903 583 |
| Impôt foncier provincial | 9 735 833 | 4 561 069 |
| Taxe sur le pari mutuel | 5 400 685 | 5 636 873 |
| Crédits d'impôt de l'Ontario..... | 170 291 | (1 356 580) |
| Impôt – santé des travailleurs autonomes | 62 364 | 57 195 |
| | ----- | ----- |
| | 32 360 473 403 | 33 819 134 094 |
| | ----- | ----- |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | 2 046 969 | 2 294 276 |
| | ----- | ----- |
| DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS | 619 732 | 626 992 |
| | ----- | ----- |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | 585 089 | 0 |
| | ----- | ----- |
| VENTES ET LOCATIONS | 129 600 | 37 877 |
| | ----- | ----- |
| REDEVANCES | 35 871 343 | 0 |
| | ----- | ----- |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 1 428 939 | 20 627 432 |
| | ----- | ----- |
| DIVERS | | |
| Autre revenu – Oshawa..... | 8 791 | 847 377 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 32 401 163 866 | 33 843 568 048 |
| | ===== | ===== |

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|--|----------------------------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-242 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-243 |
| INFORMATION GÉOGRAPHIQUE | 2-245 |
| GESTION DES RICHESSES NATURELLES | 2-247 |
| SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE | 2-253 |
| INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES..... | 2-255 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-244, 2-250, 2-251, 2-254 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-257 |

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|--------------------|--------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 35 991 935 | Administration du ministère | 37 244 914 | 36 989 540 |
| 36 377 323 | Information géographique | 30 633 000 | 29 079 544 |
| 419 117 280 | Gestion des richesses naturelles | 397 761 600 | 390 851 668 |
| 96 050 483 | Sécurité publique et d'intervention d'urgence | 105 897 400 | 105 821 351 |
| 868 | Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources | 1 000 | 1 000 |
| 587 537 889 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 571 537 914 | 562 743 103 |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 0 | Gestion des richesses naturelles | 341 000 | 340 000 |
| 64 572 | Sécurité publique et d'intervention d'urgence | 70 000 | 67 605 |
| 199 517 | Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources | 360 000 | 132 640 |
| 264 089 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 771 000 | 540 245 |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 61 513 517 | Gestion des richesses naturelles | 66 432 100 | 65 334 889 |
| 0 | Sécurité publique et d'intervention d'urgence | 329 000 | 39 678 |
| 61 513 517 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 66 761 100 | 65 374 567 |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 13 516 856 | Gestion des richesses naturelles | 23 260 900 | 23 260 069 |
| 0 | Sécurité publique et d'intervention d'urgence | 11 304 000 | 11 117 397 |
| 13 516 856 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 34 564 900 | 34 377 466 |

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2101 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| 1 | 33 475 400 | 3 704 500 | 37 179 900 | Administration du ministère 36 923 572 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0 |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301 |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667 |
| | 33 540 414 | 3 704 500 | 37 244 914 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 36 989 540 |

Description du programme:

Le programme d'administration offre son leadership aux secteurs d'activités du ministère sous forme de services et conseils en matière de gestion stratégique, de conseils juridiques, d'élaboration de politiques, de communications et de services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification axée sur les résultats, la gestion et le contrôle financiers et la gestion des ressources humaines.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ | \$ |
|---|------------|---|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | <i>Coordination des politiques et de la planification</i> | |
| Traitements et salaires..... | 17 564 829 | Traitements et salaires..... | 3 385 418 |
| Avantages sociaux..... | 6 614 590 | Avantages sociaux..... | 413 328 |
| Transports et communications..... | 822 056 | Transports et communications..... | 150 830 |
| Services..... | 11 492 728 | Services..... | 350 313 |
| Fournitures et matériel..... | 479 469 | Fournitures et matériel..... | 34 235 |
| | ----- | | ----- |
| | 36 973 672 | | 4 334 124 |
| Moins : Recouvrements..... | 50 100 | | ----- |
| | ----- | <i>Services juridiques</i> | |
| | 36 923 572 | Traitements et salaires..... | 8 541 |
| | ----- | Transports et communications..... | 69 207 |
| <i>Bureau principal</i> | | Services..... | 4 063 463 |
| Traitements et salaires..... | 2 715 853 | Fournitures et matériel..... | 59 835 |
| Avantages sociaux..... | 286 664 | | ----- |
| Transports et communications..... | 139 051 | | 4 201 046 |
| Services..... | 319 090 | | ----- |
| Fournitures et matériel..... | 65 109 | <i>Services de vérification</i> | |
| | ----- | Services..... | 438 203 |
| | 3 525 767 | | ----- |
| Moins : Recouvrements..... | 32 396 | | 438 203 |
| | ----- | | ----- |
| | 3 493 371 | <i>Commission de l'escarpement du Niagara</i> | |
| | ----- | Traitements et salaires..... | 1 690 616 |
| <i>Finances et services opérationnels</i> | | Avantages sociaux..... | 246 202 |
| Traitements et salaires..... | 3 985 359 | Transports et communications..... | 88 485 |
| Avantages sociaux..... | 666 477 | Services..... | 335 869 |
| Transports et communications..... | 183 630 | Fournitures et matériel..... | 58 862 |
| Services..... | 4 804 693 | | ----- |
| Fournitures et matériel..... | 115 209 | | 2 420 034 |
| | ----- | Moins : Recouvrements..... | 15 175 |
| | 9 755 368 | | ----- |
| | ----- | | 2 404 859 |
| <i>Ressources humaines</i> | | | ----- |
| Traitements et salaires..... | 2 369 667 | Crédits législatifs | |
| Avantages sociaux..... | 4 557 135 | Traitement versé au ministre en vertu | |
| Transports et communications..... | 118 772 | de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 49 301 |
| Services..... | 605 507 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en | |
| Fournitures et matériel..... | 81 287 | vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 16 667 |
| | ----- | | ----- |
| | 7 732 368 | | 65 968 |
| | ----- | | ----- |
| <i>Services de communication</i> | | | ----- |
| Traitements et salaires..... | 3 409 375 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| Avantages sociaux..... | 444 784 | POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE... | 36 989 540 |
| Transports et communications..... | 72 081 | | ===== |
| Services..... | 575 590 | | |
| Fournitures et matériel..... | 64 932 | | |
| | ----- | | |
| | 4 566 762 | | |
| Moins : Recouvrements..... | 2 529 | | |
| | ----- | | |
| | 4 564 233 | | |
| | ----- | | |

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2102 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE |
| 1 | 30 172 300 | 459 700 | 30 632 000 | Information géographique 29 079 544 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0 |
| | 30 173 300 | 459 700 | 30 633 000 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE..... 29 079 544 |
| | 30 173 300 | 459 700 | 30 633 000 | 29 079 544 |

Description du programme :

Le Programme d'information géographique fournit une orientation pour la gestion des fonds de renseignements afin d'aider le ministère à atteindre ses objectifs opérationnels. Il fait preuve de leadership au niveau ministériel dans l'élaboration de l'information géographique et son application à la gestion des ressources naturelles et la prise de décisions connexes. Il offre également des renseignements de base sur les terres et une infrastructure permettant d'améliorer le partage de ces données de manière à ce que le gouvernement de l'Ontario mette à profit la valeur stratégique de ses investissements en matière d'information.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE – CRÉDIT 2102

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Information géographique (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 10 703 209 |
| Avantages sociaux..... | 1 528 057 |
| Transports et communications..... | 611 307 |
| Services..... | 18 438 906 |
| Fournitures et matériel..... | 444 083 |
| | ----- |
| | 31 725 562 |
| Moins : Recouvrements..... | 2 646 018 |
| | ----- |
| | 29 079 544 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LE PROGRAMME | |
| D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE..... | 29 079 544 |
| | ===== |

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---|---------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | | \$ |
| 2103 | | | | PROGRAMME DE GESTION DES | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | RICHESSSES NATURELLES | |
| 1 | 409 550 400 | (32 066 600) | 377 483 800 | Gestion des richesses naturelles..... | 372 653 528 |
| 2 | 14 634 300 | 552 500 | 15 186 800 | Parcs Ontario | 15 142 156 |
| L | 5 090 000 | | 5 090 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> | 3 055 984 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> | 0 |
| | 429 275 700 | (31 514 100) | 397 761 600 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DE GESTION | |
| | | | | DES RICHESSES NATURELLES | 390 851 668 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| 5 | 1 000 | 340 000 | 341 000 | Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement..... | 340 000 |
| | 1 000 | 340 000 | 341 000 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) | |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DE GESTION | |
| | | | | DES RICHESSES NATURELLES | 340 000 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2103 | | | | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| | | | | PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES |
| 3 | 64 862 500 | (1 764 700) | 63 097 800 | Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles..... 62 334 168 |
| L | 3 334 300 | | 3 334 300 | Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 3 000 721 |
| | <u>68 196 800</u> | <u>(1 764 700)</u> | <u>66 432 100</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES 65 334 889 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

| | | | | |
|---|-------------------|----------------------|-------------------|---|
| 4 | 24 565 900 | (1 305 000) | 23 260 900 | Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs 23 260 069 |
| | <u>24 565 900</u> | <u>(1 305 000) *</u> | <u>23 260 900</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES 23 260 069 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme:

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, de la pêche et de la faune, des terres de la Couronne et de ses ressources en eau, des parcs et des secteurs protégés de l'Ontario; il veille en outre à la protection et la gestion des attractions naturelles, culturelles et récréatives importantes pour la province.

En 2009-2010, le Programme continuera de concentrer ses efforts sur les enjeux sans précédent auxquels fait face l'industrie forestière et leurs retombées socio-économiques, ainsi que sur l'amélioration de la compétitivité du secteur forestier ontarien.

Le Programme dirige et supervise aussi la gestion des ressources non renouvelables, telles que le pétrole et les agrégats, et les investissements dans l'infrastructure du ministère (c.-à-d. les immobilisations).

* Inclut une ordonnance de 295 000 \$ rendue par le Conseil du Trésor après la fin de l'exercice, autorisée par le Conseil du Trésor le 20 mai 2010 et appliquée rétroactivement à l'exercice 2009-2010 pour les dépenses supplémentaires liées à la capitalisation des intérêts.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ | \$ | |
|---------------------------------------|------------|------------|--|--------------------|
| <i>Gestion des terres et des eaux</i> | | | Crédits législatifs | |
| Traitements et salaires..... | 19 904 045 | | Autres opérations | |
| Avantages sociaux..... | 3 084 909 | | Créances irrécouvrables, | |
| Transports et communications | 925 572 | | Loi sur l'administration financière..... | 3 055 984 |
| Services | 12 264 940 | | | ----- |
| Fournitures et matériel | 1 092 712 | | | 3 055 984 |
| Paiements de transfert | | | | ----- |
| Paiements tenant lieu d'impôt | | | Parcs Ontario (Poste 2) | |
| aux municipalités | 6 759 902 | | Traitements et salaires..... | 43 847 362 |
| Impôts acquittés sur les bien-fonds | | | Avantages sociaux | 5 875 446 |
| provinciaux occupés | | | Transports et communications | 1 739 316 |
| par des locataires..... | 2 210 945 | | Services | 16 700 346 |
| Subventions aux offices de | | | Fournitures et matériel | 13 704 613 |
| protection de la nature – | | | Paiements de transfert | |
| Frais d'administration | 133 300 | | Programme de bourses des | |
| Subventions aux offices de protection | | | partenaires de Parcs Ontario | 20 000 |
| de la nature – Fonctionnement | | | | ----- |
| des programmes | 7 600 000 | | | 81 887 083 |
| Subventions aux offices de protection | | | Moins : Recouvrements | 66 744 927 |
| de la nature – protection des | | | | ----- |
| sources d'eau..... | 12 836 749 | | | 15 142 156 |
| | ----- | | | ----- |
| | 66 813 074 | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| Moins : Recouvrements | 61 665 | | POUR LE PROGRAMME DE GESTION | |
| | ----- | 66 751 409 | DES RICHESSES NATURELLES..... | 390 851 668 |
| | | | | ===== |
| <i>Soutien aux services régionaux</i> | | | | |
| Traitements et salaires..... | 41 476 020 | | ACTIF DE FONCTIONNEMENT | |
| Avantages sociaux..... | 6 633 009 | | Infrastructure pour la gestion des richesses | |
| Transports et communications | 3 198 896 | | naturelles – actif de fonctionnement (Poste 5) | |
| Services | 24 813 567 | | Dépôts et charges payées d'avance..... | 340 000 |
| Fournitures et matériel | 4 308 631 | | | ----- |
| Paiements de transfert | | | | 340 000 |
| Programme du | | | | ----- |
| Grand Nord..... | 1 955 618 | | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) | |
| Expérience Été | 391 457 | | POUR LE PROGRAMME DE GESTION | |
| Rentes et primes versées | | | DES RICHESSES NATURELLES..... | 340 000 |
| aux Indiens en vertu | | | | ===== |
| du Traité numéro 9.... | 101 790 | | | |
| Mise en valeur des ressources | | | | |
| des Premières nations.... | 896 605 | | | |
| | ----- | | | |
| | 3 345 470 | | | |
| | ----- | | | |
| | 83 775 593 | | | |
| Moins : Recouvrements | 1 326 077 | | | |
| | ----- | 82 449 516 | | |

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ |
|--|------------|-------------------|
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | |
| | | |
| Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs (Poste 4) | | |
| | | |
| Terrains..... | 716 805 | |
| Immeubles | 11 697 855 | |
| Parc automobile et flotte de bateaux..... | 9 929 326 | |
| Améliorations locatives..... | 916 083 | |
| | ----- | |
| | | 23 260 069 |
| | | ----- |
| | | |
| <i>Infrastructure de Parcs Ontario - actifs</i> | | |
| | | |
| Terrains..... | 715 805 | |
| Immeubles | 7 604 021 | |
| Parc automobile et flotte de bateaux..... | 93 785 | |
| | ----- | |
| | | 8 413 611 |
| | | ----- |
| | | |
| <i>Infrastructure pour l'aviation et la gestion des feux de forêt - actifs</i> | | |
| | | |
| Immeubles | 2 825 751 | |
| Parc automobile et flotte de bateaux..... | 34 433 | |
| Améliorations locatives..... | 676 133 | |
| | ----- | |
| | | 3 536 317 |
| | | ----- |
| | | |
| <i>Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles - actifs</i> | | |
| | | |
| Terrains..... | 1 000 | |
| Immeubles | 1 268 083 | |
| Parc automobile et flotte de bateaux..... | 9 801 108 | |
| Améliorations locatives..... | 239 950 | |
| | ----- | |
| | | 11 310 141 |
| | | ----- |
| | | |
| TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) | | |
| POUR LE PROGRAMME DE GESTION | | |
| DES RICHESSES NATURELLES | | 23 260 069 |
| | | ===== |

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2104 | | | | PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 1 | 36 775 600 | 954 400 | 37 730 000 | Aviation et lutte contre les feux de forêt..... 37 665 531 |
| 2 | 65 457 400 | 2 700 000 | 68 157 400 | Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies..... 68 155 820 |
| L | 10 000 | | 10 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0 |
| | 102 243 000 | 3 654 400 | 105 897 400 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE 105 821 351 |
| | 102 243 000 | 3 654 400 | 105 897 400 | 105 821 351 |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 3 | 70 000 | | 70 000 | Aviation et la lutte contre les feux de forêt..... 67 605 |
| | 70 000 | | 70 000 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE 67 605 |
| | 70 000 | | 70 000 | 67 605 |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 5 | 1 000 | | 1 000 | Sécurité publique et intervention d'urgence 0 |
| L | 328 000 | | 328 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 39 678 |
| | 329 000 | | 329 000 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE 39 678 |
| | 329 000 | | 329 000 | 39 678 |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 4 | 9 999 000 | 1 305 000 | 11 304 000 | Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence – actifs 11 117 397 |
| | 9 999 000 | 1 305 000 | 11 304 000 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE 11 117 397 |
| | 9 999 000 | 1 305 000 | 11 304 000 | 11 117 397 |

Description du programme :

Le programme de sécurité publique et d'intervention d'urgence administre le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère dont le rôle est d'assurer la protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : incendies de forêt; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (en particulier l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres catastrophes survenant dans la province auxquelles il faut faire face.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE – CRÉDIT 2104
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ |
|--|--|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | ACTIF DE FONCTIONNEMENT |
| Aviation et lutte contre les feux de forêt (Poste 1) | Aviation et la lutte contre les feux de forêt (Poste 3) |
| Traitements et salaires..... 29 614 389 | Dépôts et charges payées d'avance..... 67 605 |
| Avantages sociaux..... 4 390 787 | ----- |
| Transports et communications 2 347 259 | 67 605 |
| Services 17 180 054 | ----- |
| Fournitures et matériel 3 959 587 | |
| ----- | |
| 57 492 076 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR |
| Moins : Recouvrements 19 826 545 | LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE |
| ----- | ET D'INTERVENTION D'URGENCE 67 605 |
| 37 665 531 | ===== |
| ----- | |
| | CHARGES D'IMMOBILISATIONS |
| Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (Poste 2) | Crédits législatifs |
| Traitements et salaires..... 32 850 705 | Autres opérations |
| Avantages sociaux..... 3 685 637 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> .. 39 678 |
| Transports et communications 1 422 957 | ----- |
| Services 32 655 517 | 39 678 |
| Fournitures et matériel 7 312 141 | ----- |
| ----- | |
| 77 926 957 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR |
| Moins : Recouvrements 9 771 137 | LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE |
| ----- | ET D'INTERVENTION D'URGENCE 39 678 |
| 68 155 820 | ===== |
| ----- | |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR | ACTIF D'IMMOBILISATIONS |
| LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE | Infrastructure pour la sécurité publique et |
| ET D'INTERVENTION D'URGENCE 105 821 351 | l'intervention en cas d'urgence – actifs (Poste 4) |
| ===== | |
| | Parc automobile et flotte de bateaux..... 4 555 669 |
| | Avions 6 561 728 |
| | ----- |
| | 11 117 397 |
| | ----- |
| | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR |
| | LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE |
| | ET D'INTERVENTION D'URGENCE 11 117 397 |
| | ===== |

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|--------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2105 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES |
| 1 | 1 000 | | 1 000 | Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources..... 1 000 |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES..... |
| | 1 000 | | 1 000 | 1 000 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

| | | | | |
|---|----------------|-------|----------------|--|
| 2 | 360 000 | | 360 000 | Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources..... 132 640 |
| | | | | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES..... |
| | 360 000 | | 360 000 | 132 640 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme:

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles, Affaires autochtones, Environnement, Agriculture, Alimentation et Affaires rurales et Développement du Nord et Mines. Il est chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION
– GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|-------------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 16 494 651 |
| Avantages sociaux..... | 2 098 669 |
| Transports et communications..... | 1 222 242 |
| Services..... | 42 726 264 |
| Fournitures et matériel..... | 816 046 |
| | ----- |
| | 63 357 872 |
| Moins : Recouvrements..... | 63 356 872 |
| | ----- |
| | 1 000 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES..... | 1 000 ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | |
| Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources (Poste 2) | |
| Dépôts et charges payées d'avance..... | 132 640 |
| | ----- |
| | 132 640 |
| | ----- |
| TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES..... | 132 640 ===== |

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|---|--------------------|--------------------|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Stations radars abandonnées du réseau Mid-Canada | 9 248 000 | 0 |
| Affaires indiennes et Nord canadien – sécurité incendie dans le Grand-Nord..... | 2 142 987 | 2 244 643 |
| Partenaires du millénaire | 553 | 0 |
| Accord sur le bois d'œuvre résineux | 0 | 6 500 822 |
| | ----- | ----- |
| | 11 391 540 | 8 745 465 |
| | ----- | ----- |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES..... | 9 559 375 | 2 181 025 |
| | ----- | ----- |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Agrégats..... | 6 577 627 | 6 669 717 |
| Autres droits, permis et autorisations..... | 534 700 | 497 818 |
| | ----- | ----- |
| | 7 112 327 | 7 167 535 |
| | ----- | ----- |
| AMENDES ET PÉNALITÉS..... | 426 052 | 346 214 |
| | ----- | ----- |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Ventes d'immobilisations | 680 474 | 1 290 477 |
| Autres | 10 427 452 | 10 333 043 |
| | ----- | ----- |
| | 11 107 926 | 11 623 520 |
| | ----- | ----- |
| REDEVANCES | | |
| Énergie hydraulique..... | 137 688 681 | 135 437 357 |
| Droits de la Couronne..... | 16 784 646 | 31 551 046 |
| Ressources pétrolières en mer..... | 4 272 909 | 8 487 706 |
| Agrégats..... | 1 450 321 | 1 310 737 |
| Autres | 4 594 | 1 770 |
| | ----- | ----- |
| | 160 201 151 | 176 788 616 |
| | ----- | ----- |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES..... | 956 874 | 1 430 019 |
| | ----- | ----- |
| DIVERS | | |
| Autres | 464 295 | 600 321 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE..... | 201 219 540 | 208 882 715 |
| | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|--|---------------------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-260 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-261 |
| POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE | 2-265 |
| CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION | 2-267 |
| ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO..... | 2-269 |
| DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE..... | 2-271 |
| RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT..... | 2-273 |
| PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE..... | 2-282 |
| IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ..... | 2-286 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-264, 2-270, 2-285 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-288 |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|-----------------------|-----------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 190 293 038 | Administration du ministère | 187 878 887 | 177 983 890 |
| 719 203 161 | Politiques de santé et de la recherche | 737 654 400 | 724 021 294 |
| 418 902 068 | Cybersanté et de gestion de l'information | 429 658 000 | 422 420 690 |
| 14 619 768 263 | Assurance-santé de l'Ontario | 15 703 868 900 | 15 671 015 964 |
| 654 830 383 | Division de la santé publique | 788 084 200 | 771 783 110 |
| 20 724 627 043 | Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant | 21 678 440 200 | 21 677 848 950 |
| 2 529 917 995 | Programmes provinciaux et intendance | 2 647 826 600 | 2 594 744 584 |
| 39 857 541 951 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 42 173 411 187 | 42 039 818 482 |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 4 500 000 | Politiques de santé et de la recherche | 8 600 000 | 4 633 500 |
| 0 | Assurance-santé de l'Ontario | 3 340 000 | 2 339 103 |
| 0 | Division de la santé publique | 1 000 000 | 1 000 000 |
| 56 523 363 | Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant | 69 523 300 | 69 523 263 |
| 4 399 700 | Programmes provinciaux et intendance | 4 521 300 | 4 521 300 |
| 65 423 063 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 86 984 600 | 82 017 166 |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 2 000 | 0 |
| 0 | Cybersanté et de gestion de l'information | 33 806 000 | 33 702 000 |
| 0 | Programmes provinciaux et intendance | 16 000 | 11 204 |
| 934 636 000 | Immobilisations dans le domaine de la santé | 1 452 118 800 | 1 452 118 800 |
| 934 636 000 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 1 485 942 800 | 1 485 832 004 |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 945 800 | 829 142 |
| 0 | Cybersanté et de gestion de l'information | 4 127 000 | 3 583 155 |
| 0 | Programmes provinciaux et intendance | 210 000 | 209 928 |
| 0 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 5 282 800 | 4 622 225 |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1401 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| 1 | 79 904 500 | 9 724 200 | 89 628 700 | Administration du ministère 87 359 262 |
| 2 | 3 975 400 | 3 345 300 | 7 320 700 | Commission ontarienne d'examen..... 6 802 700 |
| 3 | 83 887 300 | 6 962 000 | 90 849 300 | Systèmes informatiques 83 739 503 |
| L | 0 | | 0 | Service d'approvisionnement, médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0 |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301 |
| L | 32 346 | | 32 346 | Traitements versés aux adjoints parlementaires vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 33 124 |
| | 167 847 387 | 20 031 500 | 187 878 887 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 177 983 890 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Administration du ministère 0 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0 |
| | 2 000 | | 2 000 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|--------------------------------|-------------------|-------------------|----------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1401 | | | | |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| 5 | 1 000 | 944 800 | 945 800 | Administration du ministère 829 142 |
| | | | | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) |
| | 1 000 | 944 800 | 945 800 | POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 829 142 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et des Soins de longue durée pour lui permettre de remplir les exigences de son portefeuille et des cadres de gestion, de reddition des comptes et de contrôle financier du ministère afin d'assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels pour l'exécution efficace des programmes du ministère : planification des activités, du budget et des immobilisations dans le domaine de la santé; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; vérification; approvisionnements, services financiers, gestion des contrats et des registres; Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; ressources humaines stratégiques (y compris la gestion du talent, la planification de l'effectif et les stratégies connexes, la participation et la capacité organisationnelle, la santé, la sécurité et le mieux-être et les relations de travail stratégiques); accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; coordination des soumissions et liaisons avec le Bureau du Conseil des ministres; processus de nominations; gestion de l'information et technologie de l'information; services juridiques; communications et information; Secrétariat des services consultatifs médicaux, qui se charge de l'analyse factuelle et donne des conseils stratégiques sur l'application coordonnée des nouvelles technologies et des nouveaux services de santé pour l'Ontario.

Le programme apporte son soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | | \$ |
|--|--------------------|--|----------------|
| Commission ontarienne d'examen (Poste 2) | | ACTIF D'IMMOBILISATIONS | |
| Traitements et salaires..... | 1 079 334 | Administration du ministère (Poste 5) | |
| Avantages sociaux..... | 145 899 | | |
| Transports et communications..... | 739 239 | | |
| Services..... | 4 783 564 | Matériel de technologie de l'information..... | 829 142 |
| Fournitures et matériel..... | 54 664 | | ----- |
| | ----- | | 829 142 |
| | 6 802 700 | | ----- |
| | ----- | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) | |
| | | POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 829 142 |
| | | | ===== |
| Systèmes informatiques (Poste 3) | | | |
| Traitements et salaires..... | 47 132 578 | | |
| Avantages sociaux..... | 6 273 731 | | |
| Transports et communications..... | 7 917 604 | | |
| Services..... | 23 094 065 | | |
| Fournitures et matériel..... | 3 883 131 | | |
| | ----- | | |
| | 88 301 109 | | |
| Moins : Recouvrements..... | 4 561 606 | | |
| | ----- | | |
| | 83 739 503 | | |
| | ----- | | |
| Crédits législatifs | | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 49 301 | | |
| Traitements versés aux adjoints parlementaires vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 33 124 | | |
| | ----- | | |
| | 82 425 | | |
| | ----- | | |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | | |
| POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 177 983 890 | | |
| | ===== | | |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1402 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE |
| 1 | 759 440 300 | (21 785 900) | 737 654 400 | Politiques de santé et recherche 724 021 294 |
| | ----- | ----- | ----- | |
| | 759 440 300 | (21 785 900) | 737 654 400 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE 724 021 294 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 2 | 8 600 000 | | 8 600 000 | Politiques de santé et recherche 4 633 500 |
| | ----- | ----- | ----- | |
| | 8 600 000 | | 8 600 000 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE 4 633 500 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme:

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les politiques stratégiques et celles relatives aux programmes afin d'offrir des orientations stratégiques à l'appui du système de santé de l'Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir la législation et les politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques et de sélectionner et de gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives du ministère pour faire avancer les objectifs liés au système de santé et aux ressources humaines s'y rattachant. Elle permet également de soutenir et surveiller les investissements et la planification en matière de recherche dans le domaine de la santé. Ce travail comprend les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice et à la formation des fournisseurs de soins de santé. La réglementation des professionnels de la santé est une activité connexe.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles | |
|----------------------------------|--------------------|----------------------|--------------------|---|--------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| 1403 | | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION | |
| 1 | 497 527 500 | (67 869 500) | 429 658 000 | Cybersanté et gestion de l'information..... | 422 420 690 |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION | 422 420 690 |
| | 497 527 500 | (67 869 500) | 429 658 000 | | 422 420 690 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | | |
| 2 | 272 771 200 | (239 068 200) | 33 703 000 | Cybersanté et gestion de l'information..... | 33 702 000 |
| L | 103 000 | | 103 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... | 0 |
| | | | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION | 33 702 000 |
| | 272 874 200 | (239 068 200) | 33 806 000 | | 33 702 000 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | | |
| 3 | 4 127 000 | | 4 127 000 | Cybersanté et gestion de l'information..... | 3 583 155 |
| | | | | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION | 3 583 155 |
| | 4 127 000 | | 4 127 000 | | 3 583 155 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |

Description du programme :

Le programme de cybersanté garantit que l'information et la technologie de l'information sont utilisées de manière à améliorer et à moderniser le système de santé ontarien et à améliorer la qualité des services de santé et l'accès à ces services. Le programme de gestion de l'information sur le système de santé fournit de l'information relative à la santé qui permet de prendre des décisions fondées sur des preuves à l'appui d'un système de santé durable en Ontario. En 2008, le gouvernement a annoncé l'établissement de Cybersanté Ontario, un organisme opérationnel qui intègre le leadership et les fonctions de l'Agence des systèmes intelligents pour la santé et l'exécution des programmes de cybersanté. Cybersanté Ontario offre l'infrastructure d'information nécessaire à la transmission et l'échange électroniques sécuritaires de renseignements personnels entre les fournisseurs de soins de l'Ontario, et appuie les initiatives de cybersanté du ministère.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1403
 Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ |
|--|-------------|--------------------|--|------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | ACTIF D'IMMOBILISATIONS | |
| Cybersanté et gestion de l'information (Poste 1) | | | Cybersanté et gestion de l'information (Poste 3) | |
| Traitements et salaires..... | | 16 847 887 | Logiciels d'application de gestion | 3 583 155 |
| Avantages sociaux..... | | 2 070 113 | | ----- |
| Transports et communications | | 506 959 | | 3 583 155 |
| Services | | 15 169 144 | | ----- |
| Fournitures et matériel | | 339 282 | | |
| Paiements de transfert | | | | |
| Cybersanté Ontario | 317 946 920 | | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) | |
| Programmes de technologie | | | POUR LE PROGRAMME DE CYBERSANTÉ | |
| de l'information..... | 46 980 641 | | ET DE GESTION DE L'INFORMATION..... | 3 583 155 |
| Gestion de l'information sur | | | | ===== |
| le système de santé..... | 22 559 744 | | | |
| | ----- | 387 487 305 | | |
| | | ----- | | |
| | | 422 420 690 | | |
| | | ----- | | |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | | | |
| POUR LE PROGRAMME DE CYBERSANTÉ | | | | |
| ET DE GESTION DE L'INFORMATION..... | | 422 420 690 | | |
| | | ===== | | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| Cybersanté et gestion de l'information (Poste 2) | | | | |
| Paiements de transfert | | | | |
| Cybersanté Ontario – immobilisations | | 33 702 000 | | |
| | | ----- | | |
| | | 33 702 000 | | |
| | | ----- | | |
| TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) | | | | |
| POUR LE PROGRAMME DE CYBERSANTÉ | | | | |
| ET DE GESTION DE L'INFORMATION..... | | 33 702 000 | | |
| | | ===== | | |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1405 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO |
| 1 | 11 708 595 600 | (5 930 000) | 11 702 665 600 | Assurance-santé de l'Ontario..... |
| 2 | 3 398 583 400 | 251 997 100 | 3 650 580 500 | Programmes de médicaments |
| 4 | 397 867 600 | (47 333 800) | 350 533 800 | Programme d'appareils et accessoires fonctionnels |
| L | 89 000 | | 89 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO..... |
| | 15 505 135 600 | 198 733 300 | 15 703 868 900 | 15 671 015 964 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 5 | 1 550 000 | 1 790 000 | 3 340 000 | Programme d'assurance-santé de l'Ontario |
| | | | | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO..... |
| | 1 550 000 | 1 790 000 * | 3 340 000 | 2 339 103 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme:

Le programme d'assurance-santé de l'Ontario administre des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé; la rémunération des médecins; la rémunération des autres praticiens; le remboursement des services hors province ou hors pays; les établissements de soins autonomes; les services de sages-femmes; le dépistage du cancer colorectal; les programmes de médicaments; les laboratoires communautaires; les appareils et accessoires fonctionnels; l'intégrité des règlements; la protection contre la fraude liée aux services de santé.

En Ontario, les soins sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux hôpitaux, en passant par Télésanté Ontario et le Service téléphonique d'aide médicale (STAM), où des conseils permettant le triage et des renseignements sur la santé sont offerts par du personnel infirmier autorisé. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies et le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales offrent divers services de soutien intégrés permettant aux collectivités des régions rurales et du Nord d'obtenir les soins dont elles ont besoin. En matière de prévention des maladies, la priorité est accordée à l'amélioration de la santé et des soins de santé pour les Ontariens et les Ontariennes qui ont le diabète et ceux qui ont un risque élevé de diabète.

* Inclut une ordonnance de 1 790 000 \$ rendue par le Conseil du Trésor après la fin de l'exercice, autorisée par le Conseil du Trésor le 15 juillet 2010 et appliquée rétroactivement à l'exercice 2009-2010 pour des avances et des montants recouvrables liés à des services et pour des soins dispensés par des médecins et des praticiens.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|-----------------------|-------------------|-------------------|-------|---------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |

1406
CHARGES DE FONCTIONNEMENT
DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE

| | | | | | |
|---|----------------------|----------------------|--------------------|--|--------------------|
| 4 | 1 402 331 000 | (614 246 800) | 788 084 200 | Santé publique | 771 783 110 |
| | <u>1 402 331 000</u> | <u>(614 246 800)</u> | <u>788 084 200</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | <u>771 783 110</u> |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LA DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ... | ===== |

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

| | | | | | |
|---|------------------|--|------------------|---|------------------|
| 6 | 1 000 000 | | 1 000 000 | Santé publique | 1 000 000 |
| | <u>1 000 000</u> | | <u>1 000 000</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR | <u>1 000 000</u> |
| | ===== | | ===== | LA DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE | ===== |

Description du programme :

L'objectif du programme de santé publique est de protéger et d'améliorer la santé et de prévenir l'apparition des maladies et le décès prématuré des Ontariens et Ontariennes à toutes les étapes de la vie. Ce programme illustre la stratégie du ministère d'axer les ressources en santé sur les activités de prévention. Le programme de santé publique établit les normes et protocoles et finance les conseils de santé de l'Ontario. Il comprend le Bureau du médecin hygiéniste en chef, qui a des pouvoirs indépendants et doit présenter son rapport annuel sur la santé publique à l'Assemblée législative de l'Ontario. Dans ce contexte, le mandat de la santé publique englobe toutes les maladies infectieuses, les maladies chroniques et la prévention des blessures, la santé et le développement des enfants ainsi que la santé familiale, communautaire et environnementale – l'accent est mis à tous ces égards sur les déterminants clés de la santé et de la maladie. La nouvelle Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé soutiendra la santé publique aux échelons provincial et local. Le programme assume par ailleurs le leadership dans la planification et l'intervention face aux situations d'urgence liées d'une façon ou d'une autre à la santé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ |
|--|-------------|--------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | |
| Santé publique (Poste 4) | | |
| Traitements et salaires..... | | 14 124 034 |
| Avantages sociaux..... | | 1 961 381 |
| Transports et communications | | 1 900 552 |
| Services | | 25 575 748 |
| Fournitures et matériel | | 13 482 952 |
| Paiements de transfert | | |
| Organismes de santé | | |
| locaux officiels..... | 308 719 596 | |
| Épidémies..... | 202 310 526 | |
| Prévention de la tuberculose | 5 463 657 | |
| Lutte contre les maladies | | |
| transmissibles sexuellement.... | 1 386 055 | |
| Association pour la | | |
| santé publique..... | 325 385 | |
| Prévention des infections | 18 341 245 | |
| Programme ontarien de | | |
| dépistage du cancer du sein.... | 56 066 461 | |
| Agence ontarienne de protection | | |
| et de promotion de la santé | 122 125 518 | |
| | ----- | 714 738 443 |
| | | ----- |
| | | 771 783 110 |
| | | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | |
| POUR LA DIVISION DE | | |
| LA SANTÉ PUBLIQUE..... | | 771 783 110 |
| | | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | |
| Santé publique (Poste 6) | | |
| Avances et montants récupérables | | |
| Organismes locaux officiels | | |
| responsables de la santé | | 1 000 000 |
| | | ----- |
| | | 1 000 000 |
| | | ----- |
| TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) | | |
| POUR LA DIVISION DE | | |
| LA SANTÉ PUBLIQUE..... | | 1 000 000 |
| | | ===== |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1411 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT |
| | | | | Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant |
| 1 | 20 917 672 700 | 760 767 500 | 21 678 440 200 | 21 677 848 950 |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT ... |
| | 20 917 672 700 | 760 767 500 | 21 678 440 200 | 21 677 848 950 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant |
| 2 | 69 523 300 | | 69 523 300 | 69 523 263 |
| | | | | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT... |
| | 69 523 300 | | 69 523 300 | 69 523 263 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme:

En tant que protecteur de l'intégrité et de la viabilité à long terme du système de soins de santé de l'Ontario, le ministère collabore avec 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) afin de promouvoir un système de soins de santé intégré, coordonné, axé sur les patients et inspiré par des valeurs. Le ministère se charge de l'orientation et des conseils stratégiques et les RLISS sont responsables de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé dans leurs systèmes de santé locaux. Les RLISS exercent leurs pouvoirs en vertu de la *Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local*. Des responsabilités supplémentaires et des attentes en matière de rendement sont définies dans le protocole d'entente et l'entente de responsabilité conclus avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Ces réseaux ont la souplesse nécessaire pour répondre aux priorités et aux besoins locaux uniques en matière de santé par la gestion des services offerts par les hôpitaux publics, les hôpitaux psychiatriques spécialisés, les centres d'accès aux soins communautaires, les foyers de soins de longue durée, les centres de santé communautaire, les services communautaires de soutien, les services aux victimes de traumatismes crâniens, les logements avec services de soutien et les organismes de toxicomanie et de santé mentale. Associé aux RLISS, le ministère veille à la prestation d'un système de santé accessible, sensible aux besoins de la collectivité et de haute qualité pour toute la population ontarienne.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ | \$ |
|--|----------------|--|---------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | <i>Sud-Ouest</i> | |
| Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 1) | | Paiements de transfert | |
| Paiements de transfert | | Fonctionnement des hôpitaux ... | 1 469 302 941 |
| Érié St-Clair | 954 319 937 | Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics | 451 650 |
| Sud-Ouest | 1 990 075 613 | Foyers de soins de longue durée | 244 890 348 |
| Waterloo Wellington | 874 496 856 | Centres d'accès aux soins communautaires | 161 999 437 |
| Hamilton Niagara | | Services communautaires de soutien | 25 505 156 |
| Haldimand Brant | 2 498 626 842 | Logement avec services de soutien | 15 897 028 |
| Centre-Ouest | 730 947 800 | Centres de santé communautaire | 8 604 810 |
| Mississauga Halton | 1 144 292 915 | Services communautaires de santé mentale | 46 053 992 |
| Centre-Toronto | 4 188 516 902 | Programme de lutte contre les dépendances | 7 338 811 |
| Centre | 1 668 958 827 | Traumatismes crâniens | 3 884 042 |
| Centre-Est | 1 924 928 889 | RLISS – Fonctionnement | 6 147 398 |
| Sud-Est | 963 078 607 | | |
| Champlain | 2 238 015 871 | | |
| Simcoe-Nord Muskoka | 697 903 607 | | |
| Nord-Est | 1 236 020 140 | | |
| Nord-Ouest | 567 666 144 | | |
| | 21 677 848 950 | | 1 990 075 613 |
| | 21 677 848 950 | | |
| | | | |
| <i>Érié St. Clair</i> | | <i>Waterloo Wellington</i> | |
| Paiements de transfert | | Paiements de transfert | |
| Fonctionnement des hôpitaux ... | 611 770 922 | Fonctionnement des hôpitaux ... | 534 634 811 |
| Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics | 163 650 | Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics | 159 225 |
| Foyers de soins de longue durée | 158 636 834 | Foyers de soins de longue durée | 138 042 468 |
| Centres d'accès aux soins communautaires | 105 072 464 | Centres d'accès aux soins communautaires | 94 145 760 |
| Services communautaires de soutien | 14 488 506 | Services communautaires de soutien | 13 917 033 |
| Logement avec services de soutien | 5 263 539 | Logement avec services de soutien | 6 173 898 |
| Centres de santé communautaire | 17 588 178 | Centres de santé communautaire | 14 936 742 |
| Services communautaires de santé mentale | 27 006 998 | Services communautaires de santé mentale | 26 905 260 |
| Programme de lutte contre les dépendances | 7 776 642 | Programme de lutte contre les dépendances | 8 443 438 |
| Traumatismes crâniens | 1 247 631 | Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés | 29 908 500 |
| RLISS – Fonctionnement | 5 304 573 | Traumatismes crâniens | 1 415 102 |
| | 954 319 937 | RLISS – Fonctionnement | 5 814 619 |
| | | | 874 496 856 |
| | | | |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
|--|---------------|---------------|---|---------------|---------------|
| <i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i> | | | <i>Mississauga Halton</i> | | |
| Paiements de transfert | | | Paiements de transfert | | |
| Fonctionnement des hôpitaux ... | 1 722 984 565 | | Fonctionnement des hôpitaux ... | 786 586 383 | |
| Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics | 462 075 | | Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics | 149 100 | |
| Foyers de soins de longue durée | 396 752 189 | | Foyers de soins de longue durée | 161 761 590 | |
| Centres d'accès aux soins communautaires | 228 780 891 | | Centres d'accès aux soins communautaires | 115 737 922 | |
| Services communautaires de soutien | 39 376 097 | | Services communautaires de soutien | 20 988 070 | |
| Logement avec services de soutien | 24 345 509 | | Logement avec services de soutien | 21 510 724 | |
| Centres de santé communautaire | 16 255 575 | | Services communautaires de santé mentale | 23 163 937 | |
| Services communautaires de santé mentale | 44 836 925 | | Programme de lutte contre les dépendances | 4 117 360 | |
| Programme de lutte contre les dépendances | 12 480 397 | | Traumatismes crâniens | 5 007 436 | |
| Traumatismes crâniens | 6 086 497 | | RLISS – Fonctionnement | 5 270 393 | |
| RLISS – Fonctionnement | 6 266 122 | | | | 1 144 292 915 |
| | ----- | 2 498 626 842 | | ----- | ----- |
| | | ----- | <i>Centre-Toronto</i> | | |
| <i>Centre-Ouest</i> | | | Paiements de transfert | | |
| Paiements de transfert | | | Fonctionnement des hôpitaux ... | 3 271 289 725 | |
| Fonctionnement des hôpitaux ... | 465 168 381 | | Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics | 736 800 | |
| Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics | 99 450 | | Foyers de soins de longue durée | 232 166 219 | |
| Foyers de soins de longue durée | 135 777 603 | | Centres d'accès aux soins communautaires | 184 045 157 | |
| Centres d'accès aux soins communautaires | 77 395 209 | | Services communautaires de soutien | 40 940 829 | |
| Services communautaires de soutien | 6 465 070 | | Logement avec services de soutien | 41 943 112 | |
| Logement avec services de soutien | 4 832 456 | | Centres de santé communautaire | 71 436 465 | |
| Centres de santé communautaire | 5 655 261 | | Services communautaires de santé mentale | 87 818 272 | |
| Services communautaires de santé mentale | 26 653 431 | | Programme de lutte contre les dépendances | 22 415 252 | |
| Programme de lutte contre les dépendances | 3 387 961 | | Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés | 226 634 560 | |
| RLISS – Fonctionnement | 157 500 | | Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques | 44 550 | |
| e-santé | 5 355 478 | | Traumatismes crâniens | 1 563 435 | |
| | ----- | 730 947 800 | RLISS – Fonctionnement | 7 482 526 | |
| | | ----- | | ----- | 4 188 516 902 |
| | | ----- | | ----- | ----- |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
|---|---------------|---------------|---|---------------|---------------|
| <i>Centre</i> | | | <i>Sud-Est</i> | | |
| Paiements de transfert | | | Paiements de transfert | | |
| Fonctionnement des hôpitaux ... | 1 047 135 910 | | Fonctionnement des hôpitaux ... | 639 309 926 | |
| Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics | 224 925 | | Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics | 190 725 | |
| Foyers de soins de longue durée | 280 025 433 | | Foyers de soins de longue durée | 148 011 404 | |
| Centres d'accès aux soins communautaires | 202 971 065 | | Centres d'accès aux soins communautaires | 92 681 081 | |
| Services communautaires de soutien | 36 628 352 | | Services communautaires de soutien | 19 804 853 | |
| Logement avec services de soutien | 19 332 492 | | Logement avec services de soutien | 1 975 664 | |
| Centres de santé communautaire | 7 050 687 | | Centres de santé communautaire | 14 739 619 | |
| Services communautaires de santé mentale | 56 718 553 | | Services communautaires de santé mentale | 31 086 731 | |
| Programme de lutte contre les dépendances | 4 389 863 | | Programme de lutte contre les dépendances | 6 082 121 | |
| Traumatismes crâniens | 8 881 125 | | Traumatismes crâniens | 3 445 514 | |
| RLISS – Fonctionnement | 5 600 422 | | RLISS – Fonctionnement | 5 750 969 | |
| | ----- | 1 668 958 827 | | ----- | 963 078 607 |
| | | ----- | | | ----- |
| <i>Centre-Est</i> | | | <i>Champlain</i> | | |
| Paiements de transfert | | | Paiements de transfert | | |
| Fonctionnement des hôpitaux ... | 1 120 715 267 | | Fonctionnement des hôpitaux ... | 1 509 412 764 | |
| Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics | 294 975 | | Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics | 355 650 | |
| Foyers de soins de longue durée | 368 296 047 | | Foyers de soins de longue durée | 265 858 963 | |
| Centres d'accès aux soins communautaires | 208 666 153 | | Centres d'accès aux soins communautaires | 180 343 754 | |
| Services communautaires de soutien | 28 341 071 | | Services communautaires de soutien | 30 853 727 | |
| Logement avec services de soutien | 13 024 039 | | Logement avec services de soutien | 6 394 410 | |
| Centres de santé communautaire | 19 882 581 | | Centres de santé communautaire | 44 538 117 | |
| Services communautaires de santé mentale | 44 316 394 | | Services communautaires de santé mentale | 58 957 405 | |
| Programme de lutte contre les dépendances | 8 586 183 | | Programme de lutte contre les dépendances | 16 023 502 | |
| Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés | 105 364 900 | | Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés | 117 139 333 | |
| Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques | 24 000 | | Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques | 28 425 | |
| Traumatismes crâniens | 1 245 349 | | Traumatismes crâniens | 1 666 487 | |
| RLISS – Fonctionnement | 6 171 930 | | RLISS – Fonctionnement | 6 443 334 | |
| | ----- | 1 924 928 889 | | ----- | 2 238 015 871 |
| | | ----- | | | ----- |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
|---|-------------|---------------|--|-------------|-------------|
| <i>Simcoe-Nord Muskoka</i> | | | <i>Nord-Ouest</i> | | |
| Paiements de transfert | | | Paiements de transfert | | |
| Fonctionnement des hôpitaux ... | 363 601 898 | | Fonctionnement des hôpitaux ... | 396 299 534 | |
| Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics | 77 625 | | Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics | 104 250 | |
| Foyers de soins de longue durée | 109 916 858 | | Foyers de soins de longue durée | 61 088 950 | |
| Centres d'accès aux soins communautaires | 69 603 623 | | Centres d'accès aux soins communautaires | 37 634 636 | |
| Services communautaires de soutien | 10 783 815 | | Services communautaires de soutien | 12 175 365 | |
| Logement avec services de soutien | 5 387 534 | | Logement avec services de soutien | 5 210 689 | |
| Centres de santé communautaire | 4 193 677 | | Centres de santé communautaire | 7 054 935 | |
| Services communautaires de santé mentale | 21 614 758 | | Services communautaires de santé mentale | 28 977 269 | |
| Programme de lutte contre les dépendances | 3 503 408 | | Programme de lutte contre les dépendances | 11 727 682 | |
| Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés | 102 858 897 | | Traumatismes crâniens | 1 197 325 | |
| Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques | 23 400 | | RLISS – Fonctionnement | 6 195 509 | |
| Traumatismes crâniens | 939 559 | | | | |
| RLISS – Fonctionnement | 5 398 555 | | | | |
| | | 697 903 607 | | | 567 666 144 |
| | | | | | |
| <i>Nord-Est</i> | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | |
| Paiements de transfert | | | POUR LE PROGRAMME DES RÉSEAUX | | |
| Fonctionnement des hôpitaux ... | 780 311 919 | | LOCAUX D'INTÉGRATION DES | | |
| Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics | 254 475 | | SERVICES DE SANTÉ ET | | |
| Foyers de soins de longue durée | 176 384 058 | | FOURNISSEURS DE SERVICES | | |
| Centres d'accès aux soins communautaires | 100 517 513 | | DE SANTÉ S'Y RATTACHANT | | |
| Services communautaires de soutien | 23 017 756 | | 21 677 848 950 | | |
| Logement avec services de soutien | 9 868 482 | | ===== | | |
| Centres de santé communautaire | 13 926 735 | | | | |
| Services communautaires de santé mentale | 47 185 591 | | | | |
| Programme de lutte contre les dépendances | 19 576 342 | | | | |
| Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés | 56 946 864 | | | | |
| Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques | 15 150 | | | | |
| Traumatismes crâniens | 1 731 873 | | | | |
| RLISS – Fonctionnement | 6 283 382 | | | | |
| | | 1 236 020 140 | | | |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
|---|-----------|-----------|---|-----------|------------|
| <i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i> | | | <i>Mississauga Halton</i> | | |
| Paiements de transfert | | | Paiements de transfert | | |
| Fonctionnement des hôpitaux ... | 2 839 000 | | Fonctionnement des hôpitaux ... | 1 274 100 | |
| Foyers de soins de longue durée | 2 759 963 | | Foyers de soins de longue durée | 1 200 000 | |
| Centres d'accès aux soins communautaires | 597 400 | | Centres d'accès aux soins communautaires | 300 000 | |
| Services communautaires de soutien | 344 000 | | Services communautaires de soutien | 218 000 | |
| Logement avec services de soutien | 105 900 | | Logement avec services de soutien | 74 600 | |
| Centres de santé communautaire | 146 000 | | Services communautaires de santé mentale | 500 800 | |
| Services communautaires de santé mentale | 985 500 | | Programme de lutte contre les dépendances | 25 800 | |
| Programme de lutte contre les dépendances | 75 700 | | Traumatismes crâniens | 28 500 | |
| Traumatismes crâniens | 45 500 | | | | 3 621 800 |
| | ----- | 7 898 963 | | ----- | ----- |
| | | ----- | | | |
| <i>Centre-Ouest</i> | | | <i>Centre-Toronto</i> | | |
| Paiements de transfert | | | Paiements de transfert | | |
| Fonctionnement des hôpitaux ... | 616 800 | | Fonctionnement des hôpitaux ... | 5 487 900 | |
| Foyers de soins de longue durée | 1 000 000 | | Foyers de soins de longue durée | 1 740 000 | |
| Centres d'accès aux soins communautaires | 198 000 | | Centres d'accès aux soins communautaires | 468 000 | |
| Services communautaires de soutien | 46 200 | | Services communautaires de soutien | 409 200 | |
| Logement avec services de soutien | 22 200 | | Logement avec services de soutien | 173 800 | |
| Centres de santé communautaire | 40 500 | | Centres de santé communautaire | 1 061 400 | |
| Services communautaires de santé mentale | 594 800 | | Services communautaires de santé mentale | 1 945 400 | |
| Programme de lutte contre les dépendances | 11 300 | | Programme de lutte contre les dépendances | 138 400 | |
| | ----- | 2 529 800 | Traumatismes crâniens | 10 800 | |
| | | ----- | | ----- | 11 434 900 |
| | | | | | ----- |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
|--|-----------|-----------|--|-----------|-----------|
| <i>Centre</i> | | | <i>Sud-Est</i> | | |
| Paiements de transfert | | | Paiements de transfert | | |
| Fonctionnement des hôpitaux ... | 1 675 800 | | Fonctionnement des hôpitaux ... | 1 040 500 | |
| Foyers de soins de longue durée | 2 001 000 | | Foyers de soins de longue durée | 1 000 000 | |
| Centres d'accès aux soins communautaires | 503 500 | | Centres d'accès aux soins communautaires | 243 600 | |
| Services communautaires de soutien | 332 400 | | Services communautaires de soutien | 156 400 | |
| Logement avec services de soutien | 104 000 | | Logement avec services de soutien | 12 800 | |
| Centres de santé communautaire | 54 900 | | Centres de santé communautaire | 181 800 | |
| Services communautaires de santé mentale | 1 209 800 | | Services communautaires de santé mentale | 635 100 | |
| Programme de lutte contre les dépendances | 24 700 | | Programme de lutte contre les dépendances | 37 700 | |
| Traumatismes crâniens | 57 100 | | Traumatismes crâniens | 22 000 | |
| | ----- | 5 963 200 | | ----- | 3 329 900 |
| | | ----- | | | ----- |
| <i>Centre-Est</i> | | | <i>Champlain</i> | | |
| Paiements de transfert | | | Paiements de transfert | | |
| Fonctionnement des hôpitaux ... | 1 793 900 | | Fonctionnement des hôpitaux ... | 2 427 400 | |
| Foyers de soins de longue durée | 2 600 000 | | Foyers de soins de longue durée | 1 900 000 | |
| Centres d'accès aux soins communautaires | 534 500 | | Centres d'accès aux soins communautaires | 468 900 | |
| Services communautaires de soutien | 272 500 | | Services communautaires de soutien | 260 300 | |
| Logement avec services de soutien | 51 500 | | Logement avec services de soutien | 39 600 | |
| Centres de santé communautaire | 124 800 | | Centres de santé communautaire | 595 600 | |
| Services communautaires de santé mentale | 932 800 | | Services communautaires de santé mentale | 1 342 100 | |
| Programme de lutte contre les dépendances | 49 500 | | Programme de lutte contre les dépendances | 91 600 | |
| Traumatismes crâniens | 7 700 | | Traumatismes crâniens | 11 400 | |
| | ----- | 6 367 200 | | ----- | 7 136 900 |
| | | ----- | | | ----- |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
|--|-----------|-----------|--|-------------------|-----------|
| <i>Simcoe-Nord Muskoka</i> | | | <i>Nord-Ouest</i> | | |
| Paiements de transfert | | | Paiements de transfert | | |
| Fonctionnement des hôpitaux ... | 597 400 | | Fonctionnement des hôpitaux ... | 656 200 | |
| Foyers de soins de longue durée | 710 000 | | Foyers de soins de longue durée | 410 000 | |
| Centres d'accès aux soins communautaires | 178 600 | | Centres d'accès aux soins communautaires | 98 700 | |
| Services communautaires de soutien | 94 200 | | Services communautaires de soutien | 108 300 | |
| Logement avec services de soutien | 25 300 | | Logement avec services de soutien | 19 700 | |
| Centres de santé communautaire | 56 800 | | Centres de santé communautaire | 100 200 | |
| Services communautaires de santé mentale | 465 700 | | Services communautaires de santé mentale | 638 000 | |
| Programme de lutte contre les dépendances | 21 400 | | Programme de lutte contre les dépendances | 71 300 | |
| Traumatismes crâniens | 4 100 | | Traumatismes crâniens | 7 900 | |
| | ----- | 2 153 500 | | ----- | 2 110 300 |
| | | ----- | | | ----- |
| <i>Nord-Est</i> | | | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) | | |
| Paiements de transfert | | | POUR LE PROGRAMME DES RÉSEAUX | | |
| Fonctionnement des hôpitaux ... | 1 239 400 | | LOCAUX D'INTÉGRATION DES | | |
| Foyers de soins de longue durée | 1 200 000 | | SERVICES DE SANTÉ ET | | |
| Centres d'accès aux soins communautaires | 254 800 | | FOURNISSEURS DE SERVICES | | |
| Services communautaires de soutien | 215 100 | | DE SANTÉ S'Y RATTACHANT | | |
| Logement avec services de soutien | 39 600 | | | 69 523 263 | ===== |
| Centres de santé communautaire | 126 300 | | | | |
| Services communautaires de santé mentale | 1 081 100 | | | | |
| Programme de lutte contre les dépendances | 116 800 | | | | |
| Traumatismes crâniens | 9 700 | | | | |
| | ----- | 4 282 800 | | | |
| | | ----- | | | |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1412 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE | | | | |
| 1 | 2 830 204 200 | (946 965 100) | 1 883 239 100 | Programmes provinciaux..... 1 838 158 392 |
| 2 | 716 326 300 | (20 697 300) | 695 629 000 | Services de santé d'urgence..... 692 995 450 |
| 4 | 81 400 500 | (13 094 000) | 68 306 500 | Intendance 63 590 742 |
| L | 602 000 | | 602 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0 |
| L | 50 000 | | 50 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0 |
| | <u>3 628 583 000</u> | <u>(980 756 400)</u> | <u>2 647 826 600</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE..... 2 594 744 584 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 5 | 4 521 300 | | 4 521 300 | Programmes provinciaux et intendance..... 4 521 300 |
| | <u>4 521 300</u> | | <u>4 521 300</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE..... 4 521 300 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|----------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1412 | | | | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE |
| 6 | 1 000 | | 1 000 | Programmes provinciaux et intendance |
| L | 15 000 | | 15 000 | Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> ... |
| | <u>16 000</u> | | <u>16 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX |
| | | | | ET INTENDANCE |
| | | | | 11 204 |
| | | | | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 7 | 210 000 | | 210 000 | Programmes provinciaux et intendance |
| | <u>210 000</u> | | <u>210 000</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX |
| | | | | ET INTENDANCE |
| | | | | 209 928 |
| | | | | ===== |

Description du programme :

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Il est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert, de l'élaboration des politiques opérationnelles, de la planification et du financement d'un large éventail de programmes spécialisés. Parmi ces programmes de paiements de transfert, mentionnons Action Cancer Ontario, les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes, les programmes de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C et les programmes de gestion des maladies chroniques. De plus, le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario.

Outre les activités liées aux paiements de transfert, les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes (DFD) correspondant à la gestion et à la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit ainsi qu'à l'administration de la supervision (l'intendance) des réseaux locaux d'intégration des services de santé.

Il convient de noter que les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système actuel se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé ORNGE, et les services de répartition d'ambulances.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010**

| \$ | \$ | \$ |
|---|---------------|--|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | Intendance (Poste 4) |
| Programmes provinciaux (Poste 1) | | |
| Paiements de transfert | | Traitements et salaires..... 36 970 329 |
| Fonctionnement des | | Avantages sociaux 5 317 920 |
| établissements connexes 44 470 623 | | Transports et communications 1 818 112 |
| Action Cancer Ontario 424 314 192 | | Services 18 873 190 |
| Société canadienne du sang 501 111 775 | | Fournitures et matériel 611 191 |
| Gestion des maladies chroniques 75 216 781 | | ----- |
| Programme de lutte | | 63 590 742 |
| contre le sida et l'hépatite C..... 44 219 585 | | ----- |
| Fondation ontarienne de | | |
| la santé mentale 423 700 | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) |
| Services communautaires | | POUR LES PROGRAMMES |
| et prioritaires 748 401 736 | | PROVINCIAUX ET INTENDANCE 2 594 744 584 |
| | ----- | ===== |
| | 1 838 158 392 | |
| | ----- | |
| | 1 838 158 392 | |
| | ----- | |
| Services de santé d'urgence (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires..... | 37 418 701 | |
| Avantages sociaux..... | 6 439 397 | |
| Transports et communications..... | 2 522 070 | |
| Services..... | 10 402 625 | |
| Fournitures et matériel..... | 945 709 | |
| Paiements de transfert | | |
| Paiements pour les services | | |
| d'ambulance et services | | |
| d'urgence connexes – | | |
| Services d'ambulance | | |
| municipaux..... | 452 766 946 | |
| Paiements pour les services | | |
| d'ambulance et services | | |
| d'urgence connexes – | | |
| Autres services | | |
| d'ambulance et services | | |
| d'urgence connexes..... | 51 417 654 | |
| Ambulances aériennes..... | 131 082 348 | |
| | ----- | |
| | 635 266 948 | |
| | ----- | |
| | 692 995 450 | |
| | ----- | |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ |
|---|------------------|--|
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | ACTIF D'IMMOBILISATIONS |
| Programmes provinciaux et intendance (Poste 5) | | Programmes provinciaux et intendance (Poste 7) |
| Avances et montants récupérables | | |
| Gestion des maladies chroniques.... | 550 000 | Parc automobile et flotte de bateaux..... 209 928 |
| Programme de lutte contre le sida et l'hépatite C..... | 175 000 | ----- |
| Services communautaires et prioritaires | 3 830 300 | 209 928 |
| Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes : autres services d'ambulance et services d'urgence connexes.... | 416 000 | ----- |
| | ----- | |
| | 4 521 300 | |
| | ----- | |
| | 4 521 300 | |
| | ----- | |
| TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE | 4 521 300 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE |
| | ===== | 209 928 |
| | | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Amortissement – Loi sur l'administration financière .. | 11 204 | |
| | ----- | |
| | 11 204 | |
| | ----- | |
| TOTAL (CHARGES IMMOBILISATIONS) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE | 11 204 | |
| | ===== | |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|----------------------|--------------------|----------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1407 | | | | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| | | | | PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ |
| 1 | 1 456 966 800 | (4 848 000) | 1 452 118 800 | Immobilisations dans le domaine de la santé..... |
| | | | | |
| | | | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR |
| | | | | LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS |
| | 1 456 966 800 | (4 848 000) | 1 452 118 800 | DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ |
| | | | | 1 452 118 800 |

Description du programme:

Le programme d'immobilisations dans le domaine de la santé est responsable du processus de planification des immobilisations, de l'élaboration des politiques en matière d'immobilisations et de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les centres régionaux de cancérologie et les centres de santé communautaire.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ |
|---|---------------|----------------------|
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | |
| Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Projets visant les grands hôpitaux..... | 1 219 287 653 | |
| Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé..... | 56 188 500 | |
| Planification et conception..... | 35 750 513 | |
| Projets visant les petits hôpitaux..... | 51 293 634 | |
| Fonds pour l'équipement médical et diagnostique..... | 29 500 000 | |
| Programme des soins de longue durée | 1 254 317 | |
| Programmes de santé communautaire..... | 32 278 930 | |
| Sioux Lookout – contribution fédérale | 17 500 000 | |
| | ----- | 1 443 053 547 |
| Autres opérations | | |
| Dessaisissement des hôpitaux psychiatriques provinciaux | 6 300 000 | |
| Programme d'évaluation de l'état des installations..... | 2 765 253 | |
| | ----- | 9 065 253 |
| | | ----- |
| | | 1 452 118 800 |
| | | ----- |
| TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ..... | | 1 452 118 800 |
| | | ===== |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|------------|------------|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Entente concernant l'hépatite C fédérale | 22 100 000 | 0 |
| Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes | 19 102 870 | 19 102 870 |
| Projet Sioux Lookout | 17 500 000 | 15 000 000 |
| Logement en milieu de soutien | 6 583 218 | 6 589 746 |
| Services sociaux dispensés aux Indiens | 6 517 844 | 5 260 000 |
| Formation clinique | 4 686 463 | 4 686 463 |
| Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux..... | 4 074 156 | 6 424 364 |
| Politique de santé applicable aux Autochtones | 3 044 096 | 2 013 879 |
| Accord pour le traitement et la réadaptions des toxicomanes | 1 805 787 | 0 |
| Projet de gouvernance..... | 1 615 826 | 2 889 120 |
| Système national de surveillance du diabète..... | 423 559 | 0 |
| Services de santé en langue française..... | 200 000 | 275 349 |
| Enquête sur les maladies d'origine alimentaire et gestion | 5 000 | 0 |
| Projet de dossier de santé électronique interopérable (iEHR/HIAL) | 0 | 6 906 244 |
| Inforoute Santé du Canada - Panorama..... | 0 | 4 847 940 |
| Rapport sur les antécédents pharmaceutiques..... | 0 | 4 080 332 |
| Système d'information de laboratoire de l'Ontario | 0 | 2 956 349 |
| GéoConnexions – Fournisseur de services de santé (cartes)..... | 0 | 150 000 |
| Étape d'élaboration du projet de système de surveillance améliorée | 0 | 17 006 |
| | 87 658 819 | 81 199 662 |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Assurance-santé de l'Ontario – Subrogation..... | 18 386 249 | 15 112 043 |
| Autres – Remboursements | 702 440 | 15 515 |
| | 19 088 689 | 15 127 558 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Services d'avocats – enquêtes..... | 3 114 313 | 2 629 170 |
| Quote-part des usagers des services d'ambulance | 2 441 420 | 2 884 847 |
| Vérification de la qualité des services des laboratoires..... | 1 198 936 | 1 211 927 |
| Droits pour effectuer le paiement des réclamations | 471 609 | 524 278 |
| Frais d'administration de la Commission des accidents du travail..... | 400 000 | 400 000 |
| Octroi de permis aux laboratoires | 340 580 | 315 913 |
| Droits de permis – Centres de prélèvement | 216 822 | 267 934 |
| Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence..... | 207 120 | 209 845 |
| Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes | 21 920 | 23 200 |
| Autres – droits, permis et autorisations..... | 79 643 | 69 910 |
| | 8 492 363 | 8 537 024 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | |
| | 38 905 | 4 078 |

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|--------------------|--------------------|
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 167 668 727 | 125 461 013 |
| | ----- | ----- |
| DIVERS | | |
| Pénalités - intérêt | 22 422 | 17 956 |
| Autres | 387 420 | 134 760 |
| | ----- | ----- |
| | 409 842 | 152 716 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 283 357 345 | 230 482 051 |
| | ===== | ===== |

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE
ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|--|--|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-292 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-294 |
| DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE | 2-297 |
| POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO..... | 2-301 |
| SERVICES CORRECTIONNELS | 2-304 |
| SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE | 2-308 |
| ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS..... | 2-310 |
| PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE | 2-312 |
| DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE | 2-315 |
| DÉPENSES PRÉVUES | |
| EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-295, 2-302, 2-303, 2-307, 2-311, 2-314 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-317 |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|--|----------------------|----------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 114 088 535 | Administration du ministère | 104 916 614 | 114 524 747 |
| 193 880 000 | Division de la sécurité publique | 194 429 300 | 192 707 571 |
| 894 650 737 | Police provinciale de l'Ontario | 940 763 600 | 923 858 947 |
| 726 196 719 | Services correctionnels | 752 905 800 | 751 696 372 |
| 63 582 952 | Services technologiques pour la justice | 58 214 300 | 58 196 098 |
| 4 890 698 | Organismes, conseils et commissions | 4 729 500 | 4 785 841 |
| 71 000 218 | Planification et gestion des situations d'urgence | 68 069 800 | 67 715 829 |
| 3 362 318 | Division des politiques et de la planification stratégique | 3 284 700 | 3 224 182 |
| 2 071 652 177 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 2 127 313 614 | 2 116 709 587 |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 0 | Administration du ministère | 2 000 | 0 |
| 0 | Division de la sécurité publique | 2 000 | 0 |
| 0 | Police provinciale de l'Ontario | 2 000 | 0 |
| 0 | Services correctionnels | 2 000 | 0 |
| 0 | Services technologiques pour la justice | 2 000 | 0 |
| 0 | Organismes, conseils et commissions | 2 000 | 0 |
| 0 | Planification et gestion des situations d'urgence | 2 000 | 0 |
| 0 | Division des politiques et de la planification stratégique | 2 000 | 0 |
| 0 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 16 000 | 0 |
| ===== | | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|--|--------------------|-------------------|
| | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 3 362 739 | Administration du ministère | 3 559 100 | 2 920 658 |
| 9 265 460 | Division de la sécurité publique | 19 065 300 | 16 937 815 |
| 25 732 552 | Police provinciale de l'Ontario | 13 140 700 | 12 761 278 |
| 24 151 102 | Services correctionnels | 99 537 800 | 66 353 486 |
| 0 | Services technologiques pour la justice | 2 000 | 0 |
| 0 | Planification et gestion des situations d'urgence | 16 600 | 1 561 |
| 0 | Division des politiques et de la planification stratégique | 2 000 | 0 |
| 62 511 853 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 135 323 500 | 98 974 798 |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 0 | 0 |
| 0 | Division de la sécurité publique | 52 000 | 38 969 |
| 0 | Police provinciale de l'Ontario | 11 729 100 | 11 416 103 |
| 0 | Services correctionnels | 1 870 800 | 1 863 679 |
| 0 | Services technologiques pour la justice | 102 000 | 96 505 |
| 0 | Planification et gestion des situations d'urgence | 218 000 | 218 000 |
| 0 | Division des politiques et de la planification stratégique | 1 000 | 0 |
| 0 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 13 972 900 | 13 633 256 |
| ===== | | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2601 | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 1 | 97 977 600 | 6 824 000 | 104 801 600 | Administration du ministère 104 432 960 |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301 |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 18 899 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i> 9 973 587 |
| L | 50 000 | | 50 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 50 000 |
| | 98 092 614 | 6 824 000 | 104 916 614 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 114 524 747 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 3 | 2 000 | | 2 000 | Administration du ministère 0 |
| | 2 000 | | 2 000 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 2 | 1 500 000 | 2 057 100 | 3 557 100 | Renouvellement des installations..... 2 920 658 |
| 5 | 1 000 | | 1 000 | Administration du ministère – autres charges liées aux immobilisations..... 0 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0 |
| | 1 502 000 | 2 057 100 | 3 559 100 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2 920 658 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 4 | 1 000 | (1 000) | 0 | Administration du ministère 0 |
| | 1 000 | (1 000) | 0 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Le programme offre une grande variété de services d'administration générale pour le ministère (ressources humaines, planification financière et opérationnelle, approvisionnement et amélioration opérationnelle, contrôle financier, communications, services juridiques, gestion des installations, etc.) et partage les services liés au secteur de la justice en matière d'accès à l'information, de services en français et de vérification et d'assurance de la qualité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
|---|-------------|------------|---|------------|--------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | <i>Services juridiques</i> | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | | | | |
| Traitements et salaires..... | 13 262 557 | | Traitements et salaires..... | 10 353 | |
| Avantages sociaux..... | 2 239 746 | | Transports et communications..... | 85 018 | |
| Transports et communications..... | 750 064 | | Services..... | 4 458 380 | |
| Services..... | 87 750 024 | | Fournitures et matériel..... | 62 556 | |
| Fournitures et matériel..... | 430 569 | | | ----- | 4 616 307 |
| | ----- | | | | ----- |
| | 104 432 960 | | <i>Locaux – Frais de location</i> | | |
| | ----- | | | | |
| <i>Bureau principal</i> | | | | | |
| Traitements et salaires..... | 2 592 813 | | Services..... | 79 406 508 | |
| Avantages sociaux..... | 311 167 | | | ----- | 79 406 508 |
| Transports et communications..... | 194 003 | | | | |
| Services..... | 123 398 | | <i>Crédits législatifs</i> | | |
| Fournitures et matériel..... | 38 144 | | | | |
| | ----- | 3 259 525 | | | |
| | ----- | ----- | | | |
| <i>Planification et services ministériels</i> | | | | | |
| Traitements et salaires..... | 6 166 570 | | Traitement versé au ministre en vertu | | |
| Avantages sociaux..... | 876 549 | | de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | | 49 301 |
| Transports et communications..... | 323 899 | | Traitement versé aux adjoints parlementaires | | |
| Services..... | 3 023 947 | | en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | | 18 899 |
| Fournitures et matériel..... | 253 800 | | | ----- | 68 200 |
| | ----- | 10 644 765 | | | |
| | ----- | ----- | | | |
| <i>Ressources humaines</i> | | | <i>Crédits législatifs</i> | | |
| Traitements et salaires..... | 1 752 552 | | | | |
| Avantages sociaux..... | 705 079 | | <i>Autres opérations</i> | | |
| Transports et communications..... | 82 074 | | <i>Paiements effectués en vertu</i> | | |
| Services..... | 67 788 | | <i>de la Loi sur le ministère du</i> | | |
| Fournitures et matériel..... | 9 075 | | <i>Trésor et de l'Économie</i> | | |
| | ----- | 2 616 568 | | 9 973 587 | |
| | ----- | ----- | <i>Créances irrécouvrables, Loi sur</i> | | |
| | | | <i>l'administration financière</i> | | |
| | | | | 50 000 | |
| | | | | ----- | 10 023 587 |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| <i>Services de communication</i> | | | | | |
| Traitements et salaires..... | 2 740 269 | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | |
| Avantages sociaux..... | 346 951 | | POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | | |
| Transports et communications..... | 65 070 | | | | 114 524 747 |
| Services..... | 670 003 | | | | ===== |
| Fournitures et matériel..... | 66 994 | | | | |
| | ----- | 3 889 287 | | | |
| | ----- | ----- | | | |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|------------------|
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | |
| Renouvellement des installations (Poste 2) | |
| Services | 2 884 798 |
| Fournitures et matériel | 35 860 |
| | ----- |
| | 2 920 658 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2 920 658 |
| | ===== |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|---------------------|---|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2603 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE | |
| 1 | 915 600 | (272 000) | 643 600 | Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint..... 628 890 |
| 2 | 15 806 300 | 2 223 000 | 18 029 300 | Collège de police de l'Ontario..... 17 923 571 |
| 3 | 7 752 900 | (1 019 000) | 6 733 900 | Direction des services de soutien aux services policiers..... 6 569 965 |
| 5 | 155 528 900 | (17 837 400) | 137 691 500 | Direction des relations extérieures..... 136 583 881 |
| 6 | 6 363 000 | (1 187 900) | 5 175 100 | Services privés de sécurité et d'enquête 4 912 890 |
| 7 | 25 026 800 | 1 129 100 | 26 155 900 | Centre des sciences judiciaires 26 088 374 |
| | <u>211 393 500</u> | <u>(16 964 200)</u> | <u>194 429 300</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE..... 192 707 571 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 4 | 2 000 | | 2 000 | Division de la sécurité publique..... 0 |
| | <u>2 000</u> | | <u>2 000</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE..... 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---|---------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | | \$ |
| 2603 | | | | | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE | |
| 9 | 17 462 900 | 1 581 000 | 19 043 900 | Division de la sécurité publique..... | 16 937 815 |
| L | 21 400 | | 21 400 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> | 0 |
| | <u>17 484 300</u> | <u>1 581 000</u> | <u>19 065 300</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) | |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME DE LA DIVISION | |
| | | | | DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE..... | 16 937 815 |
| | | | | | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | | |
| 8 | 195 000 | (143 000) | 52 000 | Division de la sécurité publique..... | 38 969 |
| | <u>195 000</u> | <u>(143 000)</u> | <u>52 000</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) | |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME DE LA DIVISION | |
| | | | | DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE..... | 38 969 |
| | | | | | ===== |

Description du programme:

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires en matière de services de police afin de promouvoir la sécurité communautaire. Elle a notamment les activités suivantes : formation par l'intermédiaire du Collège de police de l'Ontario; analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; délivrance de permis aux praticiens en matière de services privés de sécurité; élaboration de normes et de lignes directrices; surveillance et inspection des services de police; allocation des subventions pour la prévention du crime; soutien aux opérations axées sur le renseignement; gestion des systèmes provinciaux de nomination et de sélection; mise en œuvre du système de gestion des enquêtes importantes; promotion du bien-être des animaux; représentation de la province dans les négociations relatives aux ententes tripartites sur les services policiers des Premières nations.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ |
|---|------------|--|
| Direction des relations extérieures (Poste 5) | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | |
| Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires..... | 455 771 | Traitements et salaires..... 3 485 930 |
| Avantages sociaux..... | 46 065 | Avantages sociaux 486 690 |
| Transports et communications..... | 60 703 | Transports et communications..... 467 819 |
| Services..... | 46 929 | Services..... 4 685 795 |
| Fournitures et matériel..... | 19 422 | Fournitures et matériel..... 305 792 |
| | ----- | |
| | 628 890 | |
| | ----- | |
| Collège de police de l'Ontario (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires..... | 8 068 029 | Paiements de transfert |
| Avantages sociaux..... | 881 409 | Programme de recrutement |
| Transports et communications..... | 528 793 | de 1 000 agents – partenariat pour |
| Services..... | 6 279 796 | des collectivités plus sûres..... 46 120 895 |
| Fournitures et matériel..... | 2 165 544 | Subventions pour les services |
| | ----- | de police communautaire |
| | 17 923 571 | et les programmes de |
| | ----- | prévention du crime..... 30 630 000 |
| | | Subventions pour les programmes |
| | | municipaux RIDE..... 2 355 806 |
| | | Subventions diverses – |
| | | services policiers..... 225 595 |
| | | Subventions pour la création de |
| | | collectivités sûres et dynamiques.... 749 521 |
| | | Entente fédérale-provinciale |
| | | sur les services policiers |
| | | des Premières nations..... 27 840 974 |
| | | Financement des enquêtes |
| | | municipales sur les crimes |
| | | haineux et l'extrémisme..... 249 510 |
| | | Ontario Association of |
| | | Crime Stoppers..... 200 000 |
| | | Subvention pour la |
| | | sécurité publique..... 500 000 |
| | | Programme de subvention aux |
| | | projets de sécurité des victimes 1 501 979 |
| | | Stratégie pour la sécurité dans les |
| | | écoles – améliorations du |
| | | financement de l'éducation..... 2 097 068 |
| | | Fond de recrutement de policiers..... 14 680 507 |
| | | ----- |
| | | 127 151 855 |
| | | ----- |
| | | 136 583 881 |
| | | ----- |
| Direction des services de soutien aux services policiers (Poste 3) | | |
| Services privés de sécurité et d'enquête (Poste 6) | | |
| Traitements et salaires..... | 2 125 442 | Traitements et salaires..... 3 275 925 |
| Avantages sociaux..... | 255 580 | Avantages sociaux 506 083 |
| Transports et communications..... | 908 197 | Transports et communications..... 98 240 |
| Services..... | 3 162 531 | Services..... 939 701 |
| Fournitures et matériel..... | 118 215 | Fournitures et matériel..... 92 941 |
| | ----- | ----- |
| | 6 569 965 | 4 912 890 |
| | ----- | ----- |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|---|--------------------|
| Centre des sciences judiciaires (Poste 7) | |
| Traitements et salaires..... | 17 395 358 |
| Avantages sociaux..... | 2 741 075 |
| Transports et communications..... | 525 422 |
| Services..... | 2 669 562 |
| Fournitures et matériel..... | 2 756 957 |
| | ----- |
| | 26 088 374 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LE PROGRAMME DE LA DIVISION | |
| DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE..... | 192 707 571 |
| | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | |
| Division de la sécurité publique (Poste 9) | |
| Services..... | 3 265 502 |
| Paiements de transfert | |
| Ententes fédérale-provinciale sur les | |
| premières nations..... | 9 600 000 |
| Autres opérations..... | 4 072 213 |
| | ----- |
| | 16 937 815 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) | |
| POUR LE PROGRAMME DE LA DIVISION | |
| DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE..... | 16 937 815 |
| | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | |
| Division de la sécurité publique (Poste 8) | |
| Matériel de technologie de l'information..... | 13 498 |
| Parc automobile et flotte de bateaux..... | 25 471 |
| | ----- |
| | 38 969 |
| | ----- |
| TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) | |
| POUR LE PROGRAMME DE LA DIVISION | |
| DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE..... | 38 969 |
| | ===== |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--|---------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | | \$ |
| 2604 | | | | POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| 1 | 163 588 300 | (6 392 100) | 157 196 200 | Services ministériels et stratégiques | 143 965 282 |
| 2 | 6 200 100 | 286 300 | 6 486 400 | Bureau du chef des préposés aux armes à feu | 6 475 623 |
| 3 | 97 359 000 | 3 714 100 | 101 073 100 | Enquêtes et crime organisé | 100 025 712 |
| 4 | 600 195 300 | 14 865 000 | 615 060 300 | Services régionaux et circulation | 611 630 704 |
| 5 | 61 176 500 | (229 900) | 60 946 600 | Gestion du parc automobile | 60 893 407 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Paiements en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i> | 868 219 |
| | 928 520 200 | 12 243 400 | 940 763 600 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO | 923 858 947 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| 6 | 2 000 | | 2 000 | Police provinciale de l'Ontario | 0 |
| | 2 000 | | 2 000 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO | 0 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | | |
| 8 | 18 002 200 | (5 445 300) | 12 556 900 | Police provinciale de l'Ontario | 12 340 665 |
| L | 583 800 | | 583 800 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... | 420 613 |
| | 18 586 000 | (5 445 300) | 13 140 700 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO | 12 761 278 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | | |
| 7 | 8 583 700 | 3 145 400 | 11 729 100 | Police provinciale de l'Ontario` | 11 416 103 |
| | 8 583 700 | 3 145 400 | 11 729 100 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO | 11 416 103 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |

Description du programme :

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale est responsable de la prestation directe de services de police de première ligne dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières nations de toute la province. La Police provinciale enquête sur les crimes concernant l'ensemble de la province et plusieurs paliers de gouvernement, en particulier des affaires de fraude complexes et des activités criminelles organisées. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable d'un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers dans la province. La Police provinciale gère des registres provinciaux spécialisés comme le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV) et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. Elle se charge de la surveillance de stratégies provinciales comme celles touchant l'exploitation des enfants et la lutte contre les bandes de motards. Conformément à son mandat provincial, la Police provinciale fournit aussi un soutien en matière de services d'urgence, est responsable de la sécurité pour les événements internationaux très médiatisés, et offre des services spécialisés de sécurité et de protection pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|-------------------|
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | |
| Police provinciale de l'Ontario (Poste 8) | |
| Services | 8 240 085 |
| Autres opérations | 4 100 580 |
| | ----- |
| | 12 340 665 |
| | ----- |
| Crédits législatifs | |
| Autres opérations | |
| Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> .. | 420 613 |
| | ----- |
| | 420 613 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO | 12 761 278 |
| | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | |
| Police provinciale de l'Ontario (Poste 7) | |
| Matériel de technologie de l'information | 3 493 643 |
| Parc automobile et flotte de bateaux..... | 7 922 460 |
| | ----- |
| | 11 416 103 |
| | ----- |
| TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO | 11 416 103 |
| | ===== |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|--|--------------------|-------------------|--------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2605 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS | | | | |
| 1 | 27 769 300 | (3 134 600) | 24 634 700 | Administration du programme..... 24 248 979 |
| 2 | 7 377 900 | (802 600) | 6 575 300 | Formation du personnel 6 331 816 |
| 3 | 593 185 800 | 19 085 000 | 612 270 800 | Services en établissement 612 141 356 |
| 4 | 116 021 100 | (6 596 100) | 109 425 000 | Services communautaires 108 974 221 |
| | <u>744 354 100</u> | <u>8 551 700</u> | <u>752 905 800</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DES |
| | | | | SERVICES CORRECTIONNELS 751 696 372 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 7 | 2 000 | | 2 000 | Services correctionnels 0 |
| | <u>2 000</u> | | <u>2 000</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) |
| | | | | POUR LE PROGRAMME |
| | | | | DES SERVICES CORRECTIONNELS..... 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|---------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2605 | | | | PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 6 | 114 803 400 | (15 784 200) | 99 019 200 | Établissements correctionnels..... 66 211 644 |
| 10 | 1 000 | | 1 000 | Services en établissement – autres charges liées aux immobilisations..... 0 |
| 11 | 1 000 | | 1 000 | Services communautaires – autres charges liées aux immobilisations..... 0 |
| L | 339 300 | | 339 300 | Amortissement – Services en établissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 50 683 |
| L | 177 300 | | 177 300 | Amortissement – Services communautaires – <i>Loi sur l'administration financière</i> 91 159 |
| | <u>115 322 000</u> | <u>(15 784 200)</u> | <u>99 537 800</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS 66 353 486 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

| | | | | |
|---|------------------|--------------------|------------------|---|
| 8 | 3 272 500 | (2 329 300) | 943 200 | Services en établissement..... 937 672 |
| 9 | 1 274 700 | (347 100) | 927 600 | Services communautaires..... 926 007 |
| | <u>4 547 200</u> | <u>(2 676 400)</u> | <u>1 870 800</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS..... 1 863 679 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme:

Cette division, qui relève du sous-ministre des Services correctionnels, procure des services de garde et se charge de la supervision, de l'application de la loi et des programmes en milieu communautaire pour les contrevenants adultes, assurant ainsi la protection de la population tout en encourageant la réadaptation des contrevenants. Une vaste gamme de services et de programmes est offerte : services éducatifs et traitements spécialisés, administration des prisons, des centres de détention, des centres correctionnels, des services de probation et de libération conditionnelle, etc. Les services correctionnels sont axés sur des évaluations complètes des risques et des besoins, intégrées à des plans de gestion de cas incluant des interventions crimogéniques.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2606 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE |
| 1 | 58 214 300 | | 58 214 300 | Services technologiques pour la justice 58 196 098 |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE |
| | 58 214 300 | | 58 214 300 | 58 196 098 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 3 | 2 000 | | 2 000 | Services technologiques pour la justice 0 |
| | | | | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE |
| | 2 000 | | 2 000 | 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 5 | 1 000 | | 1 000 | Services technologiques pour la justice – autres charges liées aux immobilisations..... 0 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0 |
| | | | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE |
| | 2 000 | | 2 000 | 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 4 | 1 000 | 101 000 | 102 000 | Services technologiques pour la justice 96 505 |
| | | | | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE |
| | 1 000 | 101 000 | 102 000 | 96 505 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour la justice a pour mandat de fournir des services technologiques fiables et rentables conformes au plan stratégique général pour l'information et la technologie de l'information, et qui exécutent et soutiennent les priorités et les objectifs opérationnels dans tous les ministères du secteur de la justice. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité et à la gestion des projets.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|---|-------------------|
| | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| | |
| Services technologiques pour la justice (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 28 712 982 |
| Avantages sociaux..... | 3 804 903 |
| Transports et communications | 3 673 708 |
| Services | 23 221 457 |
| Fournitures et matériel | 402 549 |
| | ----- |
| | 59 815 599 |
| Moins : Recouvrements | 1 619 501 |
| | ----- |
| | 58 196 098 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LE PROGRAMME DES SERVICES | |
| TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE..... | 58 196 098 |
| | ===== |
| | |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | |
| | |
| Services technologiques pour la justice (Poste 4) | |
| Matériel de technologie de l'information | 96 505 |
| | ----- |
| | 96 505 |
| | ----- |
| TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) | |
| POUR LE PROGRAMME DES SERVICES | |
| TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE..... | 96 505 |
| | ===== |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2607 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS |
| 1 | 4 976 900 | (248 400) | 4 728 500 | Organismes, conseils et commissions..... |
| L | 1 000 | | 1 000 | Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i> |
| | <u>4 977 900</u> | <u>(248 400)</u> | <u>4 729 500</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS..... |
| | ===== | ===== | ===== | 4 785 841 |
| | | | | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 2 | 2 000 | | 2 000 | Organismes, conseils et commissions..... |
| | <u>2 000</u> | | <u>2 000</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS |
| | ===== | ===== | ===== | 0 |
| | | | | ===== |

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, en particulier la Commission ontarienne des libérations conditionnelles et des mises en liberté méritées, la Commission civile des services policiers de l'Ontario et la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ | \$ |
|---|-----------|--|------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | <i>Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario</i> | |
| Organismes, conseils et commissions (Poste 1) | | | |
| Traitements et salaires..... | 2 627 978 | Traitements et salaires..... | 153 215 |
| Avantages sociaux..... | 342 564 | Avantages sociaux..... | 17 819 |
| Transports et communications..... | 500 510 | Transports et communications..... | 67 334 |
| Services..... | 1 121 857 | Services..... | 211 157 |
| Fournitures et matériel..... | 80 323 | Fournitures et matériel..... | 7 816 |
| | ----- | | ----- |
| | 4 673 232 | | 457 341 |
| | ----- | | ----- |
| | | Crédits législatifs | |
| <i>Commission ontarienne des libérations conditionnelles et des mises en liberté méritées</i> | | | |
| Traitements et salaires..... | 1 330 471 | Autres opérations | |
| Avantages sociaux..... | 188 397 | Audiences tenues en vertu de la | |
| Transports et communications..... | 341 136 | <i>Loi sur les services policiers.....</i> | |
| Services..... | 761 794 | | 112 609 |
| Fournitures et matériel..... | 39 698 | | ----- |
| | ----- | | 112 609 |
| | 2 661 496 | | ----- |
| | ----- | | ----- |
| | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS | |
| | ----- | | 4 785 841 |
| | ----- | | ===== |
| <i>Commission civile des services policiers de l'Ontario</i> | | | |
| Traitements et salaires..... | 1 144 292 | | |
| Avantages sociaux..... | 136 348 | | |
| Transports et communications..... | 92 040 | | |
| Services..... | 148 906 | | |
| Fournitures et matériel..... | 32 809 | | |
| | ----- | | |
| | 1 554 395 | | |
| | ----- | | |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2609 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE |
| 1 | 1 459 500 | (968 700) | 490 800 | Commissaire à la sécurité communautaire..... 458 236 |
| 2 | 10 278 900 | (112 300) | 10 166 600 | Gestion des situations d'urgence Ontario 10 146 305 |
| 4 | 24 514 600 | 447 700 | 24 962 300 | Bureau du commissaire aux incendies 24 955 650 |
| 5 | 36 170 500 | (3 720 400) | 32 450 100 | Bureau du coroner en chef 32 155 638 |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DE LA |
| | | | | PLANIFICATION ET GESTION DES |
| | | | | SITUATIONS D'URGENCE 67 715 829 |
| | 72 423 500 | (4 353 700) | 68 069 800 | |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 3 | 2 000 | | 2 000 | Planification et gestion des situations d'urgence 0 |
| | | | | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DE LA |
| | | | | PLANIFICATION ET GESTION |
| | | | | DES SITUATIONS D'URGENCE..... 0 |
| | 2 000 | | 2 000 | |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|---------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2609 | | | | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE |
| 7 | 1 000 | | 1 000 | Planification et gestion des situations d'urgence – 0 |
| L | 15 600 | | 15 600 | autres charges liées aux immobilisations..... |
| | | | | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 1 561 |
| | | | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DE LA |
| | | | | PLANIFICATION ET GESTION DES |
| | | | | SITUATIONS D'URGENCE |
| | 16 600 | | 16 600 | 1 561 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

| | | | | |
|---|----------------|-------|----------------|---|
| 6 | 218 000 | | 218 000 | Planification et gestion des situations d'urgence 218 000 |
| | | | | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DE LA |
| | | | | PLANIFICATION ET GESTION |
| | | | | DES SITUATIONS D'URGENCE..... |
| | 218 000 | | 218 000 | 218 000 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme:

Cette section, qui relève du sous-ministre de la Sécurité communautaire, rassemble les ressources et les services consacrés à la sûreté et la sécurité publiques de la population ontarienne. Pour ce faire, elle s'appuie sur les efforts du Bureau du coroner, du Bureau du commissaire des incendies et de Gestion des situations d'urgence Ontario, ainsi que sur les unités de la sécurité. Toutes les activités visent la détection rapide des problèmes et leur résolution par des initiatives efficaces d'atténuation, de prévention, de préparation, de réponse, de rétablissement, à caractère scientifique, d'enquête, de continuité des opérations et d'éducation du public. La section s'attache à être un chef de file dans les efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, aidant ainsi le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010**

| | \$ | | \$ |
|---|-------------------|--|----------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | CHARGES D'IMMOBILISATIONS | |
| Commissaire à la sécurité communautaire (Poste 1) | | Crédits législatifs | |
| Traitements et salaires..... | 346 781 | Autres opérations | |
| Avantages sociaux..... | 40 468 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..</i> | 1 561 |
| Transports et communications | 29 098 | | ----- |
| Services | 33 798 | | 1 561 |
| Fournitures et matériel | 8 091 | | ----- |
| | ----- | | |
| | 458 236 | | |
| | ----- | | |
| Gestion des situations d'urgence Ontario (Poste 2) | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE | |
| Traitements et salaires..... | 6 349 317 | | 1 561 |
| Avantages sociaux..... | 859 605 | | ===== |
| Transports et communications | 553 162 | | |
| Services | 1 996 265 | | |
| Fournitures et matériel | 387 956 | | |
| | ----- | | |
| | 10 146 305 | | |
| | ----- | | |
| Bureau du commissaire aux incendies (Poste 4) | | ACTIF D'IMMOBILISATIONS | |
| Bureau du coroner en chef (Poste 5) | | Planification et gestion des situations d'urgence (Poste 6) | |
| Traitements et salaires..... | 16 314 178 | Parc automobile et flotte de bateaux..... | 218 000 |
| Avantages sociaux..... | 2 486 058 | | ----- |
| Transports et communications | 1 150 194 | | 218 000 |
| Services | 2 481 890 | | ----- |
| Fournitures et matériel | 1 923 330 | | |
| Paiements de transfert | | | |
| Subventions pour la sécurité-incendie | 600 000 | | |
| | ----- | | |
| | 24 955 650 | | |
| | ----- | | |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE..... | | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE | |
| | 67 715 829 | | 218 000 |
| | ===== | | ===== |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2610 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE |
| 1 | 3 862 500 | (577 800) | 3 284 700 | Division des politiques et de la planification stratégique 3 224 182 |
| | | | | |
| | 3 862 500 | (577 800) | 3 284 700 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE..... 3 224 182 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 2 | 2 000 | | 2 000 | Division des politiques et de la planification stratégique 0 |
| | | | | |
| | 2 000 | | 2 000 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE..... 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Division des politiques et de la planification stratégique – autres charges liées aux immobilisations..... 0 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0 |
| | | | | |
| | 2 000 | | 2 000 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LA DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE..... 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 1 000 | | 1 000 | Division des politiques et de la planification stratégique 0 |
| | | | | |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LA DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE..... 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Relevant du sous-ministre de la Sécurité communautaire et du sous-ministre des Services correctionnels, cette division chargée des services ministériels est responsable de diriger diverses fonctions œuvrant à l'échelle du ministère, comme les efforts d'élaboration de lois et de politiques à l'appui des activités du ministère en matière de services policiers et correctionnels, de sécurité publique et de gestion des urgences. Dans ce contexte, la Division coordonne également les politiques régissant les affaires autochtones au nom du ministère. De plus, elle est responsable de la planification stratégique ministérielle, de la gestion de projet, de la recherche et de l'évaluation relatives aux politiques, de l'élaboration et du suivi des mesures du rendement et de la coordination des activités ministérielles fédérales-provinciales-territoriales.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE – CRÉDIT 2610

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|---|------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| | |
| Division des politiques et de la planification stratégique (Poste 1) | |
| | |
| Traitements et salaires..... | 2 581 158 |
| Avantages sociaux..... | 345 725 |
| Transports et communications | 45 300 |
| Services | 232 274 |
| Fournitures et matériel | 19 725 |
| | ----- |
| | 3 224 182 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LA DIVISION DES POLITIQUES ET | |
| DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE | 3 224 182 |
| | ===== |

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|--------------------|--------------------|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Recouvrements | 16 454 844 | (2 747) |
| Entente sur la surveillance des immigrants | 14 189 875 | 16 101 575 |
| Contrôle des armes à feu | 5 728 777 | 5 670 850 |
| Entente de placement dans un établissement pénitencier | 5 009 835 | 4 725 398 |
| Les services policiers des Premières nations | 4 525 284 | 4 525 284 |
| Entente relative aux services de biologie – SCF | 2 277 953 | 0 |
| Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones | 55 300 | 5 337 190 |
| Programme conjoint de protection civile | 15 220 | 353 744 |
| | ----- | ----- |
| | 48 257 088 | 36 711 294 |
| | ----- | ----- |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Maintien de l'ordre dans les municipalités | 231 084 196 | 201 603 174 |
| Remaniement des services locaux | 85 400 589 | 82 631 636 |
| Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario ... | 2 181 957 | 2 192 827 |
| Acquittement – Compte Bell | 2 094 039 | 1 780 830 |
| Ontario Hydro (au titre du programme nucléaire) | 750 000 | 750 000 |
| Casino Rama | 200 000 | 200 000 |
| Lieux de détention provisoire municipale | 52 | 391 |
| Autres | 1 541 000 | 1 871 962 |
| | ----- | ----- |
| | 323 251 833 | 291 030 820 |
| | ----- | ----- |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Droits, permis et autorisations | 19 733 852 | 20 241 294 |
| Frais pour chèques refusés | 656 | 815 |
| | ----- | ----- |
| | 19 734 508 | 20 242 109 |
| | ----- | ----- |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | |
| | 15 935 | 585 |
| | ----- | ----- |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Les Industries Trilcor | 436 436 | 422 832 |
| Ventes et locations | 299 847 | 189 518 |
| | ----- | ----- |
| | 736 283 | 612 350 |
| | ----- | ----- |
| REDEVANCES | | |
| Systèmes de sélection d'agents – Association des chefs de police de l'Ontario | 558 665 | 613 112 |
| | ----- | ----- |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| | 6 259 495 | 2 385 921 |
| | ----- | ----- |
| DIVERS | | |
| Pénalités – intérêt* | (6 383) | 89 400 |
| Autres | 3 542 436 | 811 490 |
| | ----- | ----- |
| | 3 536 053 | 900 890 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 402 349 860 | 352 497 081 |
| | ===== | ===== |

* Contrepassation de pénalités d'intérêt.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|--|--------------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-320 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-321 |
| SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE | 2-323 |
| INFRASTRUCTURE..... | 2-327 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)..... | 2-322, 2-326 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-329 |

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|----------------------|----------------------|
| | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 12 654 327 | Administration du ministère | 11 594 214 | 11 295 351 |
| 4 020 962 716 | Services à l'enfance et à la jeunesse | 4 505 970 900 | 4 499 543 273 |
| <u>4 033 617 043</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>4 517 565 114</u> | <u>4 510 838 624</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 0 | Services à l'enfance et à la jeunesse | 2 100 000 | 0 |
| <u>0</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>2 100 000</u> | <u>0</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Services à l'enfance et à la jeunesse | 26 000 | 44 584 |
| 128 006 092 | Infrastructure | 14 543 000 | 14 532 513 |
| <u>128 006 092</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>14 569 000</u> | <u>14 577 097</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Services à l'enfance et à la jeunesse | 640 000 | 368 107 |
| <u>0</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>640 000</u> | <u>368 107</u> |
| ===== | | ===== | ===== |

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 3701 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| 1 | 11 630 200 | (100 000) | 11 530 200 | Administration du ministère 11 229 383 |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301 |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667 |
| | 11 694 214 | (100 000) | 11 594 214 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 11 295 351 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des programmes et des politiques prioritaires du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, des conseils stratégiques en gestion des ressources et des finances et des services d'aide administrative et opérationnelle.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|----------------------|-------------------|----------------------|--|----------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | | \$ |
| 3702 | | | | PROGRAMME DES SERVICES À | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE | |
| 3 | 1 160 191 300 | (26 849 800) | 1 133 341 500 | Apprentissage et développement des jeunes enfants..... | 1 132 463 427 |
| 7 | 2 295 120 900 | 36 417 700 | 2 331 538 600 | Enfants et jeunes à risque | 2 327 129 523 |
| 5 | 265 031 400 | (2 725 600) | 262 305 800 | Services spécialisés..... | 261 678 490 |
| 8 | 749 773 000 | 29 012 000 | 778 785 000 | Prestation ontarienne pour enfants..... | 778 271 833 |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DES SERVICES | |
| | 4 470 116 600 | 35 854 300 | 4 505 970 900 | À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE | 4 499 543 273 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| 6 | 2 100 000 | | 2 100 000 | Services à l'enfance et à la jeunesse | 0 |
| | | | | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) | |
| | 2 100 000 | | 2 100 000 | POUR LE PROGRAMME DES SERVICES | |
| | ===== | ===== | ===== | À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE | 0 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ |
|---|---------------|---------------|--|---------------|---------------|---------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | <i>Services de protection de l'enfance</i> | | | |
| Apprentissage et développement des jeunes enfants (Poste 3) | | | Traitements et salaires..... 9 023 783 | | | |
| Traitements et salaires..... | 15 346 271 | | Avantages sociaux | 1 683 893 | | |
| Avantages sociaux..... | 2 207 737 | | Transports et communications..... | 1 327 948 | | |
| Transports et communications..... | 772 731 | | Services | 6 107 029 | | |
| Services | 3 530 591 | | Fournitures et matériel | 418 568 | | |
| Fournitures et matériel | 329 270 | | Paiements de transfert | | | |
| Paiements de transfert | | | Services de protection | | | |
| Services de garde d'enfants | | | de l'enfance | 1 404 068 053 | | |
| et apprentissage des | | | Fonds de renouvellement des | | | |
| jeunes enfants..... | 852 216 898 | | services de protection | | | |
| Bébés en santé, enfants en santé..... | 83 400 141 | | de l'enfance..... | 33 044 997 | | |
| Soutien communautaire | | | | | 1 437 113 050 | |
| pour le développement | | | | | | 1 455 674 271 |
| de la petite enfance..... | 174 659 788 | | | | | |
| | ----- | 1 110 276 827 | <i>Santé mentale des enfants et des jeunes</i> | | | |
| | | ----- | Traitements et salaires..... | 49 760 582 | | |
| | | 1 132 463 427 | Avantages sociaux | 8 969 175 | | |
| | | ----- | Transports et communications..... | 849 359 | | |
| | | | Services | 15 169 383 | | |
| Enfants et jeunes à risque (Poste 7) | | | Fournitures et matériel | 3 217 108 | | |
| Traitements et salaires..... | 175 420 439 | | Paiements de transfert | | | |
| Avantages sociaux..... | 29 740 104 | | Santé mentale des enfants | | | |
| Transports et communications..... | 6 138 644 | | et des jeunes | 444 217 058 | | |
| Services | 55 403 933 | | Santé mentale des enfants | | | |
| Fournitures et matériel | 11 582 867 | | et des jeunes – Paiements | | | |
| Paiements de transfert | | | tenant lieu d'impôt | | | |
| Services de protection | | | aux municipalités... | 5 100 | | |
| de l'enfance | 1 404 068 053 | | | | 444 222 158 | |
| Fonds de renouvellement | | | | | | 522 187 765 |
| des services de | | | | | | |
| protection de l'enfance..... | 33 044 997 | | <i>Services de justice pour la jeunesse</i> | | | |
| Santé mentale des | | | Traitements et salaires..... | 116 636 074 | | |
| enfants et des jeunes..... | 444 217 058 | | Avantages sociaux | 19 087 036 | | |
| Santé mentale des enfants et des | | | Transports et communications..... | 3 961 337 | | |
| jeunes – Paiements tenant lieu | | | Services | 34 127 521 | | |
| d'impôts aux municipalités..... | 5 100 | | Fournitures et matériel | 7 947 191 | | |
| Services de justice | | | Paiements de transfert | | | |
| pour la jeunesse | 167 486 203 | | Services de justice | | | |
| Services de justice pour la jeunesse – | | | pour la jeunesse..... | 167 486 203 | | |
| Paiements tenant lieu | | | Services de justice pour | | | |
| d'impôt aux municipalités..... | 22 125 | | la jeunesse – Paiements | | | |
| | ----- | 2 048 843 536 | tenant lieu d'impôt aux | | | |
| | | ----- | municipalités..... | 22 125 | | |
| | | 2 327 129 523 | | | | |
| | | ----- | | | | |
| | | | | | 167 508 328 | |
| | | | | | | 349 267 487 |
| | | | | | | ----- |

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ |
|---|----------------------|--|
| Services spécialisés (Poste 5) | | |
| Traitements et salaires..... | 2 730 866 | |
| Avantages sociaux..... | 314 081 | |
| Transports et communications | 88 274 | |
| Services | 431 174 | |
| Fournitures et matériel | 19 861 | |
| Paiements de transfert | | |
| Services de traitement et de | | |
| réadaptation pour enfants..... | 101 234 963 | |
| Autisme | 156 859 271 | |
| | ----- | |
| | 258 094 234 | |
| | ----- | |
| | 261 678 490 | |
| | ----- | |
| <i>Services de traitement et de réadaptation pour enfants</i> | | |
| Paiements de transfert | | |
| Services de traitement et de | | |
| réadaptation pour enfants..... | 101 234 963 | |
| | ----- | |
| | 101 234 963 | |
| | ----- | |
| <i>Autisme</i> | | |
| Traitements et salaires..... | 2 730 866 | |
| Avantages sociaux..... | 314 081 | |
| Transports et communications | 88 274 | |
| Services | 431 174 | |
| Fournitures et matériel | 19 861 | |
| Paiements de transfert | | |
| Autisme | 156 859 271 | |
| | ----- | |
| | 160 443 527 | |
| | ----- | |
| Prestation ontarienne pour enfants (Poste 8) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Prestation ontarienne | | |
| pour enfants..... | 764 000 000 | |
| Subvention équivalent à la Prestation | | |
| ontarienne pour enfants..... | 14 271 833 | |
| | ----- | |
| | 778 271 833 | |
| | ----- | |
| | 778 271 833 | |
| | ----- | |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | |
| POUR LE PROGRAMME DES SERVICES | | |
| À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE | 4 499 543 273 | |
| | ===== | |
| | | |
| | | CHARGES D'IMMOBILISATIONS |
| | | Crédits législatifs |
| | | Autres opérations |
| | | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..</i> |
| | | 44 584 |
| | | ----- |
| | | 44 584 |
| | | ----- |
| | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) |
| | | POUR LE PROGRAMME DES SERVICES |
| | | À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE |
| | | 44 584 |
| | | ===== |
| | | |
| | | ACTIF D'IMMOBILISATIONS |
| | | Services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 10) |
| | | Parc automobile et flotte de bateaux..... |
| | | 368 107 |
| | | ----- |
| | | 368 107 |
| | | ----- |
| | | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) |
| | | POUR LE PROGRAMME DES SERVICES |
| | | À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE |
| | | 368 107 |
| | | ===== |

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|-----------------------|-------------------|-------------------|-------|---------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |

3703
CHARGES D'IMMOBILISATIONS

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE

| | | | | | |
|---|------------------|------------------|-------------------|---|-------------------|
| 1 | 8 410 000 | 6 133 000 | 14 543 000 | Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations | 14 532 513 |
| | <u>8 410 000</u> | <u>6 133 000</u> | <u>14 543 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE . | <u>14 532 513</u> |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |

Description du programme :

Le financement de l'infrastructure est destiné aux installations exploitées directement et aux organismes à but non lucratif bénéficiant de paiements de transfert pour l'acquisition, la construction, la rénovation et la remise à neuf d'immobilisations afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE – CRÉDIT 3703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ |
|---|-----------|-------------------|
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | |
| Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations (Poste 1) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Renouvellement des installations des partenaires | 5 046 818 | |
| Subventions d'immobilisations..... | 8 390 100 | |
| | ----- | 13 436 918 |
| Autres opérations | | 1 095 595 |
| | | ----- |
| | | 14 532 513 |
| | | ----- |
| TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE | | 14 532 513 |
| | | ===== |

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|--------------------|--------------------|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens | 115 752 684 | 109 486 210 |
| <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> | 66 083 492 | 65 807 951 |
| Langue française..... | 127 300 | 120 000 |
| Autres | 12 698 | 1 540 983 |
| | ----- | ----- |
| | 181 976 174 | 176 955 144 |
| | ----- | ----- |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Permis – Garderies..... | 58 007 | 81 128 |
| Adoption internationale | 36 003 | 30 600 |
| Maison pour groupe d'enfants | 14 255 | 17 100 |
| Droits d'adoption..... | 5 400 | 5 000 |
| Autres | 1 452 | 1 030 |
| | ----- | ----- |
| | 115 117 | 134 858 |
| | ----- | ----- |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Autres ventes générales | 5 907 | 5 743 |
| | ----- | ----- |
| | 5 907 | 5 743 |
| | ----- | ----- |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Subventions de fonctionnement..... | 13 398 360 | 24 404 000 |
| Subventions d'immobilisations..... | 1 585 625 | 356 727 |
| Subventions..... | 236 343 | 618 438 |
| | ----- | ----- |
| | 15 220 328 | 25 379 165 |
| | ----- | ----- |
| DIVERS | | |
| Indemnités de service judiciaire et de témoin – non précisés..... | 9 495 | 485 |
| Intérêts bancaires – non précisés | 5 387 | 6 135 |
| Autres | 3 639 | 3 147 |
| | ----- | ----- |
| | 18 521 | 9 767 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 197 336 047 | 202 484 677 |
| | ===== | ===== |

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|--|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-332 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-333 |
| AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)..... | 2-336 |
| DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | 2-338 |
| SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO | 2-340 |
| ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX..... | 2-344 |
| SERVICE ONTARIO..... | 2-347 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-335, 2-337, 2-342, 2-343, 2-346, 2-348 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-349 |

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|--|----------------------|----------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 40 087 705 | Administration du ministère | 58 700 314 | 35 660 105 |
| 1 093 329 401 | Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) | 1 213 507 000 | 1 164 801 970 |
| 111 818 788 | Direction des ressources humaines | 126 753 500 | 121 436 153 |
| 281 381 212 | Services opérationnels de la FPO | 313 800 400 | 305 057 161 |
| 44 074 791 | Organismes, conseils, commissions et tribunaux | 43 767 600 | 42 864 973 |
| 257 615 554 | ServiceOntario | 278 452 500 | 271 899 271 |
| 1 828 307 451 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 2 034 981 314 | 1 941 719 633 |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 10 387 663 | Services opérationnels de la FPO | 13 501 000 | 8 820 555 |
| 10 387 663 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 13 501 000 | 8 820 555 |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 1 595 481 | Administration du ministère | 1 304 900 | 1 279 990 |
| 630 971 | Direction des ressources humaines | 709 000 | 358 217 |
| 164 977 092 | Services opérationnels de la FPO | 199 613 300 | 188 129 279 |
| 0 | Organismes, conseils, commissions et tribunaux | 23 000 | 0 |
| 1 355 171 | ServiceOntario | 7 172 500 | 7 122 598 |
| 168 558 715 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 208 822 700 | 196 890 084 |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 1 000 | 0 |
| 0 | Services opérationnels de la FPO | 245 069 300 | 102 373 994 |
| 0 | Organismes, conseils, commissions et tribunaux | 199 000 | 168 205 |
| 0 | ServiceOntario | 3 351 900 | 3 315 511 |
| 0 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 248 621 200 | 105 857 710 |

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1801 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| 1 | 65 892 300 | (17 850 200) | 48 042 100 | Administration du ministère 27 049 489 |
| 5 | 10 943 200 | (350 000) | 10 593 200 | Groupement de la prestation des services gouvernementaux 8 531 097 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0 |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301 |
| L | 0 | | 0 | Ministre sans salaire de portefeuille, <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 13 551 |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667 |
| | 76 900 514 | (18 200 200) | 58 700 314 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 35 660 105 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 4 | 1 901 000 | (597 100) | 1 303 900 | Administration du ministère 1 279 990 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0 |
| | 1 902 000 | (597 100) | 1 304 900 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 1 279 990 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 6 | 1 000 | | 1 000 | Administration du ministère 0 |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser les priorités du gouvernement en matière de résultats et de finances. Ses fonctions comprennent la gestion financière, les ressources humaines, la gestion des locaux et des installations, l'information et la technologie de l'information (ITI), les services juridiques, les communications, la planification et la surveillance des résultats pour aider les programmes du ministère à atteindre leurs objectifs opérationnels.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ | \$ |
|--|------------|--|-------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | <i>Services de vérification</i> | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | Services | 1 492 876 |
| | | ----- | 1 492 876 |
| | | | ----- |
| Traitements et salaires..... | 13 541 169 | <i>Services de communication</i> | |
| Avantages sociaux..... | 1 571 452 | Traitements et salaires..... | 2 768 035 |
| Transports et communications | 545 953 | Avantages sociaux | 349 444 |
| Services | 11 919 257 | Transports et communications | 67 834 |
| Fournitures et matériel | 385 178 | Services | 735 436 |
| | ----- | Fournitures et matériel | 103 179 |
| | 27 963 009 | ----- | 4 023 928 |
| Moins : Recouvrements | 913 520 | | ----- |
| | ----- | | |
| | 27 049 489 | <i>Ressources humaines</i> | |
| | ----- | Traitements et salaires..... | 1 464 521 |
| <i>Bureau principal</i> | | Avantages sociaux | 88 819 |
| Traitements et salaires..... | 2 068 366 | Transports et communications | 55 380 |
| Avantages sociaux..... | 193 845 | Services | 119 145 |
| Transports et communications | 89 342 | Fournitures et matériel | 21 690 |
| Services | 176 994 | | ----- |
| Fournitures et matériel | 29 971 | | 1 749 555 |
| | ----- | Moins : Recouvrements | 546 820 |
| | 2 558 518 | ----- | 1 202 735 |
| | ----- | | ----- |
| <i>Services financiers et administratifs</i> | | <i>Groupement de la prestation de services gouvernementaux (Poste 5)</i> | |
| Traitements et salaires..... | 7 240 247 | Traitements et salaires..... | 25 908 749 |
| Avantages sociaux..... | 927 474 | Avantages sociaux | 3 217 600 |
| Transports et communications | 140 936 | Transports et communications | 2 696 671 |
| Services | 986 422 | Services | 105 080 522 |
| Fournitures et matériel | 102 546 | Fournitures et matériel | 571 400 |
| | ----- | | ----- |
| | 9 397 625 | | 137 474 942 |
| Moins : Recouvrements | 175 940 | Moins : Recouvrements | 128 943 845 |
| | ----- | ----- | ----- |
| | 9 221 685 | | 8 531 097 |
| | ----- | | ----- |
| <i>Services juridiques</i> | | | |
| Avantages sociaux..... | 11 870 | | |
| Transports et communications | 192 461 | | |
| Services | 8 408 384 | | |
| Fournitures et matériel | 127 792 | | |
| | ----- | | |
| | 8 740 507 | | |
| Moins : Recouvrements | 190 760 | | |
| | ----- | | |
| | 8 549 747 | | |
| | ----- | | |

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|---|-------------------|
| Crédits législatifs | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 49 301 |
| Ministre sans salaire de portefeuille, <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 13 551 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 16 667 |
| | ----- |
| | 79 519 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 35 660 105 |
| | ===== |
| | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | |
| | |
| Administration du ministère (Poste 4) | |
| | |
| Transports et communications | 2 071 |
| Services | 1 269 367 |
| Fournitures et matériel | 8 552 |
| | ----- |
| | 1 279 990 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 1 279 990 |
| | ===== |

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|----------------------|-------------------|----------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1807 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) |
| 1 | 1 205 409 000 | (530 669 531) | 674 739 469 | Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)..... 626 042 438 |
| S | 0 | 538 767 531* | 538 767 531 | Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)..... 538 759 532 |
| | <u>1 205 409 000</u> | <u>8 098 000*</u> | <u>1 213 507 000</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)..... 1 164 801 970 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Le programme des avantages sociaux et prestations de retraite (la part des avantages sociaux reliée à la paie des fonctionnaires qui est prise en charge par la province) est centralisé au sein du ministère des Services gouvernementaux. Il est administré par les Services communs de l'Ontario pour le compte de la Division de la gestion des ressources humaines et des politiques générales et contribue à faire de la fonction publique de l'Ontario un employeur de premier choix.

* Inclut une ordonnance de 538 759 531 \$ rendue par le Conseil du Trésor après la fin de l'exercice, autorisée par le Conseil du Trésor le 15 juillet 2010 et appliquée rétroactivement à l'exercice 2009-2010 pour les avantages sociaux prévus par la loi.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--|---------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | | \$ |
| 1808 | | | | PROGRAMME DE LA DIRECTION | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | DES RESSOURCES HUMAINES | |
| 8 | 125 247 000 | (2 803 200) | 122 443 800 | RHontario | 117 926 631 |
| 9 | 1 000 | | 1 000 | Services centralisés de la FPO – versement des primes de la CSPAAT..... | 0 |
| 10 | 5 208 700 | (900 000) | 4 308 700 | Bureau de la diversité | 3 509 522 |
| | <u>130 456 700</u> | <u>(3 703 200)</u> | <u>126 753 500</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | <u>121 436 153</u> |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | | |
| 7 | 7 654 000 | (6 945 000) | 709 000 | Gestion des situations d'urgence et de la sécurité | 358 217 |
| | <u>7 654 000</u> | <u>(6 945 000)</u> | <u>709 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES..... | <u>358 217</u> |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |

Description du programme:

Le Programme des services relatifs aux ressources humaines est chargé, par l'entremise de RHontario, d'établir et de préserver le capital humain nécessaire pour offrir des services publics modernes et efficaces et pour renforcer les capacités en vue de faciliter la réalisation des priorités du gouvernement. Pour y parvenir, elle fournit des services intégrés de RH et de réorganisation des activités à l'appui des objectifs opérationnels, et élabore et met en œuvre les politiques et stratégies de RH qui font de la fonction publique de l'Ontario (FPO) un employeur de premier choix. Le programme coordonne aussi les services de sécurité interne et la planification et la gestion des situations d'urgence pour le compte de la FPO.

Le Bureau de la diversité a été créé pour donner de l'impulsion à deux grandes initiatives horizontales, Diversité et Accessibilité, qui soutiendront les objectifs d'inclusion, de diversité, d'équité et d'accessibilité de la FPO.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES – CRÉDIT 1808**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010**

| | \$ | \$ | | \$ |
|--|--|----|--|--------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | Bureau de la diversité (Poste 10) | |
| RHontario (Poste 8) | | | Traitements et salaires..... | 2 452 491 |
| Traitements et salaires..... | 69 114 703 | | Avantages sociaux | 244 164 |
| Avantages sociaux..... | 8 772 496 | | Transports et communications..... | 72 761 |
| Transports et communications..... | 2 098 959 | | Services | 660 197 |
| Services | 25 038 107 | | Fournitures et matériel | 79 909 |
| Fournitures et matériel | 1 302 355 | | | 3 509 522 |
| Paiements de transfert | | | | |
| Subventions pour l'Institut d'administration | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| publique du Canada..... | 66 500 | | POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION | |
| Autre opérations | | | DES RESSOURCES HUMAINES..... | 121 436 153 |
| Autres | 961 927 | | | ===== |
| Emplois d'été | 12 762 004 | | | |
| | 13 723 931 | | CHARGES D'IMMOBILISATIONS | |
| | 120 117 051 | | Gestion des situations d'urgence | |
| Moins : Recouvrements | 2 190 420 | | et de la sécurité (Poste 7) | |
| | 117 926 631 | | | |
| | Services centralisés de la FPO – | | Services | 358 217 |
| | versement des primes de la CSPAAAT (Poste 9) | | | 358 217 |
| Services | 9 273 201 | | | |
| | 9 273 201 | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) | |
| Moins : Recouvrements | 9 273 201 | | POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION | |
| | 0 | | DES RESSOURCES HUMAINES..... | 358 217 |
| | ===== | | | ===== |

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1811 | | | | PROGRAMME DES SERVICES |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | OPÉRATIONNELS DE LA FPO |
| 1 | 88 814 500 | 28 681 100 | 117 495 600 | Information et technologie de l'information du gouvernement |
| | | | | 115 553 872 |
| 5 | 170 710 500 | (1 663 100) | 169 047 400 | Services communs de l'Ontario |
| | | | | 166 858 186 |
| 7 | 17 279 400 | (299 000) | 16 980 400 | Archives publiques de l'Ontario |
| | | | | 16 038 692 |
| 11 | 1 000 000 | 777 000 | 1 777 000 | Bureau d'écologisation de la fonction publique de l'Ontario |
| | | | | 1 734 056 |
| L | 8 500 000 | | 8 500 000 | Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> |
| | | | | 4 872 355 |
| | 286 304 400 | 27 496 000 | 313 800 400 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME DES SERVICES |
| | | | | OPÉRATIONNELS DE LA FPO..... |
| | | | | 305 057 161 |
| | | | | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 2 | 13 500 000 | | 13 500 000 | Information et technologie de l'information du gouvernement |
| | | | | 8 820 555 |
| 6 | 1 000 | | 1 000 | Services opérationnels |
| | | | | 0 |
| | 13 501 000 | | 13 501 000 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) |
| | ===== | | ===== | POUR LE PROGRAMME DES SERVICES |
| | | | | OPÉRATIONNELS DE LA FPO..... |
| | | | | 8 820 555 |
| | | | | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 246 307 500 | (51 465 200) | 194 842 300 | Information et technologie de l'information du gouvernement |
| | | | | 183 603 550 |
| 12 | 1 000 | | 1 000 | Services communs de l'Ontario |
| | | | | 0 |
| 8 | 4 451 800 | 285 200 | 4 737 000 | Archives publiques de l'Ontario |
| | | | | 4 525 249 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – Information et technologie de l'information du gouvernement, <i>Loi sur l'administration financière</i> |
| | | | | 0 |
| L | 32 000 | | 32 000 | Amortissement – Services communs de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i> |
| | | | | 480 |
| | 250 793 300 | (51 180 000) | 199 613 300 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME DES SERVICES |
| | | | | OPÉRATIONNELS DE LA FPO..... |
| | | | | 188 129 279 |
| | | | | ===== |

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|--------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1811 | | | | |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| | | | | PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO |
| 13 | 196 514 000 | 34 145 000 | 230 659 000 | Information et technologie de l'information du gouvernement..... 88 003 992 |
| 14 | 13 938 000 | 472 300 | 14 410 300 | Services communs de l'Ontario..... 14 370 002 |
| | <u>210 452 000</u> | <u>34 617 300</u> | <u>245 069 300</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO..... 102 373 994 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Le Programme des services opérationnels de la FPO est chargé d'améliorer la prestation des services internes et externes du gouvernement afin de répondre aux besoins des Ontariens et des Ontariennes et de la fonction publique de l'Ontario (FPO). Tous les programmes de prestation des services s'attachent à optimiser et améliorer les services gouvernementaux.

Le Programme d'information et de technologie de l'information du gouvernement assume le leadership transformationnel visant à optimiser la gestion de l'information et la technologie de l'information au sein du gouvernement, y compris pour les politiques et la mise en œuvre de l'infrastructure commune, la gouvernance et la responsabilité ainsi que la prestation des services communs à l'échelle de la FPO, tels que le traitement informatique et les installations de réseaux.

Les Services communs de l'Ontario fournissent à l'échelle du gouvernement des services de soutien aux employés et aux programmes de la FPO, notamment le traitement des opérations financières et les recouvrements, la gestion de la chaîne d'approvisionnement, l'assurance et la gestion des risques, la gestion et le traitement de la paie et l'administration des avantages sociaux.

Les Archives publiques de l'Ontario recueillent, gèrent et préservent les documents de la province et encouragent le public à consulter le patrimoine documentaire de l'Ontario. Elles soutiennent la gestion responsable de la collection d'œuvres d'art du gouvernement et soutiennent de bonnes pratiques de conservation des documents au gouvernement.

Le Bureau d'écologisation de la fonction publique de l'Ontario est chargé de travailler avec le Secrétariat à l'action contre le changement climatique et les ministères pour veiller à l'application d'une approche intégrée en matière de réduction de l'incidence des activités gouvernementales sur l'environnement. Il fait aussi en sorte que la responsabilité environnementale soit un aspect important de la culture et du travail quotidien de la FPO.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ |
|--|---|
| | Crédits législatifs |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | Autres opérations |
| Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 2) | Amortissement – Information et technologie de l'information du gouvernement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 5 210 102 |
| | ----- |
| | 5 210 102 |
| Dépôts et charges payées d'avance..... 8 820 555 | Moins : Recouvrements 5 210 102 |
| | ----- |
| | 0 |
| | |
| | Crédits législatifs |
| TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO 8 820 555 | Autres opérations |
| ===== | Amortissement – Services communs de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i> 480 |
| | ----- |
| | 480 |
| | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | TOTAL (CHARGE D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO 188 129 279 |
| Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 3) | ===== |
| Services 13 121 645 | ACTIF D'IMMOBILISATIONS |
| Autres opérations | Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 13) |
| Projets d'infrastructure de grande envergure..... 170 481 905 | Matériel de technologie de l'information 70 210 800 |
| | Logiciels d'application de gestion 17 793 192 |
| | ----- |
| | 88 003 992 |
| | ----- |
| Archives publiques de l'Ontario (Poste 8) | Services communs de l'Ontario (Poste 14) |
| Services 4 525 249 | Logiciels d'application de gestion 14 319 893 |
| | Parc automobile et flotte de bateaux..... 50 109 |
| | ----- |
| | 14 370 002 |
| | ----- |
| | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO 102 373 994 |
| | ===== |

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1812 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX |
| 2 | 1 860 200 | (259 400) | 1 600 800 | Tribunal d'appel en matière de permis 1 469 206 |
| 3 | 36 526 100 | 3 411 600 | 39 937 700 | Commission des alcools et des jeux de l'Ontario 39 542 936 |
| 4 | 1 250 000 | | 1 250 000 | Commission de révision de la publicité..... 978 896 |
| 5 | 978 100 | | 978 100 | Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts 873 835 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 100 |
| | <u>40 615 400</u> | <u>3 152 200</u> | <u>43 767 600</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX.. 42 864 973 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 6 | 1 000 | | 1 000 | Commission des alcools et des jeux de l'Ontario 0 |
| L | 22 000 | | 22 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0 |
| | <u>23 000</u> | | <u>23 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX.. 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|--------------------------------|-------------------|-------------------|----------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1812 | | | | |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| | | | | PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX |
| 7 | 199 000 | | 199 000 | Commission des alcools et des jeux de l'Ontario |
| | | | | |
| | 199 000 | | 199 000 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, |
| | | | | CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX.. |
| | | | | 168 205 |

Description du programme:

Le programme assure la surveillance afin de veiller à l'efficacité de la gouvernance, de la responsabilité et de la gestion des relations avec les organismes relevant du ministère et les autres partenaires de la prestation des services. Il est chargé de préserver un cadre réglementaire et juridique moderne qui protège la population ontarienne, inspire confiance et stimule la croissance économique.

Le Tribunal d'appel en matière de permis entend les appels concernant des demandes d'indemnisation et des activités de délivrance de permis en vertu des lois administrées par divers ministères.

La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO) est responsable de l'administration et de l'observation du cadre réglementaire régissant les secteurs des alcools et des jeux (y compris les jeux de casino, les jeux de bienfaisance et les loteries administrés par la Société des loteries et des jeux de l'Ontario) dans la province. En administrant la *Loi sur les permis d'alcool* et la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, la CAJO est tenue d'exercer ses pouvoirs et ses fonctions dans l'intérêt du public et selon les principes d'honnêteté, d'intégrité et de responsabilité sociale. De plus, la CAJO fixe et fait observer les normes visant à préserver la confiance du public auxquelles sont astreints ces secteurs, où les risques d'activités illicites et les coûts sociaux potentiels sont importants.

La Commission de révision de la publicité (CRP) est un service commun central obligatoire pour l'achat de publicité, les relations avec le public et les médias et les services de communications créatives. Ces services sont acquis de manière équitable, ouverte, transparente et accessible aux fournisseurs qualifiés. La CRP établit toutes les conventions gouvernementales avec les fournisseurs officiels, surveille les processus de sélection des fournisseurs afin de veiller au respect des lignes directrices et des directives gouvernementales et surveille la conformité avec la politique d'approvisionnement en services de publicité et de communications.

Le commissaire aux conflits d'intérêts a des responsabilités vis-à-vis de certaines questions touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique en vertu de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*, lorsqu'elles concernent des employés des ministères et des organismes publics ou des personnes nommées aux organismes publics. Le commissaire traite les demandes de conseils ou de décision reçues de sous-ministres, de présidents d'organismes publics et d'autres personnes désignées relativement à des questions précises touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique. Le commissaire donne également des conseils sur les déclarations financières reçues de fonctionnaires qui travaillent sur des questions touchant le secteur privé ainsi que sur les règles régissant les conflits d'intérêt des organismes publics afin d'en garantir la cohérence avec les normes établies pour les employés des ministères.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX – CRÉDIT 1812
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | | \$ |
|---|------------|---|---------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | Commission de révision de la publicité (Poste 4) | |
| Tribunal d'appel en matière de permis (Poste 2) | | Traitements et salaires..... | 457 110 |
| Traitements et salaires..... | 793 013 | Avantages sociaux | 44 351 |
| Avantages sociaux..... | 101 943 | Transports et communications | 13 505 |
| Transports et communications | 94 216 | Services | 448 715 |
| Services | 855 989 | Fournitures et matériel | 15 215 |
| Fournitures et matériel | 10 788 | | |
| | 1 855 949 | | 978 896 |
| Moins : Recouvrements | 386 743 | Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts (Poste 5) | |
| | 1 469 206 | Traitements et salaires..... | 541 836 |
| | | Avantages sociaux | 46 977 |
| Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (Poste 3) | | Transports et communications | 11 579 |
| Traitements et salaires..... | 39 983 674 | Services | 265 016 |
| Avantages sociaux..... | 6 580 729 | Fournitures et matériel | 8 427 |
| Transports et communications | 2 132 106 | | |
| Services | 9 364 172 | | 873 835 |
| Fournitures et matériel | 1 273 484 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| | 59 334 165 | POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, | |
| Moins : Recouvrements | 19 791 229 | CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX.. | |
| | 39 542 936 | 42 864 973 | |
| | | | |
| Crédits législatifs | | ACTIF D'IMMOBILISATIONS | |
| Autres opérations | | Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (Poste 7) | |
| Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> | | Matériel de technologie de l'information | 168 205 |
| <i>l'administration financière</i> | 100 | | |
| | 100 | | 168 205 |
| | | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) | |
| | | POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, | |
| | | CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX.. | |
| | | 168 205 | |
| | | | |

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|--|---------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | | \$ |
| 1814 | | | | PROGRAMME SERVICEONTARIO | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| 1 | 264 029 700 | 9 105 800 | 273 135 500 | ServiceOntario..... | 271 821 671 |
| | | | | Contribution de la Couronne au Régime de retraite des juges, <i>Loi sur</i> <i>l'enregistrement des actes</i> | 0 |
| L | 15 000 | | 15 000 | | |
| | | | | Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur</i> <i>l'enregistrement des droits immobiliers</i> | 0 |
| L | 5 001 000 | | 5 001 000 | | |
| | | | | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> | 77 600 |
| L | 301 000 | | 301 000 | | |
| | 269 346 700 | 9 105 800 | 278 452 500 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME SERVICEONTARIO... | 271 899 271 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | | |
| 2 | 6 001 000 | 1 170 500 | 7 171 500 | ServiceOntario..... | 7 122 598 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... | 0 |
| | 6 002 000 | 1 170 500 | 7 172 500 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME SERVICEONTARIO... | 7 122 598 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | | |
| 3 | 1 000 | 3 350 900 | 3 351 900 | ServiceOntario..... | 3 315 511 |
| | 1 000 | 3 350 900 | 3 351 900 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME SERVICEONTARIO... | 3 315 511 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |

Description du programme:

ServiceOntario est la voie d'accès aux services du gouvernement pour la prestation aux particuliers et aux entreprises de services d'information et transactionnels. Elle facilite pour les Ontariens et les Ontariennes l'obtention de services gouvernementaux en personne, au guichet ou depuis un kiosque, par téléphone ou en ligne.

La prestation de services en personne sera encore améliorée et renforcée par les investissements dans les immobilisations, qui permettront la mise en place d'un seul réseau « à guichet unique » de centres ServiceOntario offrant des services intégrés et remplaçant de nombreux centres et bureaux de ministères.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ |
|---|---|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | CHARGES D'IMMOBILISATIONS |
| ServiceOntario (Poste 1) | ServiceOntario (Poste 2) |
| Traitements et salaires..... 121 154 752 | Services 7 122 598 |
| Avantages sociaux..... 20 814 845 | ----- |
| Transports et communications 10 418 864 | 7 122 598 |
| Services 119 677 770 | ----- |
| Fournitures et matériel 12 229 192 | |
| ----- | |
| 284 295 423 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) |
| Moins : Recouvrements 12 473 752 | POUR LE PROGRAMME SERVICEONTARIO 7 122 598 |
| ----- | ===== |
| 271 821 671 | |
| ----- | |
| | ACTIF D'IMMOBILISATIONS |
| Crédits législatifs | ServiceOntario (Poste 3) |
| Autres opérations | |
| Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> | |
| <i>l'administration financière</i> 77 600 | Parc automobile et flotte de bateaux..... 3 315 511 |
| ----- | ----- |
| 77 600 | 3 315 511 |
| ----- | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) |
| POUR LE PROGRAMME SERVICEONTARIO 271 899 271 | POUR LE PROGRAMME SERVICEONTARIO 3 315 511 |
| ===== | ===== |

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 | 2009 |
|--|-------------|-------------|
| | \$ | \$ |
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Subvention afférente à des travaux statistiques..... | 133 038 | 163 657 |
| <hr/> | | |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Brasseurs – Provinciaux (droits et prélèvements)..... | 439 440 955 | 447 235 037 |
| <i>Loi sur les sûretés mobilières</i> | 40 887 795 | 43 835 361 |
| Constitutions en société..... | 21 509 519 | 20 613 421 |
| <i>Loi sur les statistiques de l'état civil</i> | 19 761 506 | 20 215 642 |
| Jeux – Droits du programme provincial des billets à fenêtres..... | 15 502 298 | 15 953 169 |
| Établissements de fabrication du vin (droits et prélèvements)..... | 11 738 482 | 11 671 109 |
| Enregistrement de noms commerciaux..... | 9 296 465 | 9 539 006 |
| Jeux – Licences des loterie..... | 9 039 587 | 9 439 929 |
| Jeux – Droits d'inscription..... | 6 620 648 | 6 740 118 |
| Recherches, certificats et hypothèques..... | 4 654 371 | 4 597 114 |
| Permis pour occasions spéciales..... | 3 223 811 | 3 286 614 |
| <i>Loi sur le mariage</i> | 2 903 092 | 2 980 687 |
| Permis – Permis de vente pour trois ans..... | 2 496 979 | 2 458 906 |
| <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i> | 1 716 541 | 684 889 |
| Droits de cession de permis..... | 1 383 845 | 1 442 830 |
| <i>Loi sur le changement de nom</i> | 1 357 085 | 1 409 813 |
| Permis – Permis de vente pour deux ans..... | 1 291 656 | 1 346 261 |
| Sociétés en nom collectif..... | 384 170 | 352 639 |
| Permis – Permis de vente pour une occasion unique..... | 321 425 | 338 899 |
| Permis – Vineries ontariennes..... | 198 870 | 123 206 |
| En dehors de la province..... | 91 858 | 105 626 |
| Permis – Brasseurs provinciaux..... | 78 700 | 70 875 |
| <i>Loi sur l'administration financière</i> (frais pour chèques refusés)..... | 63 945 | 38 635 |
| Commission d'appel des enregistrements commerciaux..... | 60 300 | 65 535 |
| Permis – Fabricants de spiritueux..... | 25 200 | 17 640 |
| Fabrication – Pubs de brassage (droits et prélèvements)..... | 23 105 | 20 989 |
| <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie</i> | 12 968 | 9 261 |
| Droits d'enregistrement – Agents/Représentants..... | 12 540 | 11 521 |
| Déclarations annuelles obligatoires..... | 9 530 | 17 695 |
| Autres..... | 1 034 262 | 1 105 426 |
| | <hr/> | <hr/> |
| | 595 141 508 | 605 727 853 |
| <hr/> | | |
| ENTES ET LOCATIONS | | |
| Ventes et locations – Autres..... | 137 978 | 3 617 853 |
| Publications Ontario – ventes..... | 91 788 | 96 321 |
| Publications..... | 12 | 250 |
| | <hr/> | <hr/> |
| | 229 778 | 3 714 424 |
| <hr/> | | |

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|--------------------|--------------------|
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Autres | 9 914 131 | 1 982 208 |
| | ----- | ----- |
| | 9 914 131 | 1 982 208 |
| | ----- | ----- |
| DIVERS | | |
| Intérêt..... | 1 987 | 3 315 |
| Autres | 25 853 818 | 3 918 960 |
| | ----- | ----- |
| | 25 855 805 | 3 922 275 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 631 274 260 | 615 510 417 |
| | ===== | ===== |

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|--|---------------------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-352 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-353 |
| SERVICES AUX ADULTES..... | 2-355 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)..... | 2-354, 2-357, 2-358 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-360 |

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|----------------------|----------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 35 534 887 | Administration du ministère | 36 496 814 | 34 122 243 |
| 7 937 468 160 | Services aux adultes | 8 599 730 000 | 8 582 608 006 |
| <u>7 973 003 047</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>8 636 226 814</u> | <u>8 616 730 249</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 33 108 000 | Services aux adultes | 27 482 200 | 27 478 200 |
| <u>33 108 000</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>27 482 200</u> | <u>27 478 200</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 40 415 601 | Services aux adultes | 25 204 600 | 25 179 562 |
| <u>40 415 601</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>25 204 600</u> | <u>25 179 562</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Services aux adultes | 11 784 400 | 10 466 546 |
| <u>0</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>11 784 400</u> | <u>10 466 546</u> |
| ===== | | ===== | ===== |

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 701 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| 1 | 38 132 800 | (1 700 000) | 36 432 800 | Administration du ministère 34 056 275 |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301 |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667 |
| | <u>38 196 814</u> | <u>(1 700 000)</u> | <u>36 496 814</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 34 122 243 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Le programme fournit au ministère des conseils de planification stratégique des activités et des services de gestion opérationnelle afin d'aider les cadres à prendre leurs décisions. Comme ils font partie de la fonction publique de l'Ontario, les services de soutien des activités du ministère reprennent et renforcent les politiques et activités générales du gouvernement. Le ministère collabore avec le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse afin d'assurer une prestation de services efficace et efficiente.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|----------------------|-------------------|----------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 702 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES |
| 3 | 6 566 401 000 | 67 900 200 | 6 634 301 200 | Soutien financier et soutien à l'emploi 6 627 951 610 |
| 4 | 274 931 200 | (12 717 400) | 262 213 800 | Services sociaux aux adultes..... 260 725 405 |
| 6 | 1 632 942 000 | (5 879 000) | 1 627 063 000 | Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle 1 626 026 934 |
| 7 | 34 344 900 | 7 080 000 | 41 424 900 | Bureau des obligations familiales 40 357 714 |
| 10 | 17 617 000 | (3 522 200) | 14 094 800 | Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario 12 673 346 |
| L | 20 632 300 | | 20 632 300 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 14 872 997 |
| | 8 546 868 400 | 52 861 600 | 8 599 730 000 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES..... 8 582 608 006 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 9 | 27 482 200 | | 27 482 200 | Services aux adultes..... 27 478 200 |
| | 27 482 200 | | 27 482 200 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES 27 478 200 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 702 | | | | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES |
| 8 | 13 001 000 | 12 185 600 | 25 186 600 | Services aux adultes..... 25 178 654 |
| L | 18 000 | | 18 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 908 |
| | <u>13 019 000</u> | <u>12 185 600</u> | <u>25 204 600</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES..... 25 179 562 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

| | | | | |
|----|-------------------|----------------|-------------------|---|
| 11 | 496 000 | 351 400 | 847 400 | Services aux adultes..... 739 349 |
| 12 | 10 937 000 | | 10 937 000 | Bureau des obligations familiales 9 727 197 |
| | <u>11 433 000</u> | <u>351 400</u> | <u>11 784 400</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES..... 10 466 546 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme:

Le programme offre aux plus démunis des services communautaires efficaces et responsables, de la façon la plus équitable possible. Les Ontariens et Ontariennes dans le besoin peuvent accéder à des soutiens du revenu et de l'emploi de manière à pouvoir devenir autonomes. Le Bureau des obligations familiales est un programme neutre d'application de la loi qui travaille avec les personnes qui versent une pension alimentaire et celles qui en touchent une en vue de l'exécution des obligations alimentaires envers la famille. Les services communautaires pour adultes apportent leur appui aux familles et aux collectivités afin d'aider les adultes vulnérables. Ils desservent notamment les personnes ayant des déficiences intellectuelles et d'autres besoins particuliers, les femmes victimes de violence familiale et les Autochtones (par l'entremise de la Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones). La Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario veille au respect des exigences de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario*, dont l'objet est d'améliorer l'accessibilité en Ontario et de promouvoir l'intégration communautaire.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
|---|---------------|---------------|---|---------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3) | | | | |
| Traitements et salaires..... | 143 423 408 | | | |
| Avantages sociaux..... | 24 048 981 | | | |
| Transports et communications..... | 9 064 966 | | | |
| Services..... | 65 872 079 | | | |
| Fournitures et matériel..... | 3 977 940 | | | |
| Paiements de transfert | | | | |
| Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées | | | | |
| – Soutien financier..... | 3 294 497 230 | | | |
| Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées | | | | |
| – Soutien à l'emploi..... | 42 068 303 | | | |
| Programme Ontario au travail | | | | |
| – Soutien financier..... | 2 007 362 152 | | | |
| Programme Ontario au travail | | | | |
| – Soutien à l'emploi..... | 193 272 330 | | | |
| Programme de médicaments de l'Ontario..... | 846 257 832 | | | |
| | ----- | 6 383 457 847 | | |
| | | 6 629 845 221 | | |
| Moins : Recouvrements..... | 1 893 611 | | | |
| | ----- | 6 627 951 610 | | |
| <i>Soutien financier et soutien à l'emploi</i> | | | | |
| Traitements et salaires..... | 138 323 568 | | | |
| Avantages sociaux..... | 23 440 527 | | | |
| Transports et communications..... | 8 588 847 | | | |
| Services..... | 64 617 962 | | | |
| Fournitures et matériel..... | 3 900 576 | | | |
| Paiements de transfert | | | | |
| Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien financier..... | 3 294 497 230 | | | |
| Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien à l'emploi..... | 42 068 303 | | | |
| Programme Ontario au travail – Soutien financier..... | 2 007 362 152 | | | |
| Programme Ontario au travail – Soutien à l'emploi..... | 193 272 330 | | | |
| Programme de médicaments de l'Ontario..... | 846 257 832 | | | |
| | ----- | 6 383 457 847 | | |
| | | 6 622 329 327 | | |
| Moins : Recouvrements..... | 1 893 611 | | | |
| | ----- | 6 620 435 716 | | |
| | | | <i>Tribunal de l'aide sociale</i> | |
| | | | Traitements et salaires..... | 5 099 840 |
| | | | Avantages sociaux..... | 608 454 |
| | | | Transports et communications..... | 476 119 |
| | | | Services..... | 1 254 117 |
| | | | Fournitures et matériel..... | 77 364 |
| | | | | ----- |
| | | | | 7 515 894 |
| | | | ----- | |
| | | | Crédits législatifs | |
| | | | Autres opérations | |
| | | | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> | |
| | | | | 14 872 997 |
| | | | | ----- |
| | | | | 14 872 997 |
| | | | | ----- |
| | | | Services sociaux aux adultes (Poste 4) | |
| | | | Traitements et salaires..... | 5 233 603 |
| | | | Avantages sociaux..... | 609 660 |
| | | | Transports et communications..... | 252 803 |
| | | | Services..... | 4 365 698 |
| | | | Fournitures et matériel..... | 103 193 |
| | | | Paiements de transfert | |
| | | | Violence faite aux femmes..... | 138 038 229 |
| | | | Aide à l'intégration communautaire..... | 97 699 919 |
| | | | Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones..... | 14 422 300 |
| | | | | ----- |
| | | | | 250 160 448 |
| | | | | ----- |
| | | | | 260 725 405 |
| | | | | ----- |
| | | | Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle (Poste 6) | |
| | | | Traitements et salaires..... | 31 336 693 |
| | | | Avantages sociaux..... | 11 956 897 |
| | | | Transports et communications..... | 1 034 284 |
| | | | Services..... | 5 528 838 |
| | | | Fournitures et matériel..... | 976 264 |
| | | | Paiements de transfert | |
| | | | Services en établissement..... | 1 021 620 357 |
| | | | Services de soutien..... | 553 437 818 |
| | | | Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités..... | 135 783 |
| | | | | ----- |
| | | | | 1 575 193 958 |
| | | | | ----- |
| | | | | 1 626 026 934 |
| | | | | ----- |

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ |
|--|----------------------|-------------------|
| Bureau des obligations familiales (Poste 7) | | |
| Traitements et salaires..... | 26 072 720 | |
| Avantages sociaux..... | 4 192 508 | |
| Transports et communications | 1 396 740 | |
| Services | 10 713 118 | |
| Fournitures et matériel | 768 373 | |
| | ----- | |
| | 43 143 459 | |
| Moins : Recouvrements | 2 785 745 | |
| | ----- | |
| | 40 357 714 | |
| | ----- | |
| Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario (Poste 10) | | |
| Traitements et salaires..... | 4 923 085 | |
| Avantages sociaux..... | 526 062 | |
| Transports et communications | 239 065 | |
| Services | 5 501 094 | |
| Fournitures et matériel | 261 287 | |
| Paiements de transfert | | |
| Partenariats stratégiques pour l'accessibilité | 1 222 753 | |
| | ----- | |
| | 12 673 346 | |
| | ----- | |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES..... | 8 582 608 006 | |
| | ===== | |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | |
| Services aux adultes (Poste 9) | | |
| Avances et montants récupérables | | |
| Programme ontarien de soutien | | |
| aux personnes handicapées – | | |
| Aide financière..... | 27 478 200 | |
| | ----- | |
| | 27 478 200 | |
| | ----- | |
| <i>Soutien financier et soutien à l'emploi</i> | | |
| Avances et montants récupérables | | |
| Programme ontarien de soutien | | |
| aux personnes handicapées | | |
| – Aide financière | 27 478 200 | |
| | ----- | |
| | | 27 478 200 |
| | | ----- |
| TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES..... | | 27 478 200 |
| | | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | |
| Services aux adultes (Poste 8) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions d'immobilisations | 8 809 380 | |
| Renouvellement des | | |
| installations des partenaires | 12 861 384 | |
| | ----- | |
| | | 21 670 764 |
| Autres opérations | | |
| Investissements dans | | |
| les immobilisations | 3 507 890 | |
| | ----- | |
| | | 3 507 890 |
| | | ----- |
| | | 25 178 654 |
| | | ----- |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..</i> | | 908 |
| | | ----- |
| | | 908 |
| | | ----- |
| TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES..... | | 25 179 562 |
| | | ===== |

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|-------------------|
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | |
| Services aux adultes (Poste 11) | |
| Parc automobile et flotte de bateaux..... | 216 525 |
| Logiciels d'application de gestion..... | 12 842 553 |
| | ----- |
| | 13 059 078 |
| Moins : Recouvrements en capital..... | 12 319 729 |
| | ----- |
| | 739 349 |
| | ----- |
| Bureau des obligations familiales (Poste 12) | |
| Logiciels d'application de gestion..... | 9 727 197 |
| | ----- |
| | 9 727 197 |
| | ----- |
| TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) | |
| POUR LE PROGRAMME DES | |
| SERVICES AUX ADULTES..... | 10 466 546 |
| | ===== |

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|---|---------------------------|---------------------------|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens | 90 192 734 | 73 844 231 |
| Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées | 38 205 738 | 38 205 738 |
| Logement en milieu de soutien | 2 418 798 | 2 420 253 |
| Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale | 1 028 859 | 1 055 668 |
| Langue française | 48 500 | 74 000 |
| | <u>131 894 629</u> | <u>115 599 890</u> |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Remaniement des services locaux | 587 088 602 | 637 678 438 |
| Cas attribués (BOF) – POSPH | 12 356 408 | 12 732 079 |
| Autres | 0 | 107 |
| | <u>599 445 010</u> | <u>650 410 624</u> |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Frais d'administration – FRO | 1 690 733 | 1 743 635 |
| FOI – Droits | 27 909 | 19 214 |
| Frais pour chèques refusés | 21 875 | 22 015 |
| Entretien – Pensionnaires d'établissements | 0 | 55 176 |
| | <u>1 740 517</u> | <u>1 840 040</u> |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Autres – ventes – générales | 120 | 9 063 |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Subventions de fonctionnement | 24 878 841 | 12 261 861 |
| Frais de fonctionnement | 688 322 | 1 139 491 |
| Subventions | 298 557 | 548 261 |
| | <u>25 865 720</u> | <u>13 949 613</u> |
| DIVERS | | |
| Comptes de subrogation | 2 660 804 | 1 666 913 |
| Pénalités – intérêt | 4 783 | 10 118 |
| Intérêts bancaires | 612 | 443 |
| Indemnités de service judiciaire et de témoin | 161 | 398 |
| Autres | 149 030 | 387 442 |
| | <u>2 815 390</u> | <u>2 065 314</u> |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | <u>761 761 386</u> | <u>783 874 544</u> |

MINISTÈRE DU TOURISME

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|---|-------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-362 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-363 |
| TOURISME..... | 2-365 |
| IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES | 2-367 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-364 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-369 |

MINISTÈRE DU TOURISME
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|--------------------|--------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 4 524 573 | Administration du ministère | 5 207 514 | 5 047 831 |
| 98 279 663 | Tourisme | 124 169 000 | 123 678 587 |
| <u>102 804 236</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | <u>129 376 514</u> | <u>128 726 418</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 2 000 | 0 |
| 0 | Tourisme | 2 000 | 0 |
| 14 751 047 | Immobilisations touristiques | 30 280 800 | 16 478 616 |
| <u>14 751 047</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>30 284 800</u> | <u>16 478 616</u> |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 1 000 | 0 |
| 0 | Tourisme | 1 000 | 0 |
| <u>0</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | <u>2 000</u> | <u>0</u> |
| ===== | | ===== | ===== |

MINISTÈRE DU TOURISME
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 3801 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| 1 | 5 143 500 | | 5 143 500 | Administration du ministère |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> |
| | <u>5 207 514</u> | | <u>5 207 514</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| | ===== | ===== | ===== | 5 047 831 ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 1 000 | | 1 000 | Administration du ministère |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> .. |
| | <u>2 000</u> | | <u>2 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| | ===== | ===== | ===== | 0 ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Administration du ministère |
| | <u>1 000</u> | | <u>1 000</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| | ===== | ===== | ===== | 0 ===== |

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et les Communications. Le programme assure l'orientation et la direction générale du ministère et il est aussi responsable de l'administration interne.

MINISTÈRE DU TOURISME
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ |
|---|-----------|------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | |
| <i>Administration du ministère (Poste 1)</i> | | |
| Traitements et salaires..... | | 3 460 582 |
| Avantages sociaux..... | | 510 972 |
| Transports et communications..... | | 117 530 |
| Services..... | | 811 291 |
| Fournitures et matériel..... | | 84 579 |
| | | ----- |
| | | 4 984 954 |
| | | ----- |
| <i>Bureau principal</i> | | |
| Traitements et salaires..... | 1 272 468 | |
| Avantages sociaux..... | 251 654 | |
| Transports et communications..... | 83 465 | |
| Services..... | 370 585 | |
| Fournitures et matériel..... | 38 194 | |
| | ----- | 2 016 366 |
| | | ----- |
| <i>Services de communication</i> | | |
| Traitements et salaires..... | 2 188 114 | |
| Avantages sociaux..... | 259 318 | |
| Transports et communications..... | 34 065 | |
| Services..... | 440 706 | |
| Fournitures et matériel..... | 46 385 | |
| | ----- | 2 968 588 |
| | | ----- |
| <i>Crédits législatifs</i> | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | | 49 301 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | | 13 576 |
| | | ----- |
| | | 62 877 |
| | | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | |
| POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | | 5 047 831 |
| | | ===== |

MINISTÈRE DU TOURISME
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|-----------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 3802 PROGRAMME DU TOURISME | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 1 | 114 703 700 | 9 465 300 | 124 169 000 | Tourisme..... 123 678 587 |
| | <u>114 703 700</u> | <u>9 465 300</u> | <u>124 169 000</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME DU TOURISME..... 123 678 587 |
| | | | | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 1 000 | | 1 000 | Tourisme..... 0 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 0 |
| | <u>2 000</u> | | <u>2 000</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME DU TOURISME..... 0 |
| | | | | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Tourisme..... 0 |
| | <u>1 000</u> | | <u>1 000</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) |
| | ===== | ===== | ===== | POUR LE PROGRAMME DU TOURISME..... 0 |
| | | | | ===== |

Description du programme:

Le Programme du tourisme a pour objectif d'appuyer et de stimuler l'industrie touristique de l'Ontario, ce qui est directement lié à la priorité du gouvernement Une société forte, une économie forte, et qui attirera emplois et investissements en Ontario.

Le ministère travaille en collaboration avec les associations et entreprises touristiques pour développer et renforcer l'industrie touristique de la province et pour promouvoir l'Ontario à l'étranger comme destination de choix offrant des activités toute l'année. Le Programme collabore avec les intervenants de l'industrie pour offrir des destinations et expériences touristiques originales, chercher des possibilités de développement touristique et offrir des renseignements stratégiques afin que les intervenants du secteur touristique demeurent bien informés sur les tendances, les enjeux et les attentes des visiteurs. Les organismes ministériels font connaître les attraits touristiques de l'Ontario au pays et à l'étranger. Le ministère veille à la responsabilisation et à la bonne gouvernance de ses organismes et continue de travailler à des initiatives de revitalisation visant à accroître la viabilité à long terme des organismes et la qualité des services au public.

MINISTÈRE DU TOURISME

PROGRAMME DU TOURISME – CRÉDIT 3802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ | \$ | \$ |
|--|------------|-------------|--|------------|----|--------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | | | |
| Tourisme (Poste 1) | | | <i>Marketing touristique</i> | | | |
| | | | Paiements de transfert | | | |
| | | | Société du Partenariat ontarien | | | |
| | | | de marketing touristique | 50 114 799 | | |
| | | | | | | 50 114 799 |
| Traitements et salaires..... | 11 034 065 | | | | | |
| Avantages sociaux..... | 1 432 982 | | <i>Activités touristiques</i> | | | |
| Transports et communications | 490 892 | | Traitements et salaires..... | 5 554 525 | | |
| Services | 21 809 361 | | Avantages sociaux | 737 644 | | |
| Fournitures et matériel | 1 103 252 | | Transports et communications | 180 888 | | |
| Paiements de transfert | | | Services | 2 837 679 | | |
| Subventions à l'appui du | | | Fournitures et matériel | 871 917 | | |
| développement des | | | Paiements de transfert | | | |
| investissements touristiques..... | 16 063 788 | | Société d'exploitation | | | |
| Subventions à l'appui du Programme | | | de la Place Ontario..... | 5 000 000 | | |
| de sollicitation et de soutien pour | | | Commission des parcs | | | |
| les événements et les festivals | 8 904 202 | | du Saint-Laurent..... | 7 600 250 | | |
| Commandite provinciale des Jeux | | | | | | 12 600 250 |
| olympiques d'hiver de 2010..... | 774 489 | | | | | 22 782 903 |
| Société du Partenariat ontarien | | | | | | |
| de marketing touristique | 50 114 799 | | | | | |
| Société d'exploitation | | | | | | |
| de la Place Ontario | 5 000 000 | | | | | |
| Commission des parcs | | | | | | |
| du Saint-Laurent..... | 7 600 250 | | | | | |
| | | 88 457 528 | | | | |
| | | 124 328 080 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | | | |
| Moins: Recouvrements | | 649 493 | POUR LE PROGRAMME DU TOURISME | | | 123 678 587 |
| | | 123 678 587 | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| <i>Politiques et développement du tourisme</i> | | | | | | |
| Traitements et salaires..... | 5 479 540 | | | | | |
| Avantages sociaux..... | 695 338 | | | | | |
| Transports et communications | 310 004 | | | | | |
| Services | 18 971 682 | | | | | |
| Fournitures et matériel | 231 335 | | | | | |
| Paiements de transfert | | | | | | |
| Subventions à l'appui du | | | | | | |
| développement des | | | | | | |
| investissements touristiques..... | 16 063 788 | | | | | |
| Subventions à l'appui du Programme de | | | | | | |
| sollicitation et de soutien pour les | | | | | | |
| événements et les festivals | 8 904 202 | | | | | |
| Commandite provinciale des Jeux | | | | | | |
| olympiques d'hiver de 2010..... | 774 489 | | | | | |
| | | 51 430 378 | | | | |
| Moins : Recouvrements | | 649 493 | | | | |
| | | 50 780 885 | | | | |

MINISTÈRE DU TOURISME
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 3804 | | | | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES |
| 1 | 33 888 800 | (3 608 000) | 30 280 800 | Immobilisations touristiques..... |
| | | | | |
| | 33 888 800 | (3 608 000) | 30 280 800 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES..... |
| | | | | 16 478 616 |

Description du programme:

Le Programme d'immobilisations touristiques veille à la préservation et à la promotion des fonds investis par l'Ontario dans l'infrastructure touristique. Le ministère administre le programme provincial Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme - une initiative de développement de l'infrastructure doté d'un budget de 300 millions de dollars. Par ailleurs, le ministère est chargé d'assurer la réfection des actifs touristiques qui appartiennent à la province ou sont exploités par cette dernière et qui stimulent l'économie. Les fonds accordés aux organismes, attractions et centres des congrès relevant du ministère permettent à ces derniers d'entreprendre des réparations et réfections de l'infrastructure existante - rénovations, réparations, remplacement d'équipement et travaux visant la conformité avec les lois et règlements, comme les aménagements requis par le Code du bâtiment, etc. - afin de les aider à atteindre les normes en matière de santé et de sécurité, de demeurer attirants pour les visiteurs et de rester concurrentiels.

MINISTÈRE DU TOURISME
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES – CRÉDIT 3804
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ |
|---|-----------|-------------------|
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | |
| Immobilisations touristiques (Poste 1) | | |
| Services | | 7 907 351 |
| Fournitures et matériel | | 1 096 965 |
| Paiements de transfert | | |
| Partenariats pour le tourisme | 48 800 | |
| Réparations et rénovations | | |
| des organismes touristiques | 6 325 500 | |
| Subventions pour le tourisme..... | 1 100 000 | |
| | ----- | 7 474 300 |
| | | ----- |
| | | 16 478 616 |
| | | ----- |
| TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) | | |
| POUR LE PROGRAMME | | |
| D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES | | 16 478 616 |
| | | ===== |

MINISTÈRE DU TOURISME

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|---|------------------|------------------|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Entente Canada-Ontario sur l'infrastructure – quote-part du gouvernement fédéral..... | 0 | 1 040 757 |
| | ----- | ----- |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Parcs historiques de la Huronia..... | 661 140 | 682 886 |
| Vieux Fort William..... | 466 785 | 405 884 |
| Jeux olympiques de 2010 à Vancouver..... | 7 353 | 0 |
| Autres | 1 665 | 436 |
| | ----- | ----- |
| | 1 136 943 | 1 089 206 |
| | ----- | ----- |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Vieux Fort William..... | 37 763 | 37 804 |
| | ----- | ----- |
| | 37 763 | 37 804 |
| | ----- | ----- |
| REDEVANCES..... | | |
| | 40 | 22 |
| | ----- | ----- |
| | 40 | 22 |
| | ----- | ----- |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| | 44 234 | 130 119 |
| | ----- | ----- |
| | 44 234 | 130 119 |
| | ----- | ----- |
| DIVERS | | |
| Autres revenus non déterminés..... | 1 001 | 0 |
| | ----- | ----- |
| | 1 001 | 0 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 1 219 981 | 2 297 908 |
| | ===== | ===== |

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|--|-----------------------------------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-372 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-373 |
| POLITIQUES ET PLANIFICATION | 2-376 |
| SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE..... | 2-379 |
| GESTION DES ROUTES PROVINCIALES..... | 2-382 |
| GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS | 2-386 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-374, 2-375, 2-381, 2-384, 2-385 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-388 |

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|----------------------|----------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 40 287 386 | Administration du ministère | 41 584 414 | 40 259 751 |
| 410 264 352 | Politiques et planification | 406 805 800 | 402 258 816 |
| 122 159 093 | Sécurité des usagers de la route | 107 024 000 | 106 735 939 |
| 398 304 878 | Gestion des routes provinciales | 403 915 300 | 391 178 681 |
| 68 401 771 | Groupement de l'économie et des transports | 74 986 200 | 71 538 006 |
| 1 039 417 480 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 1 034 315 714 | 1 011 971 193 |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 0 | Administration du ministère | 1 000 | 0 |
| 0 | Politiques et planification | 1 000 | 0 |
| 0 | Sécurité des usagers de la route | 1 000 | 0 |
| 0 | Gestion des routes provinciales | 1 000 | 0 |
| 0 | Groupement de l'économie et des transports | 1 000 | 0 |
| 0 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 5 000 | 0 |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 215 000 | 493 204 |
| 810 698 637 | Politiques et planification | 1 382 388 900 | 1 304 773 664 |
| 0 | Sécurité des usagers de la route | 1 000 | 0 |
| 504 808 609 | Gestion des routes provinciales | 569 164 100 | 555 924 974 |
| 1 315 507 246 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 1 951 769 000 | 1 861 191 842 |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 10 000 000 | 9 672 850 |
| 0 | Sécurité des usagers de la route | 1 000 | 0 |
| 1 317 848 951 | Gestion des routes provinciales | 1 757 298 600 | 1 727 515 267 |
| 1 317 848 951 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 1 767 299 600 | 1 737 188 117 |

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2701 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| 1 | 43 020 400 | (1 500 000) | 41 520 400 | Soutien opérationnel..... 40 194 097 |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301 |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 353 |
| | 43 084 414 | (1 500 000) | 41 584 414 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 40 259 751 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Soutien opérationnel..... 0 |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Administration du ministère 0 |
| L | 214 000 | | 214 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 493 204 |
| | 215 000 | | 215 000 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 493 204 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 3 000 000 | 7 000 000 | 10 000 000 | Administration du ministère 9 672 850 |
| | 3 000 000 | 7 000 000 | 10 000 000 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 9 672 850 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère offre son leadership et ses conseils en matière de planification des ressources, de gestion, de contrôle financier, de service à la clientèle et de planification de l'accessibilité, et pour d'autres fonctions ministérielles.

Du soutien est offert aux différents secteurs de programmes par le personnel des directions suivantes : Finances, Communications, Installations et services opérationnels, Gestion stratégique des ressources humaines, Vérification interne et Services juridiques. Les Ressources humaines, la Vérification interne et les Services juridiques conservent leur leadership stratégique tout en continuant de rendre des comptes au Centre de développement du leadership et de gestion des ressources humaines, au ministère des Finances et au ministère du Procureur général, respectivement, mais leurs coûts de fonctionnement sont pris en charge par le ministère des Transports.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ | \$ |
|--|------------|--|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | <i>Services de communication</i> | |
| Soutien opérationnel (Poste 1) | | | |
| Traitements et salaires..... | 14 031 715 | Traitements et salaires..... | 2 862 052 |
| Avantages sociaux..... | 1 861 452 | Avantages sociaux..... | 415 558 |
| Transports et communications..... | 651 400 | Transports et communications..... | 57 370 |
| Services..... | 28 792 179 | Services..... | 459 589 |
| Fournitures et matériel..... | 7 718 429 | Fournitures et matériel..... | 108 396 |
| | ----- | | ----- |
| | 53 055 175 | | ----- |
| Moins : Recouvrements..... | 12 861 078 | | 3 902 965 |
| | ----- | | ----- |
| | 40 194 097 | | |
| | ----- | | |
| <i>Bureau principal</i> | | <i>Ressources humaines</i> | |
| Traitements et salaires..... | 1 451 073 | Traitements et salaires..... | 1 770 635 |
| Avantages sociaux..... | 153 527 | Avantages sociaux..... | 239 024 |
| Transports et communications..... | 67 273 | Transports et communications..... | 40 079 |
| Services..... | 33 981 | Services..... | 110 781 |
| Fournitures et matériel..... | 16 221 | Fournitures et matériel..... | 15 623 |
| | ----- | | ----- |
| | 1 722 075 | | 2 176 142 |
| | ----- | | ----- |
| <i>Services financiers et administratifs</i> | | <i>Services de vérification</i> | |
| Traitements et salaires..... | 3 775 567 | Services..... | 1 579 503 |
| Avantages sociaux..... | 459 240 | | ----- |
| Transports et communications..... | 208 460 | | 1 579 503 |
| Services..... | 931 934 | | ----- |
| Fournitures et matériel..... | 840 568 | | |
| | ----- | | |
| | 6 215 769 | | |
| | ----- | | |
| <i>Installations et services opérationnels</i> | | <i>Services juridiques</i> | |
| Traitements et salaires..... | 4 172 388 | Transports et communications..... | 45 988 |
| Avantages sociaux..... | 594 103 | Services..... | 2 405 107 |
| Transports et communications..... | 232 230 | Fournitures et matériel..... | 65 819 |
| Services..... | 23 271 284 | | ----- |
| Fournitures et matériel..... | 6 671 802 | | 2 516 914 |
| | ----- | | ----- |
| | 34 941 807 | | |
| Moins : Recouvrements..... | 12 861 078 | | |
| | ----- | | |
| | 22 080 729 | | |
| | ----- | | |
| | | <i>Crédits législatifs</i> | |
| | | Traitement versé au ministre en vertu | |
| | | de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 49 301 |
| | | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en | |
| | | vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 16 353 |
| | | | ----- |
| | | | 65 654 |
| | | | ----- |
| | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| | | POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 40 259 751 |
| | | | ===== |

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|---|------------------|
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | |
| Crédits législatifs | |
| Autres opérations | |
| Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> .. | 493 204 |
| | ----- |
| | 493 204 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) | |
| POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 493 204 |
| | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | |
| Administration du ministère (Poste 3) | |
| Parc automobile et flotte de bateaux..... | |
| | 9 672 850 |
| | ----- |
| | 9 672 850 |
| | ----- |
| TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) | |
| POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 9 672 850 |
| | ===== |

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|----------------------|--------------------|----------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2702 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION |
| 1 | 17 970 300 | (2 500 000) | 15 470 300 | Politiques et planification |
| 2 | 387 370 500 | 3 964 000 | 391 334 500 | Transports urbains et régionaux..... |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> |
| | | | | |
| | 405 341 800 | 1 464 000 | 406 805 800 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION..... |
| | ===== | ===== | ===== | 402 258 816 |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Transports urbains et régionaux..... |
| | | | | |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION..... |
| | ===== | ===== | ===== | 0 |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 1 187 295 000 | 195 093 900 | 1 382 388 900 | Transports urbains et régionaux..... |
| | | | | |
| | 1 187 295 000 | 195 093 900 | 1 382 388 900 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION..... |
| | ===== | ===== | ===== | 1 304 773 664 |

Description du programme:

Le Programme des politiques et de la planification est chargé d'établir et de défendre les intérêts stratégiques à long terme de l'Ontario en matière de transport. Sa principale priorité est de planifier et de promouvoir un réseau de transport multimodal efficient et durable dans toute la province.

En consultation avec les principaux partenaires fédéraux et municipaux, le programme se charge de l'élaboration des politiques relatives au transport multimodal et de la planification des transports à long terme pour faire en sorte que tous les éléments du réseau (aérien, ferroviaire, routier, maritime et transports en commun) fonctionnent efficacement ensemble.

Le programme fournit des fonds pour soutenir un réseau de transport multimodal et pour faciliter l'atteinte des objectifs provinciaux liés au changement climatique pour ce qui a trait aux transports. Il est responsable de gérer les relations de la province avec les organismes de la Couronne comptables devant le ministre des Transports, comme le Réseau GO et Metrolinx (auparavant appelé la Régie des transports du grand Toronto).

De plus, la Division s'attache à faire avancer les priorités et les intérêts de l'Ontario en matière de transport en travaillant avec le gouvernement fédéral et d'autres provinces dans des domaines essentiels d'intérêt commun.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ | \$ |
|--|------------|--|-------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | <i>Direction des politiques stratégiques et de l'économie des transports</i> | |
| Politiques et planification (Poste 1) | | | |
| Traitements et salaires..... | 9 329 477 | Traitements et salaires..... | 2 806 040 |
| Avantages sociaux..... | 1 132 912 | Avantages sociaux..... | 345 685 |
| Transports et communications..... | 288 267 | Transports et communications..... | 69 599 |
| Services..... | 3 045 944 | Services..... | 441 947 |
| Fournitures et matériel..... | 148 704 | Fournitures et matériel..... | 33 863 |
| | ----- | | ----- |
| | 13 945 304 | | 3 697 134 |
| | ----- | | ----- |
| <i>Direction des politiques de transport en commun</i> | | Transports urbains et régionaux (Poste 2) | |
| Traitements et salaires..... | 2 837 932 | Paiements de transfert | |
| Avantages sociaux..... | 353 340 | Subventions de fonctionnement | |
| Transports et communications..... | 76 426 | du Réseau GO..... | 68 426 512 |
| Services..... | 1 628 288 | Affectation de la taxe | |
| Fournitures et matériel..... | 51 330 | municipale sur l'essence..... | 315 466 862 |
| | ----- | Initiatives en matière de | |
| | 4 947 316 | changement climatique..... | 4 420 138 |
| | ----- | | ----- |
| | | | 388 313 512 |
| | | | ----- |
| | | | 388 313 512 |
| | | | ----- |
| <i>Direction des politiques du transport</i> | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| Traitements et salaires..... | 3 685 505 | POUR LE PROGRAMME DES | |
| Avantages sociaux..... | 433 887 | POLITIQUES ET PLANIFICATION | |
| Transports et communications..... | 142 242 | 402 258 816 | |
| Services..... | 975 709 | ===== | |
| Fournitures et matériel..... | 63 511 | | |
| | ----- | | |
| | 5 300 854 | | |
| | ----- | | |

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ |
|--|----------------------|---------------|
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | |
| <i>Transports urbains et régionaux (Poste 3)</i> | | |
| Traitements et salaires..... | | 3 537 912 |
| Avantages sociaux..... | | 437 232 |
| Transports et communications | | 108 899 |
| Services | | 3 983 696 |
| Fournitures et matériel | | 75 456 |
| Paiements de transfert | | |
| Transports en commun..... | 1 296 714 569 | |
| | | ----- |
| | | 1 304 857 764 |
| Moins : Recouvrements | | 84 100 |
| | | ----- |
| | | 1 304 773 664 |
| | | ----- |
| <i>Transports urbains et régionaux</i> | | |
| Services | 84 100 | |
| Paiements de transfert | | |
| Transports en commun..... | 1 296 714 569 | |
| | | ----- |
| | 1 296 798 669 | |
| Moins : Recouvrements | 84 100 | |
| | ----- | 1 296 714 569 |
| | | ----- |
| <i>Planification des transports</i> | | |
| Traitements et salaires..... | 3 537 912 | |
| Avantages sociaux..... | 437 232 | |
| Transports et communications | 108 899 | |
| Services | 3 899 596 | |
| Fournitures et matériel | 75 456 | |
| | ----- | 8 059 095 |
| | | ----- |
| TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) | | |
| POUR LE PROGRAMME DES | | |
| POLITIQUES ET PLANIFICATION..... | 1 304 773 664 | |
| | | ===== |

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2703 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| | | | | PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE |
| 1 | 105 224 000 | 1 500 000 | 106 724 000 | Sécurité des usagers de la route 106 435 939 |
| L | 300 000 | | 300 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 300 000 |
| | <u>105 524 000</u> | <u>1 500 000</u> | <u>107 024 000</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE 106 735 939 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Sécurité des usagers de la route 0 |
| | <u>1 000</u> | | <u>1 000</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|--------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2703 | | | | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| | | | | PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Sécurité des usagers de la route 0 |
| | | | | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE 0 |
| | 1 000 | | 1 000 | |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 1 000 | | 1 000 | Sécurité des usagers de la route 0 |
| | | | | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE 0 |
| | 1 000 | | 1 000 | |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme :

Le Programme de la sécurité des usagers de la route élabore des stratégies ministérielles destinées à améliorer la sécurité routière et la circulation en encourageant la prudence au volant par l'éducation, l'observation de la loi et la réglementation de la conduite, en faisant la promotion de la sécurité des véhicules et des transporteurs et en assurant le service à la clientèle. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (police, groupes communautaires, organisations de prévention des accidents, secteur privé, etc.) pour réduire le nombre d'accidents mortels et de blessures sur les routes de l'Ontario.

Les principales responsabilités du programme sont les suivantes : établir les normes de sécurité et élaborer les politiques, programmes et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs et les véhicules; inspecter, surveiller et faire appliquer ces normes; gérer et exécuter le Plan d'immatriculation international applicable aux véhicules commerciaux; encadrer la délivrance des permis et l'immatriculation des véhicules par les partenaires chargés de la prestation des services, comme ServiceOntario; gérer les contrats et les relations courantes avec les fournisseurs de services; établir des programmes de formation et approuver et surveiller le matériel de formation et l'exécution des programmes de formation à la conduite par des partenariats de services; travailler avec des partenaires pour sensibiliser les usagers de la route à la conduite sécuritaire et aux politiques, lois et programmes régissant la sécurité routière. Le programme suit ce qui se passe dans les autres administrations et les travaux de recherche en sécurité routière afin que les initiatives mises en place en Ontario permettent à la province de rester l'un des territoires de compétence les plus sûrs d'Amérique du Nord.

Le programme dirige des efforts - auxquels il participe activement - menés avec d'autres administrations au Canada et aux États-Unis pour élaborer et promouvoir des pratiques exemplaires et des programmes de sécurité routière. Il fixe également des normes de service à la clientèle et surveille la prestation des services, notamment la prestation électronique des produits et services du gouvernement. Il facilite l'exécution de programmes d'autres ministères, p. ex., Air pur Ontario (ministère de l'Environnement).

Le ministère des Transports recueille des données auprès des particuliers en vertu du Code de la route. Il assure la garde de cette information et protège la confidentialité des renseignements personnels conformément à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE – CRÉDIT 2703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|--------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Sécurité des usagers de la route (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 66 188 965 |
| Avantages sociaux..... | 10 198 312 |
| Transports et communications..... | 4 947 003 |
| Services..... | 39 238 703 |
| Fournitures et matériel..... | 2 452 148 |
| Paiements de transfert | |
| Subventions pour la sécurité publique..... | 488 222 |
| | ----- |
| | 123 513 353 |
| Moins : Recouvrements..... | 17 077 414 |
| | ----- |
| | 106 435 939 |
| | ----- |
| Crédits législatifs | |
| Autres opérations | |
| Créances irrécouvrables, | |
| <i>Loi sur l'administration financière</i> | 300 000 |
| | ----- |
| | 300 000 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ | |
| DES USAGERS DE LA ROUTE..... | 106 735 939 |
| | ===== |

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2704 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES |
| 1 | 382 766 200 | 21 148 100 | 403 914 300 | Opérations et entretien..... 390 178 681 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 000 000 |
| | <u>382 767 200</u> | <u>21 148 100</u> | <u>403 915 300</u> | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 391 178 681 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 5 | 1 000 | | 1 000 | Gestion des routes provinciales 0 |
| | <u>1 000</u> | | <u>1 000</u> | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|---|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2704 | | | | |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES |
| 2 | 82 456 400 | 21 236 200 | 103 692 600 | Génie des transports et construction 100 659 395 |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Travaux routiers en cours 0 |
| L | 465 470 500 | | 465 470 500 | Amortissement, Génie et construction, <i>Loi sur l'administration financière</i> 455 265 579 |
| | <u>547 927 900</u> | <u>21 236 200</u> | <u>569 164 100</u> | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES..... 555 924 974 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 1 778 298 600 | (21 000 000) | 1 757 298 600 | Infrastructure de transport – actifs 1 727 515 267 |
| | <u>1 778 298 600</u> | <u>(21 000 000)</u> | <u>1 757 298 600</u> | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 1 727 515 267 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme:

Ce programme supervise la planification, la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation du réseau routier de la province, et il élabore des stratégies pour optimiser les résultats des investissements dans l'infrastructure routière.

Le programme gère les activités visant à garantir la sûreté du réseau routier provincial, il permet la circulation des personnes et des marchandises, et il fait la promotion de la durabilité économique, environnementale et sociale. Le programme réalise ces activités en recourant à des ressources internes et à divers partenariats avec nos fournisseurs de services du secteur privé.

De bonnes stratégies d'investissement préservent l'infrastructure routière existante par l'application de principes de gestion des biens, améliorent les couloirs commerciaux menant aux principaux postes frontaliers (en particulier le passage Windsor-Detroit) et intègrent réseau routier et transports en commun.

Les activités comprennent notamment les évaluations environnementales, la planification, le génie, l'acquisition de propriétés, la réfection, la construction de nouveaux aménagements, la surveillance des contrats, l'entretien de routine en été et en hiver (comme le nivellement des accotements, le déneigement et le déverglacage) pour l'ensemble des routes et des ouvrages d'art de la province. En plus du réseau routier, le programme est responsable des aéroports aménagés dans les régions éloignées du Nord de l'Ontario et des services de traversiers à divers endroits partout dans la province.

Le programme élabore aussi des politiques et des directives et fixe les normes d'entretien, de conception, de construction et de planification des matériaux et des investissements pour les routes et les ouvrages d'art.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ | \$ | | \$ | \$ |
|--|------------|------------|--|----------------------|---------------|
| | | | Crédits législatifs | | |
| <i>Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor</i> | | | | | |
| Traitements et salaires..... | 1 999 792 | | Autres opérations | | |
| Avantages sociaux..... | 267 429 | | Amortissements, Génie et construction, | | |
| Transports et communications..... | 171 902 | | <i>Loi sur l'administration financière</i> | 455 265 579 | |
| Services..... | 50 151 577 | | | | 455 265 579 |
| Fournitures et matériel..... | 239 135 | | | | ----- |
| | ----- | 52 829 835 | | | |
| | | ----- | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) | | |
| | | | POUR LE PROGRAMME DE GESTION | | |
| | | | DES ROUTES PROVINCIALES | 555 924 974 | ===== |
| | | | | | |
| Travaux routiers en cours (Poste 4) | | | ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | |
| Traitements et salaires..... | | 61 697 655 | Infrastructure de transport – actifs (Poste 3) | | |
| Avantages sociaux..... | | 8 744 343 | Infrastructure des transports..... | 2 334 310 214 | |
| Transports et communications..... | | 1 885 951 | Logiciels d'application de gestion..... | 2 572 348 | |
| Services..... | | 19 640 061 | | | ----- |
| Fournitures et matériel..... | | 906 602 | | | 2 336 882 562 |
| | | ----- | Moins : Recouvrements | 609 367 295 | ----- |
| | | 92 874 612 | | | 1 727 515 267 |
| Moins : Recouvrements | | 92 874 612 | | | ----- |
| | | ----- | | | |
| | | 0 | | | |
| | | ----- | | | |
| | | | | | |
| <i>Travaux routiers en cours</i> | | | | | |
| Traitements et salaires..... | 60 353 387 | | <i>Infrastructure de transport – actifs</i> | | |
| Avantages sociaux..... | 8 553 860 | | Infrastructure des transports..... | 2 182 014 477 | |
| Transports et communications..... | 1 871 189 | | Logiciels d'application de gestion..... | 2 572 348 | |
| Services..... | 19 629 917 | | | | ----- |
| Fournitures et matériel..... | 906 450 | | | | 2 184 586 825 |
| | ----- | | Moins : Recouvrements | 609 367 295 | ----- |
| | 91 314 803 | | | | 1 575 219 530 |
| Moins : Recouvrements | 91 314 803 | | | | ----- |
| | ----- | 0 | | | |
| | | ----- | | | |
| | | | | | |
| <i>Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor</i> | | | <i>Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor</i> | | |
| Traitements et salaires..... | 1 344 268 | | Infrastructure des transports..... | 152 295 737 | |
| Avantages sociaux..... | 190 483 | | | | ----- |
| Transports et communications..... | 14 762 | | | | 152 295 737 |
| Services..... | 10 144 | | | | ----- |
| Fournitures et matériel..... | 152 | | | | |
| | ----- | | | | |
| | 1 559 809 | | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) | | |
| Moins : Recouvrements | 1 559 809 | | POUR LE PROGRAMME DE GESTION | | |
| | ----- | 0 | DES ROUTES PROVINCIALES | 1 727 515 267 | ===== |
| | | ----- | | | |

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 2705 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS |
| 1 | 72 688 700 | 2 200 000 | 74 888 700 | Services d'information et de technologie de l'information 71 440 506 |
| 3 | 97 500 | | 97 500 | Recouvrement des ministères à vocation économique 97 500 |
| | 72 786 200 | 2 200 000 | 74 986 200 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS |
| | ===== | ===== | ===== | 71 538 006 ===== |
| ACTIF DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Information et technologie de l'information 0 |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS |
| | ===== | ===== | ===== | 0 ===== |

Description du programme :

Le Groupement de l'économie et des transports offre son leadership relativement à l'utilisation de la technologie de l'information aux ministères suivants : Développement économique, Commerce international et Investissement, Travail, Recherche et Innovation, Petites Entreprises et Services aux consommateurs et Transports.

Le Groupement permet aux ministères de réaliser les volets de leur planification axée sur les résultats en gérant de façon efficace les ressources en information et technologie de l'information (ITI). De plus, le Groupement planifie les investissements en ITI des ministères et fournit des services de qualité aux clients tout en mesurant et en améliorant continuellement son rendement. Pour améliorer la prestation des programmes, générer de nouveaux débouchés et mieux servir ses clients, le Groupement s'attache à moderniser les pratiques, les systèmes et les applications des ministères dans le domaine de l'information.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Services d'information et de technologie de l'information (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 23 411 830 |
| Avantages sociaux..... | 3 016 271 |
| Transports et communications | 3 207 183 |
| Services | 41 567 961 |
| Fournitures et matériel | 237 261 |
| | ----- |
| | 71 440 506 |
| | ----- |
| Recouvrement des ministères à vocation économique (Poste 3) | |
| Traitements et salaires..... | 2 817 743 |
| Avantages sociaux..... | 374 777 |
| Transports et communications | 73 653 |
| Services | 11 419 834 |
| Fournitures et matériel | 2 549 |
| | ----- |
| | 14 688 556 |
| Moins : Recouvrements | 14 591 056 |
| | ----- |
| | 97 500 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU GROUPEMENT L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS..... | 71 538 006 |
| | ===== |

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|--|----------------------|----------------------|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Fonds pour l'infrastructure frontalière | 7 071 725 | 16 133 900 |
| Programme stratégique d'infrastructures routières | 6 178 986 | 6 716 709 |
| Validations des véhicules de défense | 1 175 276 | 1 173 909 |
| Code nationale de sécurité | 545 335 | 1 090 670 |
| Recouvrements | 0 | 40 101 |
| Volet Partenariats du millénaire | 0 | (2 951 840) |
| Autres | 1 233 639 | 600 |
| | ----- | ----- |
| | 16 204 961 | 22 204 049 |
| | ----- | ----- |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | 84 551 | 0 |
| | ----- | ----- |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules | 1 057 412 945 | 1 033 914 895 |
| Frais pour chèques refusés | 241 353 | 267 835 |
| Autres | 4 459 122 | 5 172 490 |
| | ----- | ----- |
| | 1 062 113 420 | 1 039 355 220 |
| | ----- | ----- |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | |
| Indemnités de non-exécution | 620 172 | 444 839 |
| | ----- | ----- |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Ventes et locations – Fonctionnement | 10 262 098 | 3 391 087 |
| Ventes et locations – Immobilisations | 3 333 824 | 4 425 044 |
| | ----- | ----- |
| | 13 595 922 | 7 816 131 |
| | ----- | ----- |
| REDEVANCES | 4 543 | 4 388 |
| | ----- | ----- |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Recouvrements des cotisations de tierce partie | 7 204 630 | 11 366 984 |
| Recouvrements de dépenses des années précédentes | 15 496 939 | 19 564 610 |
| | ----- | ----- |
| | 22 701 569 | 30 931 594 |
| | ----- | ----- |
| DIVERS | | |
| Pénalités – intérêt | 372 660 | 78 450 |
| Autres | 404 188 | 167 622 |
| | ----- | ----- |
| | 776 848 | 246 072 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 1 116 101 986 | 1 101 002 293 |
| | ===== | ===== |

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2009 – 2010

TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|--|--------------|
| ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS | |
| SOMMAIRE..... | 2-390 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | 2-391 |
| COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE | 2-393 |
| RELATIONS DE TRAVAIL | 2-395 |
| SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL | 2-397 |
| DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI..... | 2-399 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-392, 2-398 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-401 |

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| 2008 – 2009 | PROGRAMMES | 2009 – 2010 | |
|----------------------------------|---|--------------------|--------------------|
| Dépenses réelles | | Crédits autorisés | Dépenses réelles |
| \$ | | \$ | \$ |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 22 184 192 | Administration du ministère | 22 833 914 | 22 005 946 |
| 3 746 292 | Commission de l'équité salariale | 3 926 700 | 3 685 427 |
| 21 829 176 | Relations de travail | 22 654 200 | 21 366 823 |
| 85 220 065 | Santé et sécurité au travail | 87 242 300 | 84 383 660 |
| 29 504 283 | Droits et responsabilités en matière d'emploi | 34 287 800 | 33 337 251 |
| 162 484 008 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE | 170 944 914 | 164 779 107 |
| ===== | | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 2 000 | 0 |
| 0 | Santé et sécurité au travail | 2 000 | 7 360 |
| 0 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 4 000 | 7 360 |
| ===== | | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | |
| 0 | Administration du ministère | 1 000 | 0 |
| 0 | Santé et sécurité au travail | 141 000 | 136 652 |
| 0 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE | 142 000 | 136 652 |
| ===== | | ===== | ===== |

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1601 | | | | PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | |
| 1 | 23 118 900 | (350 000) | 22 768 900 | Administration du ministère 21 939 935 |
| L | 47 841 | | 47 841 | Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301 |
| L | 16 173 | | 16 173 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 43 |
| | 23 183 914 | (350 000) | 22 833 914 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 22 005 946 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 3 | 1 000 | | 1 000 | Administration du ministère 0 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0 |
| | 2 000 | | 2 000 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Administration du ministère 0 |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0 |
| | ===== | ===== | ===== | ===== |

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

MINISTÈRE DU TRAVAIL
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ | \$ |
|--|------------|--|-----------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | <i>Services de communication</i> | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | Traitements et salaires..... | 2 705 880 |
| Traitements et salaires..... | 8 084 250 | Avantages sociaux | 358 021 |
| Avantages sociaux..... | 1 022 616 | Transports et communications..... | 72 804 |
| Transports et communications..... | 621 609 | Services | 471 265 |
| Services | 11 914 085 | Fournitures et matériel..... | 81 562 |
| Fournitures et matériel..... | 297 375 | ----- | 3 689 532 |
| ----- | 21 939 935 | ----- | ----- |
| <i>Bureau principal</i> | | <i>Services juridiques</i> | |
| Traitements et salaires..... | 2 407 701 | Traitements et salaires..... | 9 577 |
| Avantages sociaux..... | 328 898 | Transports et communications..... | 367 027 |
| Transports et communications..... | 81 564 | Services | 6 973 578 |
| Services | 1 645 347 | Fournitures et matériel..... | 80 520 |
| Fournitures et matériel..... | 29 168 | ----- | 7 430 702 |
| ----- | 4 492 678 | ----- | ----- |
| <i>Services financiers et administratifs</i> | | <i>Services de vérification</i> | |
| Traitements et salaires..... | 1 943 999 | Services | 252 097 |
| Avantages sociaux..... | 226 261 | ----- | 252 097 |
| Transports et communications..... | 58 445 | <i>Systèmes informatiques</i> | |
| Services | 666 395 | Services | 1 724 824 |
| Fournitures et matériel..... | 92 048 | ----- | 1 724 824 |
| ----- | 2 987 148 | <i>Crédits législatifs</i> | |
| <i>Ressources humaines</i> | | Traitement versé au ministre en vertu | |
| Traitements et salaires..... | 1 017 093 | de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 49 301 |
| Avantages sociaux..... | 109 436 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en | |
| Transports et communications..... | 41 769 | vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> | 16 667 |
| Services | 180 579 | Autres opérations | |
| Fournitures et matériel..... | 14 077 | Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> | |
| ----- | 1 362 954 | <i>l'administration financière</i> | 43 |
| ----- | | ----- | 66 011 |
| ----- | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| ----- | | POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... | |
| ----- | | 22 005 946 | |
| ----- | | ----- | |

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|---|---------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | | \$ |
| 1602 | | | | PROGRAMME DE LA COMMISSION | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | DE L'ÉQUITÉ SALARIALE | |
| 1 | 3 662 600 | (350 000) | 3 312 600 | Bureau de l'équité salariale..... | 3 120 413 |
| 2 | 814 100 | (200 000) | 614 100 | Tribunal de l'équité salariale | 565 014 |
| | 4 476 700 | (550 000) | 3 926 700 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DE LA | |
| | | | | COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE | 3 685 427 |
| | ===== | ===== | ===== | | ===== |

Description du programme :

Le mandat du Bureau de l'équité salariale (BES) consiste à administrer et à appliquer la *Loi sur l'équité salariale de l'Ontario*, dont l'objet est d'éliminer la discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau sensibilise et conseille les employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé pour les aider à mettre en place et à maintenir un système d'équité salariale sur leurs lieux de travail. Par ailleurs, le Bureau enquête sur les plaintes, surveille l'observation de la *Loi sur les lieux de travail*, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale*.

MINISTÈRE DU TRAVAIL
PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Bureau de l'équité salariale (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 2 393 462 |
| Avantages sociaux..... | 259 271 |
| Transports et communications..... | 108 940 |
| Services..... | 339 017 |
| Fournitures et matériel..... | 19 723 |
| | ----- |
| | 3 120 413 |
| | ----- |
| Tribunal de l'équité salariale (Poste 2) | |
| Traitements et salaires..... | 456 563 |
| Avantages sociaux..... | 40 358 |
| Transports et communications..... | 8 244 |
| Services..... | 59 849 |
| | ----- |
| | 565 014 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LE PROGRAMME DE LA | |
| COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE..... | 3 685 427 |
| | ===== |

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|--|---------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | | \$ |
| 1603 | | | | PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| 1 | 13 385 200 | (631 900) | 12 753 300 | Commission des relations de travail de l'Ontario | 12 245 128 |
| 2 | 1 377 100 | | 1 377 100 | Commissions de règlement des griefs..... | 1 350 894 |
| 3 | 9 562 900 | (1 039 100) | 8 523 800 | Services de règlement des différends..... | 7 770 801 |
| | 24 325 200 | (1 671 000) | 22 654 200 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DES | |
| | | | | RELATIONS DE TRAVAIL..... | 21 366 823 |

Description du programme:

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province. La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique, un organisme du ministère des Services gouvernementaux.

Les Services de règlement des différends fournissent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs en leur offrant des services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, en nommant des arbitres et en fournissant des renseignements sur les négociations collectives.

MINISTÈRE DU TRAVAIL
PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|--|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 8 353 893 |
| Avantages sociaux..... | 1 037 344 |
| Transports et communications | 445 862 |
| Services | 2 204 271 |
| Fournitures et matériel | 203 758 |
| | ----- |
| | 12 245 128 |
| | ----- |
| Commission de règlement des griefs (Poste 2) | |
| Traitements et salaires..... | 399 346 |
| Avantages sociaux..... | 49 692 |
| Transports et communications | 159 014 |
| Services | 1 834 374 |
| Fournitures et matériel | 12 832 |
| | ----- |
| | 2 455 258 |
| Moins : Recouvrements | 1 104 364 |
| | ----- |
| | 1 350 894 |
| | ----- |
| Services de règlement des différends (Poste 3) | |
| Traitements et salaires..... | 5 433 917 |
| Avantages sociaux..... | 699 945 |
| Transports et communications | 637 343 |
| Services | 1 087 072 |
| Fournitures et matériel | 62 521 |
| | ----- |
| | 7 920 798 |
| Moins : Recouvrements | 149 997 |
| | ----- |
| | 7 770 801 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| POUR LE PROGRAMME DES | |
| RELATIONS DE TRAVAIL..... | 21 366 823 |
| | ===== |

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|--|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 1604 | | | | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL |
| 1 | 88 879 300 | (1 640 000) | 87 239 300 | Santé et sécurité au travail 84 383 660 |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail 0 |
| 3 | 1 000 | | 1 000 | Bureau des conseillers des travailleurs 0 |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Bureau des conseillers des employeurs..... 0 |
| | 88 882 300 | (1 640 000) | 87 242 300 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 84 383 660 |
| CHARGES D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 6 | 1 000 | | 1 000 | Santé et sécurité au travail 0 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 7 360 |
| | 2 000 | | 2 000 | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 7 360 |
| ACTIF D'IMMOBILISATIONS | | | | |
| 5 | 1 000 | 140 000 | 141 000 | Santé et sécurité au travail 136 652 |
| | 1 000 | 140 000 | 141 000 | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 136 652 |

Description du programme :

Le programme de santé et sécurité au travail a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail afin de réduire ou d'éliminer les blessures ou maladies liées au lieu de travail.

Le programme veille au respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau des conseillers des travailleurs et le Bureau des conseillers des employeurs offrent des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants, ainsi qu'aux patrons de petites entreprises ayant moins de 100 employés (respectivement), et les représentent devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et devant le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.

MINISTÈRE DU TRAVAIL
PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| \$ | \$ | \$ | |
|--|------------|--|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | |
| Santé et sécurité au travail (Poste 1) | | Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4) | |
| Traitements et salaires..... | 55 307 511 | Traitements et salaires..... | 2 137 006 |
| Avantages sociaux..... | 7 889 475 | Avantages sociaux..... | 469 146 |
| Transports et communications..... | 3 703 473 | Transports et communications..... | 128 019 |
| Services..... | 14 948 916 | Services..... | 314 872 |
| Fournitures et matériel..... | 2 485 285 | Fournitures et matériel..... | 54 189 |
| Paiements de transfert | | | ----- |
| Subventions à l'Institut de radioprotection du Canada..... | 40 000 | | 3 103 232 |
| Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité..... | 9 000 | Moins : Recouvrements..... | 3 103 232 |
| | ----- | | ----- |
| | 49 000 | | 0 |
| | ----- | | ----- |
| | 84 383 660 | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL | 84 383 660 |
| | ----- | | ===== |
| Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2) | | CHARGES D'IMMOBILISATIONS | |
| Traitements et salaires..... | 505 200 | Crédits législatifs | |
| Avantages sociaux..... | 75 900 | | |
| Transports et communications..... | 8 200 | | |
| Services..... | 5 600 | Autres opérations | |
| Fournitures et matériel..... | 10 400 | Amortissement – Loi sur l'administration financière.. | 7 360 |
| | ----- | | ----- |
| | 605 300 | | 7 360 |
| Moins : Recouvrements..... | 605 300 | | ----- |
| | ----- | TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL | 7 360 |
| | 0 | | ===== |
| | ----- | | |
| Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3) | | ACTIF D'IMMOBILISATIONS | |
| Traitements et salaires..... | 6 928 485 | Santé et sécurité au travail (Poste 5) | |
| Avantages sociaux..... | 1 774 355 | | |
| Transports et communications..... | 376 181 | | |
| Services..... | 1 369 094 | Parc automobile et flotte de bateaux..... | 136 652 |
| Fournitures et matériel..... | 115 105 | | ----- |
| Paiements de transfert | | | 136 652 |
| Initiative de formation du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail..... | 250 000 | | ----- |
| | ----- | TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL | 136 652 |
| | 10 813 220 | | ===== |
| Moins : Recouvrements..... | 10 813 220 | | |
| | ----- | | |
| | 0 | | |
| | ----- | | |

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés | | | | Dépenses réelles |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|---------------------|
| | Prévisions | par le Conseil | Total | | |
| | \$ | \$ | \$ | | \$ |
| 1605 | | | | PROGRAMME DES DROITS ET | |
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | | | RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI | |
| 1 | 33 216 800 | 1 071 000 | 34 287 800 | Normes d'emploi | 33 337 251 |
| | | | | TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) | |
| | | | | POUR LE PROGRAMME DES DROITS | |
| | | | | ET RESPONSABILITÉS EN | |
| | 33 216 800 | 1 071 000 | 34 287 800 | MATIÈRE D'EMPLOI..... | 33 337 251 |
| | | | | | |

Description du programme:

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements.

Le programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par des initiatives de prévention.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | \$ |
|---|-------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | |
| Normes d'emploi (Poste 1) | |
| Traitements et salaires..... | 21 273 242 |
| Avantages sociaux..... | 3 090 979 |
| Transports et communications..... | 1 475 365 |
| Services..... | 7 198 109 |
| Fournitures et matériel..... | 349 810 |
| | ----- |
| | 33 387 505 |
| Moins : Recouvrements..... | 50 254 |
| | ----- |
| | 33 337 251 |
| | ----- |
| TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI..... | 33 337 251 |
| | ===== |

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010

| | 2010 | 2009 |
|---|-------------------|-------------------|
| | \$ | \$ |
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire | 12 055 | 5 219 |
| | ----- | ----- |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| <i>Loi sur la santé et la sécurité au travail</i> | 91 782 282 | 92 332 645 |
| Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO..... | 1 189 813 | 1 156 145 |
| Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur | 214 003 | 170 718 |
| Programme de protection des salaires des employés | 7 011 | 74 380 |
| Autres | 43 225 | 102 893 |
| | ----- | ----- |
| | 93 236 334 | 93 836 781 |
| | ----- | ----- |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Laboratoire de manipulation de matériaux | 336 680 | 390 474 |
| Demande de renseignements – <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.</i> | 5 923 | 5 508 |
| Droits liés à l'application de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.</i> | 3 016 | 3 340 |
| Programme de perfectionnement des arbitres | 351 | 874 |
| Frais pour chèques refusés | 35 | 0 |
| | ----- | ----- |
| | 346 005 | 400 196 |
| | ----- | ----- |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | |
| <i>Loi sur les normes d'emploi</i> | 247 291 | 241 708 |
| Pénalité monétaire | 23 929 | 28 305 |
| | ----- | ----- |
| | 271 220 | 270 013 |
| | ----- | ----- |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Abonnements | 29 192 | 32 589 |
| Publications, imprimés, photocopies etc. | 26 494 | 31 526 |
| | ----- | ----- |
| | 55 686 | 64 115 |
| | ----- | ----- |
| RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 1 473 | 25 132 |
| | ----- | ----- |
| DIVERS | | |
| Audiences de grief dans l'industrie de la construction..... | 509 700 | 420 080 |
| Intérêts bancaires | 5 913 | 31 676 |
| Autres | 164 019 | 138 830 |
| | ----- | ----- |
| | 679 632 | 590 586 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE | 94 602 405 | 95 192 042 |
| | ===== | ===== |

section 3

annexes – Dette

TITRES ÉMIS

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-16 à 3-44 le solde de fin d'exercice des comptes de passif ainsi que des renseignements complémentaires.

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur nominale |
|-------|----------------|-----------------|-----------------|
| | % | | \$ |

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

Office d'investissement du régime de pensions du Canada

| | | | |
|--|------|--------------------------------|---------------|
| CPP774 | 4,84 | 3 avril 2039 | 111 220 000 |
| CPP775 | 4,84 | 6 avril 2039 | 6 000 000 |
| CPP776 | 4,94 | 1 ^{er} mai 2039..... | 242 694 000 |
| CPP777 | 4,94 | 5 mai 2039..... | 25 000 000 |
| CPP778 | 5,03 | 1 ^{er} juin 2039..... | 200 000 000 |
| CPP779 | 5,03 | 2 juin 2039..... | 20 000 000 |
| CPP780 | 4,86 | 6 juillet 2039 | 96 798 000 |
| CPP781 | 4,86 | 7 juillet 2039 | 25 000 000 |
| CPP782 | 4,89 | 4 août 2039..... | 58 000 000 |
| CPP783 | 4,67 | 8 septembre 2039 | 11 907 000 |
| CPP784 | 4,56 | 6 octobre 2039..... | 21 547 000 |
| CPP785 | 4,68 | 2 novembre 2039..... | 118 658 000 |
| CPP786 | 4,59 | 4 décembre 2039 | 24 327 000 |
| CPP787 | 4,73 | 3 mars 2040..... | 125 544 000 |
| | | | ----- |
| TOTAL – OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA..... | | | 1 086 695 000 |
| | | | ----- |

TITRES ÉMIS – Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur nominale |
|--|----------------|--|----------------------|
| | % | | \$ |
| PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite) | | | |
| DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS (Suite) | | | |
| Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : | | | |
| OIIC118 | Zéro | 24 avril 2014 | 15 210 260 |
| OIIC119 | Zéro | 23 février 2014 | 10 068 373 |
| OIIC120 | Zéro | 23 juin 2014..... | 15 014 418 |
| OIIC121 | Zéro | 24 juillet 2014 | 35 358 383 |
| OIIC122 | Zéro | 22 août 2014..... | 41 884 423 |
| OIIC123 | Zéro | 23 septembre 2014 | 30 084 468 |
| OIIC124 | Zéro | 23 octobre 2014..... | 32 067 486 |
| OIIC125 | Zéro | 21 novembre 2014..... | 24 711 767 |
| OIIC126 | Zéro | 23 décembre 2014 | 19 588 873 |
| OIIC127 | Zéro | 23 janvier 2015..... | 13 506 956 |
| OIIC128 | Zéro | 20 février 2015 | 16 717 407 |
| OIIC129 | Zéro | 24 mars 2015 | 19 556 061 |
| | | | ----- |
| | | | 273 768 875 |
| | | Escompte sur les nouvelles émissions..... | (38 850 861) |
| | | Escompte amorti pour l'exercice terminé le 31 mars 2010..... | 34 629 976 |
| | | | ----- |
| | | | 269 547 990 |
| | | | ----- |
| AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS HORS DES MARCHÉS PUBLICS | | | 1 356 242 990 |
| | | | ----- |

TITRES ÉMIS – Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur nominale |
|---|---|------------------------------------|-----------------------|
| | % | | \$ |
| PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite) | | | |
| DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS | | | |
| DMTN194 | TCAB 3M + 0,70 | 9 avril 2012 | 75 000 000 |
| DMTN193 | TCAB 3M + 0,99 | 2 avril 2013 | 827 000 000 |
| DMTN93 | 5,00 | 8 mars 2014 | 1 400 000 000 |
| DMTN197 | 3,25 | 8 septembre 2014 | 3 500 000 000 |
| DMTN198 | TCAB 3M + 0,25 | 28 octobre 2014 | 1 965 000 000 |
| DMTN199 | TCAB 3M + 0,14 | 19 novembre 2014 | 115 000 000 |
| DMTN201 | 3,15 | 8 septembre 2015 | 750 000 000 |
| DMTN196 | TCAB 3M + 0,62 | 24 juin 2016 | 275 000 000 |
| DMTN173 | 4,30 | 8 mars 2017 | 200 000 000 |
| DMTN195 | 4,40 | 2 juin 2019 | 5 550 000 000 |
| DMTN200 | 4,20 | 2 juin 2020 | 1 350 000 000 |
| DMTN158 | 2,00 Rendement réel 1 ^{er} décembre 2036 | | 270 000 000 |
| DMTN182 | 4,60 | 2 juin 2039 | 2 700 000 000 |
| DMTN184 | 4,70 | 2 juin 2048 | 25 000 000 |
| Obligations d'épargne de l'Ontario | Divers | 21 juin 2011 au 21 juin 2016 | 1 072 957 600 |
| Bons du Trésor | Divers | 6 avril 2010 au 30 mars 2011 | 4 733 390 000 |
| AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS SUR LES MARCHÉS PUBLICS | | | 24 808 347 600 |

TITRES ÉMIS – Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur nominale |
|-------|----------------|-----------------|-----------------|
| | % | | \$ |

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

| | | | |
|---------------------------------------|-------------|-----------------------|----------------|
| PW | 3M USD TIOL | | |
| | + 0,45 | 22 mai 2012..... | 1 525 000 000 |
| G45-USD | 1,875 | 19 novembre 2012..... | 3 000 000 000 |
| G46-USD | 3M USD TIOL | | |
| | + 0,15 | 19 novembre 2012..... | 500 000 000 |
| PX | 4,10 | 16 juin 2014..... | 4 000 000 000 |
| G47-USD | 2,95 | 5 février 2015..... | 3 000 000 000 |
| G44-USD | 4,00 | 7 octobre 2019..... | 2 000 000 000 |
| | | | ----- |
| | | | 14 025 000 000 |
| | | | ----- |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 1,08703 \$ | | | 15 245 596 200 |
| | | | ----- |

PAYABLE EN EUROPE EN EUROS

| | | | |
|---------------------------------------|------|-----------------------|---------------|
| EMTN97 | 4,75 | 23 avril 2019 | 1 500 000 000 |
| EMTN100 | 4,00 | 3 décembre 2019 | 1 750 000 000 |
| | | | ----- |
| | | | 3 250 000 000 |
| | | | ----- |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 1,59808 \$ | | | 5 193 764 903 |
| | | | ----- |

TITRES ÉMIS – Suite
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur nominale |
|---|----------------|--|-----------------|
| | % | | \$ |
| DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite) | | | |
| PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG | | | |
| EMTN96 | 2,94 | 11 avril 2014 | 300 000 000 |
| | | | ----- |
| | | | 300 000 000 |
| | | | ----- |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 0,15973 \$ | | | 47 918 871 |
| | | | ----- |
| PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES | | | |
| EMTN98 | 1,625 | 4 décembre 2014 | 400 000 000 |
| PY | 2,525 | 30 juillet 2018 | 100 000 000 |
| PZ | 2,59 | 14 décembre 2018 | 100 000 000 |
| EMTN95 | 3,375 | 29 avril 2019 | 225 000 000 |
| EMTN99 | 2,50 | 4 décembre 2019 | 275 000 000 |
| | | | ----- |
| | | | 1 100 000 000 |
| | | | ----- |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 1,04341 \$ | | | 1 147 751 080 |
| | | | ----- |
| PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS | | | |
| Effets de commerce américains | Divers | 5 avril 2010 au 7 septembre 2010 | 1 381 300 000 |
| | | | ----- |
| | | | 1 381 300 000 |
| | | | ----- |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 0,78331 \$ | | | 1 081 986 381 |
| | | | ----- |

TITRES ÉMIS – Fin
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur nominale |
|--|----------------|-----------------|-----------------------|
| | % | | \$ |
| DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite) | | | |
| AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES | | | 22 717 017 435 |
| Écart dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères | | | (1 190 199 145) |
| Redressement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) – Obligations à rendement réel | | | 50 776 860 |
| VALEUR DES TITRES ÉMIS AUX FINS DE LA PROVINCE..... | | | 47 742 185 740 |
| Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux | | | 190 689 708 |
| VALEUR DES TITRES ÉMIS AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET ET AUTRES REDRESSEMENTS | | | 47 932 875 448 |
| Titres émis aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario | | | 2 102 087 510 |
| TOTAL – TITRES ÉMIS | | | 50 034 962 958 |

REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur nominale |
|--|----------------|---|-----------------|
| | % | | |
| PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS | | | |
| DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS | | | |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement : | | | |
| CMHC | 5,375 à 15,75 | 1 ^{er} avril 2009 au 1 ^{er} mars 2010 | 11 619 924 |
| Caisse de retraite des fonctionnaires : | | | |
| PSPF | 12,88 à 13,33 | 15 avril 2009 au 15 mars 2010 | 278 332 005 |
| Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique : | | | |
| OPSEU | 12,88 à 13,33 | 15 avril 2009 au 15 mars 2010 | 132 222 903 |
| Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario : | | | |
| TI | 10,22 à 11,24 | 1 ^{er} avril 2009 au 1 ^{er} mars 2010 | 1 236 000 000 |
| Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : | | | |
| OIIC | Variable | 17 février 2010 | 800 000 |
| OIIC | Zéro | 23 avril 2009 au 24 mars 2010 | 161 125 728 |
| Société ontarienne d'hypothèques et de logement : | | | |
| OHC | 8,624 à 9,215 | 4 avril 2009 au 2 mars 2010 | 422 388 939 |
| REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS | | | 2 242 489 499 |

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur nominale |
|-------|----------------|-----------------|-----------------|
| | % | | \$ |

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

| | | | |
|---------|----------------|------------------------|---------------|
| DMTN143 | TCAB 3M + 0,01 | 6 avril 2009 | 550 000 000 |
| DMTN159 | Accélérateur | 30 avril 2009 | 50 000 000 |
| DMTN106 | 4,00 | 19 mai 2009..... | 1 250 000 000 |
| DMTN175 | 4,60 | 2 juin 2009..... | 793 000 000 |
| DMTN46 | Zéro | 7 juillet 2009 | 139 944 |
| JA | 9,47 | 10 juillet 2009 | 388 079 |
| DMTN99 | 3,21 | 13 août 2009..... | 14 747 676 |
| DMTN130 | TCAB 3M | 9 novembre 2009..... | 900 000 000 |
| MU | 6,20 | 19 novembre 2009..... | 900 000 000 |
| DMTN142 | TCAB 3M + 0,25 | 14 décembre 2009 | 88 000 000 |
| DMTN46 | Zéro | 7 janvier 2010..... | 118 496 |
| JA | 9,47 | 11 janvier 2010..... | 366 906 |
| | | | ----- |
| | | | 4 546 761 101 |
| | | | ----- |

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur nominale |
|---|----------------|-----------------------------------|-----------------|
| | % | | \$ |
| OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO | | | |
| 1995 | Divers | 1 ^{er} mars 2000 | 215 800 |
| 1996 | Divers | 21 juin 2001..... | 57 000 |
| 1997 | Divers | 21 juin 2000 au 21 juin 2004..... | 124 100 |
| 1998 | Divers | 21 juin 2001 au 21 juin 2005..... | 549 700 |
| 1999 | Divers | 21 juin 2002 au 21 juin 2006..... | 255 900 |
| 2000 | Divers | 21 juin 2003 au 21 juin 2007..... | 1 277 900 |
| 2001 | Divers | 21 juin 2004 au 21 juin 2008..... | 2 968 300 |
| 2002 | Divers | 21 juin 2005 au 21 juin 2009..... | 41 775 700 |
| 2003 | Divers | 21 juin 2006 au 21 juin 2010..... | 14 341 900 |
| 2004 | Divers | 21 juin 2007 au 21 juin 2011..... | 590 747 400 |
| 2005 | Divers | 21 juin 2008 au 21 juin 2012..... | 12 404 500 |
| 2006 | Divers | 21 juin 2009 au 21 juin 2013..... | 237 353 100 |
| 2007 | Divers | 21 juin 2010 au 21 juin 2014..... | 45 351 400 |
| 2008 | Divers | 21 juin 2011 au 21 juin 2016..... | 116 134 500 |
| 2009 | Divers | 21 juin 2011 au 21 juin 2016..... | 136 107 800 |
| | | | ----- |
| | | | 1 199 665 000 |
| | | | ----- |
| TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE EN DOLLARS CANADIENS..... | | | 7 988 915 600 |
| | | | ----- |

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

| | | | |
|--------------------------------------|-------|------------------------|---------------|
| PC | 3,625 | 21 octobre 2009 | 1 000 000 000 |
| NS | 3,75 | 15 décembre 2009 | 300 000 000 |
| | | | ----- |
| | | | 1 300 000 000 |
| | | | ----- |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 1,24300 \$..... | | | 1 615 900 000 |
| | | | ----- |

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur nominale |
|---|----------------|-----------------------|-----------------|
| | % | | \$ |
| PAYABLE EN EUROPE EN EUROS | | | |
| EMTN35 | 5,875 | 21 juillet 2009 | 457 347 051 |
| EMTN55 | 3,50 | 12 mars 2010 | 400 000 000 |
| | | | ----- |
| | | | 857 347 051 |
| | | | ----- |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 1,73774 \$..... | | | 1 489 845 517 |
| | | | ----- |
| PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS | | | |
| YL014 | 2,00 | 12 novembre 2009..... | 10 000 000 000 |
| | | | ----- |
| | | | 10 000 000 000 |
| | | | ----- |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 0,012895 \$..... | | | 128 949 065 |
| | | | ----- |
| PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS | | | |
| EMTN46 | 2,00 | 19 novembre 2009..... | 10 000 000 000 |
| | | | ----- |
| | | | 10 000 000 000 |
| | | | ----- |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 0,012870 \$..... | | | 128 700 100 |
| | | | ----- |

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur nominale |
|--|----------------|-------------------------|-----------------|
| | % | | \$ |
| PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN YENS JAPONAIS | | | |
| ND | 1,875 | 25 janvier 2010..... | 50 000 000 000 |
| | | | ----- |
| | | | 50 000 000 000 |
| | | | ----- |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 0,013104 \$..... | | | 655 211 091 |
| | | | ----- |
| PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING | | | |
| EMTN65 | 5,375 | 28 juillet 2009 | 200 000 000 |
| | | | ----- |
| | | | 200 000 000 |
| | | | ----- |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 1,87678 \$..... | | | 375 355 476 |
| | | | ----- |
| PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES | | | |
| EMTN66 | 2,00 | 15 septembre 2009 | 250 000 000 |
| | | | ----- |
| | | | 250 000 000 |
| | | | ----- |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 1,02143 \$..... | | | 255 357 142 |
| | | | ----- |

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Fin

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur nominale |
|--|----------------|-----------------|-----------------------|
| | % | | \$ |
| TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVISES ÉTRANGÈRES | | | 4 649 318 391 |
| Contribution au fonds d'amortissement de la dette de la Trust des conseils scolaires | | | 17 390 612 |
| REMBOURSEMENT DE LA DETTE AUX FINS DE LA PROVINCE | | | 12 655 624 603 |
| Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux | | | (104 269 359) |
| REMBOURSEMENT DE LA DETTE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET ET AUTRES REDRESSEMENTS | | | 12 551 355 244 |
| Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario | | | 2 318 945 778 |
| TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE | | | 14 870 301 022 |

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ |
|---|------------------------|------------------------|
| Dette contractée aux fins de la province : | | |
| Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario ... | 1 765 000 000 | 3 001 000 000 |
| Office d'investissement du régime de pensions du Canada | 9 036 362 000 | 7 949 667 000 |
| Caisse de retraite des fonctionnaires | 1 712 821 929 | 1 991 153 934 |
| Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique . | 813 683 960 | 945 906 863 |
| Société ontarienne d'hypothèques et de logement | 734 823 358 | 1 157 212 297 |
| Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants | 941 235 172 | 833 612 910 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) | 134 976 069 | 146 595 993 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS | 15 138 902 488 | 16 025 148 997 |
| | ----- | ----- |
| Investisseurs publics ¹ | 147 884 883 687 | 117 527 886 452 |
| Obligations d'épargne de l'Ontario..... | 2 319 943 700 | 2 446 651 100 |
| Bons du Trésor | 13 711 129 000 | 8 977 739 000 |
| Effets de commerce américains | 3 087 731 756 | 2 005 745 375 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS | 167 003 688 143 | 130 958 021 927 |
| | ----- | ----- |
| Dette de la Trust des conseils scolaires..... | 796 730 673 | 814 121 285 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE | 182 939 321 304 | 147 797 292 209 |
| Redressement net de consolidation et autres redressements | 1 744 624 403 | 1 449 665 337 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS | 184 683 945 707 | 149 246 957 546 |
| | ===== | ===== |
| Dette contractée pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) : | | |
| Office d'investissement du régime de pensions du Canada..... | 230 466 000 | 881 178 000 |
| Investisseurs publics ¹ | 18 071 778 076 | 17 873 438 552 |
| Bons du Trésor..... | 1 201 028 000 | 979 000 000 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO .. | 19 503 272 076 | 19 733 616 552 |
| Dette directe de la SFIEO | 7 934 474 000 | 7 934 474 000 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL – DETTE DE LA SFIEO | 27 437 746 076 | 27 668 090 552 |
| | ===== | ===== |
| DETTE CONSOLIDÉE TOTALE | 212 121 731 036 | 176 915 048 098 |
| | ===== | ===== |
| Dette contractée aux fins d'investissement* : | | |
| Ontario Power Generation Inc. | 5 126 000 000 | 5 126 000 000 |
| Hydro One Inc. | 3 759 000 000 | 3 759 000 000 |
| | ----- | ----- |
| TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT | 8 885 000 000 | 8 885 000 000 |
| | ----- | ----- |

* La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

¹ Le montant pour 2009 a été redressé pour qu'il soit conforme à la présentation adoptée en 2010.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

La Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est administrée par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. La Caisse de retraite des fonctionnaires et la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario sont administrés respectivement par la Commission du Régime de retraite de l'Ontario et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. La dette contractée pour ces fonds consiste en débetures non négociables de la province.

L'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds en valeurs mobilières non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1^{er} juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débetures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada qui ont été émises avant le 1^{er} janvier 1998, l'option d'émettre, pour le compte de l'OIRPC, de nouvelles débetures de remplacement assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de renouvellement sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débeture de remplacement) à un taux basé sur les taux des marchés financiers au moment du renouvellement.

À l'origine, la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) a emprunté des fonds à long terme au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (RPC) pour accorder des prêts hypothécaires à des groupes but non lucratif dans le cadre du projet « Maisons pour de bon ». À mesure que ces groupes refinancent dans le secteur privé les prêts hypothécaires qui leur sont consentis par la SOHL, cette dernière prête au gouvernement provincial les fonds devenus disponibles en échange de débetures provinciales. Cette dette est éliminée lors de la consolidation des états financiers des Comptes publics de l'Ontario.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement gère ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFII et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario à coupon zéro.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débetures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débetures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

Investisseurs publics : La province de l'Ontario a émis sur les marchés publics des obligations en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en dollars australiens, en euros, en francs suisses, en dollars néo-zélandais, en livres sterling, en dollars de Hong Kong et en rands sud-africains.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Les OEO sont vendues au détail par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la plupart des institutions financières. Il existe trois types d'obligations : une obligation à taux variable sur sept ans, une obligation à taux accélérateur sur cinq ans et une obligation à taux fixe sur deux, trois et cinq ans. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé. Les obligations à taux variable et les obligations à taux accélérateur sont remboursables semestriellement au gré du porteur. Les obligations à taux fixe ne sont remboursables qu'à la date d'échéance.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Fin

Au 31 mars 2010

Les effets de commerce américains sont des titres de créance ne portant aucun intérêt d'une durée maximale de 182 jours.

Une fiducie, la Trust des conseils scolaires, a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront réduits sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre du programme de subventions de fonctionnement aux conseils scolaires. (Au 31 mars 2010, l'avance de 788 millions de dollars consentie aux conseils scolaires figure à la rubrique « Autres éléments d'actif » et les 797 millions de dollars de débentures à la rubrique « Dette ».)

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée auprès de tiers par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL), la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, la Société ontarienne d'aménagement municipal, et l'élimination de la dette contractée par la province pour la SOHL ainsi que les bons du Trésor et les obligations de l'Ontario détenus par d'autres organismes gouvernementaux.

Dette contractée aux fins de la SFIEO : La province a emprunté, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), une somme de 230 446 000 \$ au Régime de pensions du Canada et émis sur les marchés publics des débentures et des bons du Trésor d'une valeur totale de 19 201 865 107 \$ canadiens. Les produits de ces emprunts ont été avancés à la SFIEO en échange d'obligations, à des conditions semblables à celles qui s'appliquent aux titres détenus par la province, à l'exception d'une émission de 500 millions de dollars, arrivant à échéance le 2 juin 2031, qui a été rétrocédée à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010. Après cette date, l'émission deviendra une dette directe de la province jusqu'à la date d'échéance.

Dette contractée aux fins d'investissement : Le 1^{er} avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (anciennement Ontario Hydro Services Company) sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que la structure de leur capital soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|--------------------|--------------------|-------|------------------------|---------------|-----------|
|--------------------|--------------------|-------|------------------------|---------------|-----------|

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

Exercice prenant fin le 31 mars

| | | | | |
|------|-------------|----|--------------------|---------------|
| 2011 | 1987 | TI | 10,11 à 10,32..... | 560 000 000 |
| 2012 | 1988 – 1991 | TI | 10,68 à 11,24..... | 580 000 000 |
| 2013 | 1989 – 1991 | TI | 11,06 à 11,31..... | 625 000 000 |
| | | | | ----- |
| | | | | 1 765 000 000 |
| | | | | ----- |

Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Exercice prenant fin le 31 mars

| | | | | |
|------|-----------|-----|-------------------|---------------|
| 2012 | 1992 | CPP | 9,81 à 10,04..... | 987 249 000 |
| 2013 | 1993 | CPP | 9,17 à 9,45..... | 700 137 000 |
| 2014 | 2005 | CPP | 4,17 | 44 887 000 |
| 2016 | 2008 | CPP | 4,68 | 42 300 000 |
| 2017 | 2008 | CPP | 4,08 à 4,88..... | 91 896 000 |
| 2019 | 1999 | CPP | 5,81 à 5,84..... | 45 270 000 |
| 2020 | 1999 | CPP | 5,50 à 6,91..... | 869 889 000 |
| 2021 | 2001 | CPP | 6,33 à 6,67..... | 609 834 000 |
| 2022 | 2002 | CPP | 6,22 à 6,47..... | 330 994 000 |
| 2024 | 2004 | CPP | 5,26 à 5,97..... | 688 007 000 |
| 2025 | 2005 | CPP | 5,15 à 5,79..... | 1 133 182 000 |
| 2026 | 2006 | CPP | 4,67 à 5,19..... | 574 612 000 |
| 2031 | 2009 | CPP | 4,79 | 43 880 000 |
| 2032 | 2009 | CPP | 4,75 | 52 000 000 |
| 2036 | 2006-2008 | CPP | 4,59 à 4,73..... | 649 066 000 |
| 2037 | 2007 | CPP | 4,50 à 4,76..... | 351 269 000 |
| 2038 | 2008 | CPP | 4,63 à 4,68..... | 241 756 000 |
| 2039 | 2009 | CPP | 4,70 à 5,48..... | 493 439 000 |
| 2040 | 2010 | CPP | 4,56 à 5,03..... | 1 086 695 000 |
| | | | | ----- |
| | | | | 9 036 362 000 |
| | | | | ----- |

(5)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|--|--------------------|-------|------------------------|---------------|-----------|
| Caisse de retraite des fonctionnaires | | | | | |
| Exercice prenant fin le 31 mars | | | | | |
| 2011 | 1997 | OPB | 13,33 | 141 497 279 | |
| 2012 | 1997 | OPB | 11,55 | 336 229 108 | |
| 2013 | 1997 | OPB | 10,38 | 374 479 804 | |
| 2014 | 1997 | OPB | 11,10 | 409 677 031 | |
| 2015 | 1997 | OPB | 11,19 | 450 938 707 | |
| | | | | ----- | |
| | | | | 1 712 821 929 | (2) |
| | | | | ----- | |
| Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique | | | | | |
| Exercice prenant fin le 31 mars | | | | | |
| 2011 | 1997 | OPPT | 13,33 | 67 218 935 | |
| 2012 | 1997 | OPPT | 11,55 | 159 727 189 | |
| 2013 | 1997 | OPPT | 10,38 | 177 898 359 | |
| 2014 | 1997 | OPPT | 11,10 | 194 618 964 | |
| 2015 | 1997 | OPPT | 11,19 | 214 220 513 | |
| | | | | ----- | |
| | | | | 813 683 960 | (2) |
| | | | | ----- | |
| Société ontarienne d'hypothèques et de logement | | | | | |
| Exercice prenant fin le 31 mars | | | | | |
| 2011 | 1994 – 1995 | OHC | 8,242 à 9,898..... | 694 880 091 | |
| 2012 | 1995 | OHC | 9,655 | 33 382 267 | |
| 2013 | 1995 | OHC | 9,655 | 6 561 000 | |
| | | | | ----- | |
| | | | | 734 823 358 | (99) |
| | | | | ----- | |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|---|--------------------|----------------------------------|------------------------|-----------------------|-----------|
| Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants | | | | | |
| Exercice prenant fin le 31 mars | | | | | |
| 2011 | 2006-2007 | OIIC 65-75,77 | Zéro..... | 148 111 672 | |
| 2012 | 2007-2008 | OIIC 78-87, 89-90 | Zéro..... | 100 431 184 | |
| 2013 | 2008-2009 | OIIC 91-100, 102-103 | Zéro..... | 248 139 591 | |
| 2014 | 2009 | OIIC 104-105, 107-114,116-117 | Zéro..... | 270 245 557 | |
| 2015 | 2010 | OIIC 118-127, 128-129 | Zéro..... | 273 768 875 | |
| | | | | ----- | |
| | | | | 1 040 696 879 | (8) |
| Moins : Escompte non amorti | | | | (99 461 707) | |
| | | | | ----- | |
| | | | | 941 235 172 | |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | | | | | |
| Exercice prenant fin le 31 mars | | | | | |
| 2000 – 2011 | 1971-1976 | CMHC | 5,375 à 8,25..... | 446 601 | |
| 2000 – 2012 | 1972 | CMHC | 6,875 à 8,25..... | 922 633 | |
| 2000 – 2013 | 1973 | CMHC | 7,25 à 8,25..... | 268 230 | |
| 2000 – 2014 | 1974 | CMHC | 6,125 à 8,25..... | 4 888 961 | |
| 2000 – 2015 | 1975 | CMHC | 7,50 à 10,375..... | 3 707 120 | |
| 2000 – 2016 | 1976 | CMHC | 5,375 à 10,75..... | 8 993 030 | |
| 2000 – 2017 | 1977 | CMHC | 7,625 à 10,75..... | 7 363 529 | |
| 2000 – 2018 | 1977-1978 | CMHC | 7,625 à 13,00..... | 20 670 961 | |
| 2000 – 2019 | 1977-1980 | CMHC | 7,625 à 15,25..... | 24 875 465 | |
| 2000 – 2020 | 1977-1980 | CMHC | 7,625 à 15,75..... | 41 291 598 | |
| 2000 – 2021 | 1979-1981 | CMHC | 9,50 à 15,75..... | 20 685 478 | |
| 2000 – 2022 | 1982 | CMHC | 9,75 à 15,75..... | 862 463 | |
| | | | | ----- | |
| | | | | 134 976 069 | (6) |
| | | | | ----- | |
| TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS | | | | 15 138 902 488 | |
| | | | | ===== | |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|---|--------------------------------|---------|------------------------|---------------|-----------|
| DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS | | | | | |
| 19 mai 2010 | 4 avril 2005 | DMTN144 | 4,00 | 2 350 000 000 | (26) |
| 5 juillet 2010 | 5 juillet 2005 | DMTN150 | Accélérateur..... | 75 500 000 | (36) |
| 20 août 2010 | 20 novembre 2008 | DMTN190 | 2,50 | 1 525 000 000 | (65) |
| 16 septembre 2010 | 16 septembre 2008 | DMTN187 | TCAB 3 | 50 000 000 | (85) |
| 17 septembre 2010 | 17 septembre 2008 | DMTN186 | TCAB 3 - 1,00 | 1 240 000 000 | (66) |
| 19 novembre 2010 | 24 novembre 2000 | NK | 6,10 | 1 620 000 000 | (80) |
| 3 décembre 2010 | 3 décembre 2007 | DMTN179 | TCAB 3 - 0,16 | 1 933 000 000 | (75) |
| 15 juillet 2011 | 12 janvier 2009 | DMTN191 | TCAB 3 + 0,60 | 415 000 000 | (67) |
| 10 novembre 2011 | 10 novembre 2008 | DMTN188 | TCAB 3 - 0,75 | 555 000 000 | (68) |
| 2 décembre 2011 | 27 février 2002 | DMTN8 | 6,10 | 1 000 000 000 | (31) |
| 2 décembre 2011 | 3 mai 2006 | DMTN165 | 4,40 | 3 000 000 000 | (39) |
| 13 mars 2012 | 13 mars 2009 | DMTN192 | TCAB 3 + 0,95 | 42 570 000 | (70) |
| 9 avril 2012 | 9 avril 2009 | DMTN194 | TCAB 3 + 0,70 | 75 000 000 | (7) |
| 7 juillet 2012 | 8 mai 2002 | DMTN46 | Zéro..... | 537 208 | (60) |
| 2 décembre 2012 | 2 décembre 2002 | DMTN53 | 5,375 | 2 000 000 000 | (4) |
| 2 décembre 2012 | 10 septembre 2007 | DMTN178 | 4,50 | 1 500 000 000 | (74) |
| 2 avril 2013 | 2 avril 2009 | DMTN193 | TCAB 3 + 0,99 | 827 000 000 | (12) |
| 2 juin 2013 | 22 septembre 2003 | DMTN69 | 4,75 | 3 566 000 000 | (72) |
| 8 septembre 2013 | 23 juillet 2004 | DMTN116 | Accélérateur..... | 100 000 000 | (56) |
| 10 novembre 2013 | 10 novembre 2008 | DMTN189 | Selon le barème | 415 000 000 | (73) |
| 8 mars 2014 | 12 janvier 2004 | DMTN93 | 5,00 | 5 100 000 000 | (62) |
| 8 septembre 2014 | 30 juin 2009 | DMTN197 | 3,25 | 3 500 000 000 | (96) |
| 28 octobre 2014 | 3 novembre 2009 | DMTN198 | TCAB 3 + 0,25 | 1 965 000 000 | (14) |
| 19 novembre 2014 | 22 janvier 2010 | DMTN199 | TCAB 3 + 0,14 | 115 000 000 | (20) |
| 2 décembre 2014 | 2 décembre 2004 | MW | 6,80 | 11 450 000 | (34) |
| 8 mars 2015 | 9 mars 2005 | DMTN135 | 4,50 | 2 500 000 000 | (11) |
| 1 ^{er} septembre 2015 | 1 ^{er} septembre 2000 | DMTN1 | 6,25 | 34 000 000 | (45) |
| 8 septembre 2015 | 9 mars 2010 | DMTN201 | 3,15 | 750 000 000 | (98) |
| 8 mars 2016 | 14 février 2006 | DMTN163 | 4,40 | 1 250 000 000 | |
| 2 juin 2016 | 29 juin 2005 | DMTN149 | Accélérateur..... | 200 000 000 | (32) |
| 24 juin 2016 | 24 juin 2009 | DMTN196 | TCAB 3 + 0,62 | 275 000 000 | (25) |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|---|----------------------------|---------|------------------------|---------------|-----------|
| DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite) | | | | | |
| 2 décembre 2016 | 7 décembre 2004 | DMTN132 | 4,875 | 200 000 000 | (47) |
| 2 décembre 2016 | 22 août 2005 | DMTN152 | Accélérateur..... | 300 000 000 | (40) |
| 8 mars 2017 | 25 janvier 2007 | DMTN173 | 4,30 | 3 100 000 000 | (19) |
| 8 mars 2018 | 10 mars 2008 | DMTN183 | 4,20 | 1 560 000 000 | (76) |
| 2 juin 2018 | 28 août 2003 | DMTN79 | 5,50 | 605 000 000 | (10) |
| 2 juin 2019 | 19 avril 2004 | DMTN105 | 5,35 | 100 000 000 | (49) |
| 2 juin 2019 | 17 avril 2009 | DMTN195 | 4,40 | 5 550 000 000 | (71) |
| 2 juin 2020 | 22 février 2005 | DMTN140 | 4,85 | 562 000 000 | |
| 2 juin 2020 | 23 février 2010 | DMTN200 | 4,2 | 1 350 000 000 | (97) |
| 4 septembre 2020 | 4 septembre 1998 | LY | 6,30 | 15 000 000 | |
| 2 juin 2021 | 27 décembre 2007 | DMTN180 | 4,50 | 75 000 000 | (78) |
| 13 juillet 2022 | 13 juillet 1992 | HC | 9,50 | 1 590 438 000 | |
| 2 décembre 2022 | 27 décembre 2007 | DMTN181 | 4,50 | 75 000 000 | (79) |
| 8 septembre 2023 | 8 septembre 1993 | HP | 8,10 | 940 570 000 | (59) |
| 8 septembre 2023 | 31 juillet 2007 | DMTN177 | 4,95 | 75 000 000 | |
| 2 juin 2025 | 20 décembre 1994 | JE | 9,50 | 460 000 000 | |
| 2 décembre 2025 | 5 octobre 1995 | JQ | 8,50 | 1 000 000 000 | |
| 6 février 2026 | 6 février 1996 | JY | 8,00 | 12 500 000 | |
| 2 juin 2026 | 21 décembre 1995 | JU | 8,00 | 1 000 000 000 | |
| 2 décembre 2026 | 13 février 1997 | KR | 8,00 | 386 500 000 | |
| 2 décembre 2026 | 20 janvier 1999 | MH | 7,00 | 124 584 000 | (89) |
| 3 février 2027 | 5 août 1997 | KN | 7,50 | 58 220 000 | |
| 3 février 2027 | 5 août 1997 | KT | 6,95 | 8 726 000 | |
| 3 février 2027 | 1 ^{er} avril 1998 | KY | 7,50 | 11 549 000 | |
| 3 février 2027 | 4 décembre 1998 | LA | 7,50 | 5 507 000 | |
| 4 février 2027 | 4 février 1998 | KQ | 7,375 | 990 000 | |
| 2 juin 2027 | 17 octobre 1996 | KJ | 7,60 | 4 734 700 000 | (61) |
| 25 août 2028 | 25 février 1998 | LQ | 6,25 | 2 020 000 | |
| 8 mars 2029 | 8 janvier 1998 | LK | 6,50 | 4 727 000 000 | |
| 13 janvier 2031 | 8 septembre 1995 | JN | 9,50 | 125 000 000 | |
| 15 janvier 2031 | 8 mars 2005 | DMTN141 | 5,20 | 137 000 000 | |
| 2 juin 2031 | 27 mars 2000 | NF | 6,20 | 2 500 000 000 | (51) |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|---|------------------------------|---------|------------------------|---------------|-----------|
| DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite) | | | | | |
| 8 mars 2033 | 17 février 2003 | DMTN61 | 5,85 | 4 662 610 000 | |
| 8 mars 2033 | 29 avril 2004 | DMTN110 | Accélérateur..... | 200 000 000 | (87) |
| 13 juillet 2034 | 21 septembre 2005 | DMTN157 | 5,00 | 47 500 000 | (52) |
| 3 novembre 2034 | 3 novembre 1994 | HY | 9,75 | 248 800 000 | |
| 10 janvier 1995 au 10 janvier 2035 | 30 novembre 1994 | HZ | 9,4688 | 2 315 904 | (24) |
| « | » | JA | 9,4688 | 9 312 742 | (24) |
| « | » | JB | 9,4688 | 8 482 324 | (24) |
| « | » | JC | 9,4688 | 4 764 354 | (24) |
| « | » | JD | 9,4688 | 3 171 134 | (24) |
| 12 janvier 2035 | 12 janvier 2007 | JG | 9,50 | 110 950 000 | |
| 8 février 2035 | 8 février 1995 | JJ | 9,875 | 53 000 000 | |
| 2 juin 2035 | 25 août 2004 | DMTN119 | 5,60 | 6 882 300 000 | |
| 2 juin 2035 | 12 janvier 2005 | DMTN133 | Accélérateur..... | 150 000 000 | (38) |
| 20 juin 2036 | 28 juin 1996 | KC | 8,25 | 98 984 000 | |
| 1 ^{er} décembre 2036 | 8 mars 2006 | DMTN158 | 2,00 Rendement réel | 2 302 355 841 | (44) |
| 2 juin 2037 | 22 février 2006 | DMTN164 | 4,70 | 8 700 000 000 | (46) |
| 2 décembre 2037 | 1 ^{er} février 2005 | DMTN138 | 5,20 | 100 000 000 | |
| 2 juin 2038 | 28 juillet 2004 | DMTN117 | 10,00 | 75 000 000 | (15) |
| 20 juin 2038 | 16 septembre 1996 | KG | 8,10 | 120 000 000 | |
| 13 juillet 2038 | 29 juillet 1998 | LS | 5,75 | 50 000 000 | |
| 25 août 2038 | 17 août 1998 | LT | 6,00 | 86 500 000 | |
| 2 juin 2039 | 15 janvier 2008 | DMTN182 | 4,60 | 6 000 000 000 | (55) |
| 13 juillet 2039 | 2 février 1999 | MK | 5,65 | 300 000 000 | |
| 2 décembre 2039 | 25 février 2000 | NE | 5,70 | 1 489 000 000 | |
| 13 juillet 2040 | 18 avril 2002 | DMTN44 | 6,20 | 100 000 000 | |
| 2 décembre 2041 | 15 août 2001 | DMTN10 | 6,20 | 340 000 000 | |
| 8 mars 2042 | 4 décembre 2001 | DMTN29 | 6,00 | 41 000 000 | |
| 2 juin 2042 | 18 janvier 2002 | DMTN33 | 6,00 | 240 000 000 | |
| 2 juin 2043 | 24 février 2003 | DMTN62 | 5,75 | 75 000 000 | |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|--|---------------------------|---------|------------------------|-----------------|-----------|
| DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite) | | | | | |
| 2 juin 2044 | 13 septembre 2006 | DMTN169 | 4,60 | 27 000 000 | |
| 10 janvier 2045 | 25 mai 1995 | JL | 8,435 | 35 531 176 | (41) |
| 1 ^{er} mars 2045 | 1 ^{er} mars 1995 | JK | 9,50 | 150 000 000 | |
| 2 juin 2045 | 31 août 2005 | DMTN153 | 4,50 | 175 000 000 | |
| 2 juin 2046 | 24 mai 2006 | DMTN166 | 4,85 | 154 700 000 | |
| 2 juin 2047 | 28 février 2007 | DMTN176 | 4,50 | 158 000 000 | |
| 2 juin 2048 | 6 mai 2008 | DMTN184 | 4,70 | 50 000 000 | (63) |
| 2 juin 2054 | 22 juillet 2008 | DMTN185 | 4,60 | 20 000 000 | |
| | | | | ----- | |
| | | | | 102 653 638 683 | |
| Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC | | | | (18 886 614) | (44) |
| | | | | ----- | |
| | | | | 102 634 752 069 | |
| | | | | ----- | |

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

| | | | | | |
|---------------------------|---------------------------|---------|-------------------|-----------|------|
| 1 ^{er} mars 2000 | 1 ^{er} mars 1995 | Annuel | Variable | 581 400 | (29) |
| 1 ^{er} mars 2000 | 1 ^{er} mars 1995 | Composé | Variable | 1 258 250 | (29) |
| 21 juin 2000 | 21 juin 1997 | Annuel | 5,25 | 84 100 | (29) |
| 21 juin 2000 | 21 juin 1997 | Composé | 5,25 | 60 700 | (29) |
| 21 juin 2001 | 21 juin 1996 | Annuel | Accélérateur..... | 254 000 | (29) |
| 21 juin 2001 | 21 juin 1996 | Annuel | Variable | 376 300 | (29) |
| 21 juin 2001 | 21 juin 1996 | Composé | Accélérateur..... | 599 800 | (29) |
| 21 juin 2001 | 21 juin 1996 | Composé | Variable | 101 600 | (29) |
| 21 juin 2001 | 21 juin 1998 | Annuel | 5,25 | 74 300 | (29) |
| 21 juin 2001 | 21 juin 1998 | Composé | 5,25 | 104 300 | (29) |
| 21 juin 2002 | 21 juin 1999 | Annuel | 5,50 | 103 100 | (29) |
| 21 juin 2002 | 21 juin 1999 | Composé | 5,50 | 536 000 | (29) |
| 21 juin 2003 | 21 juin 1998 | Annuel | Accélérateur..... | 122 000 | (29) |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|---|--------------------|---------|------------------------|---------------|-----------|
| OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite) | | | | | |
| 21 juin 2003 | 21 juin 1998 | Composé | Accélérateur..... | 586 200 | (29) |
| 21 juin 2003 | 21 juin 2000 | Annuel | 6,50 | 360 500 | (29) |
| 21 juin 2003 | 21 juin 2000 | Composé | 6,50 | 315 800 | (29) |
| 21 juin 2004 | 21 juin 1997 | Annuel | Accélérateur..... | 860 600 | (29) |
| 21 juin 2004 | 21 juin 1997 | Annuel | Variable | 4 800 | (29) |
| 21 juin 2004 | 21 juin 1997 | Composé | Accélérateur..... | 589 550 | (29) |
| 21 juin 2004 | 21 juin 1997 | Composé | Variable | 46 400 | (29) |
| 21 juin 2004 | 21 juin 1999 | Annuel | Accélérateur..... | 322 100 | (29) |
| 21 juin 2004 | 21 juin 1999 | Composé | Accélérateur..... | 918 300 | (29) |
| 21 juin 2004 | 21 juin 2001 | Annuel | 5,50 | 548 000 | (29) |
| 21 juin 2004 | 21 juin 2001 | Composé | 5,50 | 891 100 | (29) |
| 21 juin 2005 | 21 juin 1998 | Annuel | Variable | 234 100 | (29) |
| 21 juin 2005 | 21 juin 1998 | Composé | Variable | 893 100 | (29) |
| 21 juin 2005 | 21 juin 2000 | Annuel | Accélérateur..... | 651 500 | (29) |
| 21 juin 2005 | 21 juin 2000 | Composé | Accélérateur..... | 1 310 700 | (29) |
| 21 juin 2005 | 21 juin 2002 | Annuel | 4,625 | 746 600 | (29) |
| 21 juin 2005 | 21 juin 2002 | Composé | 4,625 | 1 368 600 | (29) |
| 21 juin 2006 | 21 juin 1999 | Annuel | Variable | 233 800 | (29) |
| 21 juin 2006 | 21 juin 1999 | Composé | Variable | 807 100 | (29) |
| 21 juin 2006 | 21 juin 2001 | Annuel | Accélérateur..... | 1 371 300 | (29) |
| 21 juin 2006 | 21 juin 2001 | Composé | Accélérateur..... | 4 041 300 | (29) |
| 21 juin 2006 | 21 juin 2003 | Annuel | 3,45 | 319 700 | (29) |
| 21 juin 2006 | 21 juin 2003 | Composé | 3,45 | 941 800 | (29) |
| 21 juin 2007 | 21 juin 2000 | Annuel | Variable | 590 800 | (29) |
| 21 juin 2007 | 21 juin 2000 | Composé | Variable | 894 300 | (29) |
| 21 juin 2007 | 21 juin 2002 | Annuel | Accélérateur..... | 538 200 | (29) |
| 21 juin 2007 | 21 juin 2002 | Composé | Accélérateur..... | 1 438 200 | (29) |
| 21 juin 2007 | 21 juin 2004 | Annuel | 3,30 | 762 800 | (29) |
| 21 juin 2007 | 21 juin 2004 | Composé | 3,30 | 779 000 | (29) |
| 21 juin 2008 | 21 juin 2001 | Annuel | Variable | 524 000 | (29) |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|---|--------------------|---------|------------------------|---------------|-----------|
| OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite) | | | | | |
| 21 juin 2008 | 21 juin 2001 | Composé | Variable | 1 811 100 | (29) |
| 21 juin 2008 | 21 juin 2003 | Annuel | Accélérateur..... | 1 899 600 | (29) |
| 21 juin 2008 | 21 juin 2003 | Composé | Accélérateur..... | 5 939 200 | (29) |
| 21 juin 2008 | 21 juin 2005 | Annuel | 3,10 | 1 454 200 | (29) |
| 21 juin 2008 | 21 juin 2005 | Composé | 3,10 | 2 090 000 | (29) |
| 21 juin 2009 | 21 juin 2002 | Annuel | Variable | 835 200 | (29) |
| 21 juin 2009 | 21 juin 2002 | Composé | Variable | 1 928 700 | (29) |
| 21 juin 2009 | 21 juin 2004 | Annuel | Accélérateur..... | 4 118 400 | (29) |
| 21 juin 2009 | 21 juin 2004 | Composé | Accélérateur..... | 8 666 800 | (29) |
| 21 juin 2009 | 21 juin 2006 | Annuel | 4,10 | 2 465 200 | (29) |
| 21 juin 2009 | 21 juin 2006 | Composé | 4,10 | 4 112 500 | (29) |
| 21 juin 2010 | 21 juin 2003 | Annuel | Variable | 27 984 600 | (18) |
| 21 juin 2010 | 21 juin 2003 | Composé | Variable | 33 024 200 | (18) |
| 21 juin 2010 | 21 juin 2005 | Annuel | Accélérateur..... | 26 627 100 | (17) |
| 21 juin 2010 | 21 juin 2005 | Composé | Accélérateur..... | 47 866 500 | (17) |
| 21 juin 2010 | 21 juin 2007 | Annuel | 4,75 | 118 762 200 | (30) |
| 21 juin 2010 | 21 juin 2007 | Composé | 4,75 | 139 875 100 | (30) |
| 21 juin 2011 | 21 juin 2004 | Annuel | Variable | 2 362 700 | (18) |
| 21 juin 2011 | 21 juin 2004 | Composé | Variable | 5 552 400 | (18) |
| 21 juin 2011 | 21 juin 2006 | Annuel | Accélérateur..... | 52 054 100 | (17) |
| 21 juin 2011 | 21 juin 2006 | Composé | Accélérateur..... | 72 769 100 | (17) |
| 21 juin 2011 | 21 juin 2008 | Annuel | 3,50 | 35 956 600 | (30) |
| 21 juin 2011 | 21 juin 2008 | Composé | 3,50 | 32 863 300 | (30) |
| 21 juin 2011 | 21 juin 2009 | Annuel | 1,25 | 4 327 200 | (30) |
| 21 juin 2011 | 21 juin 2009 | Composé | 1,25 | 5 535 900 | (30) |
| 21 juin 2012 | 21 juin 2005 | Annuel | Variable | 14 902 700 | (18) |
| 21 juin 2012 | 21 juin 2005 | Composé | Variable | 15 549 300 | (18) |
| 21 juin 2012 | 21 juin 2007 | Annuel | Accélérateur..... | 127 178 300 | (17) |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|--|--------------------|----------|------------------------|------------------------|-----------|
| OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite) | | | | | |
| 21 juin 2012 | 21 juin 2007 | Composé | Accélérateur..... | 168 085 000 | (17) |
| 21 juin 2012 | 21 juin 2009 | Annuel | 2,00 | 13 919 600 | (30) |
| 21 juin 2012 | 21 juin 2009 | Compound | 2,00 | 13 176 000 | (30) |
| 21 juin 2013 | 21 juin 2006 | Annuel | Variable | 50 655 000 | (18) |
| 21 juin 2013 | 21 juin 2006 | Composé | Variable | 53 585 600 | (18) |
| 21 juin 2013 | 21 juin 2008 | Annuel | Accélérateur..... | 21 296 800 | (17) |
| 21 juin 2013 | 21 juin 2008 | Composé | Accélérateur..... | 27 765 600 | (17) |
| 21 juin 2014 | 21 juin 2007 | Annuel | Variable | 59 759 500 | (18) |
| 21 juin 2014 | 21 juin 2007 | Composé | Variable | 51 258 500 | (18) |
| 21 juin 2014 | 21 juin 2009 | Annuel | 3,00 | 31 470 500 | (30) |
| 21 juin 2014 | 21 juin 2009 | Composé | 3,00 | 29 879 900 | (30) |
| 21 juin 2014 | 21 juin 2009 | Annuel | Accélérateur..... | 469 143 500 | (17) |
| 21 juin 2014 | 21 juin 2009 | Composé | Accélérateur..... | 286 136 200 | (17) |
| 21 juin 2015 | 21 juin 2008 | Annuel | Variable | 85 552 000 | (18) |
| 21 juin 2015 | 21 juin 2008 | Composé | Variable | 48 340 700 | (18) |
| 21 juin 2016 | 21 juin 2009 | Annuel | Variable | 64 153 300 | (18) |
| 21 juin 2016 | 21 juin 2009 | Composé | Variable | 19 107 700 | (18) |
| | | | | ----- 2 319 943 700 | (16) |
| TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS | | | | 104 954 695 769 | |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|--|--------------------|--------|------------------------|---------------|-----------|
| PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| 7 février 2024 | 7 février 1994 | HS | 7,50 | 1 106 700 000 | |
| | | | | ----- | |
| TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS | | | | 1 106 700 000 | |
| | | | | ----- | |
| PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| 1 ^{er} décembre 2010 | 15 novembre 2005 | EMTN74 | 4,00 | 200 000 000 | (58) |
| 27 juillet 2011 | 27 juillet 2004 | EMTN64 | 4,75 | 250 000 000 | |
| 30 novembre 2011 | 30 novembre 2001 | EMTN50 | 5,25 | 450 000 000 | |
| 2 décembre 2011 | 3 décembre 2008 | EMTN91 | TCAB 3 + 0,94 | 25 000 000 | (42) |
| 17 avril 2013 | 17 avril 2003 | EMTN56 | 5,50 | 275 000 000 | |
| 21 octobre 2015 | 21 octobre 2005 | EMTN73 | TCAB 3 + 0,03 | 250 000 000 | (57) |
| 13 juillet 2034 | 13 juillet 1994 | EMTN5 | 9,40 | 300 000 000 | |
| | | | | ----- | |
| TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS | | | | 1 750 000 000 | |
| | | | | ----- | |
| PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| 18 février 2013 | 18 février 1993 | HJ | 9,24 | 250 000 000 | (28) |
| | | | | ----- | |
| TOTAL – PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS | | | | 250 000 000 | |
| | | | | ----- | |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|---|--------------------|---------|------------------------|----------------|-----------|
| PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS | | | | | |
| 8 septembre 2010 | 5 septembre 2008 | PS | 3,125 | 1 500 000 000 | |
| 22 février 2011 | 22 février 2008 | PP | 2,75 | 1 500 000 000 | |
| 20 mai 2011 | 23 mai 2008 | PR | 3,375 | 1 000 000 000 | |
| 18 octobre 2011 | 18 octobre 2006 | PL | 5,00 | 1 000 000 000 | |
| 20 janvier 2012 | 21 janvier 2009 | PV | 2,625 | 2 000 000 000 | |
| 22 mai 2012 | 22 mai 2009 | PW | 3M USD | | |
| | | | TIOL + 0,45 | 1 525 000 000 | (77) |
| 1 ^{er} juin 2012 | 24 mai 2007 | PN | 4,95 | 900 000 000 | |
| 17 juillet 2012 | 17 juillet 2002 | NQ | 5,125 | 707 600 000 | |
| 19 novembre 2012 | 19 décembre 2009 | G45-USD | 1,875 | 3 000 000 000 | |
| 19 novembre 2012 | 19 novembre 2009 | G46-USD | 3M USD | | |
| | | | TIOL + 0,15 | 500 000 000 | (82) |
| 15 février 2013 | 7 février 2003 | NU | 4,375 | 500 000 000 | |
| 15 juillet 2013 | 9 avril 2008 | PQ | 3,50 | 1 000 000 000 | |
| 16 juillet 2014 | 16 juin 2009 | PX | 4,10 | 4 000 000 000 | |
| 3 février 2015 | 3 février 2005 | PE | 4,50 | 500 000 000 | |
| 5 février 2015 | 5 février 2010 | G47-USD | 2,95 | 3 000 000 000 | |
| 19 janvier 2016 | 18 janvier 2006 | PJ | 4,75 | 950 000 000 | |
| 27 avril 2016 | 27 avril 2006 | PK | 5,45 | 900 000 000 | |
| 28 novembre 2016 | 28 novembre 2006 | PM | 4,95 | 891 000 000 | |
| 7 octobre 2019 | 7 octobre 2009 | G44-USD | 4,00 | 2 000 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS | | | | 27 373 600 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,09038 \$ | | | | 29 847 751 316 | (43) |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|---|--------------------|---------|----------------------------|----------------|-----------|
| PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS | | | | | |
| 18 novembre 2014 | 18 novembre 2004 | DMTN131 | 4,50 | 300 000 000 | |
| 21 décembre 2016 | 21 décembre 2006 | DMTN171 | 4,95 | 100 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS..... | | | | 400 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,22113 \$ | | | | 488 450 000 | (9) |
| PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS | | | | | |
| 8 novembre 2010 | 7 novembre 2008 | EMTN86 | 3M USD TIOL + 0,60..... | 100 000 000 | |
| 25 juillet 2011 | 25 juillet 2008 | EMTN83 | 3M USD TIOL - 0,10..... | 150 000 000 | |
| 2 décembre 2011 | 2 décembre 2008 | EMTN90 | 3M USD TIOL + 0,77..... | 100 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS..... | | | | 350 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,15614 \$ | | | | 404 650 000 | (90) |
| PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS | | | | | |
| 28 juillet 2014 | 28 juillet 2003 | YL015 | 0,76 | 5 000 000 000 | |
| 8 août 2018 | 8 août 2008 | YL016 | 1,675 | 8 000 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS | | | | 13 000 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,011554 \$ | | | | 150 207 943 | (91) |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|--|--------------------|---------|------------------------|----------------|-----------|
| PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS | | | | | |
| 24 juin 2013 | 24 juin 2003 | EMTN59 | 0,50 | 5 000 000 000 | |
| 12 novembre 2013 | 12 novembre 2008 | EMTN85 | 1,89 | 6 000 000 000 | |
| 12 décembre 2013 | 11 décembre 2008 | EMTN87 | 1,805 | 3 000 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS | | | | 14 000 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 0,010856 \$ | | | | 151 987 374 | (92) |
| PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS | | | | | |
| 23 avril 2013 | 23 avril 2003 | EMTN57 | 5,50 | 100 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS | | | | 100 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 0,88595 \$ | | | | 88 595 320 | (22) |
| PAYABLE EN EUROPE EN EUROS | | | | | |
| 23 avril 2019 | 23 avril 2009 | EMTN97 | 4,75 | 1 500 000 000 | |
| 3 décembre 2019 | 3 décembre 2009 | EMTN100 | 4,00 | 1 750 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN EUROS | | | | 3 250 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 1,46990 \$ | | | | 4 777 171 772 | (27) |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|---|-------------------------------|--------|--------------------------|---------------|-----------|
| PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS | | | | | |
| 14 mai 2013 | 7 mai 2003 | NZ | 4,125 | 750 000 000 | |
| 11 décembre 2013 | 11 décembre 2008 | PT | 4,25 | 750 000 000 | |
| 9 janvier 2018 | 9 janvier 2009 | PU | 3M TIBEUR + 1,39..... | 120 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS..... | | | | 1 620 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,57374 \$..... | | | | 2 549 455 595 | (33) |
| PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES | | | | | |
| 8 septembre 2014 | 8 septembre 2005 | PH | 2,00 | 200 000 000 | |
| 2 décembre 2014 | 2 décembre 2008 | EMTN88 | 2,645 | 50 000 000 | |
| 4 décembre 2014 | 4 décembre 2009 | EMTN98 | 1,625 | 400 000 000 | |
| 29 juin 2015 | 29 juin 2005 | PF | 2,125 | 200 000 000 | |
| 1 ^{er} décembre 2015 | 1 ^{er} décembre 2008 | EMTN84 | 3,375 | 225 000 000 | |
| 30 juillet 2018 | 30 juillet 2008 | EMTN82 | 3,75 | 225 000 000 | (50) |
| 30 juillet 2018 | 14 août 2009 | PY | 2,525 | 100 000 000 | |
| 14 décembre 2018 | 14 août 2009 | PZ | 2,59 | 100 000 000 | |
| 29 avril 2019 | 29 avril 2009 | EMTN95 | 3,375 | 225 000 000 | |
| 4 décembre 2019 | 4 décembre 2009 | EMTN99 | 2,50 | 275 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES..... | | | | 2 000 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,03812 \$..... | | | | 2 076 238 205 | (54) |
| PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS | | | | | |
| 16 juin 2015 | 16 juin 2005 | PG | 6,25 | 718 450 000 | |
| TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS..... | | | | 718 450 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,89505 \$..... | | | | 643 050 875 | (69) |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|--|--------------------|--------|------------------------|---------------|-----------|
| PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS | | | | | |
| 12 octobre 2010 | 12 octobre 2005 | EMTN72 | 6,375 | 250 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS | | | | 250 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,79730 \$ | | | | 199 325 000 | (48) |
| PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING | | | | | |
| 21 novembre 2012 | 21 mai 2008 | EMTN81 | 5,125 | 200 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING | | | | 200 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 2,16024 \$ | | | | 432 048 000 | (86) |
| PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG | | | | | |
| 26 juin 2013 | 12 juin 2003 | EMTN61 | 4,10 | 500 000 000 | |
| 27 novembre 2013 | 28 novembre 2008 | EMTN89 | 2,98 | 200 000 000 | |
| 11 décembre 2013 | 11 décembre 2008 | EMTN92 | 3,50 | 230 000 000 | |
| 11 avril 2014 | 20 avril 2009 | EMTN96 | 2,94 | 300 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG-KONG..... | | | | 1 230 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,16766 \$ | | | | 206 223 890 | (13) |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|--|--------------------|--------|------------------------|------------------------|-----------|
| PAYABLE EN EUROPE EN RANDES SUD-AFRICAINS | | | | | |
| 17 août 2015 | 17 août 2005 | EMTN71 | 7,75 | 300 000 000 | |
| 20 septembre 2016 | 20 septembre 2006 | EMTN78 | 9,00 | 60 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN RANDES SUD-AFRICAINS | | | | 360 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,18808 \$ | | | | 67 708 404 | (53) |
| TOTAL – OBLIGATIONS..... | | | | 150 144 259 463 | |
| BONS DU TRÉSOR..... | | | | 13 711 129 000 | (84) |
| EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains) | | | | 2 987 300 000 | (21) |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,03362 \$ | | | | 3 087 731 756 | |
| GAINS SUR CHANGE NON AMORTIS | | | | 60 567 924 | |
| TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS..... | | | | 167 003 688 143 | |
| TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS | | | | 182 142 590 631 | |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|---|--------------------|-------|------------------------|------------------------|-----------|
| AUTRE DETTE | | | | | |
| DETTE DE LA TRUST DES CONSEILS SCOLAIRES | | | | | |
| Exercice prenant fin le 31 mars | | | | | |
| 2037 | 2004 | | 5,90 | 891 000 000 | |
| Moins : Fonds d'amortissement | | | | (94 269 327) | |
| | | | | ----- | |
| | | | | 796 730 673 | (3) |
| | | | | ----- | |
| TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE..... | | | | 182 939 321 304 | |
| Redressement net de consolidation et autres redressements..... | | | | 1 744 624 403 | |
| | | | | ----- | |
| TOTAL DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS | | | | 184 683 945 707 | (83) |
| | | | | ----- | |
| DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT* | | | | | |
| ONTARIO POWER GENERATION INC..... | | | | 5 126 000 000 | |
| HYDRO ONE INC..... | | | | 3 759 000 000 | |
| | | | | ----- | |
| TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT | | | | 8 885 000 000 | |
| | | | | ----- | |

* La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|--------------------|--------------------|-------|------------------------|---------------|-----------|
|--------------------|--------------------|-------|------------------------|---------------|-----------|

**DETTE CONTRACTÉE POUR LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ
(SFIEO) DE L'ONTARIO**

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

Office d'investissement du régime de pensions du Canada

| | | | | | |
|---|------|-----|-------------------|-------------|-----|
| 2021 | 2001 | CPP | 6,08 | 19 375 000 | |
| 2022 | 2002 | CPP | 6,17 à 6,29 | 172 961 000 | |
| 2023 | 2003 | CPP | 6,16 | 38 130 000 | |
| | | | | ----- | |
| TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS | | | | 230 466 000 | (5) |
| | | | | ----- | |

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

| | | | | | |
|------------------|--------------------------------|----------|---------------------|---------------|------|
| 19 mai 2010 | 2 octobre 2007 | DMTN144 | 4,00 | 150 000 000 | (26) |
| 19 novembre 2010 | 1 ^{er} septembre 2000 | HC-NK | 6,10 | 500 000 000 | (80) |
| 15 mars 2011 | 15 mars 2001 | DMTN3 | 6,80 | 50 000 000 | (37) |
| 2 décembre 2011 | 20 juillet 2001 | DMTN8 | 6,10 | 500 000 000 | |
| 2 décembre 2012 | 12 mai 2003 | DMTN53 | 5,375 | 500 000 000 | |
| 2 décembre 2012 | 20 décembre 2007 | DMTN178 | 4,50 | 300 000 000 | (74) |
| 2 juin 2013 | 28 mai 2003 | DMTN69 | 4,75 | 2 164 000 000 | (72) |
| 8 mars 2014 | 28 janvier 2004 | DMTN93 | 5,00 | 1 200 000 000 | (62) |
| 8 septembre 2014 | 9 octobre 2009 | DMTN197 | 3,25 | 150 000 000 | (96) |
| 19 novembre 2014 | 22 janvier 2010 | DMTN199 | TCAB 3 + 0,14 | 135 000 000 | (20) |
| 8 mars 2015 | 24 janvier 2005 | DMTN135 | 4,50 | 500 000 000 | |
| 8 mars 2016 | 14 février 2006 | DMTN163 | 4,40 | 1 800 000 000 | |
| 8 mars 2017 | 12 janvier 2007 | DMTN 173 | 4,30 | 2 300 000 000 | (19) |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|---|--------------------------------|---------|------------------------|----------------|-----------|
| DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite) | | | | | |
| 8 mars 2018 | 10 mars 2008 | DMTN183 | 4,20 | 1 440 000 000 | (76) |
| 2 juin 2018 | 6 juin 2005 | DMTN79 | 5,50 | 110 000 000 | (10) |
| 2 juin 2019 | 27 avril 2009 | DMTN195 | 4,40 | 550 000 000 | (71) |
| 2 juin 2020 | 22 février 2005 | DMTN140 | 4,85 | 29 000 000 | |
| 8 septembre 2023 | 29 novembre 2004 | HP | 8,10 | 50 000 000 | (59) |
| 2 juin 2027 | 4 février 2000 | HC-KJA | 7,60 | 100 500 000 | (61) |
| 25 août 2028 | 6 avril 1999 | HC-LQA | 6,25 | 78 600 000 | |
| 2 juin 2031 | 24 février 2000 | HC-NF | 6,20 | 500 000 000 | (51) |
| 1 ^{er} décembre 2036 | 4 octobre 2005 | DMTN158 | 2,00 Rendement réel | 751 702 000 | (44) |
| 2 juin 2037 | 1 ^{er} septembre 2006 | DMTN164 | 4,70 | 400 000 000 | (46) |
| 2 juin 2039 | 10 juillet 2009 | DMTN182 | 4,60 | 100 000 000 | (55) |
| TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS | | | | 14 358 802 000 | |
| PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| 17 avril 2013 | 3 juin 2003 | EMTN56 | 5,50 | 150 000 000 | |
| 8 juillet 2014 | 8 juillet 2004 | EMTN63 | TCAB 3 + 0,07 | 500 000 000 | |
| 17 février 2015 | 17 février 2005 | EMTN69 | 4,50 | 200 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS | | | | 850 000 000 | |
| PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES | | | | | |
| 8 juillet 2013 | 8 juillet 2003 | EMTN60 | 2,50 | 300 000 000 | |
| 27 mai 2016 | 27 mai 2008 | EMTN80 | 3,375 | 200 000 000 | |
| 30 juillet 2018 | 29 décembre 2008 | EMTN82 | 3,75 | 125 000 000 | (50) |
| TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES..... | | | | 625 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 1,05298 \$..... | | | | 658 114 050 | (35) |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|--|--------------------|--------|--------------------------|---------------|-----------|
| PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS | | | | | |
| 13 juillet 2012 | 13 juillet 2005 | EMTN70 | 5,50 | 125 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS | | | | 125 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,94398 \$ | | | | 117 996 875 | (81) |
| PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS | | | | | |
| 30 novembre 2016 | 30 novembre 2006 | AUD1 | 6,00 | 300 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS..... | | | | 300 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,87509 \$ | | | | 262 525 500 | (64) |
| PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS | | | | | |
| 9 octobre 2017 | 9 janvier 2009 | PU | 3M TIBEUR + 1,39..... | 105 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS..... | | | | 105 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,70800 \$ | | | | 179 340 000 | (93) |
| PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG | | | | | |
| 29 décembre 2015 | 29 décembre 2008 | EMTN94 | 3,30 | 515 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG..... | | | | 515 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,16034 \$ | | | | 82 572 774 | (94) |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|--|--------------------|---------|------------------------|---------------|-----------|
| PAYABLE EN EUROPE EN RANDES SUD-AFRICAINS | | | | | |
| 22 novembre 2010 | 22 novembre 2005 | EMTN75 | 7,75 | 300 000 000 | |
| 5 juillet 2011 | 5 juillet 2006 | EMTN76 | 8,00 | 300 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN RANDES SUD-AFRICAINS | | | | 600 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 0,16629 \$..... | | | | 99 773 408 | (88) |
| PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS | | | | | |
| 22 mai 2012 | 22 mai 2009 | PW | 3M USD TIOL + 0,45 | 225 000 000 | (77) |
| 19 novembre 2012 | 19 novembre 2009 | G46-USD | 3M USD TIOL + 0,15 | 500 000 000 | (82) |
| 3 février 2015 | 3 février 2005 | PE | 4,50 | 500 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS..... | | | | 1 225 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 1,07597 \$..... | | | | 1 318 062 500 | (23) |
| PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS | | | | | |
| 18 décembre 2018 | 18 décembre 2008 | EMTN93 | 4,28 | 60 000 000 | |
| TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS..... | | | | 60 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 1,22750 \$..... | | | | 73 650 000 | (95) |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

| Date d'échéance | Date d'émission | Série | Taux d'intérêt % | Encours \$ | Référence |
|--|--------------------|-------|------------------------|-----------------------|-----------|
| TOTAL – OBLIGATIONS..... | | | | 18 000 837 107 | |
| BONS DU TRÉSOR..... | | | | 1 201 028 000 | |
| GAINS SUR CHANGE NON AMORTIS..... | | | | 70 940 969 | |
| TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS..... | | | | 19 272 806 076 | |
| TOTAL – DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE AUX FINS DE LA SFIEO | | | | 19 503 272 076 | |
| DETTE DIRECTE DE LA SFIEO..... | | | | 7 934 474 000 | |
| TOTAL – DETTE DE LA SFIEO..... | | | | 27 437 746 076 | |

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

Références

1. Aucune dette contractée n'est remboursable, sauf dans les cas indiqués ci-dessous. Le TCAB est le taux canadien d'acceptations bancaires; le TCAB 3M est un taux variable de trois mois; le TIOL est le taux interbancaire offert à Londres. Toutes les dettes en devises étrangères ont été converties en dollars canadiens aux taux des contrats de change lorsqu'elles étaient couvertes, ou aux taux de change à la fin de l'exercice lorsqu'elles ne l'étaient pas. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2010 sont les suivants : dollar australien 0,9308 \$, euro 1,3711 \$, dollar de Hong Kong 0,130723 \$, yen japonais 0,010856 \$, dollar néo-zélandais 0,7204 \$, rand sud-africain 0,1393 \$, franc suisse 0,9630 \$, dollar américain 1,0150 \$ et livre sterling 1,5409 \$.
2. OPB & OPPT : En vertu de la Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario et de l'Entente de transfert d'éléments d'actif du 12 décembre 1994, la province a dû procéder à une nouvelle répartition des débetures entre la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (Fonds du SEFPO) en fonction des données exactes disponibles. Le 13 juin 1997, une Entente mise à jour relative à la modification de l'entente de promotion et au transfert d'éléments d'actif a été signée, remplaçant l'entente de 1994. La répartition actuelle après remboursement de la dette a été faite en vertu de cette nouvelle entente. Selon les modalités de ces débetures, le principal doit être remboursé en 12 versements mensuels égaux au cours de l'année précédant la date d'échéance.
3. SBT : La Trust des conseils scolaires (fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les besoins des élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débetures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débetures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront réduits sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre du programme de subventions de fonctionnement aux conseils scolaires.
4. DMTN53 : L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 9,2 millions de dollars.
5. L'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds en valeurs mobilières non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1^{er} juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débetures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada qui ont été émises avant le 1^{er} janvier 1998, l'option d'émettre, pour le compte de l'OIRPC, de nouvelles débetures de remplacement assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de renouvellement sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débeture de remplacement) à un taux basé sur les taux des marchés financiers au moment du renouvellement. Ces débetures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada. Le 1^{er} avril 2007, toutes les débetures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances en vertu de l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
6. CMHC : Selon les modalités de ces débetures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance, chacun consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis.
7. DMTN194 : Au cours de l'exercice 2009-2010, la série DMTN194 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 75 millions de dollars. L'intérêt est payable trimestriellement au TCAB de trois mois plus 0,70 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 2,04 %.
8. OIIC (SOGFII) : Il s'agit d'obligations à coupon zéro. Le montant est payable à l'échéance.
9. Obligations intérieures en dollars américains : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,22113 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,46 %.
10. DMTN79 : Le total de l'encours s'élève à 715 millions de dollars, dont 110 millions de dollars aux fins de la SFIEO. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt au taux fixe de 4,84 % sur 125 millions de dollars.
11. DMTN135 : L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 10,1 millions de dollars.
12. DMTN193 : Au cours de l'exercice 2009-2010, la série DMTN193 a été rouverte neuf fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 827 millions de dollars. L'intérêt est payable trimestriellement au TCAB de trois mois plus 0,99 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 2,44 %.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

13. EMTN Obligations en dollars de Hong-Kong : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars de Hong Kong en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,16766 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,13 %.
14. DMTN198 : Au cours de l'exercice 2009-2010, la série DMTN198 a été rouverte treize fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 965 millions de dollars. L'intérêt est payable trimestriellement au TCAB de trois mois plus 0,25 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 3,02 %.
15. DMTN117 : L'obligation émise en 2004 était assortie d'une prime élevée pour offrir un rendement de 5,737 %.
16. OEO : Les obligations des séries 2003 à 2009 sont rachetables au gré du porteur le 21 juin et le 21 décembre et jusqu'au 14^e jour civil suivant la date de rachat du 21 juin ou du 21 décembre, à l'exception des obligations à taux fixe, qui sont rachetables à échéance seulement. À compter de 2009, les obligations à taux variable sont rachetables annuellement le 21 juin seulement. Toutes les OEO en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.
17. OEO (Accélérateur) :
Série 2003 : L'intérêt est payable aux taux de 2,75 %, 3,25 %, 3,5 %, 4,0 % et 4,25 %.
Série 2004 : L'intérêt est payable aux taux de 1,7 %, 3,0 %, 3,5 %, 4,5 % et 6,0 %.
Série 2005 : L'intérêt est payable aux taux de 2,25 %, 2,75 %, 3,0 %, 3,5 % et 4,0 %.
Série 2006 : L'intérêt est payable aux taux de 3,7 %, 3,8 %, 3,9 %, 4,0 % et 4,25 %.
Série 2007 : L'intérêt est payable aux taux de 4,0 %, 4,2 %, 4,4 %, 4,6 % et 4,95 %.
Série 2008 : L'intérêt est payable aux taux de 2,6 %, 2,8 %, 3,0 %, 3,2 % et 4,0 %.
Série 2009 : L'intérêt est payable aux taux de 0,75 %, 1,5 %, 2,5 %, 3,5 % et 4,5 %.
Ces taux sont payables la première, la deuxième, la troisième, la quatrième et la cinquième année respectivement.
18. OEO (Variable) : Le ministre des Finances révisé le taux d'intérêt tous les six mois. Le 21 décembre 2009, le taux d'intérêt était de nouveau fixé à 1,0 %.
19. DMTN173 : Au cours de l'exercice 2009-2010, la série DMTN173 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 5 400 millions de dollars, dont 2 300 millions de dollars aux fins de la SFIEO. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt au TCAB de trois mois moins 0,279 % sur 209,5 millions de dollars.
20. DMTN199 : Au cours de l'exercice 2009-2010, la série DMTN199 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 250 millions de dollars, dont 135 millions de dollars aux fins de la SFIEO. L'intérêt est payable trimestriellement au TCAB de trois mois plus 0,14 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 2,75 %.
21. Les effets de commerce américains sont des billets à escompte d'une durée maximale de 182 jours.
22. EMTN57 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,88595 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 5,59 %.
23. Obligations en dollars américains payables sur les marchés internationaux (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,07597 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 5,11 % sur 553 millions de dollars, au TCAB de trois mois plus 0,28 % sur 527 millions de dollars et au TCAB de trois mois plus 0,58 % sur 238 millions de dollars.
24. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance. Au cours de l'exercice 2009-2010, le principal remboursé était de 0,8 million de dollars. D'ici le 10 janvier 2035, le principal à rembourser sur ces obligations sera de 230 millions de dollars.
25. DMTN196 : Au cours de l'exercice 2009-2010, la série DMTN196 a été rouverte deux fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 275 millions de dollars. L'intérêt est payable trimestriellement au TCAB de trois mois plus 0,62 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 3,73 %.
26. DMTN144 : Le total de l'encours s'élève à 2 500 millions de dollars, dont 150 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
27. EMTN obligations en euros : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en euros en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,46990 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,49 % sur 2 038 millions de dollars et au TCAB de trois mois plus 1,88 % sur 564 millions de dollars.
28. HJ : L'encours ne comprend pas les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 6,8 millions de dollars.
29. OEO : L'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. Aucun intérêt ne doit être payé sur ces obligations.
30. OEO : Chaque année, la province émet des Obligations d'épargne de l'Ontario à taux fixe assorties d'un terme de trois ans. Cependant, en 2009, des obligations à taux fixe ont aussi été émises sur 2 et 5 ans.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

31. DMTN8 : L'encours ne comprend pas les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 19 millions de dollars.
32. DMTN149 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 2 juin 2016, à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035 et, en cas de prorogation, les obligations peuvent être échangées au gré des porteurs le 13 juin 2016 contre des obligations de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,6 % jusqu'au 2 juin 2016, et au taux de 4,8 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 4,67 %.
33. Obligations en euros payables sur les marchés internationaux : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en euros en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,57374 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,43 %.
34. MW : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au TCAB de trois mois moins 0,05 %.
35. EMTN Obligations en francs suisses (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs suisses en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,05298 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,69 %.
36. DMTN150 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,05 % les deux premières années, et de 4,2 % par la suite. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au TCAB de trois mois moins 0,06 %.
37. DMTN3 (SFIEO) : L'intérêt est payable au taux de 5,50 % pour les quatre premières années, et de 6,80 % pour les six dernières années.
38. DMTN133 : Les obligations sont encaissables par anticipation au gré des porteurs le 2 décembre 2014 ou peuvent être échangées au pair contre des obligations de la série DMTN119 le 15 décembre 2014. L'intérêt est payable au taux de 4 % jusqu'au 2 décembre 2014, et de 5,35 % par la suite jusqu'à la date d'échéance finale. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 5,26 %.
39. DMTN165 : L'encours ne comprend pas les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 9,9 millions de dollars, ni les obligations détenues par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 10 millions de dollars.
40. DMTN152 : Les porteurs d'obligation peuvent proroger l'échéance des obligations à la date d'échéance initiale, le 2 décembre 2016, jusqu'à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035, et dans ce cas, les échanger au pair contre des obligations de la série DMTN119 le 14 décembre 2016. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % jusqu'à la date d'échéance initiale et au taux de 4,75 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 4,76 %.
41. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à des intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.
42. EMTN91 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 2,39 %.
43. Obligations en dollars américains payables sur les marchés internationaux : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,09308 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 3,44 % sur 18 151 millions de dollars; au taux de 5,45 % sur 4 296 millions de dollars; au TCAB de trois mois plus 0,19 % sur 7 022 millions de dollars et au TCAB de un mois plus 0,04 % sur 379 millions de dollars.
44. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte intérêt sur le principal rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (l'IPC), qui comportait un indice de base de 127,54839 le 8 mars 2006. Depuis que la Banque du Canada a changé l'année de référence de l'IPC (de 1992 à 2002), le 19 juin 2007, l'indice de base est passé à 107,18352. Au cours de l'exercice 2009-2010, la série a été rouverte deux fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 2 844 millions de dollars, dont 700 millions ont été prêtés à la SFIEO et 300 millions ont été convertis en une dette nominale à taux fixe de 4,66 %. L'encours représente la valeur indexée du principal.
45. DMTN1 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au TCAB de trois mois moins 0,02 %.
46. DMTN164 : Le total de l'encours s'élève à 9 100 millions de dollars, dont 400 millions de dollars aux fins de la SFIEO. L'encours revenant à la province, 8 700 millions de dollars, comprend les obligations détenues par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 4,8 millions de dollars.
47. DMTN132 : L'encours revenant à la province comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 18 millions de dollars.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

48. EMTN72 : La province a conclu un contrat de change qui a eu pour effet de convertir cette obligation néo-zélandaise en obligation en dollars canadiens au taux de change de 0,79730 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au TCAB de trois mois moins 0,01 %.
49. DMTN105 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,94 %.
50. EMTN82 : Le total de l'encours s'élève à 350 millions de francs suisses, dont 125 millions de francs suisses aux fins de la SFIEO.
51. NF : L'encours est de 3 000 millions de dollars, dont 500 millions de dollars ont été prêtés à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010, après quoi l'émission sera assumée par la province jusqu'à la date d'échéance.
52. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15 % jusqu'au 13 janvier 2006 et au taux de 5 % par la suite.
53. EMTN71/78 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en rands sud-africains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,18808 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,36 %.
54. Obligations européennes en francs suisses : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs suisses en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1.03812 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,12 % sur 1 823 millions de dollars et au taux de 4,24 % sur 205 millions de dollars.
55. DMTN182 : Au cours de l'exercice 2009-2010, la série DMTN182 a été rouverte dix fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 6 100 millions de dollars, dont 100 millions de dollars aux fins de la SFIEO. L'encours revenant à la province, 6 000 millions de dollars, comprend les obligations détenues par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 20,2 millions de dollars.
56. DMTN116 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 8 septembre 2013, à la date d'échéance finale, le 8 mars 2033. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,625 % jusqu'à la date d'échéance initiale, et au taux de 5,85 % en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 5,08 %.
57. EMTN73 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,34 %.
58. EMTN74 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au TCAB de trois mois moins 0,05 %.
59. HP : Le total de l'encours s'élève à 990,6 millions de dollars, dont 50 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
60. DMTN46 : Il s'agit d'une obligation à paiements variables offrant un rendement de 4,53 %. Le principal et les intérêts sont remboursables en un versement semestriel de capital et d'intérêts réunis. Au cours de l'exercice 2009-2010, le principal remboursé était de 0,3 million de dollars.
61. KJ : Le total de l'encours s'élève à 4 835 millions de dollars, dont 101 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
62. DMTN93 : Au cours de l'exercice 2009-2010, la série DMTN93 a été rouverte six fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 6 300 millions de dollars, dont 1 200 millions de dollars aux fins de la SFIEO. L'encours revenant à la province, 5 100 millions de dollars, comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 17,6 millions de dollars.
63. DMTN184 : Au cours de l'exercice 2009-2010, la série DMTN184 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 50 millions de dollars.
64. AUD1 (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir cette obligation en dollars australiens en obligation en dollars canadiens au taux de change de 0,87509 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,24 %.
65. DMTN190 : L'encours comprend les obligations détenues par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 3,5 millions de dollars.
66. DMTN186 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 2,94 %.
67. DMTN191 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 1,67 %.
68. DMTN188 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 3,14 %.
69. PG : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir cette obligation en dollars néo-zélandais en obligation en dollars canadiens au taux de change de 0,89505 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,24 %.
70. DMTN192 : Il s'agit d'une obligation de trois ans à taux variable en vertu de laquelle la province a l'option de remplacer ce taux par un coupon à taux fixe de 2,5 % le 13^e jour des mois de mars, de juin, de septembre et de décembre de chaque année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 1,98 %.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2010

71. DMTN195 : Au cours de l'exercice 2009-2010, la série DMTN195 a été rouverte treize fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 6 100 millions de dollars, dont 550 millions de dollars aux fins de la SFIEO. L'encours revenant à la province, 5 550 millions de dollars, comprend les obligations détenues par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 29,5 millions de dollars.
72. DMTN69 : Le total de l'encours s'élève à 5 730 millions de dollars, dont 2 164 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
73. DMTN189 : Les obligations sont rachetables au pair au gré de la province le 20 novembre 2011. L'intérêt est payable trimestriellement comme suit : du 20 novembre 2008 au 10 novembre 2011 – TCAB de trois mois plus 0,75 %; du 10 novembre 2011 au 10 novembre 2013 – TCAB de trois mois plus 1,20 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 3,13 %.
74. DMTN178 : Le total de l'encours s'élève à 1 800 millions de dollars, dont 300 millions de dollars aux fins de la SFIEO. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt au TCAB de trois mois sur 105 millions de dollars.
75. DMTN179 : L'intérêt est payable trimestriellement au TCAB de trois mois moins 0,16 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 3,96 %.
76. DMTN183 : Le total de l'encours s'élève à 3 000 millions de dollars, dont 1 440 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
77. PW : Le total de l'encours s'élève à 1 750 millions de dollars, dont 225 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
78. DMTN180 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,52 %.
79. DMTN181 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,50 %.
80. NK : Le total de l'encours s'élève à 2 120 millions de dollars, dont 500 millions de dollars aux fins de la SFIEO. L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 20,3 millions de dollars, et par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 4,4 millions de dollars.
81. EMTN70 (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir cette obligation en dollars australiens en obligation en dollars canadiens au taux de change de 0,94398 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,0 %.
82. G46-USD : Le total de l'encours s'élève à 1 000 millions de dollars, dont 500 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
83. La dette totale contractée aux fins de la province comprend les dettes suivantes contractées par d'autres organismes gouvernementaux et entreprises publiques : 1 507 millions de dollars par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement, 79 millions de dollars par la Société ontarienne d'aménagement municipal, 1 920 millions de dollars par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, 275 millions de dollars par Ornge, 21 millions de dollars par la Commission de transport Ontario Northland, et exclut la dette de 735 millions de dollars contractée par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement, ainsi que les bons du Trésor et les obligations de l'Ontario d'une valeur de 1 311 millions de dollars détenus par d'autres organismes gouvernementaux.
84. Le solde des bons du Trésor comprend les titres suivants détenus par d'autres organismes gouvernementaux : 500 millions de dollars par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, 213 millions de dollars par la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, 30 millions de dollars par l'Office de l'électricité de l'Ontario, 129 millions de dollars par la Société immobilière de l'Ontario, 85 millions de dollars par la Société ontarienne de financement de la croissance, 24 millions de dollars par la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants et 20 millions de dollars par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.
85. DMTN187 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 0,903 %.
86. EMTN81 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir cette obligation en livre sterling en obligation en dollars canadiens au taux de change de 2,16024 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 3,68 %.
87. DMTN110 : Les obligations sont encaissables par anticipation au gré des porteurs le 8 mars 2012 ou échangeables au pair le 21 mars 2012 contre des obligations de la série DMTN61. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,25 % jusqu'au 8 mars 2012, et de 5,85 % jusqu'au 8 mars 2033. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 5,72 %.
88. EMTN75/76 (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en rands sud-africains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,16629 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,76 %.
89. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 31,1 millions de dollars sera effectué à l'échéance.
90. EMTN83/86/90 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,15614 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 3,04 %.

ENCOURS DE LA DETTE – Fin

Au 31 mars 2010

91. YL015/16 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 13 milliards de dollars de ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,011554 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,34 %.
92. EMTN59/85/87 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 14 milliards de dollars de ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,010856 \$.
93. PU (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir cette obligation en dollars canadiens au taux de change de 1,708 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,0 %.
94. EMTN94 (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir cette obligation en dollars canadiens au taux de change de 0,16034 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,13 %.
95. EMTN93 (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir cette obligation en dollars canadiens au taux de change de 1,2275 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,22 %.
96. DMTN197 : Au cours de l'exercice 2009-2010, la série DMTN197 a été rouverte cinq fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 3 650 millions de dollars, dont 150 millions de dollars aux fins de la SFIEO. L'encours revenant à la province, 3 500 millions de dollars, comprend les obligations détenues par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 44,7 millions de dollars.
97. DMTN200 : Au cours de l'exercice 2009-2010, la série DMTN200 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 350 millions de dollars. L'encours comprend les obligations détenues par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 76,5 millions de dollars.
98. DMTN201 : L'encours comprend les obligations détenues par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 8,5 millions de dollars.
99. SOHL : Les débetures émises par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles, mais elles sont rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la SOHL sur préavis écrit de six mois.

**OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE
L'ONTARIO (SFIEO)
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010**

| | 2010 | 2009 |
|--|-----------------|-----------------|
| | \$ | \$ |
| Remboursements d'emprunt à partir : | | |
| de titres émis sur les marchés publics – | | |
| à long terme..... | (1 668 233 778) | (1 917 500 742) |
| à court terme (net) | 0 | (223 582 000) |
| de titres émis hors des marchés publics - | | |
| Fonds de placement du régime de pensions du Canada | (650 712 000) | (589 319 000) |
| Produit d'emprunts provenant : | | |
| de titres émis sur les marchés publics – | | |
| à long terme..... | 1 880 059 510 | 3 451 287 358 |
| à court terme (net) | 222 028 000 | 0 |
| Augmentation (diminution) nette | | |
| des débentures et billets aux fins de la SFIEO | (216 858 268) | 720 885 616 |
| Intérêt sur titres provenant : | | |
| de titres émis sur les marchés publics – | | |
| à long terme..... | 804 309 492 | 814 816 115 |
| à court terme..... | 3 137 835 | 44 399 481 |
| Fonds de placement du régime de pensions du Canada | 47 046 226 | 118 759 011 |
| | 854 493 553 | 977 974 607 |
| Recouvrements de la SFIEO | | |
| Remboursements d'emprunt à partir : | | |
| de titres émis sur les marchés publics – | | |
| à long terme..... | 1 668 233 778 | 1 917 500 742 |
| à court terme (net) | 0 | 223 582 000 |
| de titres émis hors des marchés publics – | | |
| Fonds de placement du régime de pensions du Canada | 650 712 000 | 589 319 000 |
| Produit d'emprunts provenant : | | |
| de titres émis sur les marchés publics – | | |
| à long terme..... | (1 880 059 510) | (3 451 287 358) |
| à court terme (net) | (222 028 000) | 0 |
| Recouvrements nets/ (avances)..... | 216 858 268 | (720 885 616) |
| Intérêts sur avances provenant : | | |
| de titres émis sur les marchés publics – | | |
| à long terme..... | (804 309 492) | (814 816 115) |
| à court terme..... | (3 137 835) | (44 399 481) |
| Fonds de placement du régime de pensions du Canada | (47 046 226) | (118 759 011) |
| | (854 493 553) | (977 974 607) |

section 4

Autres annexes supplémentaires

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2010

| | Solde au 1 ^{er} avril 2009 | Prêts ¹ | Remboursements ² | Solde au 31 mars 2010 |
|--|--|--------------------|-----------------------------|--------------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère de l'Agriculture, Alimentation et Affaires rurales: | | | | |
| • Débentures pour drainage au moyen de tuyaux | 28 432 956 | 5 797 100 | 5 574 011 | 28 656 045 |
| • Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités | 285 222 | 42 200 | 49 713 | 277 709 |
| Ministère de la Culture: | | | | |
| • Science Nord – Cinéma IMAX..... | 75 837 | - | - | 75 837 |
| Ministère de Développement économique et du Commerce: | | | | |
| • Strat. ont. d'investis. dans l'ind. automob. | 141 603 212 | - | - | 141 603 212 |
| Moins : Escompte non amorti..... | (117 785 614) | 2 596 794 | - | (115 188 820) |
| Total – Strat. ont. d'investis. dans l'ind. automob. .. | 23 817 598 | 2 596 794 | - | 26 414 392 |
| • Programme d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe | 72 423 460 | 45 291 896 | 90 000 | 117 625 356 |
| Moins : Escompte non amorti..... | (11 260 267) | (3 236 365) | - | (14 496 632) |
| Total Programme d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe | 61 163 193 | 42 055 531 | 90 000 | 103 128 724 |
| Ministère de l'énergie et de l'infrastructure : | | | | |
| • Actif net de la Société foncière de l'Ontario | 4 995 328 | - | 127 000 | 4 868 328 |
| Ministère des Finances : | | | | |
| • Aide sous forme de prêt – Stelco | 37 500 000 | - | - | 37 500 000 |
| Moins : Escompte non amorti..... | (1 251 600) | 178 800 | - | (1 072 800) |
| Total de l'aide sous forme de prêt – Stelco..... | 36 248 400 | 178 800 | - | 36 427 200 |
| • Ontario Power Génération* | 5 126 000 000 | - | - | 5 126 000 000 |
| • Hydro One Inc.* | 3 637 000 000 | - | - | 3 637 000 000 |
| • Société ontarienne de travaux d'infrastructure* | 1 000 000 000 | 350 000 000 | - | 1 350 000 000 |
| • Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario..... | 1 424 473 521 | 442 700 119 | 282 500 000 | 1 584 673 640 |
| • Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario – Prêts à court terme | 6 100 000 | - | 5 600 000 | 500 000 |

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2010

| | Solde au 1 ^{er} avril 2009 | Prêts ¹ | Remboursements ² | Solde au 31 mars 2010 |
|---|--|--------------------|-----------------------------|--------------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère des Finances (suite) : | | | | |
| • Billets à terme adossés à des actifs | 500 672 586 | - | 42 266 699 | 458 405 887 |
| • Gouvernement du Canada – Secteur de l'automobile | 83 333 333 | 4 688 941 234 | 133 738 710 | 4 638 535 857 |
| • Prêts de l'Office ontarien de financement : | | | | |
| Conseils scolaires | 2 315 103 637 | 354 851 840 | 47 663 354 | 2 622 292 123 |
| Société des loteries et des jeux de l'Ontario * | 256 371 568 | 18 511 650 | 87 043 223 | 187 839 995 |
| Société ontarienne de travaux d'infrastructure – marge de crédit | 100 000 000 | 25 000 000 | 25 000 000 | 100 000 000 |
| Office de l'électricité de l'Ontario..... | - | 90 000 000 | - | 90 000 000 |
| Musée royal de l'Ontario..... | 56 840 345 | - | 8 000 000 | 48 840 345 |
| Corporation de la ville de Windsor..... | 19 515 633 | - | 1 129 421 | 18 386 212 |
| Commission de transport Ontario Northland * | 21 951 098 | - | 4 229 791 | 17 721 307 |
| Commission de transport Ontario Northland – marge de crédit | 11 870 000 | 57 285 000 | 56 230 000 | 12 925 000 |
| Commission des parcs du Niagara..... | - | 6 500 000 | - | 6 500 000 |
| Centre Centennial des sciences et de la technologie * | 4 000 000 | - | 500 000 | 3 500 000 |
| Collèges d'arts appliqués et de technologie..... | 24 815 132 | 48 502 345 | 2 647 156 | 70 670 321 |
| Total des prêts - Office ontarien de financement.... | 2 810 467 413 | 600 650 835 | 232 442 945 | 3 178 675 303 |
| • Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)*..... | 275 000 000 | 130 000 000 | 141 000 000 | 264 000 000 |
| Moins : Escompte non amorti..... | (134 675 500) | 5 387 020 | - | (129 288 480) |
| Solde du FGPR | 140 324 500 | 135 387 020 | 141 000 000 | 134 711 520 |
| • Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario.... | 231 507 | - | - | 231 507 |
| Ministère des Affaires municipales et du Logement : | | | | |
| • Loi sur l'aide aux propriétaires riverains | 115 626 | - | 46 232 | 69 394 |
| • Crédits d'impôt pour les mun. et les écoles | 275 047 | - | 16 602 | 258 445 |
| Ministère du Développement du Nord et des Mines : | | | | |
| • Commission de transport Ontario Northland..... | 35 207 935 | - | - | 35 207 935 |
| • Développement économique..... | 11 808 327 | 6 197 948 | 808 327 | 17 197 948 |

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2010

| | Solde au 1 ^{er} avril 2009 | Prêts ¹ | Remboursements ² | Solde au 31 mars 2010 |
|---|--|--------------------|-----------------------------|--------------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ministère de la Recherche et Innovation: | | | | |
| • Fonds pour les projets pilotes d'innovation | 4 000 000 | - | - | 4 000 000 |
| Moins : Escompte non amorti | (625 102) | 375 062 | - | (250 040) |
| | ----- | ----- | ----- | ----- |
| Total Fonds pour les projets pilotes d'innovation... | 3 374 898 | 375 062 | - | 3 749 960 |
| | ----- | ----- | ----- | ----- |
| Ministère de la Formation et des Collèges et Universités : | | | | |
| • Prêts pour l'acquisition d'outils de travail | 17 361 374 | 1 923 000 | 5 133 377 | 14 150 997 |
| • Prêts aux étudiants | 886 259 917 | 59 499 108 | 295 326 051 | 650 432 974 |
| | | | | ----- |
| TOTAL DES PRÊTS ET INVESTISSEMENTS EN COURS AVANT | | | | |
| LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2010..... | | | | 21 029 649 602 |
| | | | | ===== |
| PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2010..... | | | | (4 004 905 311) |
| | | | | ===== |

1. Comprend les montants d'amortissement.

2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses, les libérations de prêts et les ajustements d'évaluation.

Les prêts et investissements au moment de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.

* Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions se trouvent dans le volume 2 des Comptes publics de l'Ontario.

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre des Finances est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débetures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débetures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 \$ à Science Nord pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50 % des recettes annuelles nettes.

Le ministère s'est engagé à accorder un prêt conditionnel d'un montant maximum de 175 millions de dollars à General Motors du Canada Limitée pour l'aider à réaliser son projet Beacon, évalué à 2,5 milliards de dollars. Ce projet vise à accroître la capacité de conception et de fabrication de trois usines ontariennes et à appuyer la création d'un centre canadien de l'ingénierie, qui mettra l'accent sur les technologies de fabrication novatrices et la formation spécialisée. Le ministère s'est aussi engagé à accorder un prêt conditionnel jusqu'à hauteur de 3,0 millions de dollars à Valiant Corporation pour appuyer les investissements de l'entreprise dans des systèmes de montage flexibles.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2010

La Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe, un programme de prêts remboursables pluriannuel de 500 millions de dollars, a permis d'accorder des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

En 2005-2006, dans le cadre de la restructuration financière de Stelco Inc., le ministère a prêté à cette société 150 millions de dollars pour une période de dix ans à un taux de 1 %. En retour, Stelco verse 400 millions de dollars dans ses régimes de retraite et a accepté un plan de refinancement de ces régimes. Soixante-quinze pour cent du prêt ne sera pas remboursé si les quatre principaux régimes de retraite de Stelco sont entièrement capitalisés à la fin de la période de dix ans du prêt.

Le 1^{er} avril 1999, les cinq sociétés suivantes et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro : la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, l'Ontario Power Génération Inc., Hydro One Inc. (anciennement la société Ontario Hydro Services Company), la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et l'Office de la sécurité des installations électriques.

L'Ontario Power Génération Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (HOI) ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés contractée à l'endroit de la SFIEO en échange d'un droit sur l'actif de l'OPG (5 126 millions de dollars) et de HOI (3 759 millions de dollars). De plus, la SFIEO était redevable à HOI pour un rajustement du fonds de roulement d'une valeur de 122 millions de dollars relativement au transfert initial des actifs à HOI le 1^{er} avril 1999. En guise de règlement, HOI a diminué le compte de capital de ses actionnaires. En pratique, la province a acquitté la dette au nom de la SFIEO, ce qui s'est traduit par une baisse des capitaux propres dans HOI, qui sont passés à 3 637 millions de dollars.

La Société ontarienne de travaux d'infrastructure (Infrastructure Ontario) a été constituée en société de la Couronne sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions* et elle relève du ministre de l'Énergie et de l'Infrastructure. La province de l'Ontario a accordé à Infrastructure Ontario un prêt subordonné de 50 ans d'une valeur de 1 milliard de dollars contre un billet à ordre qui vient à échéance le 31 mars 2053. Les intérêts sur le billet, dont le taux est révisé chaque trimestre en fonction du taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois de la province, sont payables chaque trimestre. De plus, la province a reprêté 350 millions de dollars à Infrastructure Ontario au cours de l'exercice.

La Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario a été créée en août 2001 pour accorder des fonds aux étudiants qui fréquentent les établissements d'enseignement approuvés de la province. Ces fonds sont empruntés à la province et accordés aux étudiants ayant présenté une demande approuvée par la Direction du soutien aux étudiantes et étudiants du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) est l'entité qui assure la continuité de l'ancienne société Ontario Hydro sur le plan légal. La SFIEO est un organisme de la province de l'Ontario et est responsable du service et du remboursement de la dette de l'ancienne société Ontario Hydro ainsi que de la gestion de certaines autres obligations de cette dernière. La province contracte des emprunts et réaffecte des prêts pour le compte de la SFIEO. De plus, la province lui accorde des prêts à court terme pour répondre à ses besoins de financement à court terme. Au 31 mars 2010, la SFIEO avait des fonds excédentaires totalisant 0,5 millions de dollars.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2010**

Le 21 janvier 2009, la restructuration du marché canadien du papier commercial adossé à des actifs de tiers gelé a été complétée. En échange, la province a reçu des billets à long terme émis par le véhicule d'actifs cadre (VAC). Les billets à terme adossés à des actifs ont été comptabilisés à la valeur de recouvrement nette lors de l'échange et peuvent être assujettis à un autre ajustement d'évaluation s'il se produit une perte qui n'est pas temporaire. Les remboursements de capital seront reçus pendant la durée des billets. Au 31 mars 2010, la valeur de recouvrement nette des billets VAC est d'environ 458,4 millions de dollars (501,1 millions de dollars en 2009), ce qui tient compte du remboursement du capital de 19,8 millions de dollars reçu en 2009-2010.

Les gouvernements de l'Ontario et du Canada, par l'entremise d'Exportation et développement Canada, une société de la Couronne appartenant entièrement au gouvernement du Canada, ont pris des mesures concertées pour assurer la viabilité et la compétitivité à long terme du secteur canadien de l'automobile. La province a investi 4 493 millions de dollars en 2010 (83 millions de dollars en 2009), ce qui représente le tiers de l'aide financière canadienne totale accordée à General Motors, General Motors du Canada Limitée, Chrysler LLC et Chrysler Canada Ltée pour la restructuration de leurs opérations. Au cours de l'exercice, la province a reçu 134 millions de dollars en remboursements liés à ces fonds. L'investissement net s'est donc chiffré à 4 442 millions de dollars. En outre, 196 millions de dollars en obligations spéciales émises par les fabricants automobiles pendant l'exercice ont été comptabilisés au titre des investissements supplémentaires dans le secteur, pour un investissement total, déduction faite des remboursements, de 4 638 millions de dollars.

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; donne des conseils sur le financement de projets; et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province. L'OOF continue à gérer les activités postérieures à la vente de l'ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario. Elle s'occupe notamment des exigences juridiques et de la liaison avec les anciens clients de la Caisse pour s'assurer qu'on répond adéquatement à leurs besoins.

Depuis 2006, les conseils scolaires reçoivent des prêts dans le cadre de divers programmes. Durant l'exercice qui a pris fin le 31 mars 2010, les conseils scolaires ont reçu d'autres prêts et fait deux versements confondus (capital et intérêts) semestriels. La totalité du montant impayé s'élève à 2 622 millions de dollars (2 315 millions de dollars en 2009). Les taux d'intérêt de ces prêts s'échelonnent entre 3,59 % et 5,3847% et les prêts arrivent à échéance entre 2031 et 2034.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (SLJO) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*. Le solde des prêts en cours au 31 mars 2010 de 188 millions de dollars (256 millions de dollars en 2009) servant à financer plusieurs projets est constitué de deux prêts à terme dont l'intérêt s'échelonne entre 2,4 % et 3,224 %. Les prêts en cours doivent être remboursés d'ici février 2015.

La Société ontarienne des travaux d'infrastructure (Infrastructure Ontario), un organisme de la Couronne créé sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions (Ontario)*, relève du ministre de l'Énergie et de l'Infrastructure. L'OOF a accordé à Infrastructure Ontario une facilité de crédit renouvelable d'une durée de 10 ans pour un montant maximal de 200 millions de dollars le 23 juin 2006. Infrastructure Ontario a contracté un prêt de 100 millions de dollars (100 millions de dollars en 2009) à des taux d'intérêt variant entre 2,12 % et 4,63 %.

L'Office de l'électricité de l'Ontario (OEO), qui a été établi en 2004, n'est pas un organisme de la Couronne, mais plutôt une société sans but lucratif. L'OEO a obtenu un crédit de 975 millions de dollars au maximum pour financer le compte d'écart de la grille tarifaire réglementée. Le crédit expire le 31 décembre 2010. L'OEO a utilisé 90 millions de dollars de ce crédit dont les taux d'intérêt s'échelonnent entre 0,42 % et 0,50 % d'ici le 31 mars 2010.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2010

Le Musée royal de l'Ontario a emprunté 49 millions de dollars (57 millions de dollars en 2009). Ce prêt comprend des prêts à taux fixe (entre 5,04 % et 5,12 %) de 40 millions de dollars et des prêts à taux variable (taux actuel de 0,59 %) de 9 millions de dollars. Les prêts en cours doivent être remboursés d'ici mars 2016.

La corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités*. Des fonds ont été accordés pour l'achat, la conception et la construction du Complexe judiciaire de Windsor, qui comprend le palais de justice de la Division provinciale et le quartier général de la police municipale. Le prêt de 20 ans a un taux de 6,41 % et vient à échéance en mars 2021. Le montant impayé au 31 mars 2010 s'élevait à 18,4 millions de dollars (19,5 millions de dollars en 2009).

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi sur la Commission de transport Ontario Northland*. Les emprunts totaux de la CTON se composent d'emprunts d'amortissement et d'une marge de crédit de fonctionnement de 31 millions de dollars (34 millions de dollars en 2009). Les emprunts de 18 millions de dollars arrivent à échéance entre 2010 et 2031 et ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 4,717 % et 6,37 %. Au 31 mars 2010, 13 millions de dollars avaient été utilisés de la marge de crédit de fonctionnement dont l'intérêt variable s'échelonne entre 0,24 % et 0,56 %.

La Commission des parcs du Niagara, un organisme de la Couronne de la province exploité en vertu de la *Loi sur les parcs du Niagara*, a emprunté 6,5 millions de dollars (pas d'emprunt en 2009) pour financer des dépenses en immobilisations supplémentaires engagées pour le réaménagement de la phase I de Table Rock House dans le parc Queen Victoria à Niagara Falls. Il s'agit d'un emprunt amorti sur 17 ans dont le taux d'intérêt est de 5,07 % et qui arrive à échéance en novembre 2026.

Le Centre Centennial des sciences et de la technologie est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur le Centre Centennial des sciences et de la technologie*. Le taux d'intérêt est fixé à 4,346 % et le prêt arrive à maturité en mars 2017.

On a accordé des prêts à des collèges d'arts appliqués et de technologie d'une valeur de 71 millions de dollars (25 millions de dollars en 2009) pour divers projets relatifs aux campus, notamment pour la construction de nouvelles résidences d'étudiants ou l'agrandissement de résidences, du matériel informatique, des terrains de stationnement et un projet d'immobilisations visant les économies d'énergie. Ces prêts ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 0,6 % et 6,37 % et arrivent à échéance entre 2011 et 2040.

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1^{er} décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

Les hypothèques sont celles qu'assume la province depuis la dissolution de la Société foncière de l'Ontario, le 31 mars 1987.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à celles-ci.

Les prêts au titre des crédits d'impôt aux municipalités et aux écoles représentent les remboursements accordés aux municipalités pour les crédits et les remboursements autorisés par la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin**Pour l'exercice clos le 31 mars 2010**

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par autocar et bateau. La somme de 35 207 935 \$ représente le placement en actions des ministères dans la Commission de transport Ontario Northland. La province a versé des subventions s'élevant à 52 599 268 \$ pour l'exercice 2009-2010 (44 872 600 \$ en 2008-2009), dont une participation ponctuelle au capital de 17 400 000 \$). Après versement des subventions, la Commission a enregistré une perte nette de 25 761 000 \$ pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 mars 2010 (perte nette de 14 945 000 \$ pour la période de 12 mois prenant fin le 31 mars 2009).

Développement économique : En 2007-2008, le ministère du Développement du Nord et des Mines a accordé un prêt à terme renouvelable de 17 000 000 \$, à des conditions du marché, à une société du Nord de l'Ontario pour ses besoins en capital de roulement dans le cadre d'un plan global visant à acquérir l'actif commercial d'une société en faillite du Nord de l'Ontario et de la revitaliser. En 2009-2010, le ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts a assumé un prêt de 6 197 948 \$ accordé à une société du Nord de l'Ontario par un prêteur privé pour satisfaire une garantie de prêt existante.

Anoncé le 2 juin 2006, le Fonds pour les projets pilotes d'innovation (FPPI) est un programme discrétionnaire de financement, sous réserve de restrictions, administré par le ministère de la Recherche et de l'Innovation, qui se concentre sur la commercialisation et la démonstration technique initiale de technologies, processus et produits verts et innovateurs qui s'avéreront concurrentiels à l'échelle mondiale. Le FPPI vise à aider les entreprises à commercialiser des technologies innovatrices en Ontario.

Le FPPI examinera à des fins de soutien les propositions de soumissionnaires qui conçoivent et commercialisent des technologies novatrices nouvelles et émergentes qui se révèlent parmi les plus concurrentielles et les plus évoluées d'Amérique du Nord. Le FPPI est axé sur les technologies dans les domaines de l'environnement, des énergies de remplacement, des bioproduits, de l'hydrogène et d'autres technologies ayant une importance globale et qui se trouvent à la phase pilote de développement. En se concentrant sur les obstacles technologiques à l'échelle préindustrielle, le FPPI répond au déficit de financement qui est apparent dans la commercialisation de nouvelles technologies. L'on s'attend à ce que les entreprises puissent attester que leur concept a été prouvé et validé, et qu'elles s'attaquent aux problèmes de la mise à niveau nécessaire en vue d'aboutir à des activités commerciales définitives à l'étape préindustrielle. Le FPPI fournira un appui financier s'élevant à 50 % des frais admissibles des projets approuvés. L'aide financière que pourrait offrir le FPPI va d'au moins 100 000 \$ à au plus 4 000 000 \$ par projet. L'aide financière est garantie et peut être sous forme de prêts à terme, de prêts d'encouragement, de prêts-subventions, d'une participation au capital ou d'un accord de redevances.

Le Programme ontarien de prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 \$ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer un an après la fin des études.

Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts à la Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario commence six mois après la fin des études. Si le remboursement du prêt n'est pas effectué et que survient un défaut de remboursement, le prêt devient une dette envers la province et l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province entame le processus de recouvrement.

FONDS ET AUTRE PASSIF
Pour l'exercice clos le 31 mars 2010

| | Solde au 1 ^{er} avril 2009 \$ | Transactions nettes \$ | Solde au 31 mars 2010 \$ |
|--|--|------------------------------|--------------------------------|
| Ministère du Procureur général : | | | |
| • Fonds d'aide aux victimes | 38 675 473 | (7 189 569) | 31 485 904 |
| • Bureau du recours civil à l'égard d'activités illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> | 5 687 740 | 1 294 699 | 6 982 439 |
| • Produits de la criminalité | 2 043 804 | (561 455) | 1 482 349 |
| Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels : | | | |
| • Produits de la criminalité | 5 025 378 | (2 564 991) | 2 460 387 |
| • Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique | 5 522 482 | (226 812) | 5 295 670 |
| Ministère de l'Environnement : | | | |
| • Fonds en fiducie d'assurance | 30 157 433 | (3 067 294) | 27 090 139 |
| • Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets | 1 484 189 | 742 | 1 484 931 |
| • Entente de partage des coûts – Port Loring | 1 094 497 | 5 094 | 1 099 591 |
| Ministère des Finances : | | | |
| • Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles | 34 252 773 | 5 731 430 | 39 984 203 |
| • Réserve pour chèques en circulation | 20 097 181 | 10 046 051 | 30 143 232 |
| • Intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives | 15 423 769 | (4 564 935) | 10 858 834 |
| Ministère des services gouvernementaux : | | | |
| • Dépôts — jeux et alcools | 5 757 020 | (2 281 682) | 3 475 338 |
| • Caisse d'assurance des sûretés mobilières | 17 970 639 | 190 549 | 18 161 188 |
| • Pensions et prestations supplémentaires: | | | |
| - Caisse de retraite des juges provinciaux | 609 240 750 | 46 109 126 | 655 349 876 |
| - Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres – Dépôts | 46 204 323 | (1 136 640) | 45 067 683 |
| - Au-delà des prestations suppl. max. – RRF | 140 725 101 | 27 227 938 | 167 953 039 |
| - Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO | 4 798 370 | 982 405 | 5 780 775 |
| - Régime complémentaire des juges de paix | 0 | 8 586 490 | 8 586 490 |
| Ministère de la Santé et Soins de longue durée : | | | |
| • Réserve pour chèques en circulation | 17 323 394 | 971 130 | 18 294 524 |

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2010

| | Solde au 1 ^{er} avril 2009 \$ | Transactions nettes \$ | Solde au 31 mars 2010 \$ |
|--|--|------------------------------|--------------------------------|
| Ministère des Affaires municipales et du Logement : | | | |
| • Fonds de péréquation de la RGT | 807 502 | 3 926 093 | 4 733 595 |
| Ministère des Richesses naturelles : | | | |
| • Fonds de reboisement | 4 060 051 | 137 124 | 4 197 175 |
| • Pêche et faune | 21 706 761 | (6 660 173) | 15 046 588 |
| • Parcs Ontario – <i>Loi sur les parcs provinciaux</i> | 15 498 994 | (70 052) | 15 428 942 |
| Ministère du Développement du Nord et des Mines : | | | |
| • Fonds de réhabilitation des mines..... | 23 391 524 | 9 068 353 | 32 459 877 |
| Ministère des Transports : | | | |
| • Programme international d'immatriculation..... | 8 695 832 | (3 606 115) | 5 089 717 |
| • Régies des routes locales | 5 115 286 | 4 039 104 | 9 154 390 |
| • Prestation des services – Examens de conduite | 5 053 541 | (391 882) | 4 661 659 |

Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on pourra veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On pourra ainsi garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Le ministère du Procureur général gère un compte spécial lié à la confiscation de biens au civil et aux produits d'activités illicites. Les fonds qui y sont versés servent à indemniser les victimes directes des activités illicites ayant mené à la confiscation, à couvrir une partie des coûts d'administration associés aux cas de confiscation de biens au civil, à venir en aide aux victimes et à prévenir la victimisation.

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le ministère du Procureur général gèrent chacun un compte spécial qui a été créé pour détenir des sommes d'argent relatives aux produits de la criminalité qui sont recueillies par la Couronne ou en son nom. La province de l'Ontario a conclu un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral selon lequel la province s'engage à utiliser les produits de la criminalité pour financer des programmes d'application de la loi et de prévention du crime et pour administrer les frais de justice pénale liés aux causes relatives aux produits de la criminalité. Les ministères effectuent des paiements sur ces comptes selon les modalités établies, et des intérêts sont crédités à ces comptes tous les trois mois.

Dans le budget de mai 1997, le gouvernement avait promis de créer un fonds de cinq millions de dollars prévoyant des bourses d'études pour les conjoints et les enfants d'agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Comme les agents de sécurité publique sont exposés à des risques accrus pour le bien du reste de la société, on estime que la province a une certaine responsabilité à l'égard du bien-être des familles des agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique a été établi par décret. Il est géré par un comité consultatif. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2010

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau qui les rendraient inutilisables.

Il s'agit d'un compte spécial portant intérêt, qui est détenu en fiducie pour la collectivité de Port Loring par le ministère de l'Environnement. Il sera utilisé comme subvention de fonctionnement pour un réseau d'alimentation en eau communautaire qui a été construit en raison de la contamination par de l'essence d'eau souterraine qui a affecté des puits privés dans la collectivité.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministre des Finances qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2010.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2010.

Les dépôts relatifs aux jeux et alcools ont été créés en vertu de l'article 14 de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*, qui autorise la Commission des alcools et des jeux à établir des droits et d'autres frais pour veiller à l'application de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* et de la *Loi sur les permis d'alcool*. En vertu de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, tous les auteurs d'une demande et personnes inscrites doivent payer les coûts raisonnables d'une enquête pour l'inscription relative aux jeux. En vertu de l'article 7 de la *Loi sur les permis d'alcool*, un avis public d'une demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Les dépôts servent à payer les coûts exigés. Au 31 mars 2010, les dépôts relatifs aux jeux s'élevaient à 2 885 168 \$ et ceux relatifs aux alcools à 590 170 \$, soit un montant total pour ce compte de 3 475 338 \$.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières a été créée en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* et des règlements connexes et comprend les demandes d'indemnisation faites en vertu de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entrepreneurs*. Toute personne qui subit une perte ou des dommages attribuables à une erreur ou une omission touchant un dossier d'enregistrement de sûretés mobilières peut avoir droit à une indemnité. En vertu des règlements, 1 % des droits d'enregistrement et des paiements d'intérêts annuels déterminés par le gouvernement par voie de décret sont versés dans la Caisse.

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le régime complémentaire des juges de paix, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministère de la Santé qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2010.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin**Pour l'exercice clos le 31 mars 2010**

En vertu de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*, les coûts du logement social dans la RGT sont répartis équitablement entre les municipalités. Le ministère facilite le transfert des fonds en recevant les paiements exigés qu'effectuent les municipalités visées de la RGT et en les remettant à celles qui y ont droit. Le 31 mars 2010, le solde représentait les fonds reçus mais qui n'avaient pas été versés pendant l'exercice.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur le bois de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds de reboisement. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, à gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour le reboisement sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

Le Fonds de réhabilitation des mines est un compte particulier qui a été établi au sein du Trésor en 1994. On y dépose l'argent reçu comme garantie financière pour les fermetures de mines, conformément à l'article 145 de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, chap. M. 14.

Le programme international d'immatriculation (IRP) est une entente nord-américaine qui facilite la perception et la distribution des droits d'immatriculation des véhicules utilitaires à tous les territoires qui en sont parties. Ces droits sont calculés en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains en sont membres. Le compte de passif de l'IRP représente les droits d'immatriculation perçus auprès des entreprises ontariennes de transport par camions et par autocars qui ont été déposés dans un compte bancaire américain ouvert par le gouvernement de l'Ontario pour le compte des territoires américains membres de l'IRP. Les recettes ainsi générées sont accumulées et distribuées tous les mois aux territoires américains et canadiens membres de l'IRP.

Le compte de passif des régies des routes locales représente des fonds déposés au Trésor par diverses régies des routes locales et par le gouvernement fédéral, pour les régies des routes locales, aux termes du programme de paiements de transfert du Fonds de la taxe sur l'essence, pour des travaux de voirie que le ministère n'a pas encore effectués. Une régie des routes locales est constituée d'un ou de plusieurs propriétaires de terrains dans un territoire non érigé en municipalité; on dénombre de 300 à 350 régies des routes locales en activité dans la province. Les travaux de voirie qui doivent être effectués sont déterminés au cours d'une rencontre annuelle entre les régies des routes locales et les représentants du ministère. Ces travaux peuvent être des réparations urgentes, de l'entretien général ou des travaux de modernisation des immobilisations.

Le compte particulier créé pour la diversification des modes de prestation des services d'examen de conduite prévoit que Serco DES Inc. remettra tous les mois au gouvernement la somme de 200 000 \$ pour toute la durée du contrat de dix ans. Le MTO puisera dans ce compte pour payer les coûts de surveillance du délégué, gérer les rapports établis avec ce dernier et s'assurer qu'il respecte les exigences. Ces fonds sont utilisés pour fournir un moyen neutre, sur le plan financier, de contrebalancer les coûts engagés pour s'assurer que Serco respecte les exigences et d'établir, au sein du ministère, un bureau chargé de surveiller cette société et de gérer les rapports établis avec elle.

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Pour l'exercice clos le 31 mars 2010

PRÊTS GARANTIS

| | Année D'émission | Taux d'intérêt | Encours au 31 mars 2010 | Références |
|---|---------------------|-------------------|----------------------------|------------|
| | | % | \$ | |
| MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES | | | | |
| Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles | 2009-10 | Divers | 40 960 795 | (1) |
| Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins d'engraissement..... | 2009-10 | Divers | 52 101 260 | (2) |
| Régime AgriPLUS de fonds commun pour les prêts aux collectivités rurales | 2009-10 | Divers | 5 151 966 | |
| TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES | | | 98 214 021 | |
| MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS | | | | |
| Centre de détention d'Ottawa-Carleton | 2009-10 | S.O. | 5 200 000 | |
| TOTAL, MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS | | | 5 200 000 | |
| MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE | | | | |
| <i>Loi sur les sociétés de développement</i> | | | | |
| Total des prêts garantis à diverses sociétés..... | Divers | Préférentiel+1 | 11 250 | |
| TOTAL, MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE | | | 11 250 | |
| MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT | | | | |
| Société ontarienne d'hypothèques et de logement de l'Ontario, Programme de financement hypothécaire dans le cadre du programme « Maisons pour de bon »..... | 1989 | Divers | 152 533 642 | (3) |
| TOTAL, MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT | | | 152 533 642 | |

**PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Suite**

Pour l'exercice clos le 31 mars 2010

AUTRES

| | Année D'émission | Taux d'intérêt | Encours au 31 mars 2010 | Références |
|--|---------------------|-------------------|----------------------------|------------|
| | | % | \$ | |

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

| | | | | |
|--|------|-------------------------|-------------------|--|
| Office de commercialisation du poisson d'eau douce | 1969 | 3,60 | 31 900 000 | |
| Global Sticks..... | 2009 | Préférentiel+2.5 | 901 600 | |
| Hanover Veneer..... | 2009 | Préférentiel+1 | 473 514 | |
| Olav Haavaldshrud Timber..... | 2009 | Obl. du Canada +1,17 | 5 000 000 | |
| 1494718 Ontario Limited | 2009 | Cost + 35bp | 1 150 000 | |
| TOTAL, MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES..... | | | 39 425 114 | |

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario:

| | | | | |
|---|--------|----------------|--------------------|--|
| Catégorie A..... | Divers | Préférentiel | 12 328 838 | |
| Catégorie B..... | Divers | Préférentiel+1 | 2 710 394 | |
| Catégorie C..... | Divers | Préférentiel+1 | 190 337 009 | |
| TOTAL, MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS..... | | | 205 376 241 | |
| TOTAL DES PRÊTS GARANTIS | | | 500 760 268 | |

**PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Suite**

Pour l'exercice clos le 31 mars 2010

AUTRES

| | Année D'émission | Taux d'intérêt | Encours au 31 mars 2010 | Références |
|--|---------------------|-------------------|----------------------------|------------|
| | | % | \$ | |
| MINISTÈRE DES FINANCES | | | | |
| Société ontarienne d'aménagement municipal | 1991 | 9,17 to 11,04 | 79 021 000 | (4) |
| Facilités de crédit accordées par la Desjardins Credit Union : | | | | |
| À la Madoc Co-operative Association | 2009 | Préférentiel+1% | 2 234 174 | (5) |
| Facilité de prêt offerte par la Woodslee Credit Union | | | | |
| À la Pelee Island Co-operative Association..... | 2005 | 4,75 | 486 759 | (6) |
| TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES | | | 81 741 933 | |
| TOTAL DES AUTRES GARANTIES | | | 81 741 933 | |
| TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL..... | | | 582 502 201 | |

GARANTIES FINANCIÈRES :

MINISTÈRE DES FINANCES

Deux ententes existent pour donner suite aux exigences en matière de délivrance de permis de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) relativement aux garanties financières en ce qui concerne les obligations liées au déclassement de la centrale nucléaire et à la gestion des déchets nucléaires d'Ontario Power Génération Inc. (OPG). Une entente donne à la CCSN accès (dans des cas prescrits) au fonds distinct créé aux termes de l'Ontario Nuclear Funds Agreement (ONFA). L'autre entente donne une garantie provinciale directe à la CCSN pour le compte de l'OPG. Cette entente, jusqu'à hauteur de 1 545 millions de dollars, en vigueur le 1^{er} mars 2010, a trait à la partie des obligations liées au déclassement des centrales et à la gestion des déchets nucléaires qui n'est pas couverte par la valeur du fonds distinct au 1^{er} janvier 2009. En retour, la province a reçu de l'OPG une commission de garantie équivalant à 0,5 % de la valeur de la garantie provinciale directe.

**PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR
LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin**

Au 31 mars 2010

Références :

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 200 000 000 \$.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 80 000 000 \$.
3. Le gouvernement provincial a garanti des prêts totalisant 1 323 millions de dollars tirés du RPC par la SLO aux fins du projet « Maisons... pour de bon ». Depuis 1993, la plupart de ces prêts ont été refinancés dans le secteur privé, sauf les prêts liés au logement des étudiants (166 127 703 \$) et les fonds mis en disponibilité ont été avancés au ministère des Finances. Comme ce ministère comptabilisera son prêt de 1 157 millions de dollars en tant que passif, ce montant devrait être exclu de la garantie.
4. Conformément à la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, la Société ontarienne d'aménagement municipal (SOAM) a cessé d'exister, et son actif et son passif ont été transférés à l'Office ontarien de financement le 15 novembre 1993. La SOAM a contracté des emprunts auprès du Régime de pensions du Canada et de la province, dont la SOAM s'est servie pour accorder des prêts à des municipalités et à des conseils scolaires selon des modalités semblables à celles de ces emprunts.
5. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit renouvelable accordée par la Desjardins Credit Union à la Madoc Co-operative Association (MCA) pour une période commençant le 31 octobre 2009 et se terminant le 30 avril 2010. Le montant maximal garanti est de 2,43 millions de dollars plus les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés. La MCA versera à la province une commission de garantie équivalant à 0,5 % des emprunts réels.
6. La province a garanti le remboursement d'une facilité de crédit offerte par la Woodslee Credit Union Limited à la Pelee Island Cooperative Association pour une période commençant le 6 octobre 2005 et se terminant le 6 octobre 2020. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, avec les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE****Au 31 mars 2010**

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Dudley Abbot et autres (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust).
2. Theriault en ce qui concerne les concessions minières à Hemlo Gold Mines.
3. Mary Lou LaPratte, Roland LaPratte, Sheila Horrell, Arthur Horrell et autres (recours collectif proposé).
4. Monaghan, John Richard c. Sa Majesté la Reine, le procureur général et le solliciteur général avec la Police provinciale de l'Ontario.
5. Arnold Guettler, Neo-Form Corporation et Neo-Form North America Corporation c. Sa Majesté la Reine et autres concernant une accusation malveillante de la part de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la saisie de biens par le procureur général sans autorisation légale.
6. R. Shawn A. Cantlon, soi-disant avis d'action projetée dans lesquels le plaignant demande une compensation financière. Il est impossible de déterminer les fondements d'une soi-disant demande.
7. Augier, Gideon McGuire, allégation de complot mettant en cause diverses autorités, dont le ministère du Procureur général, l'OPP et la GRC dans le but d'influencer la conduite du procès criminel du plaignant.
8. Deep, D^r Albert Ross, avis de demande alléguant que le vérificateur du ministère de la Santé a communiqué ses conclusions aux policiers de Toronto, entraînant l'arrestation illégale, la poursuite malveillante et la diffamation du plaignant.
9. Mastronardi, Giovanna, avis de demande de dommages-intérêts à la suite de nombreuses insinuations et déclarations fausses, diffamatoires et trompeuses faites de vive voix aux membres de la famille de la plaignante pendant une enquête de la CSPAAT.
10. Koumoundouros, Terry, demande de dommages-intérêts pour libelle diffamatoire. Allégations selon lesquelles un rapport de la Police provinciale de l'Ontario est diffamatoire.
11. Société General Motors, demande de contribution et indemnité par un tiers à la suite d'un accident survenu le 22 mars 1996 à l'angle de l'autoroute 401 et de Wellington Road alors que le plaignant a perdu la maîtrise de son véhicule à cause de la glace sur la route.
12. Adam's Mine Rail Haul, avis de demande de dommages-intérêts pour le non-respect d'une convention d'achat et de vente conclue entre le plaignant et le ministère des Richesses naturelles.
13. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
14. Syndicat international des employés professionnels et de bureau et Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario, allégations de négligence, de déclaration trompeuse, de manquement à l'obligation fiduciaire, de dépossession sans indemnisation et d'incitation à rompre son contrat relativement aux régimes de retraite lorsque le gouvernement a fait passer les emplois des municipalités aux nouveaux centres d'accès aux soins communautaires en 1996.
15. Harrison, John Arthur, avis d'action et demande de dommages-intérêts pour manquement aux devoirs et abus de procédure.
16. Whole World Trade Ltd. pour des dommages découlant de violations présumées aux règles de stationnement et au code du bâtiment et corruption par la police et un conseiller municipal relativement aux biens-fonds situés au 418 et 422, avenue Brookdale.
17. Sarazin, Daniel Lynden : recours collectif sur le délit de génocide découlant de la prise de conscience permanente du génocide dont font preuve tous les paliers de gouvernement à l'endroit de la nation Algonquin.
18. Foster, Tracey Marie : la plaignante allègue que les divers défenseurs se sont livrés à des activités illégales et de torture comme l'entrée illégale dans son logement et une agression sexuelle à son endroit.
19. Brown, Vincent : avis de demande en dommages-intérêts après avoir fait part aux autorités d'une tentative d'assassinat à l'endroit du premier ministre. Le plaignant allègue qu'il a fourni ces renseignements en échange de son immunité, d'un emploi et d'un paiement.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2010

20. Zoran Djuric : déclaration de demande en dommages-intérêts. Le plaignant allègue que les défendeurs ont volé son dossier du tribunal et d'autres documents qui se trouvaient dans son appartement et dans sa maison.
21. Phaneuf, Sylvie : recours collectif en dommages-intérêts portant sur une incarcération injustifiée, le défaut d'assurer la sécurité physique et psychologique de la plaignante, le manquement à une obligation fiduciaire, le manquement à une obligation de diligence, le manquement à l'obligation d'agir de bonne foi et la violation des droits de la plaignante garantis par la Charte. On allègue que, contrairement à l'obligation de Sa Majesté la Reine de placer la plaignante dans un centre d'évaluation et de traitement en milieu fermé prévue par l'ordonnance du juge Bélanger, selon laquelle la plaignante devait être évaluée en vertu de l'article 672.11 du *Code criminel*, la plaignante a été placée dans le centre de détention régional Innes Road.
22. AXA Canada, et al : (Corsine, Allison) : Corsine, Allison : déclaration selon laquelle les demandeurs allèguent que leurs domiciles et leurs commerces ont subi des dommages matériels importants à la suite d'un débordement des réseaux pluviaux et d'égouts de la Ville le 15 juillet 2004.
23. Leclair, Dianne : recours collectif envisagé par l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario relativement au transfert des rentes du Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario au Hospitals of Ontario Pension Plan.
24. Chuang, David, D^r, D.M.D. : demande en dommages-intérêts selon laquelle le demandeur allègue avoir été victime de diffamation, de manquement à une obligation fiduciaire, d'action fautive dans le cadre d'une charge publique, d'injustice, d'embarras, de harcèlement, d'humiliation, etc. L'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario a retiré le permis du demandeur pour inconduite sexuelle.
25. Greenfield Ethanol (anciennement Commercial Alcohols Inc.) et Suncor sont les seuls fabricants d'éthanol (carburant à base de maïs) en Ontario. Greenfield Ethanol se plaint que l'Ontario a accordé un traitement préférentiel à Suncor et exige que la province la traite sur le même pied que Suncor.
26. Palu-Corbelli Corporation : demande en dommages-intérêts pour assertion inexacte et négligente, bris de contrat dans le cadre du programme Patrimoine vital de l'Ontario et omission de SMR d'exécuter le contrat en toute bonne foi. Les allégations stipulent que le ministre a refusé d'accorder le permis d'extraction d'agrégats en 1999, en 2001 et en 2004.
27. Hassum, Amanda : recours collectif. Les demandeurs soutiennent que la perception et la collecte de frais accessoires reliés aux droits de scolarité par les collèges d'études postsecondaires de l'Ontario étaient illégales et ont causé un préjudice aux gens prenant part au recours collectif proposé.
28. Sood, Vishvander : déclaration de modification d'une demande de dommages-intérêts dans laquelle le demandeur allègue avoir été victime de complot et de violation de ses droits.
29. Nazarali, Hassan c. Ontario : demande en dommages-intérêts pour les motifs suivants : application erronée de la loi par des fonctionnaires judiciaires dont un juge de paix et un juge de première instance, arrestation illégale, et détention illégale sans compétence.
30. D^r Jeffrey Lipsitz c. Ontario : demande selon laquelle, lors de l'inspection et de la régularisation des centres de troubles du sommeil, qui appartiennent au plaignant, les défendeurs ont fait preuve d'un comportement tortueux (conspiration, ingérence illégitime dans les relations économiques, abus de procédure, négligence dans l'exécution d'une obligation d'origine législative, abus de fonctions publiques, et enquête négligente dans une intention malveillante).
31. Mallory, Richard et autres c. SMRCO : Le plaignant prétend que la Couronne, la poursuivante, et divers agents de police ont conspiré pour dissimuler le fait qu'ils savaient apparemment qu'ils se fondaient sur de faux témoignages de leurs principaux témoins pour arrêter illégalement le plaignant, le déclarer coupable et l'emprisonner.
32. Plaunt, Donald contre Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et autres – Objet : Réclamation pour poursuite abusive, enquête négligente, abus de pouvoir, séquestration, complot en vue de nuire et violation de droits garantis par la Charte déposée par le plaignant et concernant ses nombreuses arrestations en raison de prétendues infractions sexuelles perpétrées sur des mineurs.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2010

33. Williams, James-Andrew contre Banque HSBC, et autres; Williams, James-Andrew contre Banque TD et autres – Objet : Affaire litigieuse au civil mettant en cause deux banques et une voiture. Le plaignant veut un redressement incompréhensible à l'encontre d'un certain nombre de parties.
34. Empire Communications Ltd. & Empire Pleasantview Communities Ltd. contre Sa Majesté la reine du chef et la Société immobilière de l'Ontario – Objet : Revendications territoriales.
35. Dolmage à titre de tuteur à l'instance de Marie Slark et Jim Dolmage à titre de tuteur à l'instance de Patricia Seth contre Sa Majesté la reine et le Centre régional de la Huronie.
36. McNamara, Michael et autres : Le plaignant prétend que pendant qu'il était commissaire de l'Ontario Athletics Commission (OAC), M. Hayashi avait un intérêt bénéficiaire dans un ou plusieurs clubs d'arts martiaux, a abusé de son pouvoir, a fait preuve de négligence, n'a pas tenu compte des infractions de la part de combats concertés dans le domaine des arts martiaux, et a empêché la tenue de combats concertés dans le domaine du kick-boxing professionnel.
37. Sidhu, Avtar contre Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario (Ministère du Procureur général) : Loi de 1992 sur les recours collectifs, confirme que la présente instance est un recours collectif; déclare que le défendeur a enfreint les articles 7 et 14 de la Charte; ordonnance exigeant que le défendeur respecte ses obligations aux termes de ces articles; dommages-intérêts pour infraction à ces articles; ordonnance exigeant que le défendeur réévalue tous les interprètes judiciaires au moyen d'un test approprié et en fonction de normes adéquates et communique les résultats de ces tests aux personnes inscrites au recours collectif.
38. Corporation de la ville de Brantford contre Montour, Ruby et autres. La ville de Brantford demande des dommages-intérêts et une injonction contre les protestataires de Haudenosaunee Development Institute.
39. Weininger Farms Ltd. c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et Sa Majesté la Reine du chef du Canada : allégation que l'Ontario a délibérément omis d'exécuter la *Loi de la taxe sur le tabac* et la *Loi sur la taxe de vente au détail* sachant que cela permettrait d'augmenter les ventes et la fabrication de produits du tabac de contrebande et de diminuer les ventes des produits du tabac des demandeurs.
40. Visutski, Frank c. le procureur général : demande d'indemnisation sans avis en vertu de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne* pour des raisons d'inconduite de la part de la Police provinciale de l'Ontario, de discrimination au sein de la Cour suprême et de faute professionnelle de la part de Revenu Canada.
41. Magnotta Winery Corporation et al. c. la CAJO et al. : allégations que la politique « Made Policy » qui impose des restrictions sur la vente de produits alcooliques a été établie de façon inéquitable et exerce une discrimination à l'égard de l'entreprise du demandeur.
42. Mayotte, Michael c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : allégation que l'Ontario a omis de fournir une compensation adéquate et a manqué à son obligation d'agir de bonne foi à l'égard des membres du réseau de bureaux de l'immatriculation et des permis de conduire privés depuis 2003.
43. Karas, et al. : poursuite contre LAWPRO et al. en raison de poursuite malveillante, de négligence lors d'une enquête et de dommages liés à la charte dans le cadre d'une poursuite contre les demandeurs pour incendie criminel.
44. Curactive Organic Skin Care Ltd. en son propre nom et en tant que représentant d'un groupe c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et autres : construction faite par la ville de Toronto et la Toronto Transit Commission.
45. Alderson c. le Bureau de santé de Grey Bruce (agissant en tant que mandataire, a fait preuve de négligence pour avoir délivré des permis et donné des approbations pour des fosses septiques qui sont, selon les allégations, désormais défectueuses), le procureur général du Canada et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario telle que représentée par le ministère de l'Environnement de l'Ontario et le ministère de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario.
46. Vivace Tavern et House of Lancaster c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, le commissaire de la Police provinciale de l'Ontario et la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario pour des raisons d'abus, de conspiration visant des blessures, de détérioration de preuves et de dommages-intérêts punitifs.
47. McSheffey c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : recours collectif d'employés du SEFPO alléguant une assertion négligente et inexacte et des pertes financières à l'égard de leurs prestations de retraite en raison de leur transfert aux centres d'accès aux soins communautaires.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2010

48. Brett, L. Brenda et Wells, C. Thomas : recours collectif portant sur la contamination d'un bien-fonds situé à proximité de la mine dans le village de Deloro.
49. Peter Fallis c. l'Ontario, relativement aux droits exigés aux termes de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* pour l'enregistrement foncier, qui constitueraient des taxes, ce qui n'est pas permis aux termes des lois.
50. Grant Forest Products Inv. c. Ontario : avis en vertu de la LIICC concernant le remboursement des modifications de la valeur résiduelle aux termes de la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne* depuis le 1^{er} avril 1995.
51. Direk c. l'Ontario : Avis de question constitutionnelle reçu le 10 septembre 2009, demande inintelligible.
52. Anderlis Leasing Entreprises et al. (recours collectif) concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
53. Northern Diamond Gaming Services Limited et Diamond Gaming Services Inc. et autres.
54. First Class Casinos et Mr. Casino Inc. c. Sa Majesté la Reine concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
55. 1191067 Ontario Inc., Silvo Di Gregorio et Tom Jones concernant l'exploitation de casinos de bienfaisance permanents.
56. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et autres contre l'Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et autres.
57. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui des autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
58. Roger Southwind au nom de la bande indienne du Lac Seul.
59. Première nation de Moose Factory et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
60. Première nation de New Post et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
61. Première nation de Beaver House contre Sa Majesté la Reine.
62. Les Premières nations des Chippewas de Saugeen et de Nawash concernant la péninsule Bruce.
63. Première nation de Missanabie Cree contre l'Ontario et le Canada.
64. Six-Nations de la Bande indienne de la rivière Grand.
65. La Première nation de Mishkeegogamang et 17 autres.
66. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
67. Les Chippewas de Sarnia en ce qui concerne le titre autochtone sur une large parcelle de terre dans la ville de Sarnia.
68. Mississauga de Alderville, Beausoleil, Chippewas de Georgia Island, Mnjikaning (Rama), Curve Lake Hiawatha et la Première nation de Scugog Island.
69. Wesley Big George au nom de sept Premières nations du lac des Bois c. Sa Majesté la Reine.
70. Première nation Big Grassy (Mishkosiimiiniiziibing) et Premières nations Ojibways de Onigaming dont les territoires sont adjacents à la région du lac des Bois et de la rivière Winnipeg qui sont signataires du traité 3 et qui réclament des dommages-intérêts pour les inondations qui se sont produites entre 1887 et 1892.
71. Première nation Wauzhushk Onigum et Première nation Ochiichagwe'babig o'ining et Premières nations de Washagamis Bay.
72. Premières nations de Walpole Island en ce qui concerne le titre autochtone de certaines sections du Sud-Ouest de l'Ontario quant à l'utilisation des terres et l'indemnisation.
73. Chef Roy Michano de la Première nation Begetikong Anishnabe (aussi appelée les Ojibways de Pic River), le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher, concernant le titre autochtone d'une vaste superficie de terres sur la rive nord-est du lac Supérieur.
74. Demande de rente présentée par la Première nation de Whitesand; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
75. Première nation de Moose Deer Point; déclaration d'indemnisation pour cause de manquement à l'obligation fiduciaire et jugement déclaratoire selon lequel les plaignants ont des droits issus d'un traité tels qu'indiqués dans l'allocation de Samuel Peters Jarvis en 1837.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite****Au 31 mars 2010**

76. Kinew, Tobasonakwut c. le Canada et l'Ontario concernant le manquement à l'obligation fiduciaire associée à la gestion des pêches.
77. Première nation de Garden River, réserve n° 14, demande concernant les limites des terres des Premières nations en vertu du traité Robinson-Huron.
78. Sinclair, Alfred, concernant cinq poursuites par la bande de Washagamis Bay près de Kenora relativement à des jugements déclaratoires selon lesquels 10 îles du lac des Bois constituent une réserve et que l'Ontario a manqué à ses devoirs envers la bande.
79. Première nation n° 58 de Longlac. Les plaignants allèguent qu'ils possèdent un titre ancestral exclusif visant une partie de la rive du lac Supérieur.
80. Première nation de Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek (bande de Rocky Bay) : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
81. Première nation de Sand Point : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
82. Première nation Pic Mobert : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
83. Première nation Pays Plat c. le Canada et l'Ontario : cette poursuite demande une déclaration de titre ancestral et des mesures réparatoires connexes relativement aux terres situées sur la rive nord du lac Supérieur. Les demandeurs sont des Indiens Ojibway membres de la Première nation Pawgwashing, alias la Première nation Pays Plat. Ils prétendent qu'ils n'ont jamais signé le Traité Robinson-Supérieur de 1850 et qu'ils ne sont pas liés par celui-ci.
84. Poursuite en dommages-intérêts d'Agency One : revendication éventuelle d'un tiers intentée par le Canada contre l'Ontario et Fort Frances demandant un recours récursoire et le versement d'une indemnité pour dommages pour motif de fiducie constructive.
85. Première nation Long Lake No. 58 : Demande en dommages-intérêts pour négligence, manquement à l'obligation fiduciaire, intrusion, nuisance et perte économique par suite de l'emploi du bassin hydrographique de Long Lake aux fins de l'exploitation financière et de la production d'électricité.
86. Atikameksheng Anishnawbek c HMQRO, et autres : avis de demande déposé contre le Procureur général du Canada et Sa Majesté la reine en chef de l'Ontario en ce qui concerne notamment un manquement à des obligations fiduciaires pour défaut de fournir au demandeur une clause de réserve conformément aux modalités écrites et orales du Traité Robinson-Huron de 1850.
87. Wabaseemoong Independent First Nations de One Man Lake, Whitedog and Swan lake (anciennement connus sous l'appellation collective « Islington Indian Band ») contre le Canada, l'Ontario, OPG et la SFIEO.
88. Corporation de la ville de Fort Frances contre le procureur général du Canada, et autres sous forme de demande entre défendeurs dans la poursuite 98-0743 intentée par la Première nation Couchiching, la Première nation Naicatchewinin, la Première nation Nicickousemenacaning et la Première nation stanjikoming.
89. Poursuites devant la Commission du droit d'auteur du Canada mettant en cause Access Copyright, le ministère de l'Éducation de l'Ontario et tous les conseils et administrations scolaires financés par les fonds publics.
90. Gallo c. Canada (Ministère de l'Environnement et des Richesses naturelles de l'Ontario) pour infraction alléguée au chapitre 11 de l'ALENA en raison de la fermeture de la mine Adams Lake pour en faire une installation d'élimination des déchets.

* Mis à jour en fonction des modifications jusqu'à la date de publication des Comptes publics. 59 des réclamations susmentionnées ont été évaluées comme « indéterminables ». Les autres ont été évaluées « improbables ».

Le présent document est publié en français et en anglais.
On peut en obtenir une version sur CD-ROM dans l'une ou l'autre langue auprès de :

Publications ServiceOntario

Téléphone : 416 326-5300

Sans frais : 1 800 668-9938

Téléimprimeur (ATS) sans frais : 1 800 268-7095

Site Web : www.serviceontario.ca/publications

Pour en obtenir une version électronique, il suffit de consulter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca

This publication is available in English and French. CD-ROM copies in either language may be obtained from:

ServiceOntario Publications

Telephone: (416) 326-5300

Toll-free: 1-800-668-9938

TTY Toll-free: 1-800-268-7095

Website: www.serviceontario.ca/publications

For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2010

ISSN 0833-1189 (Imprimé)

ISSN 1913-5564 (En ligne)